

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 26

MAI 1987

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais, kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger) 30 FF

Abonnement annuel (12 numéros) : (France) 200 FF, (Etranger) 250 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.

ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE - 106, rue Lafayette - 75010 PARIS - FRANCE
tél : (1) 48 24 64 64

SOMMAIRE

- LIBERATION D'ISMAIL BESIKÇI
 - UN APPEL AUX ALLIES OCCIDENTAUX DE LA TURQUIE
 - UN JURY INTERNATIONAL REUNI A VIENNE CONDAMNE LA POLITIQUE DES NATIONALITES DE LA REPUBLIQUE DE TURQUIE
 - RUPTURE ENTRE LE PDK D'IRAK ET LE PKK
 - A SIGNALER
 - PUBLICATIONS RECENTES
 - DANS LA PRESSE KURDE
 - EN BREF, LA REVUE DE PRESSE
 - PUBLICATIONS EN VENTE
-

LIBERATION D'ISMAIL BESIKÇI

En application d'une récente loi permettant la libération des détenus ayant purgé 40% de leur peine, le sociologue turc Ismail Besikçi, l'un des prisonniers d'opinion les plus célèbres de Turquie a été élargi le 25 mai.

Né en 1939 à Iskilip, petite bourgade d'Anatolie, docteur en sociologie, M. Besikçi est un intellectuel tout à fait atypique, le premier, depuis la fondation de la République turque en 1923, qui, au nom de "la vérité scientifique et de l'honnêteté intellectuelle", ait dénoncé l'idéologie officielle turque niant l'existence d'un peuple ou d'une minorité kurde et prétendant qu'une telle entité historique, culturelle et géographique n'a jamais existé. Avant lui tous les universitaires turcs, par conviction nationaliste ou par opportunisme, avaient abondé dans le sens des thèses du régime, les plus courageux se réfugiant dans le silence. Lors de son service militaire effectué dans les provinces kurdes de Bitlis et de Hakkari, I. Besikçi s'était personnellement rendu compte combien les réalités différaient de la fiction et de la mythologie officielles et avait décidé de consacrer ses travaux de recherche à la connaissance de la société kurde. Cet engagement intellectuel n'a pas tardé à lui valoir d'abord son poste à l'Université d'Erzurum, puis, à partir de juin 1971, une série de condamnations dont le total s'élève à 25 ans de réclusion. M. Besikçi partage désormais le sort commun des

intellectuels kurdes se battant pour le respect de la dignité et de l'identité de leur peuple. Arrêté, condamné par la cour martiale de Diyarbakir, libéré en 1974, à nouveau arrêté en 1978, il aura connu une dizaine de prisons turques et passé **au total 10 ans et 10 mois de sa vie en prison** pour la défense pacifique de la vérité. Sa dernière condamnation en juin 1981 à 10 ans de prison était motivée par une lettre privée évoquant le sort des Kurdes qu'il avait adressée à la présidente de la Société des écrivains suisses. Désigné à plusieurs reprises "prisonnier du mois" par Amnesty International, il a bénéficié d'une campagne de soutien international à laquelle de très nombreux intellectuels européens et américains ont pris part. Saluant son courage civique et sa contribution éminente aux études kurdes et à l'amitié turco-kurde, la 2e Assemblée générale de l'Institut Kurde lui avait décerné à l'unanimité le titre de "membre d'honneur" et de leur côté deux parlementaires australiens et un député allemand au Parlement européen ont récemment proposé son nom pour le prochain prix Nobel de la paix.

A sa sortie de prison (pour combien de temps?), M. Besikçi a déclaré à la presse turque (voir p.57) : "Je voudrais dire ceci. Etre élargi dans la Turquie d'aujourd'hui, sortir de prison ne signifie pas retrouver la liberté. Des milliers de nos jeunes compatriotes sont depuis le 12 septembre 1980 (NDLR. date du dernier coup d'Etat militaire) derrière les barreaux. Ces jeunes ont subi une très grande persécution. Notre société des années 1980 vit de profondes contradictions. Dans une telle société on ne saurait que poursuivre partout et en tous lieux le combat pour la liberté". Rappelant que "la presse turque prend parti non pour ceux qui se battent pour la liberté mais, au contraire, pour ceux qui étranglent les libertés" M. Besikçi cite l'exemple suivant: "La presse s'est lancée dans de vastes campagnes sur le sort des Turcs de Bulgarie. Le Ministère des affaires étrangères a organisé diverses manifestations sur cette question. Et dans le même temps, ce même Etat turc qui s'efforce de défendre les droits des Turcs de Bulgarie peut continuer de plus belle sa très intense oppression des Kurdes, sans que la presse ne trouve rien à y redire. Or pour pouvoir défendre avec un minimum de crédibilité les droits des Turcs de Bulgarie, la Turquie doit être elle-même irréprochable". Sur les conditions de détention, M. Besikçi déclare notamment : "Dans la prison de Diyarbakir de très nombreux détenus, des jeunes gens qui n'ont pas pu vivre leurs vingt ans, ont été tués parce qu'ils refusaient de se dire "turcs", parce qu'ils voulaient garder leur identité kurde. Ils ont subi la violente persécution de l'Etat. Les prisons sont des endroits où l'Etat exerce un contrôle absolu, aucun prisonnier n'aurait dû y trouver la mort".

UN APPEL AUX ALLIES OCCIDENTAUX DE LA TURQUIE,

Du 20 au 25 mai s'est tenu au Québec, haut lieu symbolique de la revendication identitaire, la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'Atlantique-Nord qui réunit des représentants des parlements des pays membres de l'OTAN. A cette occasion, le président de l'Institut a appelé les participants à porter attention sur le sort dramatique que la Turquie, pays membre de l'Alliance, réserve aux 12 millions de Kurdes qui peuplent ses provinces orientales et qui forment le quart de sa population totale. Ce document de 7 pages émanant d'une institution culturelle ne poursuit aucun objectif politique, ne soulève pas de questions de frontière ni même celle de la compatibilité des pratiques du gouvernement turc avec les principes démocratiques et les valeurs de société proclamées par l' Alliance; il se veut " un appel moral qui s'adresse à la conscience démocratique de chaque parlementaire, de son parti et de son pays".

Après avoir fait remarquer que malgré leur proportion sensiblement égale à celle des francophones au Canada, les Kurdes ne bénéficient en Turquie d'aucun droit culturel, pas même de celui du libre usage de leur langue, notre président décrit les principaux mécanismes de la destruction systématique de l'identité kurde depuis 1924 : bannissement de la langue, de la littérature et de la musique kurde, turquisation des noms des villes et villages kurdes, interdiction de porter des noms kurdes, destruction des monuments historiques kurdes et interdiction de tout ouvrage en quelque langue que ce soit sur l'histoire des Kurdes ou la géographie de leur pays. Voici quelques extraits de cet appel :

"Sur le plan linguistique, on compare parfois la situation des Kurdes de Turquie à celle des immigrés implantés dans un autre milieu culturel. Les Kurdes seraient en quelque sorte des immigrés dans leur propre pays. Les médias, les écoles, les administrations de leur pays utilisent une langue étrangère que, dans leur grande majorité, ils ne comprennent pas. Cette image qui a le mérite de rendre compte du drame d'un peuple contraint à vivre en étranger sur sa terre, bien que très saisissante, reste cependant en deçà de la réalité. En effet, tout en étant soumis à la domination culturelle de leur environnement, les immigrés, tels les travailleurs turcs en R.F.A. ou les Algériens en France, disposent tout de même d'une certaine liberté : ils peuvent, par leurs propres moyens, imprimer des livres et des journaux, organiser des manifestations artistiques et culturelles, mettre sur pied des écoles enseignant dans leur langue, créer leurs propres associations, bénéficier d'un temps d'antenne à la radio et à la télévision, et l'Etat sous la tutelle duquel ils se trouvent ne cherche pas à renier leur identité culturelle. Or les Kurdes de Turquie ne possèdent aucun de ces droits, pas même celui de publier un abécédaire dans leur langue.

Etouffée, démantelée, disloquée, victime d'une politique délibérée de désagrégation et d'anéantissement, la culture kurde pour la première fois dans son histoire plus que millénaire, court aujourd'hui le risque d'une mort progressive, d'un inexorable dépérissement. L'action de l'Institut kurde et de quelques modestes organisations d'immigrés kurdes ne sauraient, à elle seule, enrayer ce processus, empêcher la puissante machine étatique turque de broyer les défenses naturelles fragilisées de cette culture assiégée. Il faut une intervention énergique de la communauté internationale, et en tout premier lieu des alliés occidentaux de la Turquie, pour amener celle-ci à mettre un terme à sa politique de destruction du patrimoine culturel d'une communauté humaine formant le quart de sa population.

Si l'on admet qu'un peuple ne peut vivre sans sa culture, une telle intervention nous semble relever du devoir d'assistance à un peuple en danger. Elle ne saurait être éludée sous prétexte de non ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain. Car la défense du patrimoine culturel universel passe par la sauvegarde de chacune de ses parties constitutives, en particulier des cultures menacées, et la souveraineté ne donne pas à un Etat des droits illimités sur la vie et la mort d'une population placée sous son administration, en principe afin qu'il améliore son sort matériel, culturel et spirituel. Il est généralement admis que, sous prétexte de souveraineté, un Etat n'a pas le droit de massacrer sa propre population, cela constitue d'ailleurs un crime caractérisé contre l'humanité. De même, un Etat ne devrait pas non plus avoir le droit de saccager, de détruire pour toujours une culture élaborée au fil de longs siècles d'histoire par des millions d'hommes, une culture constituant une partie originale et irremplaçable du patrimoine culturel de l'humanité.

Il est grand temps que les pays membres de l'OTAN, par respect pour leurs propres valeurs morales, prennent en considération la situation tragique de la culture kurde et exigent de leur allié turc de respecter enfin le patrimoine et l'identité du peuple kurde."

L'écho rencontré par cet appel auprès de l'Assemblée parlementaire et dans les médias québécois a conduit la délégation turque à demander aux autorités canadiennes d'organiser une rencontre avec notre président. Au cours de cette entrevue les parlementaires turcs se sont longuement plaints de ce que "l'on soulève dans les enceintes internationales la question kurde pour déstabiliser la Turquie qui est déjà entourée de toutes parts d'ennemis : Bulgarie, Grèce, Syrie, Iran et URSS. Les problèmes de langue et de culture que vous évoquez dans votre appel sont secondaires par rapports aux problèmes économiques. Le jour où cette région sera développée, où la population aura du travail, de quoi se nourrir et se vêtir, la République turque aura définitivement gagné la partie. D'ailleurs vous savez bien que si tel ou tel parti politique turc se prononçait pour la reconnaissance des droits culturels des Kurdes ou pour une autonomie régionale, l'armée interviendrait immédiatement pour l'interdire et mettre un terme à l'actuelle période de transition vers la démocratie. Alors soyez responsables, ne faites pas le jeu des ennemis de la Turquie et celui des militaires". Ce discours tenu à Québec même, dans un pays où la vie politique est dominée depuis vingt ans par ces "problèmes secondaires de langue et de culture" montre que les changements démocratiques intervenus un peu partout dans le monde ont beaucoup de mal à traverser les détroits et que les mentalités des responsables politiques officiels turcs, toutes tendances confondues, ne parviennent pas à sortir du carcan des idéologies nationalistes des années 1930.

UN JURY INTERNATIONAL REUNI A VIENNE CONDAMNE LA POLITIQUE DES NATIONALITES DE LA REPUBLIQUE DE TURQUIE.

Les 9 et 10 mai un jury international composé de M. Michalis Charalambidis, sociologue, membre du bureau international de la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples, M. Alain Fenet, professeur de droit à l'Université d'Amiens, secrétaire général du Groupement pour les droits des minorités, M. Theodor Veiter, professeur de droit public à l'Université d'Innsbruck, vice-président de l'Association internationale pour la défense des langues et cultures menacées, M. Benjamin Whitaker, délégué du Royaume-Uni à la sous-commission des droits de l'homme des Nations Unies chargée de la lutte contre les pratiques discriminatoires et de la protection des minorités, M. Tilman Zulch, président de l'Association allemande pour les peuples menacés, a examiné la politique des nationalités de la République de Turquie. Après avoir entendu pendant deux jours des témoignages de première main et des rapports d'experts le jury a constaté à l'unanimité que "le gouvernement de la Turquie a violé et continue de violer les dispositions concernant la non-discrimination, le droit d'asile, le droit à la liberté d'opinion, la liberté de réunion et d'association de la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies, les articles 2, 3, 8 et 9 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que l'article 1 du premier Protocole additionnel de cette Convention, les articles 37 à 44 du Traité de Lausanne du 24 juillet 1923 relatifs à la protection des minorités (ce traité est à la base de la reconnaissance internationale de la République turque) et les dispositions concernant la liberté de religion, les droits des minorités nationales, la culture et l'éducation des minorités de l'Acte final de la Conférence d'Heisinki sur la sécurité et la coopération en Europe.

Concernant le sort des Kurdes en Turquie, " le jury condamne :

- a) les contraintes qui pèsent, dans le Kurdistan turc, sur la langue et la culture kurdes; l'usage du kurde en public, dans les écoles ou l'administration, est passible de poursuites pénales, de même que l'édition de livres ou journaux dans cette langue ;
- b) l'interdiction de créer des associations kurdes pacifiques, de nature culturelle ou sociale ;
- c) l'arrestation de nombreux Kurdes qui ont été torturés et dans certains cas condamnés à mort parce qu'ils défendaient leurs droits nationaux ;
- d) la déportation de la population de régions entières, en application d'une politique de "dékurdisation" ;
- e) les attaques-surprise de la gendarmerie ou de l'armée turque dans des villages kurdes qui s'accompagnent régulièrement de brutalités, de viols et même de meurtres".

Le jury a également condamné la politique turque à l'égard de Chypre, des Arméniens, des Assyriens, des Grecs, des Tcherkesses et des Lazes.

En conclusion, "le jury déclare à l'unanimité que :

- vu les violations actuelles des droits de l'homme par la République de Turquie, sa demande d'adhésion à la Communauté européenne ne saurait être acceptée aussi longtemps qu'elle bafouera les valeurs fondamentales de la civilisation européenne,
- la participation de la Turquie au Conseil de l'Europe doit être suspendue jusqu'à ce que les droits de l'homme élémentaires soient garantis pour les nationalités et ethnies actuellement opprimées en Turquie ainsi que dans la partie nord de Chypre sous occupation turque".

Le 11 mai un document présentant les travaux de ce jury international a été remis à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe qui tenait session à Vienne. (Nous sommes redevables au Groupement pour les droits des minorités, 68, rue de Babylone, 75007 Paris pour la traduction française du rapport du jury).

RUPTURE ENTRE LE PDK D'IRAK ET LE PKK

Le bureau politique du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK-I), organisation kurde qui contrôle les régions frontalières avec la Turquie, a rendu public fin avril sa décision de rompre tous ses liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie (PKK). Dans le communiqué annonçant cette rupture le PDK-I de Mesoud BARZANI reproche notamment au PKK "d'avoir constamment créé des problèmes dans les zones libérées en adoptant une attitude agressive à l'égard des membres et des sympathisants de notre parti, de nos unités armées et des forces du Front démocratique uni (NDLR. Coalition regroupant une grande partie de l'opposition irakienne) et d'avoir par ses actions terroristes et ses meurtres tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger gravement nui aux intérêts de la lutte de libération nationale du peuple kurde". Depuis la signature en juillet 1983 d'un "protocole d'entraide" le PDK-I était le principal allié du PKK.

Par ailleurs, à la suite des incidents sanglants qui ont en mars et avril dernier marqué les célébrations du Nouvel An kurde et du meurtre d'un dirigeant de Komkar (Fédération des associations des travailleurs du Kurdistan en RFA), R. Adigüzel, le 3 mai à Hannover, plusieurs associations kurdes et allemandes ont, le 21 mai, tenu une conférence de presse à Cologne avec la participation de nombreux syndicalistes et députés dont Mme. Petra Kelly (Les Verts) et M. Klaus Thüsing (SPD). Au cours de son intervention, ce dernier a accusé la police allemande de "manipuler le PKK afin de créer un climat anti-immigrés et de tirer ensuite prétexte de ces "règlements de compte entre étrangers" pour interdire ensuite les activités de toutes les associations kurdes et turques; c'est ce que le gouvernement turc s'efforçait depuis des années d'obtenir de son allié allemand. Les agissements du PKK vont fournir à Zimmerman (NDLR. Ministre fédéral de l'intérieur) l'alibi nécessaire pour combler les vœux d'Ankara".

A SIGNALER

- UNE VINGTAINE D'INTELLECTUELS ET ARTISTES TURCS ET KURDES EN EXIL demandent "qu'un terme soit mis à la persécution, à la déportation et au massacre du peuple kurde en Turquie". Contraints à l'exil depuis le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, déchus de la citoyenneté turque en raison de leurs opinions, ces personnalités du monde des arts et des lettres, très connues et appréciées en Turquie, se sont réunies le 4 avril dans la petite ville allemande de Marl pour élaborer ensemble un manifeste en faveur d'une démocratisation authentique des structures de la Turquie. Ce document appelle à une "Turquie qui parle, qui réfléchit, qui produit, qui crée, une Turquie démocratique, indépendante, pacifique, à même d'occuper sa place dans la famille des nations civilisées". La presse turque qui a publié de larges extraits de ce texte a évidemment censuré le paragraphe concernant les Kurdes.

- LA JEUNESSE DES COMMUNAUTES ETHNIQUES EUROPEENNES SOLIDAIRE DU PEUPLE KURDE. Réunis du 11 au 16 avril à Strasbourg, siège du Parlement européen, pour un séminaire sur le thème " La construction de l'Europe, une chance pour les communautés ethniques" une centaine de délégués appartenant aux groupes ethniques européens (Alsaciens, Bretons, Basques, Flamands, Gallois, Slovaques, Sud-Tyroliens, etc...) ont adopté une motion de solidarité avec le peuple kurde. Voici le texte de cette motion adressée à tous les gouvernements membres du Conseil de l'Europe :

"L'identité de la population kurde est en permanence menacée sous la pression de la violence et d'une assimilation forcée par la Turquie, membre du Conseil de l'Europe et candidat à l'entrée dans la Communauté européenne. Le gouvernement turc s'apprête à déporter 160 000 personnes d'une région kurde, Tunceli, vers l'ouest de la Turquie. Cette politique de la violence n'est pas chose nouvelle en Turquie en ce qui concerne les minorités. Mais jamais elle n'a été appliquée avec une telle envergure. Le gouvernement turc a l'intention de supprimer le peuple kurde, soit plus de 12 millions de personnes vivant sur le territoire officiel turc. Déjà dans le passé, d'autres violences ont été commises par la Turquie sur ses communautés ethniques."

La Jeunesse des communautés ethniques européennes (JCEE) demande au gouvernement turc de s'engager à respecter et à reconnaître l'existence et les droits de la minorité kurde et de mettre fin à des méthodes indignes des valeurs démocratiques propres à l'Europe. La JCEE demande à la Commission des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe et à tous les gouvernements européens respectueux et garants des Libertés et Droits de l'Homme d'intervenir pour empêcher la déportation de la population kurde".

- LA PEINE DE MORT EN IRAK. Sous le titre de "The death penalty in Iraq", le secrétariat international d'Amnesty international a publié le 21 mai un dossier très documenté de 50 pages sur ce sujet peu connu à l'étranger. Après un rappel historique et une analyse rigoureuse des obligations internationales et légales de l'Irak l'organisation humanitaire dresse une longue liste de six catégories de crimes qui, selon le code pénal irakien, sont passibles de la peine capitale. D'après les informations d'A.I., de janvier 1985 à janvier 1987 148 personnes ont été condamnées à la peine de mort et exécutées. Par ailleurs, dans un communiqué rendu public le 13 mai, Amnesty "appelle la République islamique d'Iran à renoncer à ses pratiques cruelles et inhumaines et à se conformer aux traités internationaux protégeant les droits de l'homme".

PUBLICATIONS RECENTES

D. IZOLI, FERHENG, KURDI- TIRKI (DICTIONNAIRE KURDE-TURC), publié par l'Association des étudiants kurdes en Europe, AFD. Nederland, Postbus 16109, La Haye, Pays-Bas, 1987, 413p., environ 20 000 mots avec une brève introduction à la grammaire kurde et une liste des noms géographiques. Le kurde est écrit en caractères latins.

S. REBWAR, SVENSK-KURDISK ORDLISTA, publié par Hangaw, publisher of Kurdish culture, Stockholm, 1986, 277p., environ 16 000 mots. Le kurde est écrit en caractères arabes.

E. HEMINGWAY, MALAWAYI LI ÇEK (L'Adieu aux armes), publié par Hangaw, Stockholm, 1987, 125 p., en kurde méridional caractères arabes, traduction de Tewfîq H. Seîd.

S. BADR AD-DIN, KURDISTAN UND DIE KURDISCHE BEFREIUNGSBEWEGUNG (Le Kurdistan et le mouvement de libération kurde, RFA(?), 1987, 78p.

DANS LA PRESSE KURDE

ARMANC (Le But), périodique en langue kurde, caractères latins, de l'Union des ouvriers démocrates du Kurdistan, P.O. Box 240 12, 750 24 Uppsala, Suède, publie dans son numéro de mai, 8p., un appel de Celal TALABANI, chef de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak (UPK) à "tous les Kurdes d'Iraq, d'Iran, de Turquie, de Syrie, d'URSS, d'Afghanistan, du Liban et de Jordanie" pour qu'ils soutiennent activement "le combat pour la survie mené par les Kurdes d'Irak", des informations sur l'usage des gaz chimiques par l'aviation irakienne contre la population civile du Kurdistan, un compte rendu de la conférence des pays scandinaves sur les problèmes d'immigration, la suite de l'article de l'écrivain kurde soviétique K. Çaçani sur les relations arméno-kurdes, une nouvelle de R. Inanç, une courte étude sur la légende kurde Siyabend et Xecê, un article sur le 12ème anniversaire du Parti PêBeng (d'avant-garde) du Kurdistan de Turquie et un entretien avec l'historien kurde Muyed Teyîb.

BERBANG (L'Aurore), organe en kurde de la Fédération des associations kurdes en Suède, Box 45205, 104 30 Stockholm, publie dans son numéro 2 (40), 24p., un éditorial sur le 7ème congrès de cette organisation, un article du linguiste R. Zîlan sur les problèmes de terminologie, un texte de C. Celîl, historien kurde soviétique, sur "la situation des Kurdes dans la dernière moitié du 19ème siècle", des informations sur les

célébrations de Newroz (Nouvel an kurde) dans les diverses localités de Suède, la traduction kurde de lettres adressées par le récent (29 mars) Congrès des femmes social-démocrates de Suède aux gouvernements de Turquie et d'Irak leur demandant de mettre fin à la persécution du peuple kurde, un témoignage sur la prison de Diyarbakir, un article sur Mayakovski et un autre sur le jeune cinéaste kurde Seliman Faiq.

DENGE KOMKAR (La voix de Komkar), périodique bilingue kurde-turc de la Fédération des associations des travailleurs du Kurdistan en RFA, publie dans son numéro 98 daté du 29 mai, 16p., un éditorial sur l'assassinat à Hannover de R. Adigüzel, l'un des dirigeants de cette organisation, un compte rendu de la conférence de presse organisée le 21 mai à Cologne par des associations kurdes et allemandes pour dénoncer cet assassinat, un résumé du débat qui a eu lieu le 18 mars dernier au Parlement danois sur la question kurde et la situation des immigrés kurdes du Danemark, des informations sur les mouvements de grève en Turquie et un article sur "la révolte de Dersim (1936-1938) dans la chanson populaire".

HEVIYA GEL (L'Espoir du peuple), périodique bilingue kurde-turc du Mouvement socialiste kurde, Box 34055, 100 26 Stockholm, publie dans son numéro de mai, 16p., un éditorial sur les manoeuvres de l'OTAN au Kurdistan de Turquie, une étude sur le développement du capitalisme au Kurdistan, un texte sur le 60ème anniversaire du soulèvement kurde du Mont Ararat (1927-1930) ainsi qu'un texte sur "le parti de la classe ouvrière et le centralisme démocratique".

KURDISTAN PRESS, bi-mensuel d'information bilingue turc et kurde édité en Suède, Box 70 80, 172 07 Sundbyberg, publie dans son numéro 17, daté du 6 mai, un long éditorial intitulé "Saddam met à feu le Kurdistan" sur les bombardements par des gaz chimiques de la population civile du Kurdistan irakien, un article sur le 10ème anniversaire du massacre de 34 manifestants lors du rassemblement du 1er mai 1977 à Istanbul, un texte de J. Kotcharian sur le génocide des Arméniens, la suite des mémoires du patriote kurde H. Hisyar sur l'insurrection kurde de 1925 en Turquie, une nouvelle de H. Metê, un article de M. Lewendî sur le premier journal kurde *Kurdistan* publié en 1898 ainsi que des informations sur la communauté kurde de Suède.

SVENSK-KURDISK JOURNAL, périodique en suédois de l'association culturelle Suède-Kurdistan, Box 615, 191 26 Sollentuna, publie dans son numéro 9 daté de mai, 28p., une interview du kurdologue et historien soviétique Lazarev, un entretien avec le journaliste suédois Jan Guillou, spécialiste des affaires kurdes, un article de F. Shakely sur la situation au Kurdistan, une analyse de la "politique de colonisation de la province kurde de Kirkouk par le régime irakien", une nouvelle d'A. Abdulrahman, une rubrique des publications nouvelles.

LA REVUE DE LA PRESSE, EN BREF

MADAME MITTERRAND AIDE L'INSTITUT KURDE. RECITAL DE SIVAN à Montréal (Canada) le 30 mai. A PROPOS DES MEMOIRES DU GENERAL IHSAN NOURI : les réflexions de Pierre Rondot sur les échecs de la cause du peuple kurde et son possible avenir. (Hürriyet 4.5, Le Devoir 26.5, L'Afrique et l'Asie Moderne, printemps 87).

L'ARMEE TURQUE EST PRATIQUEMENT EN GUERRE contre les Kurdes. Des dizaines de milliers de soldats sont déployés dans la province de Hakkari. EN RAISON DE SA SITUATION ECONOMIQUE PEU BRILLANTE, la Turquie a peu d'appâts pour tenter la CEE. LA MISSION AU KURDISTAN de M.C. Weislinger, membre de l'A.M.I. (Alsace 10.4, Libération 14.4, Le Républicain Lorrain 17.4).

KURDISTAN IRAKIEN : des armes chimiques sont employées contre les villageois kurdes. KURDISTAN TURC : opération de ratissage dans la province de Hakkari. (Dauphiné Libéré 18.4, Liberté 30.4, La Gazette de Lausanne 1.5, Le Monde 2.5).

LA C.E.E. EXAMINE LA CANDIDATURE DE LA TURQUIE. MANIFESTATION commune de Kurdes, Arméniens et Chypriotes contre la Turquie au Conseil de l'Europe. UN SOMMET IRAKO-SYRIEN se serait tenu en Jordanie. (Libération 4.5, AFP 6.5, Dernières Nouvelles d'Alsace 7.5, Le Monde 6.5).

DANS LES MONTAGNES DU KURDISTAN IRAKIEN, avec les Pasdaran et Bassidji iraniens. UN JURY INTERNATIONAL condamne la Politique de la Turquie envers ses minorités. (AFP 8, 10 et 11.5).

GUERRE DU GOLFE : tranchées iraniennes en territoire irakien. INSURRECTION au nord-est du Kurdistan Irakien. (Le Figaro 11.5, AFP 13.5).

SITUATION "TRES NORMALE" A RAWANDOUZ. Le général T.K. Al-Douri dément les informations ayant fait état de la "prise" de Rawandouz par les rebelles kurdes. 500 SOLDATS IRAKIENS se rallient aux insurgés kurdes, selon Téhéran. MANIFESTATION DE REFUGIES KURDES A TEHERAN. Les forces de police iraniennes empêchent les manifestants de pénétrer dans les ambassades de France, URSS et Grande-Bretagne. (AFP 24, 30 et 31.5).

L'OTAN NE PEUT ACCEPTER PLUS LONGTEMPS la tragédie kurde. UN QUART DE LA POPULATION NE PEUT PARLER SA LANGUE. (La Presse de Montréal 27.5, Le Devoir 28.5).

LES FORCES DE BAGDAD BOMBARDENT les localités "libérées" Arbat et Halabjah. RAPPORT ACCABLANT SUR LES DROITS DE L'HOMME EN IRAN, par Amnesty International. OFFENSIVE DES MOUDJAHEDINE au Kurdistan. L'IRAK REPREND SES RAIDS AERIENS sur l'Iran. (AFP, L'Humanité, le Figaro 14.5, L'Humanité 13.5, Le Monde 15.5).

PILONNAGE d'objectifs économiques irakiens, selon Téhéran. IRAK : PROJET DE LOI pour accroître les prérogatives des institutions autonomes kurdes. POURSUITE DU SOULEVEMENT au Kurdistan d'Irak. "NOUS LUTTONS CONTRE L'OUBLI" affirment des réfugiés kurdes, en Morbihan (France). (AFP 15 et 16.5, Télégramme de Brest 19.5).

RESOLUTION, en faveur du respect des droits des Kurdes. MASSACRE EN TURQUIE : à la frontière de l'Irak, à Tasdelen, 30 guerilleros du PKK massacrent 14 civils, hommes, femmes et enfants. (Jeunesse des Communautés ethniques européennes 15.4, Time 27.4).

SOLDATS TURCS TUES par des Kurdes. GAZ UTILISES contre des villages kurdes d'Irak. SADDAM HUSSEIN a échappé à un attentat le 9 avril. DEPORTATIONS de Kurdes, interdits de séjour en Grande-Bretagne. (Financial Times 1.5, The Guardian 2.5, The Observer, The Sunday Telegraph 10.5).

LA SITUATION TRAGIQUE DES KURDES, vue par des Amis de "Kurdistan Society" (Ecosse). EMPRISONNEMENTS de longue durée pour des journalistes turcs, coupables d'avoir exprimé leurs convictions politiques ou religieuses. (Strathclyde Telegraph 12.5, Amnesty International 5.87).

L'IRAK ACCUSE D'AVOIR EMPLOYE LES GAZ contre des villages kurdes. La révolte séparée des Kurdes d'Irak, Iran et Turquie. UN JUGE DE L'IMMIGRATION laisse aux Kurdes l'espoir de ne pas être repoussés de Grande-Bretagne. (International Herald Tribune 12.5, Herald Tribune, The Guardian 18.5).

TROIS REFUGIES RACONTENT la lutte des Kurdes en Iran (Outwrite 5.87).

L'ENFER POUR LES KURDES, en Turquie comme en Irak et en Iran (Mideast Mirror).

RAPPORT AU COMITE DES AFFAIRES ETRANGERES du Sénat et de la Chambre des Représentants U.S. (2.87).

LES KURDES. Un voyage en Anatolie. (Rizospastis 5.4).

LA SITUATION DES KURDES (Periodiko 14.5).

KURDISTAN : Une biographie de Besikci, un scientifique turc emprisonné pour avoir écrit une thèse sur les Kurdes (Ta Nea 27.5).

LES KURDES (Jyvaskylan Vioppilaslehti 12.5).

LE PEUPLE qui est devenu coupable (Helsingin Sanomat 8.5)

LA GERRE KURDE D'IRAK contre le regime Baasist (Kayhan Airmail 27.5).

LE MASSACRE DE TASDELEN. Les "protecteurs" de village, objectif principal de la guerilla kurde en Turquie (El Pais 24.5).

TOUS LES DOIGTS SONT SUR LA GACHETTE, en prévision d'une nouvelle attaque du PKK (Cumhuriyet 27.4).

EMBUSCADE DU PKK A SEMDINLI : 13 militaires tués. 4 PEINES DE MORT REQUISES contre les bandits séparatistes à Diyarbakir. LE S.H.P. REJETTE LE RECOURS D'ATALAY, dirigeant d'origine kurde du Comité Directeur du Parti, récemment évincé pour avoir réclamé la traduction en kurde du programme de son parti. (Cumhuriyet 30.4).

LA GRANDE TRAQUE dans les provinces du sud-ouest. L'IRAN ET L'IRAK INCAPABLES DE GARDER LEURS FRONTIERES. (Cumhuriyet 30.4 et 1.5, Milliyet 2.5).

MONTAGNES ET VALLEES passées au peigne fin pour retrouver les assassins de nos 13 soldats, dont 1 commandant. LE DOUTE ET LE DEVOIR : un éditorial sur les événements du Kurdistan. (Tercüman, Cumhuriyet 2.5).

TRISTES FUNERAILLES A HAKKARI POUR LES 13 SOLDATS MARTYRS, avec la participation des commandants de l'armée. CAMPAGNE DE SIGNATURE d'Amnesty International pour la libération de Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir. EN TURQUIE, LA PRESSE SUBIT DES RESTRICTIONS, déclare le Président de la Société des Journalistes d'Istanbul à un groupe de journalistes allemands. LE SECTEUR PRIVE évite d'investir dans l'Est qui manque des infrastructures nécessaires. (Milliyet, Cumhuriyet, Tercüman 2.5).

UN LIEUTENANT SAUTE SUR UNE MINE à Gercüb. LE PKK A ENLEVE 13 CIVILS accusés d'être des collabos. L'IRAN PRETEND CONTROLER la région de Suleymaniyé et Kirkouk. 9 PERSONNES GARDEES A VUE dans le village kurde de Tekeli, où 12 personnes avaient été enlevées. (Cumhuriyet 2 et 4.5).

LES EVENEMENTS DU SUD-EST, osons leur donner un nom ! IL Y A BEL ET BIEN UNE QUESTION KURDE EN TURQUIE, déclare T. Atalay, ancien responsable de la Fédération de Diyarbakir du S.H.P., récemment évincé. (Yeni Gündem, Nokta 3.5).

UN KURDE TUE AU COURS D'UNE MANOEUVRE MILITAIRE. Manoeuvre ou invitation à la tuerie. (Ikibin'e Dogru 3.5).

TERREUR ET SEPARATISME dans le sud-est, un éditorial du Général Angin. DEUX DES PERSONNES ENLEVEES SE SONT EVADEES des camps du PKK. UNE DECLARATION de nos intellectuels en exil. (Milliyet 4.5).

A L'EST, le bétail meurt de faim. NOUVELLE EMBUSCADE à Gercüb : 3 blessés. NOS VOISINS SONT DES ENNEMIS, déclare le recteur de l'Université d'Istanbul dans sa conférence sur la terreur et le séparatisme. (Milliyet 6.5, Cumhuriyet 4 et 5.5).

FACE A LA TERREUR, les villages dispersés seront regroupés. "TUE MEME TES PARENTS, S'ILS SONT CONTRE-REVOLUTIONNAIRES" conseille le leader du PKK à ses militants. L'ATTAQUE CONTRE LES BANDITS se poursuit, mais le PKK a encore tué deux villageois dans la province de Tunceli. (Milliyet, Tercüman, Hürriyet, Cumhuriyet 6.5).

CAMPAGNE D'INSTRUCTION pour les enfants des paysans de l'Est, pour leur apprendre d'abord le turc. BASTONNADE COLLECTIVE à Mardin. Tous les habitants, y compris l'instituteur du village de Güzelöz ont été passés à tabac par les gendarmes parce qu'ils refusent de devenir des protecteurs de village (milice pro-gouvernementale). (Cumhuriyet 6.5).

LES VILLAGEOIS DE MARDIN, victimes de bastonnades, racontent. "Ils nous en veulent parce qu'on refuse les protecteurs de village". LE PKK SEME LA TERREUR en Allemagne et a encore tué trois villageois à Tunceli. 2 MILLIONS DE LIVRES TURQUES offerts par l'armée à qui dénoncera des militants du PKK. (Cumhuriyet 7 et 8.5, Tercüman 6 et 8.5).

BARZANI ROMPT AVEC LE PKK. UN PROTECTEUR DE VILLAGE a tué sa femme et deux de ses proches. LE CONSUL GENERAL TURC de Francfort appelle l'ensemble des associations turques et islamiques à lutter contre les séparatistes et à aider les émigrés à élever leurs enfants dans l'amour de la patrie, de la nation et du drapeau. (Tercüman 8 et 9.5, Cumhuriyet 9.5).

LES CHEMINS D'APO ET DE BARZANI SE SEPARENT. (Nokta 10.5).

SCANDALE A VAN. Les films de deux journalistes saisis. 2 SEPARATISTES TROUVES MORTS à Uludere. UNE DELEGATION DE PARLEMENTAIRES NEERLANDAIS visitent la prison de Diyarbakir. L'IRAK DU NORD est noyé dans le sang à la suite de violents affrontements entre les forces gouvernementales et la guerilla kurde. LE MOUVEMENT SEPARATISTE EST D'ORIGINE ETRANGERE, affirme Ecevit. LA POLICE ALLEMANDE MOBILISEE contre le PKK. LA QUESTION DES REFUZNIKS (citoyens interdits de sortie pour des raisons politiques) évoquée à l'Assemblée Nationale. ILS ONT PASSE PAR LES ARMES LE MAIRE du village Uzunköy. (Milliyet 9.5, Cumhuriyet 9, 12 et 15.5, Hürriyet 11.5, Tercüman 11 et 16.5, Türkiye 12.5).

LE MEURTRE D'UN ETUDIANT KURDE A VAN par des groupes de droite. (Yeni Gundem 10.5).

LES ACTIONS DU PKK SERVENT D'ALIBI à la répression, déclare le KOMKAR (Fédération des Associations des Travailleurs du Kurdistan en Allemagne Fédérale), dont le siège a été incendié récemment tandis que les réunions et les célébrations de Newruz étaient perturbées par les militants du PKK. LES PAYSANS CONTRAINTS DE DEVENIR DES PROTECTEURS DE VILLAGE. "C'est un sous-officier qui a tué mon fils, Müslüm Yagmur", accuse sa mère. (Ikibin'e Dogru 10.5).

LA QUESTION KURDE NE PEUT ETRE REGLEE PAR LE TERRORISME, déclare M. Dolman, Président de la Délégation parlementaire néerlandaise en visite à Diyarbakir. LES SEPARATISTES ONT TUE UN INSTITUTEUR à Mazgirt. L'ETAT DE SIEGE SERA LEVE LE 19 JUILLET dans les 4 dernières provinces (kurdes). AVERTISSEMENT DE ZIMMERMANN, Ministre allemand de l'Intérieur, aux organisations séparatistes. (Hürriyet 16.5, Cumhuriyet 19.5, Tercüman 21.5).

APRES SULEIMANIYE, DOHUK ET ERBIL se soulèvent. L'insurrection gagne tout le nord de l'Irak. LES PESHMERGAS IRAKIENS transfèrent en Iran leurs camps d'entraînement. L'ASSEMBLEE NATIONALE A APPROUVE la levée de l'état de siège. AFFRONTLEMENTS à Palu : 5 séparatistes et un soldat tués. UNE LUEUR D'ESPOIR pour les Kurdes demandeurs d'asile en Angleterre. (Milliyet 21 et 22.5, Tercüman, Cumhuriyet 21.5).

RAID DU PKK A LICE : 2 morts. GRAVE ACCUSATION : un citoyen s'adresse au Parquet de Sirnak (Kurdistan turc) pour dénoncer la mort de son frère sous la torture. LES SEPARATISTES VEULENT REUNIR UN CONGRES NATIONAL. LA POLICE ALLEMANDE UTILISE LE PKK en vue d'interdire à terme toutes les organisations kurdes d'Allemagne Fédérale, déclare un Collectif d'Associations kurdes soutenu par des personnalités social-démocrates allemandes, dont Klaus Thussing. (Cumhuriyet 22 et 25.5, Tercüman 23.5).

SOUTIEN IRANIEN A TALABANI. SALAIRE DOUBLE POUR LES INSTITUTEURS servant dans l'Est. TREMBLEMENT DE TERRE, sécheresse et épidémie de tuberculose dans l'Est. 5 SEPARATISTES DU PKK TUES à Adyaman. (Hürriyet 26 et 27.5, Milliyet, Cumhuriyet, Tercüman 27.5).

ULTIMATUM DE BARZANI au PKK : "Déguerpissez rapidement de la région". LE CONSULAT ALLEMAND D'AMSTERDAM occupé par des séparatistes. (Milliyet 27.5, Cumhuriyet 28.5).

DE L'ENGRAIS INUTILISABLE vendu de force aux paysans de l'Est par la Préfecture de Kars. UN DIRIGEANT DU PKK figure parmi les 5 séparatistes tués. FRONT UNI DES ORGANISATIONS DE GAUCHE des séparatistes, pour saboter la future visite du Président Evren en Allemagne. (Milliyet 28.5, Tercüman 28 et 29.5).

LIBERATION DU DOCTEUR ISMAIL BESIKÇI, candidat au Prix Nobel de la Paix après 10 années et 10 mois passés derrière les barreaux. (Cumhuriyet 25 et 26.5, Milliyet, Hürriyet 27.5).

BESIKÇI . RESISTANCE AU NOM DE L'HONNEUR ET DE L'HONNETETE INTELLECTUELLE. Son avocat, Maître S. Bucak, rappelle qu'en Turquie il y a deux poids deux mesures : ceux qui font partie du sérail kemaliste et qui participent de l'idéologie officielle ont droit à un traitement différent des autres, notamment les Kurdes et leurs défenseurs. (Yeni Gündem 24.5).

BESIKÇI ET LES INTELLECTUELS. Ce qui le distingue des autres (les intellectuels traditionnels) est qu'il est un penseur "organique". UN ENTRETIEN AVEC BESIKÇI : je sors de prison, mais je ne suis pas libre ! (Yeni Gündem 31.5).

UNE SCIENCE LIGOTEE : un silence de 10 ans est brisé. (Ikibin'e dogru 31.5).

PUBLICATIONS EN VENTE

L'Institut Kurde diffuse des livres, disques, cassettes et cartes postales. Vous en trouverez la liste ci-dessous. Pour vous les procurer, envoyez le bon de commande, avec votre règlement par chèque, CCP ou mandat. Aucun envoi ne peut être fait contre remboursement.

LIYRES

EN FRANCAIS

LES KURDES ET LE KURDISTAN, ouvrage collectif	40 F
ANTHOLOGIE DE LA POESIE POPULAIRE KURDE, Gérard Chailand	40 F
MEMOIRE DU KURDISTAN, Joyce Blau	60 F
MANUEL DE KURDE, Joyce Blau	80 F
GRAMMAIRE KURDE, Djeladet Bédir Khan et Roger Lescot	140 F
IMAGES DU KURDISTAN DE TURQUIE, Şuayıp Adlığ	40 F
PERSECUTION DU PEUPLE KURDE EN SYRIE, I.S. Yanly	20 F
LA REVOLTE DE L'AGRI DAGH, Ihsan Nuri Pasha	96 F

EN ALLEMAND

EN TURC

KURDISCHE VOLKSDICHTUNG, Thomas Bois	20 F
SALPA, Yılmaz Güney	28 F
SOBA, PENCERE CAMI VE İKİ EKMEK İSTİYORUZ, Yılmaz Güney	50 F
UNESCO'YA MEKTUP, İsmail Beşikçi	20 F
TÜRK TARİH TEZİ VE KÜRT SORUNU, İsmail Beşikçi	60 F
SANCI, Orhan Kotan	20 F
GENERALLER YARGILANMALIDIR, Şerafettin Kaya	20 F
ŞİYAN'IN SEYDASI, Mahmut Baksî	30 F
KÜRT MİLLİYETÇİLİĞİ ve Dr. ABDULLAH CEYDET, Malmisanîj	30 F
KÜRTLERDE SANAT, Nêrgîze Torî	20 F
KÜRT'ÜN TÜRK'ÜSÜ	50 F
BÜYÜK ANAYURT SAVAŞINDA KÜRTLER (1941-1945), H.M. Çetoev	30 F
KÜRT ULUSAL HAREKETLERİ VE ERMENİ KÜRT İLİŞKİLERİ, Garo Sasunyan	100 F
L'HISTOIRE DES KURDES ET DU KURDISTAN, Mehemed Emîn Zekî	120 F

EN ARABE

REVUES

APPEL DU KURDISTAN, N° 3 et 4	15 F
THE KURDISH OBSERYER	10 F

DISQUES

ŞİYAN PERVER, The Kurdish Troubadour	70 F
GULİSTAN, My Heart is in Kurdistan	70 F

CASSETTES

ŞİYAN PERVER, Ji bo zarokên Kurdistan N° 1 et 2	35 F
GULİSTAN	35 F
NİZAMETTİN ARIÇ, N° 4 et 5	35 F
BARAN, N°2	35 F
KURŞUN NEYLESİN TÜRKÜYE, collectif	35 F
STRANÊN ME DOSTIN, Melike & Şivan	35 F
TEMO, Chants du Kurdistan	35 F
CIWAN, N°3 (éd: Institut Kurde)	35 F
LEYLANEN KURDÎ (éd: Institut Kurde)	35 F
CHANTS POPULAIRES KURDES N° 5,6,7 et 8 (éd: Institut Kurde)	35 F

CARTES

POSTALES

Noir et blanc	2 F
Couleur	3 F

AFFICHES

HOMMAGE A YILMAZ GÜNEY	10 F
------------------------	------

PUBLICATIONS DE L'INSTITUT

HEYI, revue littéraire, en kurde, n° 2, 3, 4 et 5	50 F
STUDIA KURDICA, revue d'études, n° 1 (arabe et persan)	40 F
n° 2 (arabe), n° 3 (turc), n° 4 (persan)	30 F
BULLETIN DE LIAISON ET D'INFORMATION, (tous les numéros)	25 F

PUBLICATIONS EN VENTE, EN KURDE

LIYRES

<u>EN KIRMANCÎ</u>	ZEND AYISTA, Cegerxwîn	35 F
	RONAK, Cegerxwîn	35 F
	ŞEFAK, Cegerxwîn	35 F
	HÊVÎ, Cegerxwîn	35 F
	HÊLÎN, Mahmut Beksî	25 F
	TU, Mehmet Uzun	40 F
	QOLINÇ, Torî	40 F
	DENGÊ ROJA DIL, Derwêş Ferho	30 F
	DENGE XEZIKAN, Mamoste	20 F
	GIRTÎ, Firat Cewerî	50 F
	KOMARA DEMOKRATÎK A KURDÎSTAN (MAHABAD), Kerîm Husamî	25 F
	JIYANA REWŞENBIRÎ Û SIYASÎ YA KURDAN, Celîl Celîlî	30 F
	ŞEX SEN'AN, Feqê Teyran	60 F

EN SORANÎ

HELBIJARDAN, Zencîra "Hewar"	20 F
ÇIROKÎ KURD, Rizgar Abdullah	20 F
SIYENE BO KURDISTAN, Yesîn Werzêr	15 F
HALWEST, Zencîra "Hewar"	30 F
DU TAQLAYÎ BE SUT, Sabah Ghalîb Abdullah	30 F
PAS AS BETAL, Zencîra "Hewar"	30 F
CUREWERÎ Û BIREWERÎ, Zencîra "Hewar" - Şex R. Telabanî	25 F
KARWANÎ ŞORES, Zencîra "Hewar"	30 F
JE, Ferhad Şakelî	50 F

LIYRES

D'ENFANTS

SERKETINA MIŞKAN, M. Emin Bozarslan	35 F
PEPÛK, M. Emin Bozarslan	40 F
ZAROKÊN ÎHSAN, Mahmut Beksî	35 F
ALFONS Û CINAWIR, Ferick Carlbrand	35 F

REVUES

RONAHÎ, des frères Bedir Khan de 1942 à 1945 (réédition)	100 F
ROJA NÛ, de Kamuran Bedir Khan de 1943 à 1946 (réédition)	100 F

PERIODIQUES

HÊLÎN, (revue pour enfant - en kurmancî)	6 F
ROJA NÛ, (revue culturelle - en kurmancî)	12 F
ÇARÇIRA " " "	20 F
TEKOŞER, " " "	10 F
MAMOSTAYÊ KURD, (revue culturelle - en soranî)	30 F
JIYAN, " " "	15 F
PEYY, " " "	35 F
MÎRKUT, N° 1,2 et 3 (revue humoristique - en kurmancî)	15 F

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

- Je souhaite contribuer à l'action culturelle de l'Institut Kurde.
Je vous envoie un chèque de FF.
- Je souhaite recevoir régulièrement le bulletin de l'Institut.
Je vous envoie un chèque de 200 FF. représentant l'abonnement annuel.

NOM :

ADRESSE :

BON DE COMMANDE **STUDIA KURDICA** (revue en arabe, persan, turc, anglais et français)

- Je souhaite recevoir exemplaire (s) de **STUDIA KURDICA**, en langue
au prix de 30 FF. (pour la France) ou 8 \$ (pour l'étranger)
numéro (s) désiré (s)

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, C.C.P.
 mandat - lettre, mandat international, à l'ordre de l'INSTITUT KURDE DE PARIS,
106, rue La Fayette 75010 PARIS

NOM :

ADRESSE :

BON DE COMMANDE **HEVI** (revue culturelle en langue kurde).

- Je souhaite recevoir exemplaires de **HEVI**, au prix unitaire de 50 FF (pour la France) ou 10 \$ (pour l'étranger).
- Je souhaite soucrire abonnements à **HEVI** (2 numéros par an), à partir du numéro pour le prix unitaire de 100 FF (pour la France), ou 20 \$ (pour l'étranger).

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, C.C.P.
 mandat - lettre, mandat international, à l'ordre de l'INSTITUT KURDE DE PARIS,
106, rue La Fayette 75010 PARIS

NOM :

ADRESSE :

TELEGRAMME DE BREST

LE SOIR

Liberation

Fédération
Internationale
des Droits
de l'Homme

il manifesto

La Republique des Pyrenées

DIE BRÜCKE

Midi
Midi Occidental

LE MATIN
DE PARIS

Harogha **KVATYPA**

Le Monde

LYON MATIN

LA CROIX
THE TIMES
LA GAZETTE
DE LAUSANNE

Die Grüner

REVUE DE PRESSE
BERHEVOKA ÇAPÉ
RIVISTA STAMPA
THE PRESS REVIEW
BASIN DERLEMESİ
DENTRO DE LA PRENSA
PRESSEREVUE

LE FIGARO
SEMAINE PROVENCE

THE GUARDIAN
vie culturelle

L'EXPRESS

SYDNEY MORNING
HERALD

Cumhuriyet
LE MONDE
diplomatique

CROIRE

Hürriyet

Le Parisien

africaine
asiatique

L'Humanité

Télérama

FINANCIAL TIMES

Hürriyet 4.5.1987

Bayan Mitterrand'dan Kürtlere büyük destek

● Fransa Cumhurbaşkanı Françoise Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand, düzenlediği bir kokteyle, Paris Kürt Enstitüsü için 1 milyon frank (130 milyon lira) bağış topladı.

LONDRA, (Hürriyet) — Fransa Cumhurbaşkanı Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand, düzenlediği bir kokteyle Paris Kürt Enstitüsü için 1 milyon frank (130 milyon lira) bağış topladı. Kürdistan Press gazetesinin "Elysee Sarayı'nda Bir Kürt Dostu" başlıklı yazısında, Bayan Mitterrand'ın kendine adanmış kurulan binasında düzenlenen kokteylden söz ediyor. Paris Kürt Enstitüsü Başkanı Kendal Nezan'ın bir konuşma yaptığı anlatıldı. Hammed ve İslam" kitabını yazan Maxime Rodinson ile çok sayıda Fransızın da davet



BAYAN MITTERRAND
Danielle Mitterrand, son seçimlerden sonra hükümet desteğini yitiren Paris Kürt Enstitüsü yarınna 1 milyon frank toplayarak yardım kampanyasına başlattı.

LE DEVOIR

26.5.1987

Sivan, musicien kurde

(L.F. DEVOIR) — Le chanteur kurde Sivan donnera un récital à Montréal le samedi, 30 mai. Exilé en Suède, le musicien a enregistré de nombreux disques illustrant la richesse d'une culture millénaire en persistance du régime turc, depuis 64 ans, à nier l'existence de Kurdes et de culture kurde (la nation kurde n'a pas d'Etat et les Kurdes sont écar-

L'ÉPIQUE DE L'ÉPOQUE MODERNE

Les mémoires du général Ihsan Nouri : Réflexions sur les échecs de la cause du peuple kurde, et son possible avenir.

Les spécialistes du Proche-Orient, tout autant que les historiens des mouvements de libération, apprécieront ce petit livre (1), établi par des éditeurs kurdes très dépouillés, malheureusement, de moyens matériels et techniques, et qui rassemble, avec les souvenirs d'Ihsan Nouri, chef du « maquis » de l'Ararat (1925-1930), une intéressante introduction de Peresh, et une très lucide préface d'Ismet Chériff Vanly, déjà bien connu pour ses importantes contributions à l'histoire kurde.

C'est dans son ultime exil de Téhéran qu'Ihsan Nouri écrit le récit, sincère parfois jusqu'à la naïveté, que constituent ses Mémoires. Il les a rédigés discrètement, en manuscrit, dans la langue kurde moderne utilisant les caractères latins. Il a transcrit de manière fidèle les annales d'une révolte animée par un authentique souffle national, mais encore largement tributaire par les conditions de son déroulement. Combattant assurément héroïque, généreux à l'égard de l'adversaire, il a commis des erreurs tactiques et même, à certains égards, politiques, qu'il a cherché, trop tard, à corriger, et qu'il relate avec franchise. L'échec final de l'entreprise fut d'ailleurs dû, essentiellement, à des facteurs externes tels que la supériorité de l'adversaire turc en effectifs et en armement, et l'intervention de l'armée persane.

Tout en rendant plus accessible au lecteur occidental, par un commentaire chaleureux mais lucide, ce texte émuvant si fortement marqué par l'esprit du lieu et de l'époque, Ismet Chériff Vanly propose, dans sa brève et substantielle préface (p. 15-33), de suggestives réflexions sur les caractéristiques du peuple kurde, sur son histoire moderne et sur son avenir.

Le démantèlement graduel par le pouvoir ottoman, entre le début du XVI^e siècle et le milieu du XIX^e, des principautés kurdes dont il avait promis de respecter l'indépendance interne, priva le peuple kurde de ses cadres énarques, tandis qu'insécurité et anarchie amenaient la dérépitude de la bourgeoisie citadine, en sorte que ce peuple ne disposa d'aucune des « classes qui eussent pu diriger un mouvement national avec des chances de succès... En revanche, le système tribal était resté omniprésent... Dans les campagnes, chefs de tribu, chefs religieux et grands propriétaires faisaient la loi. En grande majorité soucieux de se soustraire à toute domination étrangère, ils étaient, par définition, incapables d'unité».

En 1920, le Traité de Sévres prévoyait l'indépendance du Kurdistan de Turquie, mais «les Kurdes n'étaient pas en état de saisir cette chance. Il eût fallu qu'ils constituent une armée nationale et une organisation politique unique. Ils eussent alors pu ravir à Mustapha Kémal, qui au contraire allait les dupier, le rôle de « défenseur des provinces orientales ». De leur côté, les Arméniens avaient exagérément accru leurs ambitions territoriales vers l'Ouest.

«A supposer, écrit Ismet Chériff Vanly en évoquant cette époque, que les Kurdes fussent politiquement et militairement organisés et lucides, que les représentants arméniens se fussent

montrés aussi réalistes que capables de s'entendre avec le pouvoir soviétique, on aurait probablement vu naître un Kurdistan indépendant et une Arménie soviétique bien plus étendue. Mustafa Kémal aurait perdu, sinon sa raison d'être, une grande partie de ses moyens d'action, ainsi que les sympathies soviétiques. On ne refait pas l'histoire, conclut-il, mais on peut en tirer des enseignements.

A la suite de cet échec, le peuple kurde fut, de par le Traité de Lausanne (1923), partagé entre quatre Etats ; le peuple kurde de Turquie fut « voué à l'oppression », et il devint une « colonie intérieure ». N'ayant pas d'autre choix que de recourir à la violence, les Kurdes le firent, malheureusement, en ordre dispersé.

Le soulèvement de l'Ararat mobilisa des éléments sociaux qu'on dirait aujourd'hui « conservateurs » ; mais, observe le préfacier, « c'étaient les seules forces capables d'organiser une quelconque résistance face au colonialisme kémaliste, et elles aspiraient au progrès ». Mais les circonstances extérieures étaient défavorables : l'Iran ne conserva pas la neutralité bienveillante espérée, et France et Grande-Bretagne, puissances mandataires en Syrie et en Iraq, « avaient déjà donné des gages aux Kémalistes ». En acceptant le soutien politique, voire logistique, du parti arménien antisoviétique Tachnak, la Ligue kurde Khoyboun élimina « toute velléité de compréhension de la part de l'U.R.S.S. — déjà liée, il est vrai, par un traité d'amitié avec la Turquie ».

« Dans ces conditions politiques défavorables, mais prévues, et avec une mobilisation nationale très insuffisante, des moyens limités et souvent désuets, sans imagination, l'échec était inéluctable... (Et) la création d'un seul centre catalysant la résistance était une erreur manifeste. » Du moins les Kurdes ont-ils lutté ; on peut tout leur reprocher, observe Ismet Chériff Vanly, « sauf de manquer de courage et d'obstination », et il conclut en analysant la situation présente et en esquissant un programme national.

« Aujourd'hui, les partis ont remplacé les notables... Malheureusement ces partis sont trop nombreux pour être unifiés, et restent divisés notamment par des schémas idéologiques, souvent sans rapport avec le pays réel... Un mouvement comme le mouvement kurde ne peut réussir que moyennant union, la mise sur pied d'un front de libération nationale, instrument politico-militaire, la mobilisation des classes montantes — en l'espèce paysannerie, classe ouvrière et bourgeoisie patriote —, l'adoption d'objectifs clairs et inaliénables, et, surpout, la mise en œuvre de moyens adéquats et diversifiés (politiques, psychologiques, économiques, semi-militaires et militaires), moyens qui doivent être coordonnés dans le cadre d'une stratégie globale et offensive, comportant un combat de longue haleine et multiforme : sur le plan international, sur le territoire de l'adversaire, sur le sol national... Entre les Kurdes et les peuples turc, arabe et persan, il est des liens qui ne peuvent être défaits, mais qui doivent être redéfinis dans la liberté, entre partenaire égaux et souverains au point de départ, une fois déraciné le rapport de domination » (p. 32-33).

Il est à coup sûr paradoxal, voire scandaleux, qu'à notre époque reste encore sujet, et partagé entre diverses souverainetés étrangères, un peuple de vingt millions d'âmes, doté d'une remarquable culture, parlant sa propre langue, et que durant tout notre siècle son courage a distingué.

Pierre Rondot.

1. Général Ihsan Nouri Pasha, *Le récit de l'Agri-Dagh*, Ararat (1927-1930). Traduit par Ismet Chériff Vanly, présenté par Peresh. « Agri », Editions Kurdes, Genève, 1986, 108 pages, ill. deux cartes.

Turquie: la guerre contre les Kurdes...

Casqués et sanglés dans des gilets pare-balles, mitrailleuses en batterie pointées vers la montagne enneigée, des gendarmes turcs s'engagent à bord de petits camions tout terrain sur les 10 km de piste reliant la ville de Uludere (province de Hakkari, sud-est de la Turquie) au village de Tashdelen. L'armée turque est pratiquement en guerre contre les Kurdes...

Tashdelen, à quelques kilomètres de la frontière irakienne, a été le théâtre de l'un des raids les plus meurtriers des rebelles indépendantistes kurdes depuis le début de l'année. Quatorze civils, dont neuf femmes et enfants, y avaient été tués par des rebelles le 22 février. Cette action avait provoqué un bombardement de représailles de l'aviation turque contre des positions kurdes en Irak, de l'autre côté d'une frontière très difficile à contrôler qui court sur une ligne de crêtes à plus de 2.000 m d'altitude. Ce village de 1.600 habitants a depuis été fortifié par l'armée. Dans des casemates de pierre, plusieurs dizaines de militaires surveillent les montagnes, éclairées la nuit par des projec-

teurs, par lesquelles s'infiltrèrent les rebelles.

Plus de 600 morts

De moins en moins nié par les autorités d'Ankara, un réel état de guerre est perceptible dans la province d'Hakkari, véritable poudrière, à 1.500 km de la capitale, au contact de l'Irak et de l'Iran. Des dizaines de milliers de soldats et un matériel considérable ont été déployés, depuis la reprise des affrontements en août 1984, dans cette région qualifiée de « critique » par les autorités. Hakkari est l'une des quatre provinces (sur 67) — toutes dans le Sud-Est à population en majorité kurde — encore soumise à la loi martiale. Plus de six cents personnes (militaires

et policiers, civils et rebelles) ont été tuées depuis près de trois ans dans ces régions ou vivent, selon les estimations, 8 à 9 millions de Kurdes (sur 52 millions d'habitants en Turquie), indique-t-on de source officielle. Ce bilan est sensiblement plus élevé, selon des sources bien informées. Le long des routes et des pistes qui serpentent à plus de 1.500 m d'altitude dans ces montagnes sauvages et désolées, ce n'est qu'une succession de barrages tenus par des soldats en tenue de combat qui fouillent systématiquement véhicules et voyageurs.

UN peu à l'écart, un soldat vérifie les identités à l'aide d'une longue liste de personnes recherchées. Objet de toutes les suspensions, les étrangers ne sont pas épargnés: deux journalistes français, dont un correspondant de l'AFP, et un confrère ouest-allemand ont été retenus pendant cinq heures à l'état-major de la police à Hakkari pour avoir tenté, en vain, de se rendre sur la frontière.

Peu de soutien

Le combat indépendantiste, dirigé essentiellement par le Parti des travail-

leurs du Kurdistan (PKK - marxiste-léniniste) s'étant nettement orienté désormais vers l'action terroriste (enlèvements, assassinats de civils), la majorité de la population semble avoir pris ses distances avec la rébellion. Sans pour autant sympathiser avec une armée qui prend souvent des allures de force d'occupation. L'une des cibles des rebelles est aujourd'hui les « protecteurs » de village et leurs familles, comme ce fut le cas à Tashdelen. Il s'agit d'une sorte de milice armée et entraînée par les autorités, qui depuis un an et demi assure la surveillance des localités isolées. Ces supplétifs sont aujourd'hui 6.000 environ dans le Sud-Est et le gouvernement compte renforcer leurs effectifs.

« Être du côté de l'Etat, c'est se défendre contre les terroristes », affirme l'un d'eux à Tashdelen. Mais pour un dirigeant du Parti populiste social-démocrate (principale formation d'opposition) à Hakkari, « la présence des protecteurs peut avoir à long terme des conséquences négatives et dégénérer en vendettas dans une société encore basée sur le clan, la tribu et l'attrait des armes ».



CANDIDATURE

La Turquie a peu d'appâts pour tenter la CEE

La situation économique de la Turquie n'est guère brillante : une forte inflation, une dette qui augmente et un chômage de plus de 20 % de la population active. C'est en piteux état que la Turquie présente, aujourd'hui à Bruxelles, sa candidature, à l'entrée dans la CEE.

La Turquie, qui présente aujourd'hui officiellement à Bruxelles sa candidature pour devenir le 13e membre de la CEE, se débat dans une situation économique précaire. La demande d'adhésion sera remise par le ministre d'Etat turc chargé des Relations avec la CEE, Ali Bozer, au ministre belge des Relations extérieures, Leo Tindemans, président en exercice du Conseil des ministres de la Communauté jusqu'en juillet prochain.

Les dirigeants turcs avaient fait part de leur intention de présenter leur candidature durant la présidence belge, la Belgique étant considérée comme plus favorable que le Danemark, qui assumera la présidence de la CEE en juillet, toujours sourcilieux sur l'évolution de la Turquie vers la démocratie et en matière de droits de l'homme.

La CEE avait suspendu ses relations avec la Turquie au lendemain du coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980. Ankara est liée à la CEE par un accord d'association signé en 1963. Les relations avaient repris en septembre dernier à la faveur d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des Douze et du chef de la diplomatie turque, Vahit Halefoglu. Ce processus de normalisation a depuis été victime de la ferme opposition de la Grèce en raison du lourd contentieux qui l'oppose à Ankara, notamment sur Chypre et des questions de souveraineté en mer Egée.

Alors que la CEE doit poursuivre l'intégration de l'Espagne et du Portugal, les chances de la Turquie de devenir dans les prochaines années le 13e membre de la CEE paraissent extrêmement minces dans les milieux diplomatiques d'Ankara.

Trois ans et demi après le retour du

pays à un régime civil, en novembre 1983, et la mise en œuvre par le gouvernement de droite du Premier ministre, Turgut Ozal, d'une politique économique ultra-libérale, l'économie turque est toujours dans un état très précaire et ne présente pas de perspective de redressement rapide, soulignent les analystes.

Les principaux points noirs demeurent l'inflation (plus de quarante pour cent l'année dernière et déjà plus de 10 % pour le premier trimestre), la dette extérieure (31,4 milliards de dollars en 1986 contre 25,4 milliards en 1985) et le chômage de plus de 20 % de la population active.

M. Ozal doit dévoiler prochainement un plan de relance, notamment pour l'exportation (moins 6,3 % en 1986) et l'agriculture. Mais, selon certains experts, alors que le patronat réclame de strictes mesures d'austérité,

ce plan risque d'avoir pour premier objectif de permettre au parti de la Mère Patrie de M. Ozal de remporter les élections législatives, notamment en faveur des agriculteurs dont le vote est essentiel dans ce pays encore en majorité rural. Ces élections doivent se dérouler en novembre 1988. Mais, M. Ozal a annoncé, dimanche, qu'elles pourraient avoir lieu avant la fin de cette année.

Selon les dirigeants turcs, l'adhésion

à la CEE ne constituerait pas un fardeau pour les caisses de la Communauté mais attirerait les investissements privés européens.

Ceux-ci sont estimés à environ deux milliards de dollars par an. Cet apport de capitaux permettrait aux investisseurs de bénéficier d'une main d'œuvre très bon marché et de l'ouverture d'un marché de 52 millions d'habitants.

(d'après AFP)

Le Républicain Lorrain

Aide médicale internationale

La mission au Kurdistan de Marie-Claude Weislinger

A la suite de la soirée littéraire, au cours de laquelle Roger Bichelberger présentait son nouveau roman « Les Années buissonnières », l'autre soir à Alsting, Marie-Claude Weislinger, également un enfant du pays, était venue parler de l'association « Aide médicale internationale ».

FORBACH. — Ce jeune médecin, assistante en chirurgie à l'hôpital central de Nancy, a fondé l'automne dernier une antenne « A.M.I. Est ». Cette nouvelle association est un mouvement similaire à « Médecin sans frontières », mais basé sur le seul bénévolat. « C'est une médecine bénévole au service de tous les hommes, mais aussi une activité de formation sur le terrain ». Financée par des dons privés, soutenue par des associations ou des clubs comme le Rotary, une soixantaine de personnes partent chaque année en mission sur des sites tristement célèbres à cause d'une guerre ou d'une famine. C'est précisément d'une de ces missions qu'elle a rendu personnellement au Kurdistan en septembre 1986, que Marie-Claude Weislinger est venue expliquer.

Soigner et former

A travers un montage audiovisuel très bien fait, on a pu se rendre compte du travail accompli par ces médecins bénévoles, souvent dans des conditions précaires. Dans une première partie de son exposé, Marie-Claude a dressé un rapide aperçu de la situation du Kurdistan « cet état qui n'en est plus un depuis 1919, partagé entre l'Iran, l'Irak, la Turquie et la Syrie. En Iran, les Kurdes ont contribué à la chute du Shah avant d'être écrasés par Khomeyni et contraints de se réfugier en Irak où ils sont tolérés parce qu'ils défendent le front ».

L'équipe dont faisait partie Marie-Claude, comprenait un médecin-anesthésiste, un manipulateur radio, un chirurgien-dentiste et une infirmière-anesthésiste, venus des quatre coins de France. Pour eux, il s'agissait non seulement de soigner les Kurdes qui revenaient souvent en très mauvais état du front, mais aussi d'assurer la formation des gens capables de fonctionner après leur départ. « Ces missions de formation sont primordiales dans le tiers monde et doivent être menées en fonction des cultures, des religions, des traditions, ce qui n'est pas toujours facile », précise Marie-Claude.

Sourire à la vie

Elle gardera de cette mission au Kurdistan le souvenir de gens simples et amicaux, qui malgré leur détresse, savent encore ce que sont les véritables valeurs humaines et continuent de sourire à la vie. Une belle leçon d'espoir !
 « L'Aide médicale internationale » cherche plus particulièrement des chirurgiens et des anesthésistes. Les personnes intéressées peuvent contacter la responsable de l'antenne nancéenne, au 83, rue Raymond-Poincaré à Nancy, tél. 83 28 78 42. Par ailleurs, les dons sont aussi nécessaires au fonctionnement de l'association. Outre une aide financière, les entreprises peuvent offrir du matériel et des médicaments. Les particuliers peuvent adresser leurs dons à la Banque Populaire de Laxou, sur le compte 05419550116. Un reçu leur sera remis aux fins de déductions fiscales.

DOUPOINE LIBERE

10.4.1987

Armes chimiques

Nicosie. — Cent soixante villageois du Kurdistan irakien ont été blessés par des armes chimiques irakiennes utilisées en début de semaine lors du bombardement de plusieurs villages près de Zakho et de Dohuk dans le nord de l'Irak, annonce hier l'agence iranienne Irna.

L'Irak s'était servi de ces armes interdites par les conventions internationales, en représailles à une opération « sans précédent » déclenchée derrière les lignes ennemies au Kurdistan irakien lancée mardi par les Gardiens de la révolution iraniens et les guérilleros kurdes, ajoute Irna.

LIBERTE

30.4.1987

RÉPRESSION EN KURDISTAN IRAKIEN

Dans la seconde moitié d'avril, les forces irakiennes ont bombardé avec des armes chimiques six villages kurdes dans les environs de Souleymania. L'opération militaire de Bagdad a fait de nombreux morts et plus d'une centaine de blessés. Le Comité français contre la répression en Irak affirme qu'il est à craindre « une recrudescence de l'utilisation d'armes chimiques dans la région, comme en témoignent les accusations portées mutuellement par l'Irak et l'Irak au début d'avril ». Le Comité « appelle l'opinion publique française à intervenir auprès du gouvernement de Bagdad pour que cessent immédiatement l'utilisation d'armes chimiques et la répression en Irak ».

LE COBRETTE DE LOUSONNE

1.5.1987

TURQUIE

Opération turque contre les séparatistes kurdes

Hakkari, 30 (ATS/AFP). — L'armée turque a lancé une grande opération de ratissage dans la province de Hakkari (sud-est), frontalière de l'Irak et de l'Iran, après la mort de 13 militaires mardi dans une embuscade tendue par des rebelles kurdes, a-t-on appris jeudi de source officielle.

Cette attaque est la plus sérieuse officiellement révélée contre des militaires depuis août 1986. La mort de 12 gendarmes, également dans la province de Hakkari, avait alors entraîné un raid de représailles de l'aviation turque en Irak contre des positions kurdes, en vertu d'un accord bilatéral de « poursuite à chaud » des rebelles sur le territoire du voisin. Un tel raid pourrait être prochainement organisé de nouveau, selon les spécialistes de la question kurde.

Un bombardement avait aussi été effectué en mars dernier après une attaque par des rebelles, toujours à Hakkari, d'un village où 14 civils avaient été tués. Depuis la reprise des affrontements en août 1984, près de 700 personnes (militaires et policiers, rebelles et civils) ont été tuées, selon les bilans officiels.

PHOTO REPORTER

Avril 1987



Depuis 7 ans, la lutte kurde se lance si pie dans les montagnes au creusement des intérêts stratégiques du Moyen-Orient entre l'Irak, la Syrie et la Turquie. A la tête de la résistance, le parti de microstatistique kurde d'Irak (KDP) qui compte 10 000 guerilleros Peshmergas.

Leurs luttes ont eu des milliers de morts et qui luttent pour la démocratie en Irak. Ils ont eu le Kurdistan. Une région où le quotidien est construit sur des années de résistance à une guerre perpétuelle. Les montagnes sont restées en l'état, au sens contraire de ce monde. Photo: Bill ROBINSON.

Le Monde

2.5.1987

LE MONDE
C'EST PAR UN
village de Hakkari,
nord de l'Irak et l'Iran, le
mort de treize militaires mardi
28 avril, dans une embuscade tendue
par des rebelles kurdes (nos der-
nières éditions).

Aucun détail n'a toutefois été
fourni sur l'importance des effectifs
engagés dans cette opération de
poursuite des rebelles soupçonnés de
s'être repliés en Irak. Plusieurs
dizaines de milliers de soldats turcs
sont canonnés en permanence dans
la région de Hakkari, l'une des quatre
provinces (sur 67) toujours soumises
à la loi martiale. Le ministre de l'inté-
rieur Yildirim Akbulut devait se ren-
dre sur place jeudi.

COURRIER DIPLOMATIQUE

La CEE examine la candidature de la Turquie

La demande d'Ankara a peu de chance d'aboutir : décalage économique, régime peu démocratique, contentieux avec la Grèce sont autant d'obstacles.

Strasbourg (Palais de l'Europe). De notre correspondant.

L'ACTUALITE : le conseil des ministres de la CEE a ouvert lundi la procédure prévue par les traités pour l'examen de la demande d'adhésion turque à la Communauté.

L'ENJEU : profondément atypique et ayant peu de chances d'aboutir, la demande d'Ankara constitue néanmoins un texte important pour les Européens non communautaires qui s'interrogent sur leur avenir (à l'intérieur ou hors de la CEE) dans la perspective du grand marché intérieur de 1992.

L'HISTOIRE : deux pays, jusqu'à présent, ont présenté une demande d'adhésion à la communauté : le Maroc et la Turquie. La demande de Rabat, vieille déjà de deux ans, n'est pas prise au sérieux à Bruxelles. Aucune procédure formelle n'a été prévue à ce jour. Pour Ankara, sans que les chances de succès de la demande ne paraissent plus grandes, les « Douze » semblent décidés à ne pas heurter les susceptibilités d'un pays qui constitue aujourd'hui le pilier Est de l'Alliance Atlantique. Mais tout, ou presque, s'oppose à la candidature turque : le décalage économique (40 % d'inflation, un PIB par habitant inférieur de la moitié à celui du plus pauvre pays communautaire, le Portugal), tout autant que la « démocratisation » toute relative du pays, l'occupation militaire du nord de Chypre ou les contentieux territoriaux avec la Grèce. La procédure formelle suivra néanmoins son cours pendant deux ou trois ans. Elle permettra non seulement de ne pas vexer les officiels d'Ankara, mais aussi d'effectuer une répétition générale avant que d'autres capitales, plus orthodoxes, ne viennent frapper à la porte des « Douze ».

A SUIVRE : une petite dizaine de candidats possibles songent sérieusement à faire le grand pas. Les « Six » de l'AELE (l'Association européenne de libre échange) viennent en tête de liste : il s'agit de la Suisse, de l'Autriche, de la Finlande, de la

Suède (quatre neutres), de la Norvège et de l'Islande (membre dans l'OTAN). Pour la Finlande, stratégiquement anesthésiée par le grand voisin russe, et l'Islande, un peu trop perdue dans les mers polaires, la question ne semble pas d'actualité. Par contre, la Norvège, de l'avis de tous les experts, paraît devoir dans les dix ans, devenir le numéro treize de la communauté. Oslo avait déjà signé d'ailleurs en 1973 le traité d'adhésion à la CEE avec Londres, Dublin et Copenhague. Un référendum malheureux avait obligé le gouvernement de l'époque à faire machine arrière. Mais l'opinion et la classe politique - sous la pression des milieux d'affaires attirés par le grand marché de 1992 semblent aujourd'hui prêts à l'intégration.

La peur de perdre leur neutralité conditionne par contre l'approche à la CEE des trois autres libres-échangistes, malgré l'exemple de l'Irlande (un pays neutre) ou même de la Grèce (membre de l'OTAN mais dirigée par un gouvernement souvent philo-soviétique) : l'échec de 1992 toutefois, attire Berne, Vienne et Stockholm. Le choix suédois serait conditionné par l'éventuelle adhésion de la Norvège, qui permettrait la reconstitution à terme, au sein de la CEE, du pôle scandinave.

À Berne et à Vienne, le débat pour ou contre l'adhésion divise profondément l'opinion et la classe politique : en Suisse - selon un récent sondage, les Romands et les Tessinois y sont favorables, alors que les Allemaniques (la majorité de la population) sont contraires.

Le même dilemme agite Vienne, où le chancelier Vranitzki, socialiste mais proche des milieux d'affaires, vient de se prononcer en faveur de l'adhésion, pendant que son ministre des Affaires étrangères, le libéral Alois Mock, déclarait le problème tout à fait inactuel devant le parlement.

Dernier candidat potentiel enfin, membre non de l'AELE mais du Conseil de l'Europe : Chypre. À 80 % hellénique ethniquement, culturellement marquée par l'ex-occupant anglais, place-forte stratégique et financière de la Méditerranée orientale, l'île a des atouts. Une demande d'adhésion à la CEE faciliterait en outre la solution du conflit avec la Turquie. Mais la gauche chypriote (près de la moitié de l'électorat) y est pour l'instant farouchement contraire.

SPECULATIONS : le ballet des candidatures que certains prévoient pour le début des années 1990 dessine pour la fin du siècle une carte de la CEE à géométrie variable. Combien seront en l'an 2000 les communautaires : treize, quinze, plus encore ? Les pays sont ouverts, d'autant que, signale-t-on à Belgrade, la Yougoslavie aussi pourrait, d'ici là, prendre son tour dans la queue.

Francesco CERRI

Un sommet irako-syrien se ferait tenu en Jordanie

Une rencontre aurait eu lieu, le lundi 27 avril, en Jordanie, entre le président syrien Assad et le président irakien Saddam Hussein.

S'il est encore trop tôt pour mesurer exactement les conséquences, la rencontre irako-syrienne au plus haut niveau constitue en soi une évolution importante sur la scène proche-orientale. Confirmé de plusieurs sources, malgré un démenti jordanien, ce sommet entre les présidents Saddam Hussein d'Irak et Assad de Syrie, qui s'est tenu en Jordanie, aurait été précédé le dimanche 26 avril d'une réunion à quatre entre le roi Hussein de Jordanie, le prince Abdallah, prince héritier d'Arabie saoudite, les présidents syrien et irakien.

La présence du prince Abdallah, connu pour ses très bonnes relations avec la Syrie - il avait préféré quitter Ryad pour éviter de recevoir le prince Charles d'Angleterre après la rupture entre Londres et Damas en novembre dernier, et ne passe pas pour être un favori des Etats-Unis, - est significative. En effet, alors que le roi Hussein de Jordanie s'efforce de favoriser depuis plusieurs mois un rapprochement syro-irakien, l'Arabie saoudite voit d'un mauvais oeil s'opérer une telle réconciliation en dehors de son parrainage.

Selon *Al Qabas*, journal koweïtien, qui cite un « haut responsable saoudien », la rencontre entre les deux présidents a duré cinq heures, et plusieurs sujets ont été abordés. Bien évidemment, la guerre du Golfe, dans laquelle Damas appuie Téhéran, a constitué le morceau de choix, et, à ce sujet, le président Saddam Hussein aurait indiqué à son collègue syrien qu'il lui demandait au minimum la « neutralité » dans ce conflit.

Conséquence, peut-être, de la détérioration des relations syro-irakiennes, la position de Damas a évolué, et déjà lors du sommet islamique de Koweït en janvier, la Syrie avait montré quelque souplesse, reconnaissant notamment le consentement de l'Irak à mettre un terme à la guerre du Golfe. Damas s'était toutefois opposé à une résolution demandant explicitement à l'Iran de répondre favorablement aux offres de paix de Bagdad. En avril, lors d'une réunion ministérielle de la Ligue arabe à Tunis, Damas n'avait qu'émis des réserves sans toutefois s'opposer à une résolution condamnant la dernière offensive iranienne et appelant à une cessez-le-feu.

Deuxième point important abordé lors de cette discussion : l'arrêt du soutien aux oppositions irakiennes en Syrie, syrienne en Irak. Déjà un congrès de l'opposition irakienne, qui devait se tenir à Damas, aurait été annulé. Le président Saddam Hussein aurait aussi demandé au président Assad de ne plus aider les Kurdes et les opposants qui compromettent les relations turco-

irakiennes. Plusieurs incidents ont eu lieu récemment dans cette région contestée, et la tension reste vive aux frontières syro-irako-turques.

Les deux présidents auraient aussi évoqué la question des eaux de l'Euphrate, à la lumière des nouvelles initiatives turques, et celle de l'oléoduc irako-syrien, fermé depuis 1982 en raison de la rupture entre Damas et Bagdad. Moins importante pour l'Irak, qui a trouvé plusieurs moyens de substitution, la réouverture de cet oléoduc donnerait à l'économie syrienne un coup de pouce dont elle a bien besoin et réactiverait les raffineries de Homs et de Banyas.

Cette rencontre, qui constitue incontestablement un succès pour le roi Hussein de Jordanie, est aussi un nouveau point positif pour la diplomatie soviétique, décidément très entreprenante au Proche-Orient. Elle a eu lieu, en effet, au retour immédiat de M. Assad de Moscou, et nul doute qu'elle a constitué un sujet important de discussion entre le président syrien et M. Gorbatchev. Alors même que les deux hommes avaient leurs entretiens à Moscou, le vice-ministre des affaires étrangères soviétique, M. Petrowski, qui a effectué une longue tournée dans le Golfe, s'entretient à Bagdad avec le président Saddam Hussein ; M. Tarek Aziz, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères irakien, s'est rendu dans la capitale soviétique après cette rencontre.

Est-ce pour équilibrer cet activisme soviétique ? Le département d'Etat a annoncé lundi une tournée, cette semaine, du secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, M. Murphy, dans le Golfe et en

Irak. Ce dernier, qui souligne le département d'Etat, « réaffirmera l'engagement des Etats-Unis en faveur de la stabilité régionale », devrait s'expliquer aussi sur les raisons qui ont poussé le président Reagan à approuver les ventes d'armes à l'Iran. Une affaire qui a incontestablement troublé beaucoup de partisans des Etats-Unis et des pays qui, comme la Libye, appuyaient jusqu'alors sans réserve la révolution iranienne, ce qui ne semble plus être le cas. Et il est de toute façon significatif que le « haut responsable saoudien » cité par *Al Qabas* mentionne « le rôle très influent » joué par l'Union soviétique dans la rencontre syro-irakienne.

L'évolution des données sur le terrain sera une indication pour la suite éventuelle à donner à ce sommet. Il serait sans doute hâtif de conclure à un brutal changement d'alliance de Damas, mais déjà le comportement syrien à l'égard du Hezbollah au Liban pourrait être un signe. Les deux chefs d'Etat se seraient d'ailleurs entretenus des dangers de la montée de l'intégrisme islamique.

F. C.

DERNIERES NOUVELLES
D'ALSACE

7.5.1987

● **KURDES.** — Une centaine de Kurdes ont manifesté, hier après-midi, aux abords du Palais de l'Europe contre « le gouvernement colonialiste turc ». A leurs côtés de jeunes Chypriotes réclamaient le départ des occupants turcs de Chypre et la récupération de leur île.

Agence France Presse

Manifestation-Turquie
Manifestation commune de Kurdes, Arméniens et Chypriotes contre la Turquie au
Conseil de l'Europe

STRASBOURG, 6 mai (AFP) - Un peu plus d'une centaine de Kurdes, d'Arméniens et de Chypriotes ont manifesté contre la Turquie mercredi après-midi à Strasbourg devant le Conseil de l'Europe, dont la présidence est actuellement tenue par M. Valup Haléfoglu, ministre des affaires étrangères turc.

Les Kurdes (une soixantaine) demandaient notamment l'arrêt des « bombardements de villages » dans leur pays et s'en prenaient à « la Junte fasciste ». Les Chypriotes, venus en bus surtout de Paris et Lyon, exigeaient le « retrait immédiat de l'armée turque de Chypre ».

Une délégation de quatre personnes a été reçue au Conseil de l'Europe, et la manifestation s'est dispersée peu après, dans le calme.

TJ/mgl
AFP 061810 MAI 87

Iran-Irak fl11

Dans les montagnes du Kurdistan irakien, avec les Pasdaran et Bassidji iraniens de l'envoyé spécial de l'AFP, BRUNO FRANCESCHI
==ATTN REDACTIONS - PAPIER PUBLIABLE A PARTIR DE SAMEDI ZERO HEURE

Hauteurs de MAMAT (Irak), 8 mai (AFP) - D'énormes bulldozers s'affairent à ouvrir au plus vite des pistes sur les flancs escarpés des montagnes kurdes qui répercutent de loin en loin l'écho de l'opération iranienne Kerbala-10 lancée le 24 avril.

A cette date, l'Iran avait envoyé ses Pasdaran (Gardiens de la révolution) et ses Bassidji (volontaires) à l'assaut des positions irakiennes disséminées dans les montagnes du Kurdistan; à partir de la frontière iranienne, vers la bourgade irakienne de Mawat (province de Soleimaniyeh).

Après avoir traversé en voiture trois vallées verdoyantes et abandonnées, les journalistes étrangers conviés par Téhéran à visiter jeudi ce front ont pu apercevoir Mawat, située à quelques 25 km de la frontière, depuis l'une des hauteurs qui la dominent. Leur présence en ce lieu, dans des conditions de sécurité extrêmement précaires, permet une nouvelle fois à Téhéran d'apporter un démenti formel aux communiqués officiels de Bagdad assurant avoir repoussé son adversaire.

Dans un des bunkers enterrés installés à l'arrière du front, un des commandants de l'opération se faisant appeler Mohammed a affirmé que les forces engagées du côté irakien contrôlent actuellement 300 km², que 6.000 soldats irakiens ont été tués ou blessés, 500 capturés et que 500 autres se sont rendus.

Hauteurs de MAMAT - Kerbala-10, a-t-il expliqué, a également engagé des maquisards kurdes irakiens soutenus par l'Iran, membres du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI, de Massoud Barzani), ou de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talebani). Des éléments de l'opposition irakienne, recrutés parmi les 500.000 Irakiens réfugiés en Iran, se sont également joints à cette opération; a précisé le commandant Mohammed.

Toutefois, cette offensive reste sous le contrôle de l'Iran; le commandant des Pasdaran n'étant flanqué d'aucun responsable kurde ou de l'opposition irakienne.

Avant de partir à l'assaut de ces sommets difficiles d'accès et sans routes, d'une hauteur moyenne de 2.000 mètres, les forces iraniennes ont franchi dans un premier temps la rivière Tchoman marquant la frontière.

Soutenus par l'artillerie et le feu des fantassins, les bulldozers et autres engins du génie ont tracé à la hâte des routes le long des flancs et lignes de crêtes de ces montagnes.

Puis, selon une technique alliant guérilla et mouvements de troupes, a expliqué le commandant Mohammed, l'Iran a grignoté une à une ces hauteurs jusqu'à surplomber Mawat, présentée comme une ville d'une importance tant militaire que politique. Les charges sont transportées aussi bien en véhicules tous terrains qu'à dos de mulets vers des positions d'artillerie sommaires mais mobiles, très espacées les unes des autres.

Iran-Irak

Attaque conjointe des forces iraniennes et des combattants kurdes dans le Kurdistan irakien

PARIS, 10 mai (AFP) - Les forces iraniennes et les combattants kurdes irakiens alliés de l'Iran "ont lancé il y a quelques jours" une attaque contre la localité de Mergué-Sour, située près d'Erbil (Kurdistan-nord de l'Irak), tuant plusieurs dizaines de soldats irakiens, a annoncé dimanche Radio-Téhéran captée à Paris.

Un communiqué des Gardiens de la révolution iraniens précise que la localité de Mergué-Sour a été pendant huit heures sous le contrôle des forces iraniennes et des rechemenga kurdes, qui avaient bloqué les routes menant à cette localité.

Une base de l'armée irakienne ainsi que des bâtiments officiels ont été détruits par les combattants iraniens et kurdes, qui ont tous regagné leur base indennes, après avoir saisi ou détruit une importante quantité d'armes.

Turquie-droits-homme

Un jury international condamne la politique de la Turquie envers ses minorités

VIENNE, 11 mai (AFP) - Un jury de cinq experts internationaux réunis depuis samedi à Vienne pour évoquer la politique des nationalités de la Turquie a condamné lundi, à l'issue de ses travaux, la politique de ce pays envers ses minorités et s'est prononcé contre son adhésion à la CEE.

Dans son rapport, le jury, composé d'experts en questions de minorités d'Autriche, de Grande-Bretagne, de RFA, de Grèce et de France, estime que la Turquie procède à des "discriminations à l'égard des minorités ethniques et religieuses" vivant sur son sol.

Ce rapport, qui doit être soumis à la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) à Vienne, a été élaboré sur la base de témoignages recueillis pendant deux jours au cours d'un forum international à Vienne.

Outre des experts des questions des minorités, ce forum réunissait des représentants des principales populations non turques vivant en Turquie (kurde, arménienne, arabe, assyrienne, géorgienne et tcherkesse).

Le jury estime dans son rapport que "la langue et la culture kurdes sont réprimées". "De nombreux Kurdes qui ont tenté de faire valoir leurs droits ont été emprisonnés, torturés et parfois même condamnés à mort", indique le rapport.

En ce qui concerne les Arméniens, "la Turquie persiste à nier le génocide de ce peuple", au cours duquel 1,2 à 1,5 million d'Arméniens ont trouvé la mort en 1915-16 en Arménie Turque. Le rapport estime en outre que "la population arménienne est soumise à une assimilation forcée".

Selon le jury, les droits des autres minorités vivant en Turquie (notamment grecque, assyrienne, tcherkesse et géorgienne) sont "également violés".

Guerre
du
Golfe

Tranchées iraniennes en territoire irakien

Aidés par des Kurdes en rébellion contre Bagdad, les soldats de Khomeiny s'enterrent sur le front nord.

MAWAT
(Kurdistan irakien) :
de notre envoyé spécial
Claude LORIEUX

Les Irakiens sont en bas, à Mawat, une grosse bourgade d'apparence paisible, nichée au pied de la ligne de crête. Les soldats iraniens d'une mitrailleuse m'accueillent dans leur position, creusée en première ligne, un trou peu profond bordé de quelques sacs de sable. Sournaits, ils désignent du doigt les maisons de torchis à toit plat et le petit lac de Mawat, à coup sûr leur prochain objectif.

Une dizaine de mètres en contrebas, sur le versant conquis par les forces de Khomeiny, une équipe de « Bassidj » (volontaires) bivouaque autour de deux tranchées recouvertes de toile. La plupart viennent du Khorassan (vers la frontière afghane). L'un d'eux avoue seize ans.

Les détonations des canons et des batteries de kalouchkas iraniennes qui harcèlent les positions adverses ne les font pas sursauter. Les arrivées d'obus irakiens non plus : car les artilleurs d'en face ne restent pas les bras croisés. Leurs projectiles s'abattent par intermittence sur les collines voisines ou sur les pistes qui mènent aux premières lignes. Un chuintement, un « boum », un petit nuage de fumée, quelquefois un début d'incendie : c'est tout, pas assez sans doute pour prendre des précautions. Les « Bassidj », volontaires pour le martyre, en ont vu d'autres depuis le début de « Kerbela 10 ». L'offensive lancée, fin avril, en direction de la ville de Souleymanieh, dans le Kurdistan irakien.

Quelques centaines de mètres plus loin, après un nouveau gymnase automobile sur les pistes qui longent la vallée de Mawat, nous arrivons dans un vaste cantonnement installé au milieu des arbres. Davantage que le débarquement inopiné d'un groupe de journalistes européens et japonais escortés par le « ministère de l'Orient islamique », l'événement c'est l'arrivée d'Hadj

Bakhshi. Un vieil homme à la barbe grise, le front ceint d'un bandeau, qui trébale dans son véhicule de « suiveur tout terrain », une gigantesque oriflamme vert de la République islamique. Hajd Bakhshi, qui a perdu quatre fils à la guerre, est en quelque sorte le « petit père des soldats ». Il leur distribue à la volée des biscuits et des bonbons, avant de leur faire scander, à s'en casser la voix, tous les slogans d'une guerre de sept ans qui a déjà fait plus de 500 000 morts.

Commandos muletiers

Curieuse atmosphère. Par moment le visiteur s'interroge : n'est-ce pas une sorte de grand jeu ? Pourtant l'odeur de la mort flotte, tout près.

Les hommes du génie, quant à eux, ne chôment pas. Du torrent Tchuman - la frontière il y a une dizaine de jours par les « gardiens de la révolution » - jusqu'à la nouvelle ligne de front, ils façonnent la région « libérée », officiellement estimée à 300 km. Les « bulldozers » et les « scrapers » sont partout. Lanchent leurs mastodontes contre les arbres, les talus et les murets de pierre, les conducteurs d'engin sont en train de doter ce secteur d'un ahurissant réseau de pistes.

D'autres machines servent à aménager des cantonnements,

des garages enterrés et des abris. Tout cela servira en cas de contre-attaque irakienne, ou encore si les forces de l'ayatollah Khomeiny ne se contentent pas de la conquête d'une bande de territoire somme toute bien étroite d'environ cinq kilomètres de profondeur - et d'un intérêt stratégique discutable. La présence sur le front de commandos muletiers adaptés à ce terrain rugueux pourrait laisser présager une telle opération.

Accroupi dans son abri aux poutrelles d'acier, le sol tapissé de couvertures, le « commandant Mohamed », un des chefs des gardiens de la révolution, souligne que l'opération « Kerbela dix » a été conduite avec la participation d'Irakiens exilés et de deux groupes de kurdes irakiens : le parti démocratique de Masoud Barzani et l'Union patriotique de Jalad Talabani.

Le « commandant Mohamed » ne mentionne pas, et pour cause, les forces de Abdel Rahman Ghassemlou, le principal leader des autonomistes kurdes d'Iran. Aux premiers temps de la révolution, en effet, ses hommes s'affrontèrent violemment aux « pasdarans » (gardiens de la révolution).

L'élément kurde est difficile à manier. Un expert explique : « Tout ce qui intéresse les Kurdes d'Irak ou d'Iran - sans parler de ceux de Turquie - c'est



Depuis l'automne les soldats iraniens ont célébré plusieurs victoires. Mais face à l'Irak, leur progression reste lente.

de profiter de la guerre pour obtenir le plus d'autonomie possible. Leurs alliances ne peuvent être que tactiques. On le sait parfaitement à Bagdad comme à Téhéran. »

C. L.

Des combats au gaz...

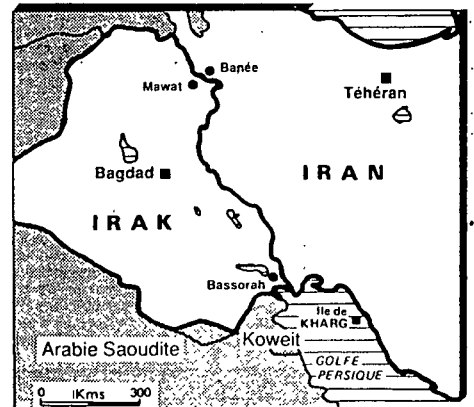
Reentrant en hélicoptère à Baneh, l'une des principales agglomérations du Kurdistan irakien, notre petit groupe de journalistes a été conduit dans une école transformée en hôpital de campagne. Selon un responsable, une cinquantaine de combattants y avaient transité le matin même après une attaque irakienne au gaz moutarde (l'ypérite).

Un « bassidj » de 27 ans, Nariman Taheri, a expliqué que trois avions, deux Mirage et un Sukhoï avaient survolé sa position et largué des obus (ou des roquettes) qui avaient dégagé « nuage de fumée blanche ». Il souffrait de démangeaisons aux bras et aux yeux. Un garçon de 16 ans avait aussi été atteint mais légère-

ment, selon le docteur Arbami. Ce médecin originaire de Chiraz a précisé que c'était la seconde fois en dix jours qu'ils voyait des gaz.

Les cas sérieux sont évacués, notamment sur Téhéran. Au moment où nous parlions, plusieurs habitants kurdes du village frontalier de Bolhassan sont arrivés au dispensaire. Il y avait parmi eux plusieurs femmes et un très jeune enfant. Ils ont dit avoir été bombardés à peu près à la même heure que les « bassidj ». Une délégation d'experts de l'ONU a séjourné dernièrement en Iran, avant d'aller en Irak, pour examiner le « dossier gaz ».

C.L.



L'île de pont iranienne à Mawat, elle pourrait être le point de départ d'une nouvelle offensive.

Agence France Presse

ak-Irak-Kurdes
résurrection au nord-est du Kurdistan irakien, selon Téhéran

PARIS, 13 mai (AFP) - Plusieurs bases militaires irakiennes au Kurdistan ont tombées aux mains de la population insurgée, aidée par les rebelles kurdes et des unités de l'armée qui se sont soulevées, mercredi après-midi, a annoncé l'agence officielle iranienne IRNA reçue à Paris.

IRNA précise que les localités kurdes irakiennes de Halabjah, Seyed Sadegh et Zour, non loin de la frontière, à l'est de Suleïmaniyeh, se sont soulevées mardi dans la nuit. Les bases de l'armée irakienne ont été prises mercredi à 5h45 (14h15 hf). Un millier de combattants des forces irakiennes se sont joints aux insurgés, affirme IRNA.

Trois blindés transport de troupes et 17 véhicules d'une colonne de renforts, attaqués par les peshmergas (combattants kurdes) de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan irakien de Jalal Talebani, allié à l'Iran), ont été saisis intacts, selon l'agence iranienne. Elle ajoute que deux chars ont été détruits dans Seyed Sadegh. Des groupes d'un autre mouvement rebelle kurde irakien, le Parti Socialiste du Kurdistan de Rassoul Marmand, également allié à l'Iran, se sont mis en route pour rejoindre les insurgés, ajoute IRNA.

L'agence iranienne avait annoncé auparavant, dans la Journée que des hélicoptères irakiens ont mitraillé mercredi matin des manifestants kurdes dans Halabjah et Seyed Sadegh, citant l'UPK. Les manifestants protestaient contre la décision des autorités irakiennes d'évacuer à une date prochaine plus d'une quarantaine de villages kurdes proches de ces deux localités, -t-on ajouté de même source.

Agence France Presse

Iran-Irak-Kurdes
Les forces de Bagdad bombardent deux localités kurdes irakiennes "libérées",
Proche Orient - Téhéran

PARIS, 14 mai (AFP) - L'aviation et l'artillerie lourde irakiennes ont bombardé jeudi Arbat et Halabjah, dans le Kurdistan irakien, au sud-est de Sleimaniyeh, infligeant des dégâts à ces deux localités "libérées" la nuit précédente par des unités des Gardiens de la révolution iraniens et des milices kurdes irakiennes, a annoncé Radio-Téhéran captée à Paris.

Selon la radio iranienne, les Pasdaran et les Pechmergas du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK, de Massoud Barzani) et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talebani) ont "libéré" dans la nuit de mercredi à jeudi ces deux localités et pris le contrôle des routes reliant Arbat, Halabjah et Seyed Sadeh, dans cette même région frontalière de l'Irak.

L'opération, "menée à la suite du soulèvement de la population kurde de cette région", a permis de faire prisonniers 70 militaires et mercenaires irakiens et de saisir des véhicules, des armes et de munitions qui ont été distribués à la population afin de poursuivre la lutte contre les forces de Bagdad qui se préparent à affronter la population, les combattants kurdes et les Pasdars qui contrôlent actuellement la région, ajoute Radio-Téhéran.

L'agence iranienne IRNA, rappelle-t-on, avait fait état mercredi d'un soulèvement des localités kurdes irakiennes de Halabjah, Seyed Sadeh et Zour, de mouvements d'insurrection au sein de plusieurs bases de l'armée irakienne dans cette même région.

LE FIGARO

14.5.1987

IRAN Offensive des Moudjahedine au Kurdistan

Plus de deux cents gardiens de la révolution ont été tués ou blessés au cours d'une opération menée lundi au Kurdistan par les Moudjahedine du peuple, opposés au régime de Khomeiny. Selon le bureau des Moudjahedine en France, établi à Auvers-sur-Oise, l'offensive s'est déroulée dans les régions de Bajar et Sardacht où sept bases militaires ont été occupées et deux autres détruites.

L'Humanité

13.5.1987

► UNE OFFENSIVE lancée par l'armée iranienne contre deux villages du Kurdistan, Gorasher et Pushikaw, a été repoussée au début du mois de mai par les combattants du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak), annonce cette organisation qui affirme que onze « pasdars » (gardiens de la révolution) ont été tués.

L'HUMANITE 14.5.1987

Rapport accablant sur les droits de l'homme en Iran

TORTURE, EXECUTIONS...

Amnesty international dresse un tableau de la situation qui rappelle celle qui régnait à l'époque du Shah



C'était l'autonne dernier, devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, le témoignage d'une jeune femme iranienne emprisonnée et torturée pour « contacts avec la presse étrangère ». (Photo AFP.)

« On compte les prisonniers politiques par milliers et les arrestations se poursuivent. Depuis 1979, des personnes de tous horizons, des communistes aux monarchistes de droite ont été victimes d'arrestation... » Ainsi commence le volumineux rapport (75 pages) publié mercredi par l'organisation Amnesty international sur les droits de l'homme en Iran.

Un rapport accablant pour les autorités iraniennes : aucun des droits élémentaires de l'être humain n'est respecté dans ce pays, à commencer par le droit à la vie : les exécutions à la suite de procès sommaires (durant parfois quelques minutes et au cours desquels aucune défense n'est assurée), les mises à mort totalement arbitraires dans les prisons elles-mêmes, les prisonniers succombant sous la torture se comptent chaque année par milliers.

Amnesty international, qui n'a pu envoyer de mission en Iran et a établi son

rapport à partir d'informations fournies, pour la plupart, par d'anciens détenus, mais aussi par la presse officielle iranienne, ne fournit pas de chiffre global des exécutions. Mais son rapport signale qu'il y en a eu 2.444 pour le second semestre 1981. Les victimes sont, selon Amnesty international, essentiellement les membres des partis suivants : PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak), Fedayin du peuple, Toudeh (communiste), Moudjahidin du peuple, Union des communistes, groupes monarchistes. Il faut y ajouter les membres de la secte religieuse Bahaïe mais aussi des hommes et des femmes condamnés à mort pour des raisons morales, la principale étant l'adultère.

Les exécutions se déroulent souvent en public, que ce soit dans la rue ou dans les cours de prison, devant les autres détenus. Elles sont parfois atroces : Amnesty international rapporte des cas de lapidation. Huit personnes ont été exécutées de cette façon en 1986. Détail

terrible : les jeunes filles sont violées, avant l'exécution, par un gardien, après un simulacre de mariage, pour respecter un précepte coranique qui interdit la mise à mort des vierges.

Les tortures physiques et psychologiques sont pratiquement courantes dans toutes les prisons du pays. Amnesty international affirme avoir reçu « des centaines d'informations » qui en font état. La « question » est pratiquée presque systématiquement après l'arrestation dans les centres des komiteth (comités locaux) ou des Pasdaran (gardiens de la Révolution), puis à nouveau en prison. Les aveux arrachés aux prisonniers sous la torture sont le plus souvent les seules preuves produites contre eux lors des procès expressés. Les techniques décrites par le rapport vont du passage à tabac, coups sur les pieds, flagellations, sévices sexuels aux tortures psychologiques : obliger, par exemple, des prisonniers à assister aux sévices sur des codétenus ou à leur exécution.

Le Monde

15.5.1987

La guerre du Golfe L'Irak reprend ses raids aériens sur l'Iran

Après trois mois d'accalmie relative, l'Irak a annoncé que son aviation avait mené, le mercredi 13 mai, cinq raids contre des objectifs militaires et économiques iraniens, dont la mise à mort des vierges.

Il s'agirait pour Bagdad d'alléger la pression iranienne dans le Kurdistan irakien. L'agence officielle iranienne a affirmé mercredi que plusieurs bases militaires irakiennes au Kurdistan étaient tombées aux mains de la « population insurgée », aidée par des « unités rebelles » de l'armée irakienne et par les guérilleros kurdes de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

D'autre part, un groupe d'experts de l'ONU a publié, mercredi, un rapport accusant l'Irak d'avoir recouru aux armes chimiques contre les troupes et les populations civiles. Le rapport affirme aussi que les forces irakiennes elles-mêmes ont été victimes d'armes chimiques. - (AFP.)

Agence France Presse

Iran-Irak

Pilonnage d'objectifs économiques irakiens, selon Téhéran

PARIS, 15 mai (AFP) - L'artillerie à longue portée iranienne a commencé à bombarder vendredi deux objectifs économiques irakiens, en représailles aux récents raids de l'aviation de Bagdad contre des sites industriels en Iran, a annoncé Radio-Téhéran captée à Paris.

Ce pilonnage, qui se poursuivra pendant 24 heures, a pour cibles la centrale électrique de Al-Hadessa, près de Bassorah, au sud-est de l'Irak, et les installations pétrolières de Bannil, près de la frontière, à 150 km au nord-est de Bagdad, a précisé la radio.

L'aviation irakienne a bombardé mercredi matin des sites industriels dans les villes d'Ispahan et de Tabriz, au centre et au nord-ouest de l'Iran, leur infligeant des dégâts matériels et faisant des blessés, selon Téhéran.

Par ailleurs, toujours selon Téhéran, le soulèvement contre le régime au pouvoir à Bagdad se poursuit dans l'est du Kurdistan d'Irak. Les combattants kurdes contrôlent totalement les localités de Halabjah, Seyed Sadegh et Khurmal ainsi que le district de Dairavan, dans la province de Suleimaniyeh, a annoncé vendredi l'agence iranienne IRNA reçue à Paris.

Enfin, un pétrolier panaméen, le Stilikon, a été attaqué vendredi dans le golfe, pour la deuxième fois en deux jours, par un avion de chasse irakien, ont indiqué vendredi à Londres les assureurs Lloyd's.

Irak-Kurdes

Projet de loi pour accroître les prérogatives des institutions autonomes kurdes en Irak

MANAMA, 16 mai (AFP) - Un projet de loi pour accroître les prérogatives du Conseil législatif et du Conseil exécutif du Kurdistan irakien a été examiné samedi par l'Assemblée nationale irakienne (parlement), a indiqué l'agence irakienne d'information INA, reçue à Manama.

Ces débats coïncident, note-t-on, avec les informations en provenance de Téhéran faisant état d'un soulèvement populaire depuis plusieurs jours dans l'est du Kurdistan irakien, en particulier les localités proches de la frontière avec l'Iran.

Les détails du projet de loi ont été présentés à l'Assemblée par M. Sirouan al-Jaff, président du Conseil exécutif de la "région autonome" (Kurdistan irakien), qui a également fait part de ses "suggestions et recommandations" ajoute l'agence sans donner des précisions sur le projet.

C'est la première fois depuis 1981 qu'un projet de loi concernant directement le Kurdistan irakien est débattu au parlement, notent les observateurs.

Les informations de Téhéran sur une insurrection kurde ont été démenties jeudi dernier par un porte-parole militaire irakien qui les a qualifiées de "mensonges". Il a affirmé que l'armée irakienne contrôlait totalement la situation et que "la sécurité règne maintenant" dans toutes les localités et toutes les villes frontalières (du Kurdistan irakien).

Iran-Irak-Kurdes

Suite du soulèvement au Kurdistan d'Irak, selon Téhéran

PARIS 16 mai (AFP) - Le soulèvement populaire déclenché dans l'est du Kurdistan d'Irak par "le durcissement de la répression" gouvernementale se poursuit, et de violents affrontements continuent à opposer la population kurde aux forces de Bagdad, a affirmé samedi Radio-Téhéran captée à Paris.

Selon l'état-major des Gardiens de la révolution iraniens cité par la radio, de sanglants affrontements opposent la population kurde aux troupes de Bagdad dans les provinces de Suleimaniyeh et Arbil, au nord-est de l'Irak.

Pour réprimer ce soulèvement, ou du moins l'empêcher de s'étendre à d'autres régions, l'aviation et l'artillerie de Bagdad ont bombardé des localités de la province de Suleimaniyeh, faisant des morts et des blessés, dont des femmes et des enfants, et détruisant de nombreuses habitations, a-t-on dit de même source.

TELEGRAMME DE BREST

19.5.1987

Des réfugiés kurdes en Morbihan : « Nous luttons contre l'oubli »

Kizilalo, Nemo, Servan : derrière ces noms de code — noms de guerre serait plus juste — trois jeunes réfugiés kurdes de 25, 26 et 33 ans, installés dans la région lorientaise, ont voulu briser le silence soigneusement entretenu depuis des décennies sur le sort réservé à leur peuple.

Tous trois originaires du nord du Kurdistan, dans la partie turque, ils ont fui la prison, la torture ou l'enrôlement de force après le putsch militaire de septembre 1980. Servan, le plus jeune, vit en France depuis six ans et est actuellement privé d'emploi; Kizilalo, quant à lui, passé près de deux ans en RFA avant de venir en

France, et il porte encore sur le torse les marques de tortures qui lui ont été infligées pendant ses 23 jours d'emprisonnement.

« Nous avons peur d'y retourner, disent-ils. La dictature militaire turque est prête à tout pour assimiler et digérer notre culture. Les seules options sont d'accepter la déportation ou de rejoindre le guérilla, mais là c'est la prison, la torture et les exécutions. En ce moment même, l'armée turque oblige les habitants de plus de 700 villages du nord, soit au moins 100.000 personnes, à déménager vers l'ouest. Depuis 1920, on promet aux Kurdes leur indépendance.

Après 1987, nous aurons pu

Après 1987, nous aurons pu

Après 1987, nous aurons pu

qu'il y aurait un progrès, mais la répression est toujours aussi forte ».

Le conflit entre l'Iran et l'Irak, dont la presse occidentale ne rend déjà compte que de façon ponctuelle et parcellaire, a pratiquement occulté le drame vécu depuis des siècles par le peuple kurde. Il n'est pas moins grave pourtant que celui enduré par les Arméniens ou les Cambodgiens.

Ici, en France, en Morbihan, l'indifférence et l'oubli sont les ennemis des jeunes hommes qui ont choisi l'exil. Chaque année, deux cars les conduisent à Paris où ils fêtent « Newroz », la fête du peuple kurde du 21 mars, la fête de l'année.



PHOTO PIERRE M. CANIN, LA PRESSE

M. Kendal Nezan

«L'OTAN ne peut accepter plus longtemps la tragédie kurde»

GILLES TOUPIN

«Dans un petit village du Kurdistan turc, le maire a été condamné à 32 ans de prison parce qu'il avait parlé kurde à ses administrés.»

Le sort dramatique que la Turquie, pays membre de l'OTAN, réserve aux 12 millions de Kurdes qui peuplent ses provinces orientales et forment le quart de sa population totale, est ainsi évoqué par M. Kendal Nezan, qui a assisté le week-end dernier à la réunion des parlementaires de l'OTAN à Québec et qui a lancé un appel troublant aux membres de l'Alliance pour qu'une culture et un peuple plus que millénaires ne soient anéantis.

M. Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, chercheur en physique au Centre national de recherche scientifique, a quitté le Kurdistan turc en 1979 pour échapper à la persécution. «Il y a en Turquie depuis 1980, dit-il, une interview à La Presse, 15000 prisonniers politiques kurdes qui sont soumis à la torture. Parmi eux, 140 sont morts torturés. Malgré cela, les Kurdes de Turquie, tout comme ceux d'Iran, d'Iraq et de Syrie, continuent de s'accrocher à leur coin de terre.»

«Les origines de la situation actuelle des Kurdes, a expliqué M. Nezan aux parlementaires des

pays de l'OTAN à Québec, remontent à 1924. Cette année-là, le nouveau régime turc interdit par un décret daté du 3 mars toutes les écoles et publications kurdes et s'emploie à réaliser le rêve nationaliste de faire de la Turquie une nation pure et indivisible, parlant une seule langue, pratiquant une seule culture.»

Il s'agissait pour le régime turc de détruire systématiquement l'entité kurde. «encouragé sans doute par le peu de réactions internationales suscitées par le génocide arménien, resté impuni.»

Ce que M. Nezan est venu dire aux parlementaires de l'Alliance atlantique, c'est qu'il était temps «que les pays membres de l'OTAN, par respect pour leurs propres valeurs morales, prennent en considération la situation tragique de la culture kurde et exigent de la Turquie de respecter enfin le patrimoine et l'identité du peuple kurde.» «Si l'OTAN est véritablement l'alliance du monde libre et démocratique, dit-il, et que la Turquie fait partie de cette alliance, alors la situation du peuple kurde ne peut être acceptable pour une telle alliance.»

M. Nezan ne justifie pas seulement son intervention par des exigences morales. Il souligne qu'elle est judicieuse dans l'intérêt de l'Alliance, rappelant les frontières communes de la Turquie, qui bénéficie d'une aide oc-

cidentale considérable en raison de sa situation géopolitique, avec l'URSS. Il rappelle que la seule frontière terrestre turque avec l'URSS est celle des provinces peuplées de Kurdes. «Tout laisse prévoir, précise-t-il, qu'en cas de conflit conventionnel ces Kurdes si durement réprimés, reniés, persécutés par le régime d'Ankara seront prêts à 's'allier au diable' pour échapper à la tutelle turque et basculeront du côté des Soviétiques qui par leurs émissions radiophoniques en kurde et par leurs publications s'appliquent à gagner leur sympathie.»

«Comment, lance M. Nezan, les pays de l'OTAN, qui investissent des sommes considérables dans les armements, peuvent-ils laisser de côté un facteur humain de cette importance? Ne vous appartient-il pas d'aider la Turquie à se débarrasser, sans son intérêt bien compris et dans celui de l'Alliance, de ses conceptions inspirées des idéologies nationalistes des années 1930 qui n'ont apporté que des malheurs en Europe et ailleurs?»

LE DEVOIR

28.5.1987

Ces Kurdes, dont la Turquie tente d'étouffer la mémoire

■ Un quart de la population ne peut parler sa langue

CLÉMENT TRUDEL

La Turquie est un pays où 25 % de la population ne peut parler sa langue, un territoire où l'on ne aux Kurdes toute « revendication identitaire », affirme Kendal Nezan, directeur de l'Institut Kurde de Paris.

Quelque 12 millions de Kurdes vivent aujourd'hui dans les provinces turques du Sud-Est. Ils n'ont pas d'écoles à eux, mais ont réussi à faire grimper le taux de scolarité de 2,5 % en 1960 à 30 %.

À l'extérieur de la Turquie, plus de 600.000 Kurdes vivent dans des pays d'adoption : 400.000 en RFA, près de 60.000 en France, d'importants noyaux aux Pays-Bas, en Belgique et en Suède. L'Institut Kurde de Paris compte, pour rayonner, sur les efforts de la diaspora mais aussi sur des amis prestigieux : Gérard Chahand, Jean Laconture, Simone de Beauvoir et Mme Danièle Mitterrand ont fait partie du comité de parrainage, en 1983, de même que le cinéaste kurde le plus célèbre, Yilmaz Güney.

En Turquie, les registres d'état civil ne connaissent pas les patronymes kurdes, les manuels et les cartes sont amnésiques quant aux noms kurdes pour désigner villes et villages. Les Kurdes seraient en quelque sorte des Turcs ayant oublié leurs origines, ils sont accueillis à un dédoublement constant (pour marchander en kurde, il faut savoir russer, sinon les amendes pleuvent).

Un tailleur modeste, Mehdi Zana, devenu conseiller et maire socialiste de Diyarbakir (400.000 habitants) a été déchu de sa charge et condamné à 24 ans de prison pour « atteinte aux sentiments nationaux » ; il s'était adressé en kurde à ses administrés !

Près de deux millions de Kurdes ont péri depuis la Première Guerre pour s'être opposés à cette dépossession d'identité. Et, n'eût été la Deuxième

Guerre, la Turquie aurait peut-être réussi à « liquider » sa population kurde, après 15 ans d'une campagne militaire, pense M. Nezan.

Il reste que la nation Kurde traverse des années de plomb. Au moins 150 Kurdes seraient morts sous la torture ces dernières années. Et selon la Fédération internationale des droits de l'homme, 8.000 d'entre eux sont portés « disparus » en Turquie, en Iran et surtout en Irak, croupissant vraisemblablement en prison.

En Turquie, un universitaire turc, I. Besikci, a publié une brochure : Destruction de l'identité kurde en Turquie, qui lui a valu l'emprisonnement.

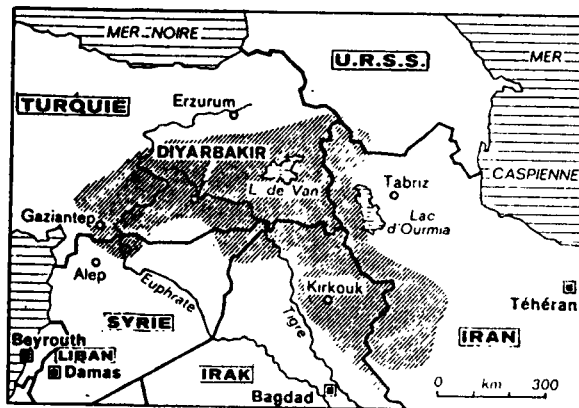
Kurdistan ? Les Turcs parlent pudiquement du problème du Sud-Est du pays. Un hebdomadaire libéral d'Istanbul, « YeniGürdüm » a ouvert ses pages récemment à un « débat sur la question kurde » (l'hebdo fut saisi 5 jours après sa parution). Fait sans précédent, le Kurde exilé Nezan s'y exprimait sans censure, rappelant qu'en 1925 un rapport de la Société des Nations prônait la création d'un État kurde pour la province de Mossoul... mais que le pétrole eut raison, dans la stratégie des Grands, du droit légitime des Kurdes à posséder leur État.

Kendal Nezan est chercheur au CNRS (Paris). Comme un cinquantaine de Kurdes vivant en France, il agit comme bénévole pour la sauvegarde, le renouveau et la diffusion d'une culture millénaire menacée. Cet Institut possède une vaste bibliothèque et édite des disques, des cassettes et des vidéocassettes, des revues telle Hévi (Espoir), de même qu'un bulletin de liaison et d'information en sept langues. Nezan a rédigé un « appel moral » à l'intention des délégués à la rencontre de l'OTAN (qui s'est terminée le 25 mai à Québec) pour que soit mieux connue la question Kurde.

Pour Kendal Nezan, si les gouvernements ignorent les revendications kurdes, c'est en raison de la forme de lutte privilégiée, s'inspirant de valeurs traditionnelles, « pas très actuelles ».

La longue lutte et la survie des Kurdes s'expliquent, outre un taux de natalité élevé, par trois facteurs principaux : cette société rurale se révèle impossible à quadriller efficacement — la situation présente est différente et les Kurdes sont drainés peu à peu vers les franges des grandes villes où la langue s'appauvrit, où l'assaut des médias turcs affaiblit le sens d'appartenance — ; autrefois, les Kurdes n'avaient pas comme caractéristique dominante le nationalisme mais il y eut, de 1924 à 1939, répression armée et quand on se sent menacé « on a envie de se distinguer » ; enfin, les Kurdes des pays voisins ont eu recours à la résistance armée, ils ont réclamé leur autonomie, ce qui encouragea les Kurdes de Turquie à faire face à la répres-

sion. À moyen terme, le danger le plus grave pour le Kurdistan turc est son « irlandisation », soit un attachement très fort à l'identité kurde mais une langue qui aurait un nombre infime d'adeptes. Dans l'entrevue qu'il a accordée au Devoir, Kendal Nezan a dit ne pas voir d'obstacle absolu à une évolution vers une sorte de fédération où les Kurdes auraient à déterminer leur orientation culturelle et économique. L'Espagne d'après Franco a su se défaire des idéologies des années '30 et les Catalans, autrefois durement réprimés, peuvent maintenant vivre en toute liberté et s'attacher à la fois à leur langue et à leur culture, sans renier le pouvoir des Castillans. Pourquoi l'avvenir du Kurdistan ne serait-il pas semblable à ce qu'a vécu la Catalogne?



Regions de peuplement kurde

Agence France Presse

Irak-Iran-Kurdes

Situation "très normale" à Rawanduz, selon des correspondants de presse

RAWANDUZ (Irak), 24 Mai (AFP) - La vie dans la ville de Rawanduz (Kurdistan Irakien) était "très normale" dimanche et "aucune trace de combats ou d'actes subversifs" n'ont été constatés par des correspondants de la presse arabe et internationale, qui se sont rendus dans la journée au nord-est du front.

Ces correspondants, dont un collaborateur de l'AFP, se sont promenés dans la ville pendant plus d'une heure et ont discuté avec ses habitants "qui vaquaient normalement à leurs affaires", en s'étonnant des informations, en provenance de Téhéran, selon lesquelles des combats auraient eu lieu récemment à l'intérieur et en dehors de la ville.

(Selon Téhéran, un soulèvement populaire a éclaté au Kurdistan irakien le 12 mai dernier, gagnant les localités proches de la ville d'Arbil, située à environ 60 km au sud-ouest de Rawanduz. Selon Radio-Téhéran, celle-ci est tombée vendredi entre les mains des combattants kurdes, opposés au régime de Bagdad.)

L'information sur la prise de Rawanduz a été déjà démentie par un porte-parole militaire irakien, rappelle-t-on.

Pour sa part, M. Abdel Wahed Houssam Eddine, un haut responsable administratif dans la région, a catégoriquement démenti que la ville ait connu "des actes subversifs perpétrés par les rebelles kurdes, alliés de l'Iran".

Le commandant du 5ème corps d'armée irakien, opérant dans ce secteur du front, le général Taala Khalil Al-Douri, a démenti de son côté les informations qui avaient fait état de la prise de Rawanduz. "Ces propos sont dénués de tout fondement. Il n'y a aucune présence de rebelles kurdes dans notre secteur", a-t-il affirmé.

Iran-Irak-Kurdes

Cinq cents soldats irakiens se rallient aux insurgés kurdes, selon Téhéran

PARIS, 24 mai (AFP) - Cinq cents soldats d'un bataillon de l'armée irakienne se sont ralliés avec armes et matériel dans la nuit de samedi à dimanche aux combattants kurdes de la région d'Arbil, en rébellion contre le régime au pouvoir à Bagdad, a annoncé Radio-Téhéran captée à Paris.

Ces hommes, parmi lesquels figuraient trois officiers, ont rejoint les rebelles et combattants kurdes avec leurs armes et munitions individuelles et avec la totalité des véhicules, de l'équipement militaire et du matériel de transmission de leur unité, précise la radio.

Des affrontements se déroulent depuis deux semaines entre la population et les forces armées irakiennes à la suite d'un soulèvement populaire, qui a éclaté le 13 mai dernier dans l'est du Kurdistan d'Irak, selon les mouvements kurdes d'opposition.

Par ailleurs, toujours selon Radio-Téhéran, 90 soldats irakiens ont été tués Jeudi dernier, au cours d'un violent affrontement qui a opposé pendant sept heures les troupes de Bagdad aux pechmergas kurdes dans le nord du Kurdistan irakien.

Iran-Irak-Kurdes

Manifestation de réfugiés kurdes à Téhéran

PARIS, 30 Mai (AFP) - Des réfugiés kurdes irakiens ont manifesté dimanche devant l'ambassade d'Arabie Saoudite et la représentation du Comité International de la Croix-Rouge à Téhéran, menaçant de s'en prendre aux "intérêts des pays réactionnaires de la région partout dans le monde", rapporte l'agence iranienne IRNA, recue à Paris.

Samedi déjà, les forces de police iraniennes avaient empêché des manifestants kurdes irakiens de pénétrer dans l'enceinte des ambassades de France, d'URSS et de Grande-Bretagne à Téhéran, affirme IRNA. Les manifestants protestaient contre l'aide de ces trois pays à l'Irak et contre les bombardements de villages du Kurdistan irakien par les forces de Bagdad.

"Les intérêts des pays réactionnaires de la région, notamment ceux de l'Arabie Saoudite et de la Jordanie, sont en danger partout dans le monde si ces pays continuent à aider l'Irak", ont averti dimanche les manifestants, dans une déclaration citée par IRNA.

31.5.1987

PARIS - Les forces de police iraniennes ont empêché des manifestants kurdes irakiens de pénétrer dans l'enceinte des ambassades de France, d'Union Soviétique et de Grande-Bretagne à Téhéran samedi matin, rapporte l'agence iranienne IRNA recue à Paris, précisant que les manifestants protestaient contre l'aide de ces trois pays à l'Irak.

JEUNESSE DES COMMUNAUTES ETHNIQUES EUROPEENNES
YOUTH OF EUROPEAN NATIONALITIES
JUGEND EUROPÄISCHER VOLKSGRUPPEN

R E S O L U T I O N
 =====

The identity of the Kurdish nation is persistently compromised by the violence and the forced assimilation exercised on the part of Turkey, member of the Council of Europe and candidate for membership in the European Community.

The Turkish government is about to deport 160,000 people from the Kurdish region Tunceli to the West of Turkey.

This kind of terror is nothing new in Turkey as it forms part of Turkish policy towards minorities, but it has never yet been practiced with such vigour. The Turkish government intends to extinguish once and for all the existence of the 12 Million Kurds living on official Turkish territory. Already in the past other acts of violence have been committed on the part of Turkey against its ethnic groups.

The YOUTH OF EUROPEAN NATIONALITIES demands the Turkish government to assume its obligation to recognize and respect the existence and the rights of the Kurdish minority and to put an end to its policy of oppression so unworthy of a democratic Europe.

The YOUTH OF EUROPEAN NATIONALITIES demands the European Commission of Human Rights of the Council of Europe and all European governments respecting liberty and human rights to intervene on behalf of the Kurdish population in order to prevent its deportation.

Strasbourg, 15 April 1987.

ADDRESSEES:

- The Turkish Government
- The Turkish Parliament
- The European Commission of Human Rights
- All other Governments in Europe.

TIME 27.4.1987

In Turkey: A Question of Loyalties

From a distance the mountain village of Tasdelen looks like something out of *Lost Horizon*. Its flat-roofed stone houses stretch across both sides of the Robozik Valley in geometric patterns. Columns of chimney smoke rise above pale birch trees toward the towering, snow-covered peak of Mount Begun separating southeast Turkey from Iraq. The air is thin and clear, and the only sounds come from the swollen river and an occasional barking dog.

But Tasdelen does not fare well under closer scrutiny. Unlike Shangri-La, its people do not remain forever young; relentless poverty ages them before their time, and death is such a daily ritual that there is little outward emotion when the corpse of a friend or relative is buried with a Muslim ceremony in an unmarked grave covered with rock shards. Muddy, manure-filled paths pass for streets. A menagerie of goats, sheep, chickens and cows wanders around simple stone houses. Indoor plumbing does not exist, and the women draw water from common wells.

Now there is a new look to Tasdelen. A company of Turkish troops in olive drab uniforms, dug in behind sandbagged machine-gun posts, is guarding Tasdelen, sharing its isolation. The soldiers are watching the surrounding hills for any sign of movement. The village's

kindergarten has become a barracks, and the once silent community has come alive with the sound of shortwave radio traffic between the company commander and a military base an hour away.

The soldiers have been sent in to protect Tasdelen's Kurdish villagers from fellow Kurds, a paradox that can only be explained by the complex tableau created by Kurdish rivalries and politics. Upwards of 8 million Kurds live in Turkey, while millions more are spread out through Iran, Iraq, the Soviet Union and Syria. Many dream of an independent Kurdish state, but few can agree on its ideology or geography. For years the Kurds have rejected—the odds be damned—all forms of authority and pursued a dream of independence. In part their somewhat romantic image was shaped by the fierce Mustafa Barzani, who died in exile in the US in 1979. His

Protection: a Kurdish guard



Kurdish Democratic Party, based in Iran, now led by his son Masoud, has a marriage of convenience with Iran in order to fight Iraq. Another Kurdish group battles Iran from its base on the Iranian side of the Turkish border.

The most violent of the Kurdish groups, and the most troubling to the Turkish government, is the Marxist Kurdish Workers Party, known as the P.K.K. and based in Syria. The

P.K.K. advocates a relentless policy of intimidation that has occasionally strained its relations with the rest of the fractured Kurdish movement. In the summer of 1984 the P.K.K. guerrillas began attacking government troops in southeast Turkey. Since then, more than 400 people—soldiers, civilians and guerrillas—have died in bloody fighting. In recent months Kurdish villagers have also found themselves caught in the cross fire. In Tasdelen, the terror reached its height on the night of Feb. 22, when about 30 guerrillas, disguised as Turkish soldiers, came over the mountains from Iraq and slaughtered 14 men, women and children. All were relatives of civilian village guards, who are paid about \$70 a month by the Turkish government to protect the community.

In this war of fear, the people of Tasdelen find themselves in an ambiguous position between Kurdish separatists and the Turkish government. On the one hand, Tasdelen is undeniably a Kurdish community, where no one speaks Turkish until introduced to it at school or later during military service. Many elderly villagers have never learned Turkish at all. Thus when P.K.K. mountain guerrillas, or Pesh Merga (those who face death), killed the villagers, they were murdering their own people. They did so because of men like Nasir Kaya, a village guard, who says, "We are Kurds, but we are Kurdish citizens first." That is the other side of the community's loyalty: unlike the separatists, Kaya and others in Tasdelen appear content to remain under Ankara's rule, despite the fact that the Turkish government for decades has tried to suppress

Kurdish culture. The Kurdish language and all Kurdish literature are officially banned. But many in Tasdelen have weighed the odds and concluded that an independent Kurdistan will never exist. "They are looking for something that can't happen," says Cemil Aykut, a village guard. "If they couldn't do it in Iraq, they certainly won't do it in Turkey."

Tasdelen cares little about ideology or politics. Its goal is simply to survive. Like most of the other villages in this remote region, it pursues a life of subsistence, receiving little help from the government in Ankara, which was considered a world away until the soldiers arrived. Turkish authorities believe many villagers scraped out a living by smuggling goods into the no-man's land of northern Iraq. A natural symbiosis sprang up between villagers and the Pesh Merga: the smugglers were given safe passage in exchange for a percentage of the goods. With the Turkish soldiers now combing the area, smuggling is all but impossible. Whether the villagers like it or not, the troops probably will be a permanent fixture in Tasdelen, visible proof that the village is a prisoner of circumstance.

The 1,400 people of Tasdelen face competing demands from Kurdish separatists, who will not hesitate to shoot informers, and from the government troops, who will jail collaborators. "It's a difficult position," says the guard Kaya. The killings in February "created divisions," turning family against family, admits Mahmoud Aykut, an unemployed laborer. After the attack, the military arrested five people, including the village leader, on charges of collaborating with the P.K.K.

Are P.K.K. sympathizers still at large in Tasdelen? "There are some, but I'm not sure who," claims Aykut, whose wife Halide, 20, was machine-gunned as she opened the door to the guerrillas that fateful night. How else but through collaborators would the killers have known that Halide was the niece of a prominent village guard, many villagers say.

When the attackers moved through Tasdelen with AK-47 rifles and grenades, many of the village guards were on the far side of the valley, having guessed incorrectly where the P.K.K. would enter. The guerrillas dispatched Tasdelen's holy man, Nasreddin Yaman, and the village leader, Sabri Cetin, to bring the guards back to town. But the guards would not be moved, which infuriated the P.K.K. Darkness had settled over the valley by the time the shooting began. "They knew who they were looking for," Aykut says. The wives of Village Guards Kasim and Omer Ozer, together with most of the dozen children in the two families, were sitting around the stove in their communal home when the guerrillas broke in, shooting and hurling hand grenades. Both women died, and six children were wounded. The whitewashed walls of the room are still pockmarked with the holes left by bullets and grenade fragments. "Of course, someone told them where the families of the guards were," Kasim says bitterly. "There

are still informers in this village. We should cut their bodies into pieces, eat them and drink their blood. Who can accept this? For us, informers are worse than the P.K.K., because they're here among us."

Since the killings, feelings have hardened against the P.K.K. in Tasdelen. "In the past there were sympathizers here," Kaya concedes. "The D.P.K. [Kurdish Democratic Party] used to come for food, but they never hurt people." Adds Yaman, the holy man: "These people are not Muslims. They do not fast, they do not pray." He refers to them as "dirty Communists," while Kaya calls them "homosexuals," a huge insult in Turkey.

Even the Kurdish Democratic Party felt moved to send a letter to Tasdelen explaining that it had nothing to do with slaughter and declaring that no true Muslim would massacre women and children. The P.K.K. "came here to discourage our cooperation with the government and to force us to support them," says Kaya. "But everyone is in a state of rage since they killed innocent women and children. We won't let them take this country. Besides, there's no reason to leave now that the military is here on a permanent basis." He pauses, then adds, "I wish they had been here that night."

—By Sam Allis/
Tasdelen



Villagers stand in front of a house pockmarked with holes left by bullets and grenade fragments

FINANCIAL TIMES

1.5.1987

Turk soldiers killed by Kurds

By David Barchard in Ankara

MR YILDIRIM Akbulut, the Turkish Interior Minister, flew yesterday to the remote south eastern province of Hakkari to direct an investigation of an ambush on Wednesday evening in which 13 Turkish soldiers were killed by of Kurdish terrorists.

The incident is the latest in a long series of border attacks by the PKK (Workers Party of Kurdistan) who have been attacking government forces and local villages in the region for nearly three years.

In this latest ambush, a Turkish army major and two lieutenants were killed together with ten private soldiers as they travelled to investigate an incident near the town of Semdinli.

Since August 15th 1984, when the Kurdish terrorist offensive began, 140 Turkish soldiers have died along with more than 220 civilians and 268 of their attackers in a total of 449 separate clashes.

However, military analysts in Ankara point out that the majority of the clashes have taken place close to Turkey's frontier with Iraq and have been staged by guerrillas mounting brief incursions across the border.

Turkey has three times launched offensives into Iraqi territory with the approval of the government of president Saddam Hussein.

Turkey's government remains opposed to any compromise with the Kurdish terrorist movement which is pressing for a separate state for the Kurdish speaking inhabitants of Turkey, Iran and Iraq.

THE GUARDIAN

2.5.1987

Kurdish villages 'hit in gas raids'

By Liz Thurgood

Iraqi Kurds are urgently seeking medical help from international charities, including Oxfam and the Red Cross, after a series of gas attacks allegedly by their own Government on Kurdish villages in eastern Iraq.

Iraqi rebel sources say 33 Kurds died last month when the Iraqi air force dropped gas on more than 20 villages in an apparent last-ditch effort to reverse recent rebel gains near the city of Sulaimaniyeh.

The alleged attacks appear to have been overshadowed by Iran's "Karbala 10" offensive less than 50 miles to the north. According to Tehran, the offensive, which peaked earlier this week, saw Iranian forces capture more than 100 square miles of Iraqi territory. Baghdad labelled it "a small-scale assault on a border outpost that had been repulsed."

Reported extensively by Tehran, the alleged gas attacks coincided with visits by a UN team to Baghdad and Tehran to verify claims that both sides are using chemical weapons in the Gulf War. In 1986, a UN team blamed Iraq.

The 450 wounded were mostly civilians and included women and children, the Kurds said. Only 50 Patriotic Union of Kurdistan (PUK) guerrillas were injured.

Few of the wounded have received treatment, PUK spokesmen said. Hospital facilities are not available in the area is now part of the north-eastern warfront, making access difficult, and the villages are

not equipped to deal with the emergency.

The gas attacks started less than 24 hours after a combination of Iranian revolutionary guards and Kurdish guerrillas reportedly overran Iraqi military bases and fortifications on April 14 in fighting which protected the Karbala 10 offensive. According to rebels, 1,500 Iraqis died and strategic heights were captured close to Sulaimaniyeh.

The Iran parliamentary speaker, Hashemi Rafsanjani, later described the mountainous region and Karbala 10 — in which 4,000-plus Iraqis were reportedly killed or injured and another 300 taken prisoner — as being as important to the Iranian war effort as the strategic southern port of Faw, which Tehran seized more than a year ago. Sulaimaniyeh province, he said, was "a gate of entrance to other parts of Iraq."

The most recent gas attack appears to have been made against Karadagh on April 21, just two days after the town and surrounding areas were "liberated." PUK spokesmen could not name the gas, but Iraqis have accused the Kurds of using tabun, mustard gas and phosgene.

Among those injured, the Kurds said, was a Turkish technician, Ali Sendil, who had been captured by PUK guerrillas while working in Iraq. Kurdistan. The Kurds have since asked Ankara to suggest a mechanism for returning him to Turkish territory.

THE OBSERVER

10.5.1987

Iraqi leader survives murder attempt

by PATRICK SEALE

PRESIDENT Saddam Hussein of Iraq narrowly escaped death last month — the seventh attempt on his life by the outlawed Islamic Da'wa Party.

On 9 April his motorcade of 15 black Mercedes limousines was ambushed on the outskirts of the northern city of Mosul by Da'wa guerrillas. In a shoot-out 10 of the president's bodyguard are believed to have been killed for the loss of six guerrillas. Saddam was unhurt.

News of the continuing underground war between the Iraqi regime and its Islamic opposition was disclosed by Sheikh Muhammad al-Asfi, one of the top men in the Tehran-based Da'wa Party on a brief visit to Britain last week.

He said that after the failed assassination large parts of Mosul were cordoned off and house-to-house searches made. The Iraqi Air Force went into action against Da'wa bases in northern Iraq where Islamic militiamen have joined forces with Kurdish opponents of Saddam.

The ambush was timed to commemorate the hanging by the Iraq Government in April 1980 of Ayatollah Baqr al-Sadr, a spiritual leader of Iraq's large Shia community. The execution was a landmark on the road to war five months later between Baghdad and Tehran.

Frontline role

The Da'wa, although broken by Saddam in 1979-80, and since pursued with relentless ferocity, appear to have made a comeback and operations like the ambush show a considerable degree of organisation.

Its springboard, however, lies in Iran, among the Iraqi exiles, numbering nearly 500,000, who have taken refuge there. Asfi is a member of the 11-man central executive of the Supreme Assembly of the Islamic Revolution in Iraq, a Tehran-based coalition of Iraqi opposition movements dedicated to Saddam's overthrow.

If Iran were to win the Gulf War, Asfi could be a Minister in a future Iraqi Government. He claims that several thousand Iraqis trained and armed by the Supreme Assembly are playing a significant frontline role alongside Iranian troops in the Kurdish mountains and in the southern marshes.

The Da'wa is known to have extensions in several Gulf countries and in Lebanon where it is affiliated to Hiz-bollah (the party of God) in a sort of 'Shia International'. Its strategy is to try to shed its terrorist image and win recognition as a serious candidate for the eventual succession in Iraq.

It is trying to break out of narrow Shia fundamentalism in order to unite the various strands of the opposition in Iraq.



Hussein: Ambushed.

THE SUNDAY TELEGRAPH

Kurds to be deported

10.5.1987

A Kurdish woman and her son, who slashed their wrists at Heathrow when they were refused political asylum, are to be deported, the Home Office announced yesterday.

The two, who needed hospital treatment, were among a group of 13 Iraqi Kurds who arrived in Britain last Sunday from Damascus and claimed asylum.

They were refused on the grounds that they could find safety in a third country, and last night the Home Office was making preparations for their deportation.

Iraq Is Alleged to Gas Kurdish Villages

By Loren Jenkins
Washington Post Service

BANEH, Iran — As Ali Karapour remembers it, he had just left his home in the Kurdish village of Bol Hassan near this Iranian provincial city when he heard the roar of planes coming over the mountains.

Before he realized what was happening there were muffled explosions back near his village.

By the time he rushed back to his house there was just a pall of disappearing mist and "the smell of garlic." Doctors here say the smell of garlic is characteristic of the mustard gas that Iraq is accused of using against dozens of civilian villages in the mountainous Kurdish regions that straddle the Iran-Iraq border.

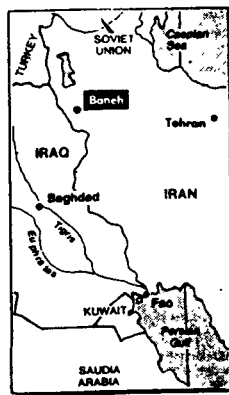
At first, no one in Mr. Karapour's family of 11 seemed harmed by the explosions, which had erupted not 100 yards (90 meters) from

the front of his home. But within hours his children, his wife, sister and mother-in-law began to complain of watering, irritated eyes and itching skin.

By the time Mr. Karapour had walked his family to Baneh, 12 miles (20 kilometers) west of the village, seven members of his family, including three young children and an 11-month-old baby, were being led like blind people, holding the belts of those in front of them. Mr. Karapour took them to the makeshift hospital for treating gas victims that has been erected at Baneh in a primary school.

The eyes of the seven were swollen half shut, streaming tears. The skin of their faces was red and bloated. The baby, cradled with pain whenever she was touched.

"It looks pretty certain that it is another case of mustard gas," said Dr. Ali Rezar Albabi after examining the patients, swabbing their



eyes with a cleansing solution, salv-

ing their faces with cream and ordering injections to try to counter the longer-lasting effects of the gas.

Like many Iranian doctors, Dr. Albabi, 27, who is from Tehran, is sending his services to a hospital near the front lines of the war with Iraq. He said that since Iraq first started using mustard gas against Iranian troops on the southern front two years ago all Iranian doctors had received training in treating it.

Mustard gas is one of the oldest chemical weapons known, having been used with devastating effect in World War I. Mustard gas is banned by the Geneva Convention on Warfare that was hammered out after World War I.

Dr. Albabi makes clear, and foreign diplomats in Tehran confirm, the use of mustard gas by Iraq is not new. A United Nations investigation in 1986 confirmed its use.

But in previous cases Iraq tended

to use it only against Iranian troops when its own forces were especially pressed at the front. This time, however, Iraq is accused of using gas against civilian villages as well, both in Iran and in Iraqi Kurdistan, where Iranian irregular forces have advanced over mountains in an offensive called Karbala-10.

Iraqi Kurdish rebel officials in Tehran claim that since April 14, when the first gas attacks occurred, Iraqi planes have dropped gas on at least two dozen Kurdish villages, killing 33 Kurds and injuring more than 450.

Iraqi officials claim that many of their soldiers in the Karbala-10 offensive, which has advanced as far as 10 miles (16 kilometers) into Iraqi Kurdistan, have also been attacked with gas. At Dr. Albabi's special gas treatment ward here, there were 17 soldiers hospitalized with skin burns and inflamed eyes and lungs, part of a group of 50

that had been exposed to mustard gas during an attack on May 7 just inside Iran.

"We were sitting around our camp when suddenly four jets came overhead," recalled Narwan Taberi, 27, a *Basij*, or volunteer soldier, from his hospital cot as his puffy eyes watered. "Two planes stayed high and attracted the attention of our anti-aircraft defenses, while two dived on us.

"Three missiles hit 30 yards from me and I was enveloped in a cloud of white smoke," he recalled. Like Mr. Karapour, Mr. Taberi remembers the smell of garlic, then his lungs felt stuffed and his eyes began to itch.

Iraqi officials are waiting for a second UN report to be released later this month to corroborate their claims of continuing Iraqi gas attacks against civilians.

HERALD TRIBUNE

10.5.1987

The Fractured Kurdish Revolt

Insurgents Fight Turkey, Iraq, Iran and Each Other

By Alan Cowell
New York Times Service

ULUDERE, Turkey — Earlier this month, on the hard and mountainous terrain at Semdinli, a Turkish Army patrol walked into an ambush by Kurdish rebels and lost 13 men.

By the time the helicopters arrived, Turkish officers say, it was near dusk and the 25 or 30 rebels had fled.

Earlier this spring, in Tasdelen near the Iraqi border, the rebels killed 12 villagers, including women and children, the government and villagers said, because they were related to village guards appointed by the government and therefore were collaborators.

Thus were the newest chapters written in an insurgency that has claimed about 600 lives since August 1984. More than a quarter of the deaths have been in the military, about a third among the insurgents and the rest among civilians.

The fighting has also focused attention on the plight of the nearly 20 million Kurds who are split here by clan and ideology and in whose name wars are being fought in three nations: Turkey, Iran and Iraq.

Kurdish nationalism has been strong for centuries, but the Kurds, a transnational ethnic and linguistic group, have not achieved the status of a nation or state.

The fighting seems both a spin-off from and a hostage to the Iran-Iraq war, which has eroded the con-

trol exercised by President Saddam Hussein's government over northern areas of Iraq abutting the oilfields of Mosul and Kirkuk.

The disintegration of government control has helped revive the long-running insurgency of Iraqi Pesh Merga guerrillas led by Massoud Barzani, who seek autonomy for that country's 3.5 million Kurds. Baghdad's war with Tehran has prompted both countries to support Kurdish dissidents against each other.

Moreover, northern Iraq's lawlessness has offered a new base for the Kurdish Worker's Party, led by Abdullah Ocalan. It is a Marxist guerrilla movement based in Damascus, whose support among Turkey's eight million to 10 million Kurds seems limited and ambiguous.

Additionally, Iran's Islamic revolution has spawned an Iraqi-backed insurgency by several Kurdish groups led by Abdolrahman Ghassemlou. These groups seek autonomy in three Iranian provinces on behalf of the nation's 5.5 million Kurds.

The Iraqi and Turkish separatists are said to have a loose alliance, Iraqi and Iranian Kurds are divided by their sponsors' war.

In Turkey, Iran is widely believed to be a conduit for the Soviet-made arms reaching Turkey's Kurdish insurgents. This further sours relations between Ankara and Tehran, which are already

strained by what some Turks see as Iranian efforts to stir religious ferment in Turkey, a secular state.



whose population is 99 percent Moslem.

Kurds, a Western analyst said, have historically waged separatist campaigns in the countries in which they live rather than seek a homeland carved from all the nations in which Kurds reside.

Thus, the Barzani forces in Iraq seek autonomy only for northern areas of Iraq, including the oilfields.

The Barzani group differs from the Turkish Kurds, who are seeking a separate Soviet-aligned state in Turkey, because they acknowledge both the religion and the clan leaderships traditional to their followers. Turkey's Kurds offer a Marxist analysis of their followers' plight.

Lieutenant Colonel Sahap Tuncer, a military intelligence specialist based in Diyarbakir, the unofficial capital of Turkey's Kurdish-speaking area, said "it is not possible to achieve results with only military measures."

On Jan. 22, separatist sympathizers in the village of Ortahoglu near the Iraqi border laid a bomb in the

home of a 60-year-old shepherd accused of being a government collaborator, and eight people were killed.

The presence of insurgent sympathizers in the village, where Turkish troops are garrisoned, seemed to reflect an assessment by Ankara that the insurgents have some, but not widespread, support.

Colonel Tuncer estimated the insurgents' strength at no more than 1,000. Some put the figure much lower.

On the roads that twist and wind through eastern Turkey, a traveler might see a nomadic Kurdish family, horses piled high with bright rugs and copper cooking pots turned black by smoky fires. And there will be women toting babies in tasseled wraps embroidered with gold thread.

Every 40 or 15 miles (16 or 25 kilometers) there will be a military checkpoint, encampment or garrison, one element in a counterinsurgency drive that keeps an estimated 40,000 troops in the area.

The region's uncertainties — adding to those of a wider, strategic area troubled by the Iran-Iraq conflict — offered "a problem we can solve through economic and social measures," said one intelligence specialist in Ankara.

Omer Eru, the official administrator of Uludere, said Turkish authorities distributed food and wood worth the equivalent of \$450,000 among 400 villagers last year. This year, he said, the budgeted figure is a little higher.

"If you neglect the people, they might be caught by other ideologies," he said.

Recently, Turkish officials have broken the taboos of decades to speak more openly of the problems of the east, a poor area where job-

lessness is high.

"It is an illusion to think we are going to get rid of this problem overnight," said General Necdet Urug, Turkey's chief of staff, in an interview with an Istanbul magazine.

Before the latest period of military rule, from 1980 to 1983, the Marxist Kurdish Workers Party was said to have declared "people's free zones" in cities like Diyarbakir.

During the military takeover, as part of a national crackdown, 3,500 suspected Kurdish separatists were detained and 50 were sentenced to death. Western diplomats in Ankara say that many of the 560 separatist suspects captured since August 1984 have been tortured to obtain information.

But that brought only temporary respite. In August 1984, operating from camps inside Syria, the Kurdish Worker's Party revived its campaign, ambushing military patrols and attacking villagers said to be loyal to the Turkish military.

The campaign, for both sides, seems mired in frustration. "Since they use hit-and-run tactics, we expect them to come again," said Mr. Eru, the administrator of Uludere.

In addition, Turkish officials are angered at the facility with which Kurdish separatists operate in West European countries that are supposed to be Turkey's allies in the North Atlantic Treaty Organization.

The Russians are seen in Ankara as long-range puppet masters in this region, exploiting Kurdish grievances to destabilize Turkey and drive a wedge through areas traditionally inhabited by Kurds.

Yet the insurgents seem to be

making little headway and there is scant indication that their Marxist ideology finds a widespread following among villagers, most of whom are Sunni.

"If they come to you and ask for something with guns, then you would give it to them," said Ekrem Alturk, a teacher in the village of Ortahoglu. "But how can we approve of them when they kill our people?"

Last year, a Turkish intelligence source said, the separatists sought to establish a kind of "liberated zone" in the remote lands near the borders with Iran and Iraq in which to raise forces to widen their campaign. That has not happened.

Moreover, Syria is said by Western and Turkish officials to have closed some separatist camps near the border with Turkey and to have moved them to its area of dominance in the Bekaa, Lebanon's eastern valley.

Turkish air raids against northern Iraq are said to have forced the rebels to operate increasingly from Iran. The rebels' exiled leadership in Damascus is said to be given by feuding over tactics and ideology.

Analysts say that Turkey's massive militarization of the east, close to Iraq and Iran, reflects not only the dangers of the insurgency but also the deeper worries created by the war between its two neighbors.

"The Turks have many things to fear from the Iran-Iraq war, but the worst scenario for them would be an Iranian victory," said a Western diplomat in Ankara.

He said such a victory would bring the Islamic revolution even closer to Turkey's most troubled areas and jeopardize oil supplies.

Iraq sends between 900,000 and 1 million barrels of oil a day by pipeline to Turkey. That is two-thirds of Iraq's exports, and a major source of Turkey's own oil supplies.

Were the war to spill over into the oilfields of northern Iraq, the Western diplomat said, "it's difficult to see how the Turks could avoid getting directly involved."

THE GUARDIAN

10.5.1987

Immigration officers 'would not check refugee status'

Judge gives Kurds a new hope of staying

By Peter Murtagh

A High Court judge has ordered the Government not to deport 20 Iraqi Kurds until he has heard an application for a judicial review of the Home Office decision to refuse them asylum. Two are children aged four and two who were born in Britain.

When police, immigration officials, and employees of a private security firm tried to force some of the Kurds on to a plane nine days ago a mother and her 18-year-old slashed their wrists. They are now in a detention centre after being discharged from hospital where they had needed 20

stiches between them.

Another man also tried to slash himself and a doctor and university lecturer have asserted that he was ill-treated by those trying to put him on the plane, a Luftwansa jet bound for Frankfurt.

Dr. Sherwan Gafur, who speaks English has described how "a policeman hit me in the stomach and another called me a coward and used other terms of abuse" when he resisted.

The deportation failed when the pilot refused to take off if the Kurds were left on board. Amnesty International is believed to have been alerted by an anonymous message

The case of the 20 who include five families, four of whom have children, has been taken up by the UN High Commissioner for Refugees, the UK Immigration Advisory Service, Mr. Larry Grant, a lawyer, and Mr. Jeremy Corbyn, the Labour MP for Islington North.

However, in line with Government's policy since the case of the 64 Tamils who sought asylum in February, the Home Office rejected requests from UKIAS and from Mr. Corbyn for the case of the Kurds to be referred to them first.

Last week, a Home Office

official told Mr. Corbyn that the matter had been referred to the Prime Minister. Home Office sources and Downing Street confirmed this weekend that some of Mrs. Thatcher's officials had been briefed because the matter was of "potential importance."

The Home Office spokesman said that the implication that Mrs. Thatcher was somehow handling the case was misunderstanding. He added that the Kurds had not been ill-treated.

The 20 Kurds arrived in Britain in separate groups on May 2 and May 7. All were on Luftwansa flights and had begun their journey in Iran where they had been living since last year in camps as refugees from Iraq. Their route to Britain took them to Damascus, Syria, Frankfurt, and Heathrow.

According to their statements only one was interviewed because immigration officials did not regard them as refugees. This was because it would be possible to refuse them entry on the grounds that they could be returned to

a third country, Syria.

Early last week immigration officers refused to give Mr. Grant assurances that the Kurds would not be deported pending legal action on their behalf. Legal aid was subsequently obtained on the Wednesday, and on Thursday Webster in the High Court explaining the case of the Karim family — parents and their two children — and seeking leave for a judicial review.

Mr. Justice Webster read the papers and immediately granted an injunction without a hearing.

PLIGHT OF THE KURDS

BY FRIENDS OF
KURDISTAN SOCIETY
(SCOTLAND)

KURDS DENIED NATION STATEHOOD

United by history, language and culture they have struggled for many years to achieve national identity and failing that, to obtain some measure of recognition by the countries within whose boundaries they live. When the Ottoman Empire was divided up after the First World War, the prospect of independence was offered under the Treaty of Sevres 1920, but this was never implemented. Since then the Kurds have endured times of harsh suppression, manipulating and promises of peaceful coexistence made and broken by the nation states within whose boundaries they live.

★ DEMOCRATISATION

The history of modern Iraq began in 1958 when the Western-orientated government under Nuri'al-Said was subject to a coup by a group of army officers led by brigadier Qassim who proclaimed "the abolition of feudalism, imperialism and exploitation". Some democratisation took place under this regime, but in 1963 the Ba'ath Party, ordered by a group of dissatisfied army officers, staged a bloody coup which degenerated into a brutal massacre of opponents. Thousands of people died at the hands of the Ba'athist "National guards" who were indifferent to innocence or guilt in this sport of bloodletting.

This first Ba'athist regime was short-lived due to lack of popular support, but a second coup was staged in 1968 when, on gaining power, a policy was pursued of toleration towards non-Ba'athist elements. In 1970 a treaty giving some autonomy in education, and culture and internal affairs was made between the Ba'ath government and the Kurdish leaders. Later, when established in power, they broke this treaty and resumed a wave of terror with the objective of making the Ba'ath Party in every aspect in the army, trade unions, the oil service and social organisations. When calls for democratisation came from Kurds and left groups, the Ba'athist reply was outright repression. A policy of Arabisation, stemming from the Ba'athist "belief in Arab racial superiority, put the Kurds in the forefront of discrimination and racial persecution with many Kurds being deported to Iran as "Iranians" or to other parts of Iraq being replaced by Arab Iraqis.

★ REBELLION

The Kurdish rebellion of 1974 under Barzani was repressed after the 1975 Agreement between Saddam Hussein and the Shah of Iran. After Hussein took over as President in 1979, and his power was consolidated by the execution of 21 leading opponents of the Ba'athist Party, he intensified the repression, of Kurds, Shee'at Muslims, Communist, progressive movements and dissident Ba'athists.

This repression has escalated considerably since Iraq went to war with Iran. The regime has aimed for total domination of Iraqi society; non Ba'athists were banned from employment in government ministries, Trade Unions, peasant co-operative societies, women's organisations, student and youth organisations and vocational associations were taken over and transformed into tools for the implementation of Ba'ath policies. Kurds have no place in these organisations.

★ IRAN PRESSURE

As the Iranian pressure on Iraq has intensified, Saddam Hussein's regime's fears of an Iranian-Kurd alliance has grown and it has responded by deciding cold bloodedly to pursue acts of terror. A report in the Observer (15.3.87) documents one such act: "fifty seven boxes were returned recently to the Kurdish city of Sulaimanyah in Zeil trucks — large Russian military vehicles — by the Iraqi government authority. Each box contained a dead child, eyes gouged out and ashen white, apparently drained of blood. The families were not given their children, but were forced to accept a communal grave and then had to pay 150 Dinars for the burial."

★ TORTURE

The article goes on to describe the torture of these Kurdish children, arrested as hostages to persuade their families, in opposition to the Iraqi government, to give themselves up to the

authorities. In their action against the Kurds the Iraqi government has found ready ally in Turkey.

On September 12th 1980 military junta came to power in Turkey and, placing out emphasis on nationalisation, it conducted a policy of repression against the Kurds. The rights of the Kurdish people were not recognised; even their existence was not acknowledged. It was a punishable offence for a Kurd to proclaim that he was a Kurd. A Kurd would be given a more severe punishment than a Turk for the same offence, and for being involved in Kurdish political or cultural activities was considered a crime for which the sentence was harsh.

★ SEPARATISTS

The Kurdish peasants, living in remote communities in the mountains, mostly in villages with several hundred inhabitants have not benefited from economic development or improved communications; they have remained subject to the old systems. They are under the control of the feudal landowners who are supported by the state as a means of ensuring its domination.

Despite the transfer of power to a civilian regime over three years ago the security police still routinely torture political "suspects" Turks and Kurds. The existence of the oil pipeline from the Kirkuk oilfield in Iraqi Kurdistan through Turkey to the coast, and from which Turkey obtains oil has made Turkey economically dependent on Iraq.

A 1984 Agreement between Iraq and Turkey allows hot pursuit operation against Kurdish separatists into each other's territory. Under this agreement Turkish planes have attacked

villages where separatists were believed to be hiding, and crack commando brigades are positioned along the Iraqi border ready to begin ground operation inside Iraq.

The Turks have stepped up their repression means in Turkish Kurdistan, arresting thousands of suspected separatists and flooding the region with troops, police and informers. In clashes between Turkish forces and Kurdish resistance fighters, many civilians have been killed, including women and children.

★ SUPPORT FREEDOM

The Kurdish people need the help of all those who support freedom, democracy and civil rights, and all those who oppose repression, fascism and racial discrimination. Turkey may seem to be far away but this is not really so, Turkey is a member of NATO and an associate of the EEC. Holiday resorts are being developed on the Turkish coast which are only a few hours away by air from Britain.

Support for the Kurds may be offered by writing letters of protest (the sort of work done by Amnesty International) by refusing to buy Turkish goods or going on holiday to Turkish resorts, and by telling others what is happening in Kurdistan and many other means.

The Kurdish people need this support.

FRIENDS OF
KURDISTAN SOCIETY

The Kurds are the single largest community in the world still denied nation statehood. These people, numbering about 20 million, live in a land known as Kurdistan, nearly the size of France, which is divided between five independent states; mainly in Turkey, Iran and Iraq with enclaves in Syria and the USSR. In Turkey they make up about one quarter of the 55 million population, and Turkish Kurdistan covers approximately one third of the country's area. Iraq's 3.5 million Kurds live in the mountains at the North-East of that country. The neighbouring part of Iran has most of the remainder of the Kurds.

AMNESTY INTERNATIONAL

MAY 1987

TURKEY

Lengthy imprisonment for journalists

A number of journalists and editors are serving long terms of imprisonment in Turkey for expressing their political or religious beliefs. Journalists have been prosecuted for articles they have written and editors have been imprisoned for publishing articles written by other people. None of them have advocated violence.

Al regards their imprisonment as a violation of Article 10 of the European Convention on Human Rights, which Turkey has ratified. This article guarantees freedom of expression.

One of the imprisoned editors is Erhan Tuskan. He was arrested on 24 October 1980 when he was the editor of *Ilirici Yurtsever Gençlik* — the journal of the Progressive Youth Organization. He was then aged 23. Erhan Tuskan was charged under Article 142 of the Turkish Penal Code with "communist propaganda" in connection with four articles he had published in the journal. The Progressive Youth Organization was not involved in violence and Erhan Tuskan had himself written articles condemning terrorism. At the end of 1982 he was sentenced to 48 years and 10 months' imprisonment. This sentence has been upheld by the Military Court of Appeal. Erhan Tuskan has been in custody since his arrest and is now in Canakkale Prison.

Another young editor, Candemur Özer, born in 1956, was arrested on 1 May 1981 in con-

nection with articles published in the journal *Savas Yolu* (The Path of Struggle). He was charged with "communist propaganda" and sentenced to 23 years and 10 months' imprisonment.

Feyzullah Özer was one of the editors of *Kitle*, a political journal associated with the Turkish Socialist Workers' Party, which was banned in 1979 under martial



Feyzullah Özer

law. He was charged with "communist propaganda" in connection with articles published in *Kitle* in 1977 and 1978 before the paper was banned. So far he has a cumulative sentence of 18 and a half years' imprisonment. He is married and has a son of nine.

Mehmet Çoban was arrested in 1985 for articles he had written for the Islamic newspaper *Ikhtisas* on which he was a journalist. He was charged under Article 163 of the Turkish Penal Code with "anti-secular propaganda" advocating a return to Islamic rule and sentenced to six years and three months' imprisonment by Ankara State Security Court in February 1986. Many authors and journalists, as well as members of Islamic brotherhoods and religious activists, have been convicted and sentenced to long terms of imprisonment under this law.

Turkey has been a secular state since it became a republic in 1923 and any attempt to change the secular nature of the state is forbidden. Mehmet Çoban is serving his sentence in Bursa.

Recep Maraşlı, a 31-year-old publisher, is serving sentences of 36 years' imprisonment for publishing books about the Kurdish ethnic minority in Turkey and for alleged separatist activities.

Recep Maraşlı was detained in January 1982. He has since been convicted in a number of trials by military courts in Istanbul and Diyarbakir on charges which included "making separatist propaganda". He is in Diyarbakir Military Prison.

These five men have been adopted by AI as prisoners of conscience. □



Huseyin Kivanç, a publisher aged 45, has been on trial for almost 11 years, charged with "communist propaganda" in connection with a number of books. Huseyin Kivanç has been adopted as a prisoner of conscience.

In October 1986 he was acquitted of charges relating to one of the books. In January 1987 he was acquitted of charges in relation to another book, but the trial arising from the other books continues and the prosecution is reported to be demanding a sentence of 20 years' imprisonment.

Under pressure but resisting:

Three refugees describe the Kurdish struggle in Iran

Since Kurdistan was divided up by the Western Powers in the wake of the 'First World War', Iranian Kurds - like those in Iraq and Turkey - have demanded autonomy. Below, Iranian Kurdish women in exile in Britain talk to Ruth Wilson about the present situation of the Kurds under Khomeini's Islamic Republic and women's involvement in the armed struggle.

Under the Shah

Women in Kurdistan, like women throughout Iran, suffer terrible repression. 'Under the Shah, some middle and upper class women could decide for themselves to study, work or travel', says Nasreen. 'Today women have lost everything. Khomeini's government sees women as sub-human, and denies them freedom, self-respect and basic human rights. But despite the fanatical line taken by the Islamic Republic, Kurdish women have refused to comply with all the restrictions, such as the rulings on clothing. 'They are under pressure but they resist', says Nasreen. 'Because of the political situation and resistance in Kurdistan, the government cannot over-push the people. So the Kurdish women have kept some of their freedom in comparison with other parts of Iran, especially in the villages', she says.

The Shah consistently repressed Kurdish identity and Kurdish organisations. 'The Shah didn't allow us to study in our language', says Nasreen. 'In 1962 there was a Land Reform all over Iran, which curtailed the powers of the old feudal Kurdish landlords. But in fact it was the government's way of trying to get political and economic control.'

The deliberate neglect of Iranian Kurdistan reached such a level that, towards the end of the Shah's regime, there was massive migration away from the rural areas, especially towards Tehran. Kurdish resistance continued during these years, but repression made such activities difficult to sustain.

In 1978 and 1979, the Kurds fought with the rest of the Iranian population for the overthrow of the Shah. But soon after - in the spring and summer of 1979 - came the first clashes between Khomeini's government and the Kurds.

When the Kurds made their demands for self-determination, they were accused of collusion with the royalists and Shah's old generals who were operating from across the border in Iraq. 'Of course the Shah's supporters tried to interfere, to take control', says Nasreen. 'But as work by political parties began to step up, people learnt greater awareness of the situation.'

Kurdish negotiations for autonomy floundered in 1979. The Civil War began in 1980 when there was

widespread fighting. Until mid-1980, the guerrilla fighters - known as Pesh Merga - controlled vast areas of Iranian Kurdistan. But with the declaration of war between Iran and Iraq in 1980, the Iranian government became increasingly militarised. The liberated zones were gradually reduced in a series of government offensives.

Political parties

The two main Kurdish parties are both engaged in armed struggle. The longest established, KDPI (Kurdistan Democratic Party of Iran) aims for autonomy in Iranian Kurdistan, democracy in Iran. 'KDPI is a nationalist party,' says one supporter. 'It therefore has to cover all groups in Kurdistan. Socialism comes after the Kurds gain their autonomy.'

Komala is a more radical organisation. It sees the Kurdish movement in terms of the wider class struggle. Since 1985 it has been an important part of the independent Communist Party of Iran. 'We don't want separation from Iran', says Shirin, a Kurdish refugee and a supporter of Komala. 'If the Iranian Kurds decide they want separation, we will respect their decision. But our aim is a socialist revolution in Iran in which all ethnic minorities can have autonomy.' Komala identifies in particular with the peasants and proletariat.

The Iranian Kurdish women are noted for their participation as Pesh Mergas. Both KDPI and Komala believe in equality for women. Komala outlined its policies in its February 1984 programme: equal pay for equal work; 16 weeks maternity leave; special provision for pregnant women and nursing mothers; welfare institutions to reduce the burden of house-work and work of women in villages; prohibition of polygamy; equal rights in divorce and childcare; minimum age of marriage to be 18 years.

KDPI uses women chiefly for 'logistical back-up' though it also has women fighters. Women in Komala often fight alongside the men Pesh Mergas and, according to Shirin, 20 percent of the Komala Pesh Merga are women. Conditions are very hard. 'The camp is constantly moving', she says. 'Women give birth with no medical help. Because of bad hygiene, many women have gynae-

logical problems.'

Shirin and Sussan were in the city of Sanandaj in 1980 during a major government operation. 'The government said it wanted to send the army through Kurdistan to get to the front. But there were other ways the army could travel. People knew that if the government came it would take power. So they blocked the road for two or three days, holding the army up. Meanwhile everyone prepared for a fight - all people not just the Pesh Merga. They built barricades and there was much fighting. It took the government 28 days to get control of the outskirts of the city.'

Sussan was a member of one of the people's councils. Normally these councils, made up of local people, provided training and support. During the state of siege they helped with medicine and food distribution. 'Some people left the city because they were dying of hunger. So many people were killed, there was no room left in the hospitals. Many corpses were left in mosques.'

A long campaign

Today, the Pesh Merga still have control of certain rural areas. At night their area of control includes some towns and cities. They are able to penetrate deep into Iranian Kurdistan, staying in the countryside and cities often for months, with the support of the people. They have responded to the war situation by adopting hit-and-run tactics. 'The Pesh Merga are the children of the people,' says Shirin. 'In every family there is someone who is one of the Pesh Merga.'

The outbreak of the Iran-Iraq war has brought added suffering to Iranian Kurdistan. The region is of strategic importance and is within easy reach for the Iraqi planes. Cities such as Kermanshah, Mahabad, Orumia, Baneh, Saqqis and Sanandaj have been devastated by bombing attacks. Villages have been razed to the ground. Thousands have been wounded or killed.

At the same time, the government repression continues. More than 2,000 Kurdish men and women have been executed by the government. Many people have been put in prison. The Iranian government has small army posts throughout Iranian Kurdistan, and it quickly brings in reinforcements by land or air if these

are attacked. The army enforces periodic economic and food blockades. 'The government cuts off the food supply to rural areas', says Sussan. 'They want to put people against the Pesh Merga. But it doesn't work. Even the old people support the Pesh Merga.'

The situation is complex. A small number of Kurds are Shi'ite Muslim and disagree with the Kurdish struggle; the government has tried to

infiltrate and co-opt various groups; other Iranian opposition parties have a presence in Kurdistan. Also, in January 1985, war was declared between KDPI and Komala. Komala accuses KDPI of working in the interests of the urban bourgeoisie and the traditional feudal elite. KDPI demands recognition as a progressive party. At the moment, there is a temporary lull in the inter-party fighting.

The Kurdish struggle in Iran has been described as 'a

struggle not a threat' to central government. 'It's a defensive war, a long campaign' says Nasreen. The outcome depends on many things: the actions of the superpowers, the situation in Turkey, oil, the Gulf War, future changes in the Iranian government. But the Kurdish struggle in Iran remains a source of strength and inspiration for the opposition groups in Iran.



A forgotten prisoner

At a time when the Turkish regime is formally applying for membership of the European Economic Community (EEC) accepted norms of human rights continue to be violated in Turkey.

An article in the Turkish magazine 2000 highlighted another of the 15,000 or so political prisoners still suffering in the prisons of the regime.

Pamuk Yildiz was 17 years old when she was arrested in October 1980. She was detained along with the other members of the Akdera group of the Dev Yol (Revolutionary Path) organisation. 'Pamuk Yildiz was one of the innumerable members or supporters of left wing groups thrown into prison and ill-treated or tortured following the Turkish army's seizure of power on 12th September 1980. She is still there.'

At the time of her detention according to her mother and friends she was 'a very healthy young girl'. However during her custody in notorious prisons and interrogation centres her health rapidly deteriorated. Eventually, in 1983, the authorities took her to the Ankara Mevki hospital, where Dr Deniz Demirkan diagnosed heart disease. When she was returned to prison Dr Demirkan requested that she must be given regular treatment. This was never done.

In March 1984 Pamuk Yildiz's mother, Akkiz Yildiz was driven frantic by the news that her daughter

was dying. She heard from released prisoners that her daughter was not getting any hospital treatment. She had still not even been brought to trial. When Mrs Yildiz tried to complain to the authorities they increased the maltreatment of Pamuk in the condition deteriorated further.

In 1985 Pamuk Yildiz was finally sentenced by a military court to '15 years heavy imprisonment'. She was 22 years old. In 1986, in accordance with laws passed by the civilian regime which had replaced the ruling Junta Pamuk Yildiz's lawyer applied to the No 1 Martial Law Court for her release. This was done on the basis that Pamuk had served 6 years and 1 day in prison. Under the law she should therefore have been released on the 3rd November 1986.

Instead, the regime's state prosecutor carried out a sick manoeuvre - he appealed against the original sentence. The state is now asking a higher court to sentence Pamuk Yildiz to hang. On the 1st December in

the No 4 Martial Law Court Pamuk's lawyer said 'It is unthinkable to give her more than 15 years imprisonment even more so when you consider that her health is broken; her file is under review by the military authorities and the prosecutor did not file his appeal until long after the original sentence'. . . during the appeal period 'her sickness will become incurable.'

The court refused to release Pamuk.

As her lawyer pointed out, this decision is against human rights and every normal understanding of law.

We demand the immediate release of Pamuk Yildiz.

Pamuk Yildiz is alone and seriously ill in Mamak Military Prison.

Send short messages of good wishes to: Pamuk Yildiz, Mamak Askeri Cezaevi, Tecrit On 1, Mamak/Ankara, Turkey.

The CDDRT has begun a Solidarity with Political Prisoners in Turkey Campaign. You can help. You or a group you are a member of can 'adopt' a political prisoner in Turkey. This means writing to the prisoner and maintaining contact. This helps both to raise the particular prisoner and help to follow prisoners' morale and put pressure on the regime to release prisoners.

Your help can bring great pressure to bear. Many of these prisoners while still very young sacrificed everything to struggle for a better society in Turkey. Many of them have endured torture and ill treatment. Help ensure there are no forgotten political prisoners in Turkey!

If you wish to receive more details of the political prisoners campaign, write to Political Prisoners Campaign, CDDRT, 129 Newington Green Rd., London N1 4RD, Britain.

*Caught in a region encompassing border areas
of Turkey, Iraq, Iran, Syria and the USSR*

HELLFIRE AND BRIMSTONE AHEAD FOR THE KURDS

The Kurds, of Indo-European origin, are a mountain tribe who have lived in the region now encompassing eastern Turkey, northwestern Iraq, northern Syria, west Iran and the eastern Black Sea coast of the Soviet Union for at least three thousand years.

Never having fully integrated into any modern state, they still live by their own rules.

They are a handsome, often fair-skinned people, sometimes blond and blue-eyed. They are quiet and virtually impossible to provoke except on the issues of honor or Kurdish rights, on which they are often deadly.

As they began to split in the 19th century, with the break-up of the Ottoman Empire, the majority settled in what is now Turkey, while others stayed in Iran and a few remained or moved to the Soviet Union, Syria or Iraq.

There are now estimated to be between 16 and 22 million Kurds. Half of them live in Turkey and between five and six million in Iran.

But despite the fact that the Turkish Kurds are the vast majority, they have remained relatively quiet since three rebellions, in the 1920's and 30's were bloodily crushed by the army of the new Turkish republic.

Both right and left-of-center governments in the half-century history of the Turkish republic have always stuck to the policy of Kemal Ataturk, founder of the republic, and ignored the Kurds as a separate ethnic entity

The Gulf war presented the Kurdish minorities in both Iran and Iraq with new opportunities to take up arms again in pursuit of their dream of an autonomous homeland. Reports over the past few weeks have spoken of cooperation 30 miles inside northern Iraq between units of the Iranian Army and guerillas of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), one of the two major Kurdish political organizations in Iraq. With autonomy remaining a pipe dream, Hazhir Teimourian, a Middle East specialist with The Times and himself a Kurd, examines their past and present and speculates about their future.

About 600 miles to the northeast of the Lebanese mountains -- the passion of whose peoples has caused such well-broadcast headaches in the past 12 years -- lives another mountainous people. They number between 16 and 22 million and their land, known as Kurdistan for most of the past twelve centuries, straddles the border region of Turkey, the Soviet Union, Iran, Iraq and Syria.

The Kurds rarely make headlines though they have been fighting for recognition of their rights as a distinct people with their own land,

language, and culture since the middle of the last century. Their homeland is bound on all sides by governments united in their determination to contain Kurdish nationalism.

With the raising of the stakes in the six-and-a-half-year-old Gulf war, the two protagonists periodically tend to allow Western journalists safe passage to each other's Kurdish territories to bring to our television screens rare images of the Kurds at war. The revelations include some surprises.

They show that increased Iranian help to the Kurds in Iraq has created a serious threat to that country's vital financial artery, a pipeline carrying up to one million barrels of oil a day to Iskenderun on Turkey's Mediterranean coast for export to Europe. Over the border in Iran, Kurds have engaged in some remarkable long-term planning -- such as the building of new clinics -- in their eight-year struggle against Ayatollah Khomeiny's Islamic Republic.

In both countries, native Kurds who demand freedom to safeguard their culture are persecuted as counter-revolutionaries. In neighboring Turkey, the very reference to the term Kurd is a crime against the constitution.

Up to the turn of the century, the Kurds were ruled by scores of their own princes who were virtually independent of the emperors on the plains, whose authority they recognized only nominally.

Eight hundred years ago, for example, their most famous general, Saladin, saw no need to devote his tremendous energies to the protection of his kinsfolk. So secure were they in their mountainous fastnesses to the south of the lakes of Van and Urmia that he dared to call some of their

best soldiers to Egypt and Syria to command his Moslem armies against the Christian Crusaders from Europe.

But the coming of the helicopter gunship has transformed the situation for a people who earlier conquerors failed to impress.

The present era of peril for the Kurds has its origins in the permanent stationing from the centers of empire in Istanbul and Tehran of soldiers, tax collectors and administrators in Kurdistan at the turn of the present century. This invasion sharply clipped the power of the native princes, brought heavier taxation and compulsory military service and was sustained by deliberately fanning local animosities between tribes and regions.

As a consequence, dreams of Kurdish unity and independence, which earlier had haunted only the hearts of noble bards and idle princes, became the preoccupation of the more practical minds belonging to merchants in market towns, religious preachers and gunsmiths.

Large and little Kurdish kingdoms and republics fluttered for a few years until they were put down by Ottoman emperors, shahs of Persia or British governors of Mesopotamia.

The second event of recent years to encourage the Kurds in Iran and Iraq to rise again, apart from the Gulf war, was the revolution in Iran in February 1979.

In Iran, the old Kurdistan Democratic Party (KDPI) of the Kurdish republic of 1946, which had been forced underground in the years of the Shah's ascendancy, re-emerged in 1978 with the weakening of the Shah's grip and quickly assumed the role of government in two of the four Kurdish provinces in the west.

Initial negotiations with the new revolutionary regime in Tehran over the granting of a measure of internal autonomy to the country's 5-6 million Kurds soon broke down because of Tehran's insistence that the Kurds should subjugate their demands to the requirements of Islamic dogma as interpreted by Shiite ayatollahs. This recognizes only a single Moslem nation or Umma and is suspicious of any demands for group rights within that nation.

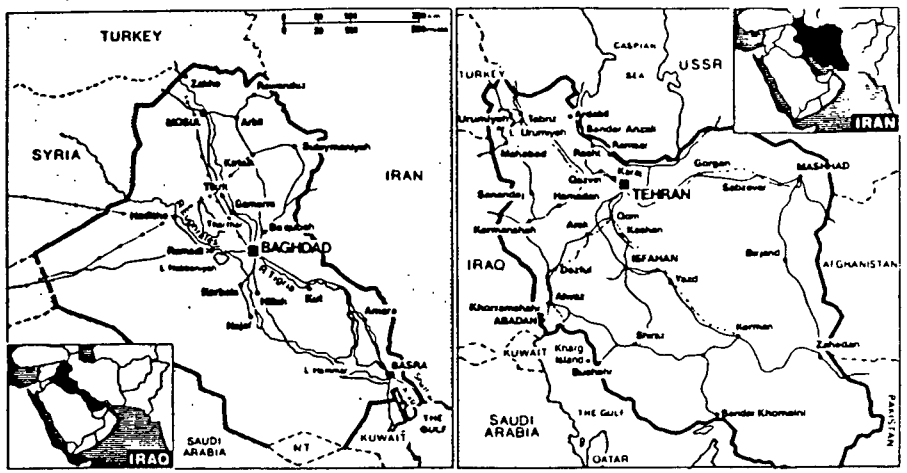
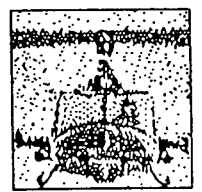
Furthermore, most Kurds belong to the Sunnite branch of Islam and, as such, are barred from attaining positions of leadership in the state. In any case, they are not known for being particularly religious. They do not pray regularly and freely consume alcohol.

Thus, at various times over the past seven years, about 200,000 better-equipped Iranian soldiers and Revolutionary Guards have tried to uproot the Kurdish movement. But although the Iranians have succeeded in expelling the KDPI's 11,000 guerillas from the main towns of the region, two strips of rugged high ground along the borders with Turkey and Iraq remain in Kurdish hands, a situation unlikely to change as long as the Gulf conflict remains unresolved.

At present, a heavy cover of snow in the highlands of Iranian Kurdistan has halted all large-scale military operations. But a British journalist who accompanied a guerilla unit of the KDPI on a mission some 25 miles from the Iraqi border before the winter set in found the fighters in high spirits.

The KDPI is led by Dr. Abdorrahman Qassemjou, a 57-year-old economist and former lecturer at the universities of Prague and the Sorbonne, who has grown in sophistication and stature since the days of his Marxist youth in Eastern European exile.

He acknowledges that he receives some aid from Iraq, but denies that he is dependent on Baghdad. "We are fighting the same enemy," he says.



MIDEAST Mirror EXTRA

"which is useful to the Iraqi government, but we would never allow ourselves to become so dependent on a foreign regime that its sudden withdrawal of support would endanger our existence."

Iraq's Kurds, of whom there are about four million, have two main nationalist organizations fighting Baghdad: the Kurdistan Democratic Party (KDP) of the late General Mustafa Barzani, who died in the United States in 1979, and PUK led by Jalal Talabani.

After the start of the Gulf war, PUK held a few rounds of peace talks with President Saddam Hussein, but these broke down in 1985 and the organization has been engaged in guerilla warfare in southern Iraqi Kurdistan, around the city of Sulaimaniyah, ever since.

The KDP, however, which has no links with its Iranian namesake, went into an immediate alliance with the revolutionary government in Tehran after the toppling of the Shah and began penetrating the former heartland of its support in Iraqi Kurdistan, the northern-most strip of territory along Iraq's border with Turkey.

As the Iraqi Army had spent many years since 1975 pacifying Kurdistan, with heavy guns placed atop almost every strategic height, the work of the two Kurdish nationalist organizations made very slow progress at first, but now the KDP has achieved a breakthrough in expelling the Iraqi military presence from much of the territory it coveted. The towns in that territory, for example, Zhakho, Dohok and Amadih, are heavily fortified and remain in government hands, but the countryside now affords freedom of movement to the guerillas, and the roads, including the important overland supply route from Turkey, are frequently ambushed.

Thanks to a recent rapprochement with Tehran, PUK has also been able to increase vastly the territory under its control to the north and west of Sulaimaniyah. PUK units raided Iraq's northern oilfield at Kirkuk last year and, earlier this year, helped Iranian artillery units along mountain tracks to reach the vicinity of the city of Arbil, some 40 miles across the Iranian border, to destroy an Iraqi radar and communications establishment. Their help will also have been invaluable in Iran's Karbala-7 offensive launched this week in the Haj Umran region south of Lake Urmia.

Two factors seem to be behind the latest Kurdish successes in Iraq: the switching to the war fronts with Iran of Iraq's most capable soldiers in preparation for the Iranian offensives in the south and north, and a decision by Tehran to upgrade the weapons that it has been supplying to the KDP.

Following the death of Idriss Barzani at the age of 43 late January this year - apparently in an Iraqi air raid on the west Iranian city of Urumieh - the KDP is now led by Massoud, the second surviving son of the late General Barzani. Massoud remains bitter about the way he feels former U.S. Secretary of State Henry Kissinger and the Shah of Iran betrayed his father at the height of the previous Kurdish rebellion, in March 1975. Iran and the United States suddenly made their peace with Iraq and closed the Iranian border to their erstwhile allies.

Nevertheless, although the Kurds under Barzani say they have learned their lesson from those events and are prepared for history repeating itself, their claim that they are not now dependent on Iran lacks credibility. Without a constant supply of food and armament from Iran, their forces would very quickly run out of steam.

Across another border into eastern Turkey, which constitutes the largest part

of Kurdistan with some 8-12 million people, repression has not been the consequence of large-scale rebellion in recent times, but the government resorts to draconian measures to destroy the separate culture of its Kurdish citizens.

Thousands of Kurds languish in forgotten jails in the eastern provinces still under martial law, often for merely possessing literature in Kurdish. Even speaking their language is a crime.

Perhaps inevitably, most of the Kurdish nationalists in Turkey are extremely anti-NATO and dream of complete independence. Their fragmented political parties are all left-wing and warfare is sporadic and on a small scale, sometimes descending to the level of common banditry and terrorism.

Although the present conflict between Iran and Iraq has raised the question of re-drawing the international borders in the region, the chances of an independent Kurdish state emerging as part of the final outcome are less than remote.

All the states surrounding the Kurds have a common interest in subduing them, and even if Iraq were to collapse as a result of Iranian military pressure, it is unlikely that Turkey, aided and abetted by the West, would allow it to fall under Iranian domination.

In the early stages of the Gulf war, there were reports from Ankara that contingency plans were laid at a meeting between President Kenan Evren and General Alexander Haig, then U.S. Secretary of State. The United States agreed that, in the case of an Iraqi collapse, the Turks could seize the northern region of the country. Turkey has laid claim to what it calls the Mosul Velayat (province) of the former Ottoman Empire since the time of the British Mandate in Iraq after World War I. The Velayat contains the bulk of Iraqi Kurdistan, though its main attraction to Turkey would be the huge Kirkuk oilfield.

The pipeline which carries Kirkuk's oil constitutes part of Turkey's "national interests" today, and its protection from Kurdish or Iranian interference would provide Turkey with an obvious pretext for seizing northern Iraq. But the suppression of an embryo Kurdish state that might incite Turkey's own Kurdish minority into rebellion would be the main real reason for the intervention.

In preparation for such a possibility, Ankara and Baghdad have signed a formal understanding that allows Turkey to send its armed forces into Iraq "in defense of the security of its borders."

As a result, there have been at least 22 reported bombings of Kurdish bases in Iraq by the Turkish Air Force, and the Turkish Army has on several occasions during the past two years temporarily moved into Iraqi Kurdistan to "destroy terrorist camps," risking the souring of its lucrative trading relations with Iran on each occasion.

This week's air attacks, which killed 800 people according to Kurdish Radio, were on three areas on the middle sector of the Turkey-Iraq border, close to the Great Zab River.

The Kurds have been called the "oppressed of the oppressed" on account of their suffering at the hands of nations that were themselves ruled or dominated by major European powers until earlier this century.

They are the world's largest minority still without a voice. The international influence of the states that rule them ensures that their cause is never mentioned at the United Nations, although their grievances are often far more serious than those of many other minorities.

They are one major nation that the rest of humanity consistently chooses not to see.

COUNTRY REPORTS ON HUMAN RIGHTS PRACTICES FOR 1986

REPORT

SUBMITTED TO THE

COMMITTEE ON FOREIGN RELATIONS
U.S. SENATE

AND

COMMITTEE ON FOREIGN AFFAIRS
U.S. HOUSE OF REPRESENTATIVES

BY THE

DEPARTMENT OF STATE

IN ACCORDANCE WITH SECTIONS 116(d) AND 502B(b) OF THE
FOREIGN ASSISTANCE ACT OF 1961, AS AMENDED



FEBRUARY 1987

Printed for the use of the Committees on Foreign Relations and Foreign Affairs of the Senate and the House of Representatives respectively

TURKEY

Turkey is a republic based on a multiparty parliamentary system and a strong presidency. Elections for public office are based on universal suffrage. Twelve parties competed freely in byelections held on September 28, 1986, in which the ruling Motherland Party won 6 of the 11 seats contested. General elections with full participation of all recognized political parties are scheduled for no later than November 1988.

The Turkish National Police (TNP) are responsible for maintaining public order in the country, except in martial law areas. In those areas, military authorities oversee security through the gendarmerie, which also functions as the police in rural areas. At the end of 1986, 5 of 67 provinces, all in the southeast where government forces have faced an armed insurgency by Kurdish separatist since August 1984, remained under martial law. In addition, eight provinces (Istanbul plus seven provinces in the southeast) remain under a state of emergency, which empowers their governors to exercise some of the powers of martial law commanders.

The end of martial law in November 1985 in Istanbul and Ankara removed a major restraint on freedom of the press, which is now free to publish almost anything.

Turkey is moving from a closed economy dominated by the state sector to a free market, export-oriented economy. Although the rates of inflation and unemployment are still high, the economy under the Government's structural adjustment program has made substantial advances.

The Constitution of 1982 and subsequent legislation place restrictions on the formation and activities of associations and unions, and on organic links between such organizations and political parties. There are no restrictions on the right of Turkish citizens to own property. The Constitution regards all citizens as Turks. Except for the special status granted to non-Muslim minorities by the Lausanne Treaty (1923), Turkey does not legally recognize the separate development of ethnic minorities.

In general, the positive trend in the observance of human rights continued in 1986. The Government made considerable progress in reducing human rights abuses, although significant shortcomings are still evident.

The judiciary has continued to demonstrate its independence with two major exceptions, the mass trials of recent years were concluded, mostly with acquittals. Several trials initiated in 1986 against critics of the State were either dismissed or ended in acquittals.

High government officials have denied that torture is a serious problem in Turkey. With the return of democratic government, however, and the lifting of restrictions on the press, allegations of police brutality have been increasingly publicized, and the Government has taken swift action to prosecute the perpetrators. In addition, members of Parliament and the press have raised questions concerning repressive activities by security forces combating the armed Kurdish separatist insurgency in southeast Turkey. A number of reports, some of them medically documented, noted the police use of torture, usually during initial periods of

incommunicado detention. A draft law aimed at eliminating these abuses by requiring the presence of a lawyer during interrogation was defeated in Parliament in 1986.

In October the recently-appointed Minister of Justice condemned torture as a crime against humanity. Penalties for practicing torture remain low, with death by torture considered involuntary manslaughter (Turkish Criminal Code Article 243). A bill to raise the penalties for torture was defeated in Parliament in 1986. However, a revision of the Turkish Criminal Code, which dates from the founding of the Republic, is currently under way.

RESPECT FOR HUMAN RIGHTS

Section 1 Respect for the Integrity of the Person, Including Freedom from:

a. Political Killing

There were no accusations of politically motivated killings by government forces in 1986. In September 21 persons died in a terrorist attack on the Neve Shalom synagogue in Istanbul. Arab terrorists are believed responsible for the attack.

Numerous clashes between separatist Kurdish guerrillas and government forces resulted in the deaths of about 17 Turkish military and security personnel and an unknown number of guerrillas and civilians in 1986.

The Turkish General Staff (TGS) describes the insurgents as proponents of an independent Kurdish state, which would incorporate parts of present-day Turkey, Iran, and Iraq. Drug smugglers, Armenian terrorists, and Kurdish guerrillas operating from bases in Iraq, Iran, and Syria are all involved in the incidents, according to the TGS.

b. Disappearance

There were no known disappearances caused by either the government or opposition groups.

c. Torture and Cruel, Inhuman, or Degrading Treatment or Punishment

The Constitution states that "no one shall be subjected to torture or ill-treatment incompatible with human dignity." However, the treatment of prisoners, especially during the initial pretrial period, remained an unresolved human rights issue. Politicians, the press, and outside monitoring groups alleged that prisoners were subject to torture and mistreatment in prisons and detention houses. Although many allegations concern treatment that could be defined as police brutality, i.e., they involved beatings by police officials aimed at intimidating a suspect or prisoner or resulted from personal animosity, in other cases the treatment clearly appears serious enough to have risen to the level of torture. Many allegations were documented by medical evidence. In a February 1986 interim report and in its October 1986 World Report, Amnesty International reiterated its charges that torture is "widespread and systematic" in Turkey.

With the return of full political democracy and a free press to Turkey, allegations of torture received wide publicity.

The Government has responded with prompt action to suspend the alleged offenders and investigate the circumstances of each case. In an interview, the Minister of Justice said 1,459 persons accused of torture were prosecuted in 1986. Of these, 109 were convicted, and many cases are continuing. At the same time, the Government frequently stated that alleging torture had become a standard defense in all types of criminal cases.

High government officials have criticized those who allege torture, charging that such allegations are political propaganda intended to destroy Turkey's international reputation. Although generally agreeing with these judgments, the newly appointed Justice Minister, in his first statement after assuming office, pointed out that torture certainly exists in Turkey, inasmuch as over 300 officials had been convicted of it. He went on to condemn torture and to express the Government's intention to eradicate it by prompt and severe punishment of offenders.

Punishment for torture may change with the adoption of a new criminal code now being drafted. Currently, the Criminal Code, which dates from the 1920's, categorizes murder by torture as unintentional manslaughter, which is normally penalized by 8 years' imprisonment. Penalties for torture which does not result in death are less severe, ranging from 5 to 5 years. In 1986 the Parliament defeated a bill, which was opposed by the Government, proposing the increase of this penalty to a range from 5 to 10 years.

Many Turks link the mistreatment of prisoners to widespread public acceptance of the notion that the police should enforce public order by whatever means are necessary. Other contributory factors include the generally low educational level of police personnel and the lack of adequate training. The Government has publicly recognized the latter problem by taking steps to upgrade the police force, requiring secondary level education for new recruits, and organizing special courses to instruct policemen as to their responsibilities and the limits on their powers under the law.

Prison conditions continued to be an issue of concern in Parliament and among nongovernmental bodies such as the Bar Association, members of which sent a petition to the Government in April requesting improvements. In February Adana prison experienced a 23-day hunger strike for better conditions. Government officials charge that this strike was politically motivated and directed from outside. There is general agreement, though, that conditions in prisons have improved as a result of the attention focused on this issue by the Parliamentary Prison Commission, the press, and other nongovernmental groups.

d. Arbitrary Arrest, Detention, or Exile

The Constitution requires a warrant from the public prosecutor for any detention, except in certain limited circumstances, e.g., when a person is caught redhanded. The arrest warrant itself is issued by a judge after a hearing. Persons taken into custody may be held incommunicado without charge by the police or public prosecutor for up to 24 hours, according to the Police Powers Act of 1985, which reduced the period from 48 hours. If the police obtain a court order, however, the period may be extended to 15 days. Detention without charge is 15 days in cases of "offenses committed collectively." In the 5 provinces under martial law and the 8 under state-of-emergency rule, an individual may be detained without charge for up to 30 days. Martial law authorities do not need warrants to detain suspects. Martial law commanders, subject to prescribed judicial procedures, may impose internal exile for up to 5 years on persons believed to be acting against general security and public order. No such sentences were imposed in 1986.

Once taken formally into custody to face charges, a detainee appears first before a public prosecutor, who informs him of the suspicions or charges which led to his detention. If the prosecutor decides to pursue the case, the detainee is

arraigned before a judge and allowed to retain a lawyer. The judge decides whether to have the accused held in detention or to permit provisional release during the pretrial investigative period.

In all cases the authorities may hold a detainee incommunicado within the prescribed time limits until he is charged or released. According to the Police Powers Act, a detainee's next of kin must be notified "in the shortest time," except in cases where secrecy is deemed necessary, such as when others are believed to be involved in a given crime. A detainee may not have access to a lawyer until he is brought before a judge. Parliament in 1986 defeated a bill requiring that all arrested persons be given immediate access to a lawyer. Similar proposals put forward by the Turkish Bar Association and others are now being considered by the committee reviewing the criminal code.

The system of justice includes a bail system in which the arraiging judge may release the accused on presentation of an appropriate guarantee, or order him held in preventive detention if the court determines that he may flee or destroy evidence. The Constitution includes the right of detainees to request speedy conclusion of arraignment and trial, and release "if the restriction placed upon them is not lawful."

Turkish judicial authorities, under both civil and martial law, have the power to impose sentences of internal exile. Internal exile is provided for in the Execution of Sentences Act of 1986, but the number of convicts, if any, on whom this was actually imposed after sentencing is unknown. An Armenian priest sentenced to internal exile upon his release from prison in May 1986 is still residing in Istanbul, pending a high court decision on his appeal of the sentence.

The Constitution prohibits forced labor, and it does not occur in practice.

e. Denial of Fair Public Trial

In most cases, defendants have the right to an open trial, which may be attended by family members and lawyers. Members of the public and press are also usually free to attend. In some trials, particularly those held in military prisons or on military compounds, members of the public must seek permission to attend. The authorities usually grant such permission. In October the defense in a torture trial succeeded in having the judge changed after an argument arising from his ban on public attendance at the trial.

The Constitution accords a defendant the right to retain the lawyer of his choice. However, in certain trials stemming

from the Kurdish insurgency in the southeast, defendants who cannot speak Turkish reportedly have difficulty in communicating with their lawyers, as they are forbidden from using any language except Turkish with visitors. There are also reports that lawyers in these trials have experienced some harassment.

Although Turkey is predominantly Muslim, its court system and judicial procedures are modeled on the Italian (criminal) and Swiss (civil) law codes. There are no Shari'a (Islamic) or other religious courts.

The Constitution declares that "judges shall be independent in the discharge of their duties" and provides for their secure tenure. It also states that no authority may give orders or recommendations to judges concerning the exercise of judicial power. Public prosecutors are also independent, and, although they may be ordered to begin prosecutions, they decide thereafter whether to pursue them. For example, on September 23, 1986, the prosecutor in former Prime Minister Bulent Ecevit's trial on charges of violating a ban on his political activity requested a verdict of acquittal which was granted by the judge. The Supreme Council of Judges and Public Prosecutors, appointed by the President and including the Minister of Justice, selects judges and prosecutors for the higher courts and oversees those of the lower courts.

In provinces under martial law, all defendants accused of terrorism or other offenses against the security of the State are tried in military courts. Martial law judges normally have law degrees and observe the same standards as criminal judges. They may not be transferred at the discretion of military commanders. In provinces under a state of emergency, civilian courts try cases.

Civilian and military courts generally conduct trials under the same rules of procedure, based on the Constitution or martial law regulations, respectively. A conviction or acquittal in either system may be appealed to the appropriate civilian or military appeals court. If an appeals court overturns a lower court's guilty verdict, the case is sent back to the lower court for reconsideration. If the lower court insists on its original verdict, the case is returned to the Joint Council of the Appeals Court for a binding verdict. In some cases, particularly capital cases, appeals are automatic to the Supreme Court or to the High Court of Military Appeals. If a death sentence is confirmed by the appeals court, it must be approved by the Council of Ministers, then by Parliament, and finally by the President. By October 1986, nearly 1,000 death sentences were awaiting the Council of Ministers' review, and 105 review by Parliament. Parliament has not approved any death sentences since 1984.

A limited number of special trials, such as the trial of over 1,400 leaders of the Confederation of Revolutionary Trade Unions (DISK) and those in the first Peace Association case, have continued for up to 5 years. In December the court reached a verdict in the DISK trial, which both the defendants and prosecution plan to appeal. The court found 264 defendants guilty and sentenced them from 1 to 10 years in prison. Another 1,169 defendants were found innocent, 29 cases were transferred to other courts, and 15 cases were dropped. The court also ordered DISK and all but two of its affiliated unions closed permanently. The DISK defendants (except for a few serving sentences as a result of conviction on other charges) and all of the Peace Association defendants remain free on bail. Under the "Execution of Sentences Act" of 1986, which reduces sentences to be served to one-half the imposed time, most or all of these defendants, even if found guilty, will have already served out their sentences.

Estimates of the number of political prisoners held in Turkey's jails vary greatly depending on the source and the source's definition of political prisoner. The Turkish press in 1985, the most recent year for which figures were available, listed about 3,600 persons convicted of crimes against the security of the State, crimes against security forces, or for belonging to armed organizations. Of this number, 1,700 were convicted of crimes of violence. Several thousand other people were incarcerated while under investigation or undergoing trial for similar offenses. An opposition spokesman recently claimed that in Turkey there were 10,000 prisoners convicted of "thought crimes."

f. Arbitrary Interference with Privacy, Family, Home, or Correspondence

The Constitution guarantees the inviolability of a person's

domicile and the privacy of correspondence and communication. Entry by government officials into a private residence and interception or monitoring of private correspondence are permitted only upon issuance of a judicial warrant.

In the five provinces still under martial law, the authorities have the legal power "without need of a warrant, application or request... to search residences, or buildings of all societies, associations, political parties, unions, clubs, business locations, or offices belonging to or occupied by juridical as well as private bodies." They may also search, hold, or seize without warrant persons, letters, telegrams, and documents. There is no evidence that this power is widely used or abused.

Section 2 Respect for Civil Liberties, Including:

a. Freedom of Speech and Press

The end of martial law in November 1985 in Istanbul and Ankara removed a major restraint on freedom of the press, which is now free to publish almost anything. The Criminal Code, however, continues to prohibit the advocacy of class or racial domination (communism) or the establishment of a theocratic state (Islamic fundamentalism) or of a separate state on ethnic lines (Kurdish separatism). Trials of persons expressing such views take place in one of eight state security courts which deal only with such cases.

In addition, in response to the increasing publication of photographs of naked women in the sensationalist popular press, Parliament in March 1986 adopted the "Protection of Minors From Harmful Publications Act." This act established a board which reviews publications against which a complaint is brought. The board cannot prevent publication but can demand that a publication be sold only in an opaque plastic bag. It can also censor movies and videotapes. This law, however, has been challenged, and the Constitutional Court has agreed to review its constitutionality.

The National Security Council, which ruled until the resumption of civilian rule in 1983, promulgated a law shortly before its dissolution banning all criticism of the decrees, communiques, and actions of that body and its members. The same law also proscribed all statements praising or condemning leaders of banned (pre-1980) political parties. However, all prosecutions under this law have thus far resulted in acquittals. In 1986 Ihan Selcuk and Okay Gonenin, the editors of the leftist daily Cumhuriyet, were prosecuted and acquitted for criticizing the President and the military intervention of September 1980 in a column. The editors of the English-language Turkish Daily News faced a similar charge and were also acquitted. Social Democratic Populist Party Central Committee member Muzaffar Sarac was acquitted in October 1986 of charges stemming from a speech he gave in Ireland almost a year before. As "banned" political leaders play an increasingly open role in today's politics, the proscription against praising or condemning them has come to be totally ignored.

Writers are still being prosecuted for writing allegedly pro-Communist propaganda or violating secularist principles. Professor Yalcin Kucuk is facing his fourth retrial on charges that his book, "Toward a New Republic," is Communist propaganda, and Ali Riza Demircan was prosecuted for his book "Sexual Life According to Islam;" neither was imprisoned. Trials of several others continue, and new cases are opened regularly.

The newspaper Hürriyet reported that a publisher, Recep Marasli, was sentenced to 27 years' imprisonment on charges of separatist and Communist propaganda and belonging to an illegal Kurdish separatist organization. Amnesty International wrote to the Turkish Foreign Minister about this case. The Undersecretary of the Justice Ministry, responding that Amnesty International could not interfere in Turkey's internal affairs, noted a "difference in opinion" in the matter, in which "what we define as a crime in action is interpreted by Amnesty International as a thought crime." Amnesty International has expressed concern about several hundred prisoners whom it termed "prisoners of conscience" convicted of such offenses as "membership in illegal organizations" or "making Communist propaganda."

The press in Turkey is privately owned and reflects a wide range of political views. Turkish Radio and Television (TRT) is a government monopoly. A significant change in its programming came about in 1986. In previous years, TRT devoted the largest portion of its news coverage to the activities of the President, Prime Minister, and other government officials. In 1986 TRT covered the activities of opposition politicians to a significant extent in its news programs and sometimes made them the lead story. Prior to the September 28, 1986, byelections, all 12 political parties received full coverage. Even "banned" political leaders such as former Prime Ministers Suleyman Demirel and Bulent Ecevit were shown on television, though not in political capacities. There are widespread allegations--which TRT's director denied in a press interview--that certain artists and works are banned from radio and television due to either political or cultural considerations.

b. Freedom of Peaceful Assembly and Association

Peaceful assemblies are permitted with prior permission from the authorities. Such requests are generally granted. According to current regulations, marching routes, rally areas, crowd dispersion routes, and poster hanging locations are to be fixed for each city every January.

The Law on Associations, which reflected government concern over the involvement of some associations in the political violence preceding the military intervention of 1980, prohibits associations from having any ties to political parties or engaging in political activity. For example, seven members of the Medical Association who circulated a petition against the death penalty were tried on charges that their petition violated the ban on political activity by associations.

Association activity is closely monitored by the Government. All associations are required to have an annual general meeting, which is attended by officials of the provincial governor's security staff. They must certify that all regulations have been complied with, or the association can be closed. Associations must submit their charters for the approval of government authorities before they are allowed to form. Turkey's Human Rights Association, formed in July, is still awaiting permission to operate as a legal association.

The Constitution and Political Parties Law prohibit students and faculty members from becoming members of political parties or engaging in political activities. Thus faculty or student political associations of any type are banned, and political parties are forbidden to form youth branches. Permission of a university's rector is required for any student to join any association.

Some faculty members who were dismissed when martial law was in effect have petitioned for reinstatement. Some of those fired by the Higher Education Council, which controls the universities, won their suits, though none has yet been

reinstated. These fired by martial law authorities are banned from any public sector employment, and many are challenging the constitutionality of Martial Law No. 1402, which gave martial law authorities the power to fire them.

These unions and confederations set up under the provisions of the 1983 Labor Law have been allowed to organize workplaces freely and to engage in collective bargaining. Although only a small percentage of Turkey's total work force of some 14 million is organized, over 60 percent of industrialized workers are union members covered by collective bargaining agreements. As a result, unions have a significant impact on the economy, especially on its work rules and wage structure. The 1983 Collective Bargaining, Strike, and Lock-out Law strictly regulates the bargaining process and makes strikes outside the collective bargaining process (general strikes, political strikes, and solidarity strikes) illegal. Unions are able to represent their members, engage in collective bargaining, and are responsive to their members' interests.

A recent court decision ordered the permanent closing of DISK (Confederation of Revolutionary Trade Unions), whose activities were suspended under martial law.

DISK leaders were charged with "trying to change the form of government" and with "interfering with the work of the Parliament." Some defendants are charged with culpability in acts of violence. All defendants (except two convicted of other crimes) remain free on their own recognizance, but the organization and its funds remain under the control of court-appointed trustees. At least two unions affiliated with Turk-Is have called on the Government to allow DISK unions to resume their activities.

Political activity by trade unions is banned by the Constitution, the Law on Associations, and the Trade Union Law. Thus unions can neither endorse candidates and parties nor make contributions to their campaigns. Trade union activity in defense of workers' social and economic interests, however, is not regarded as political activity. The unions have taken advantage of that distinction to mount strenuous public campaigns against various government policies and to lobby government and opposition parliamentarians in support of labor positions. These campaigns included an effort in January to persuade the Parliament to bring the laws restricting union activity into harmony with the relevant International Labor Organization (ILO) conventions. By-election activities in September peaked in an election eve press conference in which the Turk-Is President called workers to vote against the governing party. In October he sharply criticized restrictions imposed on the activities of a major opposition party.

Turkish government, union, and employer representatives participate fully in the activities of the ILO. The main confederation, Turk-Is, is an affiliate of the International Confederation of Free Trade Unions (ICFTU), and most Turk-Is member unions are affiliated with their respective international trade secretariats.

Both the ILO and the ICFTU have closely monitored the situation of organized labor in Turkey since the military intervention of September 12, 1980. ILO reports have noted the increased cooperation the organization has received from the Government as well as improvement on outstanding issues. However, the ongoing DISK trial remains a major concern, as do some restrictions on trade unions (for example, on political activities). The ICFTU has followed the DISK trial closely, although DISK is not an ICFTU affiliate, and has urged the Government to amend its labor laws and Constitution along the lines urged by Turkey's largest union confederation, the ICFTU-affiliated Turk-Is.

c. Freedom of Religion

The majority of Turks are Sunni Muslims. There are also an eclectic minority "Alevi" group made up of adherents to different varieties of Shi'ism, various small Christian religious groups, and a small Jewish community.

Turkish governments since the founding of the Republic have regarded the principle of secular government as an essential attribute of a modern, Western-style democratic system, and the Constitution proclaims secularism to be a basic characteristic of the State. Many observers have noted the increased visibility of Islamic religious observance and piety in recent years. But stringent constitutional and legal restrictions hinder the efforts of a small minority of Muslim fundamentalists who advocate the establishment of a state with a Shari' legal system.

The Constitution stipulates that "everyone has the right to freedom of conscience, religious belief, and conviction." Constitutional and legal restrictions aimed at protecting the principle of secularism and separation of church and state limit that right significantly. As a result of the Kurdish rebellion of 1925, led by a sheikh of the Nakshibendi mystical sect, all such religious orders were banned. They continue to exist, however, and the press frequently comments on their activities. Numerous Islamic religious teachers connected either openly or by repute with the Nakshibendi order in Istanbul have been prosecuted for advocating a theocratic state. In late 1986, one of them, Adnan Hoca, was under psychiatric observation by court order. He, too, was charged with advocating a theocratic state.

The Political Parties Law prohibits the establishment of any political party advocating theocracy or the foundation of law and government, even partially, on religious principles. However, after the September 1985 acquittal on appeal of several leaders of the former National Salvation Party (MSP), which was considered a "religious" party, the party sued and won. In October 1986, the lifting of the constitutional 10-year ban on its leaders' activities. The successor to the MSP, the Refah (Affluence) Party, is legal and campaigned in the September by-elections with the open participation of former MSP leaders but won only 5.3 percent of the vote.

The Criminal Code forbids proselytizing by any person or group. Twenty-three Turkish Jehovah's Witnesses were acquitted on appeal in June 1986. In its decision, the court defended the constitutional right to freedom of religion, stating that "every Turkish citizen has the right to freedom of religion and conscience, and is free to choose his faith and perform its acts of worship."

In December 1985, Istanbul police sequestered Bibles and other publications in Turkish of the Turkish Bible Society. In March 1986, after the personal intervention of the Prime Minister, the Cabinet canceled its restrictions on importing and distributing biblical texts, and circulation of Bibles now proceeds unhindered.

Under the Constitution, "instruction in religious culture and moral education," in accord with a state-prepared curriculum, is compulsory for all students. During the 1985-86 school year, Assyrian Christians in the southeast complained that their children were being forced to attend Islamic instruction. In 1986 Christians in Iskenderun made the same

complaint, and in October the Education Ministry issued a statement confirming that non-Muslims would have to attend religious instruction classes but would be excused from the "practical" sections, which included memorization of Koranic verses and instructions to pray. The courses--about 2 hours per week--are taught by lay teachers. Extracurricular Koran courses using government-approved texts are permitted. The Government has closed Koran courses run by fundamentalist sects teaching a more radical brand of Islam.

Along with other religious groups, small numbers of Armenian Orthodox and Armenian Catholic, Greek Orthodox and Greek Catholic, Bulgarian Orthodox, Roman Catholic, Syrian and Assyrian Christian, Protestants, and Jewish believers are

found in Turkey, primarily in Istanbul. These groups operate churches, monasteries, synagogues, schools, and charitable religious foundations such as hospitals and orphanages. Guarantees of minority rights, beyond those enshrined in the Constitution, are included in the Treaty of Lausanne, which provides that non-Muslim minority communities may have their children taught in their own language.

In 1986 the Government took significant steps to resolve several issues of major concern to non-Muslim groups. There are many reports that the Greek Orthodox Patriarchate will soon obtain permission to rebuild its administration building, destroyed by fire in 1941; the Patriarchate has been seeking permission to rebuild for over 40 years. The resolution of the Bible Society case and the release in 1986 of an Armenian priest convicted of sedition in 1983 were other positive steps in government relations with non-Muslim minorities.

Liturgical use by non-Muslims of languages other than Turkish, such as Greek, Armenian, Hebrew, and Arabic is allowed but continues to decline.

d. Freedom of Movement Within the Country, Foreign Travel, Emigration, and Repatriation

There is general freedom of movement within Turkey, except in the five provinces under martial law where authorities have the seldom-used power to restrict movement. Martial law authorities may expel "persons whose presence in the martial law area is determined to be prejudicial," or restrict and prohibit their residence in, or entry into, certain areas under martial law. Some border areas are off-limits to foreigners without specific permission to visit them.

Turks generally are free to travel abroad, and increasing numbers have done so since the relaxation of currency controls. According to the Constitution, however, a citizen's freedom to leave may be restricted on account of the national economic situation, civic obligations (generally military service), or criminal investigation or prosecution. Many Turks currently involved in mass trials are denied passports, and there is evidence that other citizens not under indictment are denied passports for political reasons. Turkish law provides that those denied passports while under indictment may receive passports if the Justice Ministry and Prime Ministry approve their petitions citing emergency reasons for foreign travel. Recently, Turkey's leading humorist, Aziz Nesin, who is a defendant in the Peace Association Case, was granted a limited-use passport to travel to the United Kingdom to participate in a conference.

Turkish law guarantees citizens protection against deportation, extradition, or denial of reentry. The Constitution guarantees the rights of Turks and their families living abroad to return home. Under provisions of the Turkish citizenship law, however, the Government may deprive of citizenship those Turks who have refused to return to Turkey to face criminal charges or who it determines have expatriated themselves.

Turkey has permanently resettled about 4,500 Afghan refugees of Turkic ethnicity in recent years, and provides a temporary haven for East European refugees in two temporary settlement facilities. While the Government does not grant refugee status to Iranians, it asserts that it does not deport to Iran those who have entered Turkey illegally or have overstayed their permitted time. In consequence, large numbers of Iranians are now living in Turkey, many of them in Istanbul and other large cities.

Section 3 Respect for Political Rights: The Right of Citizens to Change Their Government

Turkey has a multiparty, presidential parliamentary system. The president is elected by Parliament for a single 7-year term. The current President, whose election was automatic with the approval of Turkey's new Constitution in the 1982 referendum, is retired General Kenan Evren, former Chief of the Turkish General Staff and head of the National Security Council which governed Turkey during the period of military rule (1980-83).

The unicameral Parliament has 400 seats elected on a proportional basis. The Election Law requires that a party win at least 10 percent of the total national vote in order to obtain seats in Parliament. The 10 percent threshold is intended to prevent political fragmentation and the recurrence of the parliamentary paralysis of the late 1970's.

Parties advocating certain beliefs are restricted from operating in the political arena. These include parties advocating a theocratic state, the superiority or dictatorship of a particular social class or group, or "exclusive" or "elitist" political philosophies. No party may be formed around a particular ethnic or cultural group. Among the prohibited groupings are Communist or other Marxist parties, which are based on class, and Fascist "elitist" parties. All of these are regarded as inimical to a Western-style democratic society and threatening to Turkey's fundamental integrity. People considered Fascists or Communists by the authorities are banned from membership in any party. Other groups permanently banned from joining or actively participating in political parties include active members of the armed forces and certain categories of civil servants--a prohibition based on the pre-1980 politicization of government and security structures.

The Constitution guarantees equal political rights for men and women. Turkey was one of the first countries to grant women full and equal political rights. There are 12 women members of Parliament, and several women hold important positions in the party hierarchies, although the 23-member cabinet has no women members at present.

Members of minorities, Muslim and non-Muslim, face no legal limitations on political participation as long as they accept a Turkish national identity. Kurds who accept such an identity play a sizable role in Turkish political life, and some of them are members of the Turkish Parliament.

Section 4 Governmental Attitude Regarding International and Nongovernmental Investigations of Alleged Violations of Human Rights

The Government permitted visits by foreigners to discuss human rights in Turkey during 1986, and, in most cases, facilitated

contacts with both official and nonofficial visitors. Visitors in 1986 included a delegation from the European Helsinki Watch Commission, the German Social Democratic Party, a British-led Quaker group, and the U.S. Assistant Secretary of State for Human Rights and Humanitarian Affairs. Amnesty

International sent no official request for a visit to Turkey in 1986.

The ILO did not place the situation in Turkey on its agenda in 1986, given Turkish government commitments to expand labor rights. The Council of Europe removed Turkey from its human rights agenda after a friendly settlement in December 1985 of the five-nation complaint against Turkey in the European Human Rights Commission. As part of that settlement, Turkey undertook to provide regular confidential reports and permit site visits, which it has done.

In July 1986, a nongovernmental Human Rights Association was provisionally formed. In accordance with the Law on Associations, it submitted its charter to the Government for approval. The Government did not approve it on the grounds that the areas of the Association's interest were more properly the concern of the Government. Nevertheless, the group operated legally pending resubmission of its charter and has held public meetings where human rights were discussed. The Social Democratic Populist Party also has a human rights committee, which is currently preparing a report on the rights situation in Turkey.

Section 5 Discrimination Based on Race, Sex, Religion, Language, or Social Status

The Constitution regards all Turkish citizens as Turks and prohibits any discrimination on ethnic grounds. In the Lausanne Treaty, the Turkish Government undertook "to assure full and complete protection of life and liberty to all inhabitants of Turkey without distinction of birth, nationality, language, race, or religion." At the same time, it has been the policy of Turkish governments for many years to seek assimilation of individuals of non-Turkish ethnic backgrounds into the mainstream of Turkish society and culture, often to the point of forcefully discouraging manifestations of ethnic difference. The size of these communities has declined steadily over the years.

Non-Muslim minority groups continue to complain about government policies and procedures regulating the operation of community schools, the purchase and sale of community real estate, the administration of church properties, and the activities of parish councils. Government claims on property endowed to charitable religious organizations also continue to be a major concern.

The position of the members of the small Assyrian Christian community, centered on the southeastern city of Mardin, has become rather isolated, and many have chosen to move to Istanbul or abroad.

Turkey's Kurds are concentrated in the economically disadvantaged southeast. There are also significant concentrations of Kurds elsewhere, the result of Ottoman settlement policy and more recent migration to metropolitan centers.

The Government is trying to quell an armed Kurdish insurgency of guerrillas based in the southeast and in neighboring countries. The five provinces remaining under martial law are inhabited primarily by Kurds and are also the center of the insurgency. Most government officials and many opposition figures blame the Kurdish insurgency on outside influences and the depressed economic conditions of southeast Anatolia which the Government is seeking to remedy through large-scale economic development programs.

Kurds may be found in every area of Turkish life and at all levels of society. But the Government remains adamantly opposed to any assertion of a Kurdish ethnic identity and has taken a number of steps to suppress it. Publication of books, newspapers, and any other materials in Kurdish is forbidden, as are books or any other materials in Turkish dealing with Kurdish history, culture, or ethnic identity. Use of the Kurdish language is not permitted for any official purposes, e.g., in the courts, nor is it allowed in certain private situations such as receiving visitors in prison.

Turkey has long been in the forefront of nations in the promotion and protection of women's rights. Women have full suffrage and educational rights, have attained high office, and are represented, though not always in significant numbers, in all professions and institutions. Women have served or are currently employed at the rank of university rector and dean, ambassador, political party vice president, and army colonel. Turkish businesswomen play significant roles in many industries, and a few sit on the boards of some of Turkey's largest private firms. Female lawyers and judges are no rarity, and female doctors are dominant in some specialties.

Nonetheless, the role of women in smaller communities and rural areas, especially in the east--and increasingly in the urban communities inhabited by migrants from the villages--is still defined by centuries of traditional practice which is patriarchal and dictates the subordination of females to males within the family unit. Many women and girls in the east are partially or fully veiled, and certain religious sects, now common in cities, also practice the veiling of women. Prevailing social or cultural values make it difficult for some women to receive primary or secondary education or to pursue careers outside the home.

The right of indigenous minority groups to use their own languages is limited. Although the Lausanne Treaty states that "no restrictions shall be imposed on the free use by any Turkish national of any language in private intercourse, in commerce, religion, in the press, or in publications of any kind or at public meetings," the Constitution states that the official language of the country is Turkish. One article of the Constitution bans discrimination on the basis of language, while others prohibit the public use of "languages prohibited by law." Legislation prohibiting specific languages has never been adopted, but Turkish citizens have been tried on a variety of charges relating to the use of Kurdish. In 1986 provincial officials of the main opposition party were tried on charges that their use of Kurdish at party headquarters constituted "propaganda denigrating national sentiment." They were acquitted. Also acquitted were officials of the State

Statistical Institute, who prepared a handbook for census officials, directing them to ask what languages aside from Turkish the interviewees spoke. The charges stated that by listing Kurdish alongside such "international" languages as English, French, and Arabic, the handbook constituted propaganda denigrating nationalist sentiment.

The Government has stated that the intent of its bans on publishing in Kurdish (and its discouragement of languages such as Georgian and Laz) is to foster Turkish as the language of all citizens for all uses. This is part of an effort to inculcate in all Turkish citizens a sense of identity with the Turkish State and nation as opposed to identification with any particular groups within the nation. In practice, the severity of restrictions on the use of a minority language appears to depend on the perceived threat the group in question presents to the integrity of the State. For example, while the Government faces an armed Kurdish insurgency and therefore believes the use of Kurdish fosters separatist tendencies, the use of Arabic, about which there are no such concerns, is not similarly restricted.

CONDITIONS OF LABOR

The Constitution guarantees the right to reasonable conditions of labor suited to the worker's age, sex, and capacity, and grants the right to rest and leisure and a fair wage. The Labor Law forbids the employment of children under 13 years of age and restricts children under 15 to "light work which will not harm their health and physical development, prevent their attendance at occupational training and orientation programs, or their ability to benefit from education." Children between 15 and 18 years of age may not be employed in underground or underwater work, nor may they be employed at night. Girls and women may not be employed in underground or underwater work, but, if over the age of 18, may work night shifts under conditions specified jointly by the Ministry of Health and Social Welfare and the Ministry of Industry and Commerce. A board composed of Government, private sector, and labor representatives establishes national minimum wages for the agricultural and nonagricultural sectors. The Labor Law provides for a 7 1/2-hour day and a 48-hour workweek.

In spite of constitutional guarantees, specific legal requirements, and labor union efforts, a considerable gap remains between social goals and the reality of occupational health and safety levels. Trade unions have repeatedly complained that existing regulations governing health, safety, and working conditions are not adequately enforced. Outside the industrialized sector, where unions exercise considerable influence, legal restrictions are generally ignored, both on occupational health and safety and on child and female employment.

U.S. OVERSEAS - LOANS AND GRANTS - OBLIGATIONS AND LOAN AUTHORIZATIONS (U.S. FISCAL YEARS - MILLIONS OF DOLLARS)

COUNTRY: TURKEY	1984	1985	1986
I. ECON. ASSIST.-TOTAL...	139.5	175.9	119.6
LOANS.....	63.3	85.0	0.0
GRANTS.....	76.2	90.9	119.6
A. AID.....	138.5	175.0	119.6
LOANS.....	63.3	85.0	0.0
GRANTS.....	75.0	90.0	119.6
(SEC. SUPP. ASSIST.)...	138.5	175.0	119.6
B. FOOD FOR PEACE.....	0.0	0.0	0.0
LOANS.....	0.0	0.0	0.0
GRANTS.....	0.0	0.0	0.0
TITLE I-TOTAL.....	0.0	0.0	0.0
REPAY. IN 3-LOANS.....	0.0	0.0	0.0
PAY. IN FOR. CURR.....	0.0	0.0	0.0
TITLE II-TOTAL.....	0.0	0.0	0.0
RELIEF, EC. DEV. & WPP.....	0.0	0.0	0.0
VOL. RELIEF AGENCY.....	0.0	0.0	0.0
C. OTHER ECON. ASSIST....	1.0	0.9	0.0
LOANS.....	0.0	0.0	0.0
GRANTS.....	1.0	0.9	0.0
PEACE CORPS.....	0.0	0.0	0.0
MARCOFICS.....	1.0	0.9	0.0
OTHER.....	0.0	0.0	0.0
II. MIL. ASSIST.-TOTAL...	718.3	703.4	418.5
LOANS.....	585.0	485.0	409.5
GRANTS.....	133.3	218.4	209.0
MAP GRANTS.....	130.0	215.0	205.8
CREDIT FINANCING.....	3.3	3.4	3.2
INTL MIL. ED. TRNG....	0.0	0.0	0.0
TRAN-EXCESS STOCK....	0.0	0.0	0.0
OTHER GRANTS.....	0.0	0.0	0.0
III. TOTAL ECON. & MIL...	857.8	879.5	738.1
LOANS.....	648.5	570.0	409.5
GRANTS.....	209.3	309.3	328.6
OTHER US LOANS.....	70.5	15.0	0.0
EX-IM BANK LOANS.....	0.0	0.0	0.0
ALL OTHER.....	70.5	15.0	0.0
ASSISTANCE FROM INTERNATIONAL AGENCIES			
	1984	1985	1986
TOTAL.....	945.2	706.9	1088.6
1980.....	794.3	698.5	1257.0
1981.....	150.0	7.1	31.6
1982.....	0.0	0.0	0.0
1983.....	0.0	0.0	0.0
1984.....	0.0	0.0	0.0
1985.....	0.0	0.0	0.0
1986.....	0.0	1.3	0.0
1987.....	0.0	0.0	69.0
1988.....	0.0	0.0	11.7
1989.....	0.0	0.0	425.0

«Εκκαθαριστικές επιχειρήσεις» κατά των Κούρδων



Τα 30.000.000 των Κούρδων ζουν σε μια περιοχή που διασχίζεται σήμερα από τα σύνορα πολλών γειτονικών κρατών, (όπως φαίνεται και στο χάρτη), με ποικίλες μεταξύ τους σχέσεις και τελείως διαφορετική θέση στο σημερινό σύστημα των διεθνών σχέσεων. Πράγμα που δείχνει και από μόνο του την πολυπλοκότητα του προβλήματος. Το επίκεντρο του «Κουρδικού Προβλήματος» φαίνεται να είναι σήμερα το τουρκικό Κουρδιστάν, όπου οι κυβερνητικές δυνάμεις έχουν εξαπολύσει μια ευρύτατη εκκαθαριστική επιχείρηση (απ' όπου και η φωτογραφία) η οποία περιλαμβάνει, όπως αναφέρουν επίμονες φήμες, τη μεταφορά εκατομμυρίων Κούρδων στη Δυτική Τουρκία.

ΤΟ ΒΥΖΑΝΤΙΟ ΣΤΗΝ ΑΝΑΤΟΛΗ

κείμενα -φωτογραφίες ΚΟΣΜΑΣ ΜΕΓΑΛΟΜΜΑΤΗΣ

Άμιδα-Ντιγιάρμακιρ: Το κουρδικό Παρίσι

Χτισμένη στη δυτική όχθη του Τίγρη (ασο. Ινκίλατ, αραβ. Ντιτζέ) από την αχλύ της ιστορίας, η Αμεντί είναι μια ακραία βόρεια μεσοποταμιακή πόλη, της οποίας η σημασία για μια χιλιετία (1600-600) εξαρτάται από τη μικρή απόσταση της από τον Αντίταυρο. Η οροσειρά αυτή «έκλεινε» τη Μεσοποταμία από Βορρά και οι Ασσύριοι έφεραν από εκεί πρώτες ύλες. Η Αμεντί ήταν ένα διαμετακομιστικό κέντρο, του οποίου η καταγωγή ανάγεται στο χουρρικό βασίλειο των Μιτάννι. Η Αμεντί είχε και στρατηγική σημασία σαν ασσυριακή πόλη (1100-626). Ήταν το κέντρο απ' όπου οι Ασσύριοι ξεκινούσαν για να εισχωρήσουν στα οροπέδια της κεντρικής Ανατολίας και ήταν ένας προμαχώνας ενάντια στους Ουρρατούς στο Αραράτ, όταν αυτοί σε στιγμές ισχύος προσπαθούσαν από τους βορειανατολικότερους χώρους της λίμνης Βαν, να βρουν δυτική διέξοδο, μέσω της βόρειας Μεσοποταμίας προς τη Μεσόγειο.

Η έκλειψη των Ασσυρίων αφήνει ένα πληθυσμικό κενό στη βόρεια Μεσοποταμία, το οποίο παρατηρείται αιώνες αργότερα από τον Ξενοφάνη. Η σημαντικότητα του χώρου επαναφέρει την εξελληνισμένη Άμιδα στο προσκήνιο κατά το λυκάφως της αρχαιότητας. Ρωμαίοι και Βυζαντινοί την διεκδικούν από τους Αρακίδες Πάρτες και τους Σασσανίδες Πέρσες. Ο Γαλέριος (297) την κατοχυρώνει για τη ρωμαϊκή αυτοκρατορία βάσει μιας συνθήκης. Τότε χρονολογείται η ανέγερση των τειχών στο σημείο αυτό, όπου σήμερα σώζονται επιβλητικές μεταγενέστερες οικοδομικές φάσεις. Το 360 ο Σαπούρ Β' αιχμαλωτίζει επτά λεγεώνες, ο Ιουλιανός την επανακαταλαμβάνει (363), ενώ μετά το θάνατό του ο Ιορδάνος την παραχωρεί στους Πέρσες και εκκενώνει το ρωμαϊκό πληθυσμό. Ο Ιουστινιανός - όπως σπουδήποτε αλλού- διέυρνε τα

τείχη της Άμιδας, όταν την απέσπασε εκ νέου από τους Πέρσες.

Το Ισλάμ δεν καθυστέρησε να φτάσει εδώ. Από τον Ιεροσολικά (Γιαρμούκ) και την ισλαμική νίκη (20 Αυγούστου 636) στα σημεία αυτά της Ιορδανίας, οι στρατιώτες του Κορανού χρειάστηκαν μόνο ένα χρόνο για να προεγγίσουν το βόρεια άκρο της Μεσοποταμίας. Οι Ομεΰδες της Δαμασκού και οι Αββασιδες της Βαγδάτης παρέμειναν σταθεροί εδώ, όπου οι βυζαντινές επιθέσεις μόνο ένα χρόνο για να προεγγίσουν το 856 και το 957 απέτυχαν και μόνο ο Ιωάννης Τζιμισκής (974) δημιούργησε το προηγούμενο μιας βυζαντινής ανα-



Ο συνεργάτης μας Κοςμάς Μεγαλομμάτης με φόντο τον Τίγρη στην ανατολική άκρη του Ντιγιάρμακιρ.

κατάληψη. Στη συνέχεια αλληλοδιαδέχονται στην εξουσία οι αραβόφωνοι Μαρονανίτες (990-1096), οι τουρκόφωνοι Ορτοκίτες (11ος αι.), οι Μογγόλοι και ο Τιμούρ-Λενγκ (Ταμερλάνος), οι α-

δερφοκτόνες έριδες των τουρκομανικών οрдών του Άσπρου Προβάτου και του Μαύρου Προβάτου (15ος αι) και τέλος οι Οθωμανοί -από το 1515 επί Σελήμ Α'.

Το Ντιγιάρμακιρ είναι σήμερα μια πόλη, η οποία -όπως η Ούρφα- θυμίζει περισσότερο τη Βαγδάτη, τη Μοσούλη ή το Χαλέπι παρά τη Σεβαστεία ή την Καισάρεια. Διατηρεί δηλαδή τα αυθεντικά χαρακτηριστικά του χώρου και με τα επιβλητικά μαύρα τείχη της, ομοιάζει ένα ιδιαίτερο χρώμα. Η ρυμοτομία της θυμίζει έντονα το Παρίσι! Μια σχεδόν κυκλική πολιτεία, η οποία τέμνεται από δυο κάδετους μεταξύ τους δρόμους, οι οποίοι καταλήγουν στις τέσσερις οριζόντιες προσανατολισμένες Πύλες: προς Βορρά η «Πύλη του Χαρπούτ» (ή, όπως παλιότερα, Μπαμπ-αλ-Αρμέν, «Πύλη της Αρμενίας», εφόσον προς το εκεί εκκινούσε δρόμος); προς δυμάς η «Πύλη της Ούρφας» (ή, όπως παλιότερα Μπαμπ-αλ-Ρουμ, «Πύλη του Βυζαντινού»), προς νότο η «Πύλη του Μάρντιν» (ή, όπως παλιότερα, Μπαμπ-ατ-Τελλ, «Πύλη του Λόφου») και προς Ανατολάς η μικρή «Νέα Πύλη» (η οποία παλιότερα, όταν ήταν νεότερη, ονομαζόταν Μπαμπ-αντ-Ντιτζέ, «Πύλη του Τίγρη» ή Μπαμπ-αλ-Μάου «Πύλη του Υδάτος»).

Στο ΒΑ άκρο αυτού του αρχιτεκτονικού προτύπου της Ουτοπίας, υπάρχει το Κάστρο, ένα είδος ακρόπολης. Το Ουλού Τζαμί φαίνεται ότι χτίστηκε στο χώρο μια βυζαντινή εκκλησία και μέσα σ' αυτό σώζονται αρχαίες επιγραφές από το 1091 και το 1117. Της ίδιας εποχής είναι η θρησκευτική σχολή Ζιντζιζλί Μεντρεσά και το Τζαμί του Κάστρου. Υπεροπότερα, οθωμανικά, είναι το Λεϋγαμπέρ Τζαμί (1524), το Καραβάν-σεράι «Χασάν Πασά Χάνι», η Μασουντινέ θρησκευτική σχολή, το Κοσίμ Πασά Τζαμί με ένα θαυμάσιο μιναρέ (1512) της δυναστείας του Άσπρου Προβάτου (Ακ-κογιονού), το Κορ Τζαμί, το Σα-

φά Τζαμί (1532), το Μπερχάμ Πασά Τζαμί (1572), το Φατίχ Πασά Τζαμί (1522), το Χουρέφ Πασά Τζαμί (1528) και το Καραβάν-σεράι «Ντελιλέρ Χάνι» (δηλ. Χάνι των Τρελών) κτισμένο από βασιλιά (I) τον 16ο αιώνα.

Η βυζαντινή παρουσία είναι περιορισμένη στη ουριακή (νεστοριανή) εκκλησία της Παρθένου (Μερνεμανά Κιλιεσί) του 5ου αι. και σε πέντε χλμ. απόσταση στη γέφυρα του Τίγρη χτισμένη από τον Αναστάσιο (512), χαρακτηριστική από τα δέκα άνια μεταξύ τους τόξα, στα οποία στηρίζεται. Λίγοι ακόμη Σύριοι ορθόδοξοι (ιακωβίτικοι) χριστιανοί ζουν σε μια γειτονία.

Αν στην Ούρφα αισθανόμαστε το πάρος του Αβραάμ μέσα σε μια ενερσιακή εναντίωση, στο Ντιγιάρμακιρ ζούμε μέσα σε μια ουτοπία αλλοιωμένη και φθορμένη. Ένας υποβλητικός θρησκευτικός μυστικισμός θα μας καταλάβει εδώ, καθώς θα κατανοήσουμε την αθλιότητα και τα δεσμά τα οποία ζώνουν το σημερινό αιχμάλωτο κόσμο μας και τον περίγυρο της πτώσης του Ανθρώπου. Δεν είναι τυχαίο το θρησκευτικό κύμα το οποίο χτυπάει κάθε τόσο την πόλη: είτε το 16ο αιώνα, είτε τώρα, όπου πολλές θρησκευτικές σχολές και τάγματα ανθούν, παραβιώνοντας τον ορθόδοξο κεκολλημένο και διατηρώντας αμφιβολές σχέσεις με το σημερινό καθεστώς.

Το Ντιγιάρμακιρ, θεωρημένο σαν πρωτεύουσα του τουρκικού Κουρδιστάν, θα μας εισαγάγει στην αναζήτηση για τους Κούρδους. Σε δεκαοχτώ βιλαέτια της Αν. Τουρκίας (220.000 τ.χ.) ο πληθυσμός είναι κατά 85-90% κουρδόφωνος. Στη Δυτ. Τουρκία ζουν και πολλοί κουρδόφωνοι (αποτελέσματα αστυφιλίας) και πολλοί τουρκόφωνοι με κουρδική εθνική συνείδηση όμως. Ακριβώς αυτό καθιστά δύσκολο τον υπολογισμό αυτού του πληθυσμικού ονόματος μεταξύ 13-18 εκ. στην Τουρκία. Ουδώς Κούρδοι ζουν και αλλού: 6 εκατομμύρια περίπου στην Περσία, 4,5 εκ. στο Ιράκ, 1 εκ. στη Συρία, 0,5 στην ΕΣΣΔ. Κούρδοι της Διασποράς είναι τόσο οι (προυπολογισμένοι ανωτέρω) κάτοικοι σε μεγάλες πόλεις των προαναφερμένων χωρών, πλην όμως έξω του ιδιαίτερου χώρου του Κουρδιστάν, όσο και οι Κούρδοι της Γερμανίας, της Γαλλίας (gastafetes: Ξένοι ερ-

γάτες) και του Λιβανού. Εάν στους Κούρδους προσθέσουμε τα συγγενή φύλα Λορί και Μπαχταρί στην Περσία, κατασκευάζουμε μια χώρα έκτασης 520.000 τ.χ. και πληθυσμού 27-32 εκ. Μειονότητες ζουν ανάμεσα στους Κούρδους: Αρμένιοι, Τουρκόφωνοι, Κιρκάσιοι, Καυκάσιοι, Σύριοι, Ασσύριοι, Χαλδαίοι, Τούρκοι Άραβες, Πέρσες.

Το χειρότερο εμπόδιο για την ένωση των Κούρδων δεν είναι ίσως ούτε τα ξένα συμφέροντα, ούτε ο καθυστερημένος (σε σχέση με Πέρσες, Άραβες και Τούρκοι) χρονικά εθνικισμός τους, ούτε οι θρησκευτικές διαφοροποιήσεις τους, ούτε το σκοτεινό και αταύτιστο παρελθόν τους: τα προβλήματα υπάρχουν στην ύπαρξη δυο κουρδικών γλωσσών και περισσότερων μικρών διαλέκτων (χωρίς να υπάρχει πάντα η κατανόηση μιας άλλης και η εύκολη συνεννόηση) και στη μοναδική στα παγκόσμια χρονικά ταυτόχρονη γραφή με τρία διαφορετικά συστήματα (κυριλλικό, ρωσικό στην ΕΣΣΔ, αραβικό σε Περσία, Ιράκ, Συρία, Λίβανο, και λατινικό στην Τουρκία), χωρίς να μπορεί ο χρήστης μιας γραφής να αναγνώσει μια άλλη. Τέλος, η συμμετοχή σε άλλα κράτη, απομακρύνει τους Κούρδους από τα κοινά τους χαρακτηριστικά και ό,τι θα μπορούσε να θεωρηθεί σαν κοινό ενδιαφέρον και συμφέρον. □

ΤΟ ΝΕΟ ΞΕΡΙΖΩΜΑ ΤΩΝ ΚΟΥΡΔΩΝ

του Αλέξανδρου Κοσμάτη Φωτ.: Sygma Press



θρα 169 και 170 του Συντάγματος και στην παράγραφο 2/Α του Νομού 6831 περί δασών. Όμως τα πραγματά δεν είναι έτσι όπως επιμόνυμα να τα παρουσιάζουν οι τουρκικές Αρχές. Πράγματι το κόστος κατασκευής των έργων στις νέες περιοχές εγκατάστασης είναι ιδιαίτερα υψηλό. Γέγονος που παραδέχεται και ο αδερφός του Τουρκού πρωθυπουργού Γουσσούφ Μπασκουρτζι Οζαλ, ο οποίος είναι κυβερνητικό στελεχος με αρμοδιότητες στον οικονομικό προγραμματισμό. Ο κ Οζαλ αναφέρει σε δήλωσή του που δημοσιεύθηκε στις 19 Φεβρουαρίου 1987 στην εφημερίδα «Τζουμουριέτ»: «Η ανακαταστάση του πληθυσμού θα έχει μεγάλο κόστος εξαιτίας της κατασκευής των κατοικιών, των σχολείων και των άλλων εγκαταστάσεων που πρέπει να φτιάξει η κυβέρνηση».

Ο πρόεδρος της Ένωσης Δημοκρατών από την Τουρκία και το τουρκικό Κουρδιστάν στην Ελλάδα Γκιουλντεριμ Μπαϊράμ είναι κατηγορηματικός. «Η ενέργεια αυτή έχει πολιτικά και όχι οικονομικά κίνητρα. Το σχέδιο περιλαμβάνει το νοτιοανατολικό τμήμα της Τουρκίας, περιοχή όπου ζουν οι Κούρδοι. Στο πρόγραμμα περιλαμβάνεται το Τουντζέι, η Ουρφα, η Σούκας και άλλες πόλεις αυτής της περιοχής, που είναι κέντρα του κουρδικού στοιχείου της Τουρκίας. Ο πληθυσμός αυτών των περιοχών θα μεταφερθεί δυτικά, σε περιοχές κοντά στο Αιγαίο. Σκοπός της τουρκικής κυβέρνησης είναι να διασπασεί την ενότητα των Κουρδών. Δεν είναι τυχαίο ότι στο νοτιοανατολικό τμήμα της χώρας όπου επικρατεί το κουρδικό στοιχείο βγήκαν τα περισσότερα "οχι" στις γενικές εκλογές που έγιναν για το Σύνταγμα. Είναι ένα πρόβλημα για τη χούντα που προσπαθεί να λύσει με αυτό τον τρόπο

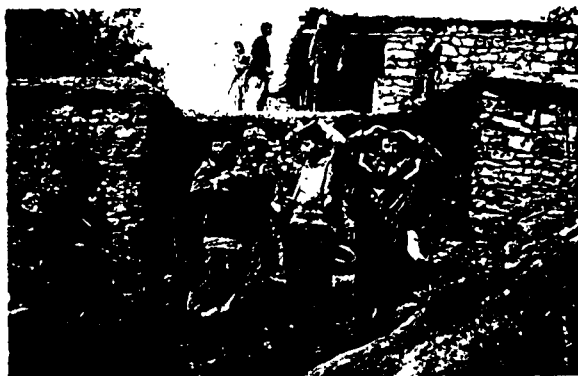
Ούτε είναι τυχαίο ότι εκεί γίνονται τα περισσότερα γυμνάσια του τουρκικού Στρατού για εκφόβισμο των κατοίκων.

Για μας συνεχίζει ο εκπρόσωπος των Κουρδών στην Ελλάδα «δεν υπάρχει καμία αμφιβολία ότι η μετακίνηση του πληθυσμού είναι αναγκαστική. Το Υπουργείο Συμβουλίας αποφάσισε σχετικά και όλα πρέπει να ολοκληρωθούν μέσα σε πέντε χρόνια. Αλλιώς μην ξεχνάμε ότι ο κόσμος, ιδιαίτερα στη Νοτιοανατολική Τουρκία, ζει κάτω από την πίεση της Αστυνομίας. Δεν μπορείτε να φανταστείτε τις συνθήκες ζωής των Κουρδών. Η Αστυνομία τους συγκεντρώνει στις πλατείες των χωριών και τους δερνει ομαδικά. Μεχρι και σε βουλευτές της αντιπολίτευσης απαγόρεψαν να επισκεφθούν την περιοχή όταν δολοφονήθηκε κάποιος. Και εκτός από όλα αυτά είναι ακόμα γεωργοί και αμόρφωτοι. Στέλνει λοιπόν η κυβέρνηση σε κάθε χωριό», λέει ο Γκιουλντεριμ Μπαϊράμ, «μια αναγκαιότητα για τη μεταφορά του πληθυσμού και ρωτά τους κατοίκους αν συμφωνούν. Μ' αυτό το κλίμα που επικρατεί δεν έχω καμία αμφιβολία ότι οι μετακινήσεις του πληθυσμού γίνονται αναγκαστικά και είναι καθαρά πολιτική ενέργεια, με απώτερο στόχο τον αφανισμό των Κουρδών».

Ουρφα κατασκευάστηκε ένα φράγμα ώστε να μετατραπουν τα εδάφη σε ευφορά. Πριν δυο χρόνια η κυβέρνηση συμφώνησε με αμερικανικές εταιρείες για τη διαμόρφωση γεωργικών εκτάσεων κοντά στο φράγμα και την καλλιέργειά τους με σύγχρονη τεχνολογία. Στην ίδια περιοχή, μια εταιρεία του Τουρκικού αγροεπιχειρηματία Σαβαντζί, αγόρασε χιλιάδες στρέμματα. Τώρα τα κόντινα χωρία αδειάζουν και οι κάτοικοι τους φεύγουν προς τη δισή. Ποιος λόγος επιβάλλει να απομακρυνθούν εργατικά χωρία από μια περιοχή που αναπτύσσεται, φαίνεται όμως ότι η τουρκική χούντα, συνεχίζει ο Κουρδός εκπρόσωπος, «προσπαθεί να εξοντώσει τους Κουρδούς, λυνώντας έτσι ένα σοβαρό εσωτερικό πρόβλημα και ταυτόχρονα να διασφαλίσει την επένδυσή από πιθανούς κινδύνους που δημιουργεί η παρουσία του κουρδικού στοιχείου».

Το σχέδιο μετακίνησης πληθυσμού δεν είναι καινούριο. Μια παρόμοια κίνηση για τη μεταφορά του πληθυσμού το 1938 και τότε τις συνέπειες πληρώσαν και πάλι οι Κούρδοι. Φέτος, 49 χρόνια μετά, η Τουρκία, που φιλοδοξεί να γίνει το 13ο μέλος της Ευρωπαϊκής Κοινότητας, ακολουθεί αβίαστα τον ίδιο αντιδημοκρατικό δρόμο για να αντιμετωπίσει τα εσωτερικά της προβλήματα.

Στην περιοχή μεταξύ Ελαζίζ και



«Πάμπωχοι γεωργοί και αμόρφωτοι οι Κούρδοι ζουν συνεχώς κάτω από την πίεση της Αστυνομίας», καταγγέλλουν οι αντάρτες

Η μεγαλύτερη μετακίνηση πληθυσμού στη σύγχρονη ιστορία γίνεται αυτό τον καιρό στην Τουρκία. Εννιάμισι εκατομμύρια άτομα θα βρεθούν στο δρόμο της μετοικεσίας και χιλιάδες χωριά θα ερημώσουν. Η τουρκική χούντα ελπίζει, χάρη σ' ένα «μεγαλεπήβολο» πρόγραμμά της, ότι θα λύσει ταυτόχρονα πολλά από τα εσωτερικά προβλήματα της χώρας. Ένα φιλόδοξο σχέδιο με αντικειμενικό σκοπό, την εξόντωση του κουρδικού στοιχείου στην Τουρκία.

Στις 18 Φεβρουαρίου 1987 η εφημερίδα «Χουριέτ» εγράφει με πεησιασούς τίτλους στην πρώτη της σελίδα «Επίσημα δόνται οι εργασίες για τη μεγαλύτερη μετακίνηση πληθυσμού στην ιστορία της χώρας μας». «Έγινε κοινοποίηση σε 35 εκατομμύρια κατοίκους». Το θέμα απεοσιπασ αμεσώς την προσοχή των υπηρεσιών του ελληνικού υπουργείου Εξωτερικών και των διπλωματικών υπηρεσιών άλλων χωρών. Το πρόγραμμα μεταφοράς πληθυσμού, που υπερήφανα ανακοίνωσαν οι τουρκικές Αρχές, κατα την επίσημη κρατική εκδόχη εντάσσεται στα πλαίσια της οικονομικής ανάπτυξης της γεωτονικής χώρας. Για το σκοπό αυτό προγραμματίζεται η μεταφορά 9.500.000 Τουρκών που κατοικούν σε 7.504 χωρία τα οποία θριασκονται μέσα στα δάση και σε 9.410 χωριά στις παρυφές των δασών.

Θα γίνουν ανακατατάξεις πληθυσμού σε 52 από τους 68 νομούς της Τουρκίας, κυρίως στις περιοχές κοντά στις πόλεις Τουντζέι, Ελαζίζ, Μπαλίκισια, Μουγλα, Ερζινταν, Αρτβίν και Σμυρνή. Με το πρόγραμμα της προστασίας των δασών 9.500.000 κάτοικοι θα μεταφερθούν σε αγροτικές περιοχές, από τα δυτικά στα ανατολικά και αντίστροφα. Στους νέους τοπούς εγκατάστασης, αναφέρει η εγκύκλιος της Διεύθυνσης Δασών που κοινοποιήθηκε στους κατοίκους, το κράτος θα χτισει κατοικίες, σχολεία, τεμένη και πάντοτε κατα την επίσημη τουρκική ανακοίνωση η μετεγκατάσταση των

κατοίκων θα γίνει με τη θέλησή τους, χωρίς κανέναν εξαναγκασμό. Ωστόσο έντονες φήμες που κυκλοφορήσαν στην Τουρκία δείχνουν ότι μάλλον το αντίθετο συμβαίνει.

Οι φήμες ότι η μετοικεσία είναι υποχρεωτική κυκλοφορήσαν ευρυτάτα και ο υπουργός Γεωργίας, Δασών και Υπαίθρου, Χουσσού Ντογαν, μιλώντας στην Κοινοβουλευτική Επιτροπή του Κομμάτος της Μητέρας Πατρίδας αναγκάστηκε να δηλώσει «Υπάρχουν διάδοσεις ότι σε ορισμένα χωρία γίνεται υποχρεωτική μετακίνηση των πληθυσμών τους. Οι μετακινήσεις γίνονται μόνο με τη συγκατάθεση των κατοίκων, κανέναν δεν διαζύμουμε».

Όπως είναι φυσικό το πρόγραμμα προκάλεσε τις αντιδράσεις της αντιπολίτευσης. Ο γενικός γραμματέας του Σοσιαλιστικού Λαϊκού Κομμάτος, Φικρί Σαγλαρ, δήλωσε «Είτε αφορά ένα άτομο είτε χιλιάδες, η υποχρεωτική μετοικεσία είναι εξώ από την έννοια του κράτους δικαιού». Το αριστερό Σοσιαδημοκρατικό Κομμα του κ. Ετσέβιτ, αναρωτιέται γιατί τα χρήματα που θα διατεθούν για την κατασκευή κατοικιών, σχολείων και στις νέες περιοχές δεν χορηγούνται για την δημιουργία έργων υποδομής στους τοπούς όπου χρόνια τώρα ζουν τα 9,5 εκατομμύρια Τουρκοί, ώστε να βελτιωθούν οι συνθήκες ζωής.

Απο την άλλη πλευρά η τουρκική χούντα προσπαθεί να δώσει νομιμοφανεσία στις ενεργείες της Υποστηρίζει ότι η «πρωξη μεταφοράς των χωριών» βασίζεται στα αρ-

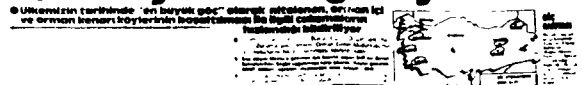


Κούρδοι αντάρτες στην Πεσία

«Εννιάμισι εκατομμύρια άτομα στο δρόμο της μετοικεσίας», είναι ο κεντρικός τίτλος της εφημερίδας «Χουριέτ» για τη μετακίνηση του πληθυσμού, τη μεγαλύτερη στην ιστορία της χώρας.

«Büyük göçün ten kaciis yok...» Orman içi köylerinde 3,5 milyon kişiye tebliğat yapıldı

9,5 milyon kişi'göç yolunda



ΚΟΥΡΔΙΣΤΑΝ

Επίσημη «αλήθεια» και αλήθεια

Γ' ΜΕΡΟΣ (τελευταίο)

Γι' αυτόν η τουρκική νομοθεσία με το άρθρο 140 εκφράζεται έτσι: «Πρέπει η υπόληψη του κράτους στο εσωτερικό και το εξωτερικό» - «Πίστημα». Του Γκέρμπαλν 10 χρόνια βιρλιά ποιητή και 5 χρόνια εξορία στην Ανδριανούπολη. Είναι σίσιπαινο να του επιβληθεί ποιητή 10 χρόνων για μια ελιστολή.

Η τουρκική διοίκηση δεν ερμηνεύει τόσο πολύμυθνα από τη σκέψη ενός συγγραφέα.

Αυτά εξοργίστηκαν επειδή η σκέψη του Μπεσικ απείδη δικαιώθηκε από την

Του ΣΕΡΧΑΤ ΝΤΕΝΤΕ

στη φυλακή η ΟΥΝΕΣΚΟ αποφάσισε να γιορτάσει τα 100 χρόνια από τη γέννηση του Ατατούρκ. Ο Μπεσικτοί από τη φυλακή έγραψε ένα χειρόγραφο στο οποίο έλεγε: «Ο Ατατούρκ ο οποίος ερπώδισε γενεατομία κατά του αρμενικού λαού και τον άφησε εκτός ιστορίας, καταδικάσει επίσης τους Έλληνες που ζήσαν στα παράλια της Μ. Ασίας και της Μαύρης Θάλασσας για αιώνες χωρίς πατρίδα, που είχε συμμετάσχει στο κατακέρ-

λι. Παιρνοντας αυτή τη σειρά τον παρουσιάζουν σαν σύγχρονο, υπέτινο άνθρωπο του κράτους και η ΟΥΝΕΣΚΟ συμμετείχε σ' αυτό το έγκλημα».

Ο Μπεσικτοί γι' αυτό το κείμενο δικάστηκε και η δική του συνήχεται ακόμα.

Ο Μπεσικτοί δικάστηκε για μια επιστολή σε 10 χρόνια ποιητή. Η υπέρσπιση του στο δικαστήριο εκδόθηκε σε βιβλίο 245 σελίδων.

Η επιστολή που έστειλε στην ΟΥΝΕΣΚΟ εκδόθηκε στην Ευρώπη μαζί με την υπέρσπιση του σε διάφορες

την αντίστασή του. Η Διεθνής Αμνηστία τον πήρε υπό την προστασία της ενώ η Παγκόσμια Ένωση Συγγραφέων το 1981 επέλεξε από όλο τον κόσμο 5 συγγραφείς που καταπιέζονται και περνούν σκληρή ζωή στη φυλακή.

Μέσα σ' αυτούς ήταν και το όνομα του Μπεσικτοί. Εκατοντάδες προκηρύξεις και κείμενα έχουν γραφτεί. Για τον Μπεσικτοί έχουν μαζευτεί δεκάδες χιλιάδες υπογραφές. Έχουν στείλει δε χιλιάδες τηλεγραφήματα διαμαρτυρίας.

Για να κλονιστεί και να απαντηθεί τις ιδέες και τη σκέψη του του υποβάλλουν σε βρασιολογία.

Τον απειλούν με θάνατο. Η υγεία του έχει καταστραφεί. Αλλά αυτός σαν εργαζόμενος της επιστήμης και σαν αγωνιστής αντιστέκεται.

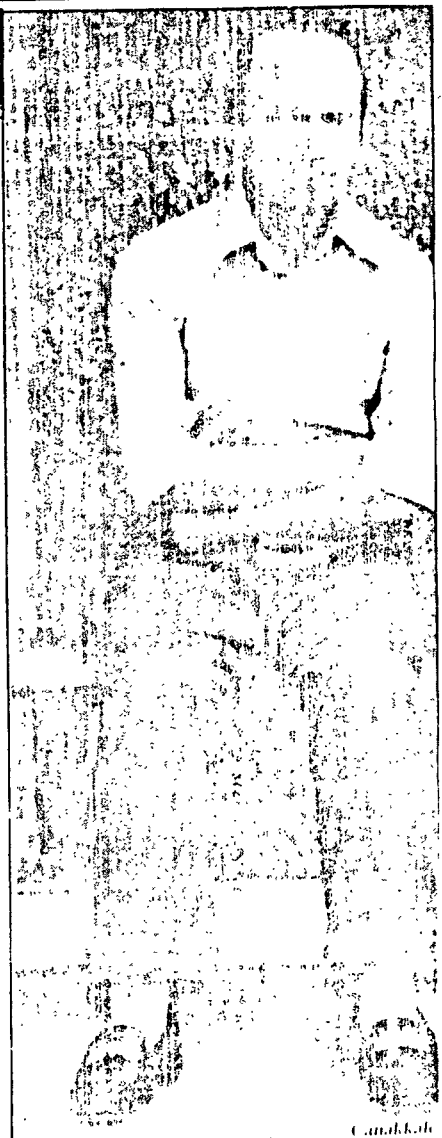
Για την κατάσταση του Μπεσικτοί, ο ονομαστός Κουρδός δικηγόρος Σεραφετίν Καγιά που πρόσφερε νομική υπέρσπιση σε 2500 Κουρδούς και Τούρκους πολιτικούς κρατούμενους στο Ντιγάρμακίρ πριν και μετά τη χούντα υπέρσπιση και τον Μπεσικτοί.

Ο Σεραφετίν Καγιά φιλικήθηκε για 7 μήνες στην Τουρκία (στο Ντιγάρμακίρ) και τον υποστήριξε να φύγει, έφυγε στη Γερμανία σαν πολιτικός πρόσφυγας. Τις 12 του Φεβρουάριου '85 έγραψε για την πρόσφατη κατάσταση του Μπεσικτοί προκηρύξεις σε διάφορες γλώσσες όπου γράφει τα εξής:

«Ο Ισμαήλ Μπεσικτοί σε θανάσιμο κίνδυνο».

«Ο επιστήμονας Ισμαήλ Μπεσικτοί καταδικάστηκε για την έρευνα του που αποφοίσε την κοινωνικο-οικονομική και εθνική δομή του κουρδικού λαού. Βρίσκεται τώρα σε θανάσιμο κίνδυνο.

Ο Μπεσικτοί είχε μεταφερθεί από τη φυλακή του Γκιουλέν στο Τσανάκκαλε όπου κρατούνται σε απομόνωση εξαιτίας της άρνησής του να υποκύψει σε βίβια μέτρα που αποσκοπούσαν στο να τον εξαναγκάσουν να ανακαλέσει τις δηλώσεις του στο Δικαστήριο, να αναγνωρίσει την επίσημη ιδεολογία και να αποκηρύξει τα γραπτά του πάνω στο Κουρδικό έθνος. Αργότερα ανακαίφιστηκε κάπως από αυτή την πίεση κι αυτό οφειλόταν στην παρέμβαση και στις διαμαρτυρίες της Διεθνούς Αμνηστίας της Ευρωπαϊκής Δημοκρατικής Κοινότητας Συγγραφέων και Εκκλησιών. Οστόσο λίγο πιο πριν ο Μπεσικτοί εξορίστηκε στη φυλακή του Γκαζιάντη χωρίς νομική δικαιολόγηση. Η κατάσταση της υγείας του χειροτέρευσε πολύ από τότε που στάθηκε σ' αυτή τη φυλακή η οποία έχει τις χειρότερες συνθήκες από οποιαδήποτε άλλη στην περιοχή. Η τροφή του σπρώχνεται κρύα από την πόρτα του κελιού του. Πολύ λίγος αέρας και επιπλέον η απαγόρευση να γράφει ή να διαβάσει. Του απαγορεύεται η επαφή με άλλους κρατούμενους ή φίλους και συγγενείς εκτός από τους άμεσους οικογενειακούς και το δικηγόρο του. Οι επαφές του με



τους τελευταίους είναι ακριβή συνθήκες και ελεγχόμενες αυστηρά. Επιτρέπονται επίσης μόνο σε μεγάλα διαστήματα.

Καλώ τη Διεθνή Αμνηστία, το Ευρωπαϊκό και Διεθνή Συνέταγμα Συγγραφέων, τον Ευρωπαϊκό και Διεθνή Όμιλο, τους επιστήμονες, τους συγγραφείς και την Ευρωπαϊκή Δημοκρατική Κοινότητα να πάρουν υπόψη την κατάσταση του Ισμαήλ Μπεσικτοί.

Διαμαρτυρία ενάντια στα μέτρα που πάρθηκαν από το τουρκικό κράτος ενάντια στο Μπεσικτοί προς τον πρωθυπουργό και το υπουργείο Δικαιοσύνης. Αίτημα επίσης να εξιτανεί ο Μπεσικτοί από ένα γιατρό από την Ευρώπη και να του επιτραπεί να ζήσει σαν άνθρωπος υπαίτη».

Ο Μπεσικτοί είναι ακόμα στη φυλακή. Τώρα που γράφω αυτό το κείμενο δυο βουλευτές της Αυστραλίας, υπεψήφισαν για το βραβείο Νόμπελ Ειρήνης, πρότειναν τον Μπεσικτοί.

Η κομπάνια για την απελευθέρωση του Μπεσικτοί (έγινε πολλές φορές μέχρι τώρα) που είναι διεθνώς ανεγείρεται ακόμα. Μέχρι τώρα πάνω από 300 επιστήμονες έχουν υπογράψει και επικλέων έχουν μαζευτεί άλλες 3000 υπογραφές και μες σαν Κουρδοί φοιτητές της Θεσσαλονίκης με βίβια υπογραφές και συμπαράσταθαμε σ' αυτή την

κινήματα. Δεν διαμαρτυρούνται «δημοκράτες» συγγραφείς και από την πλευρά των πανπλετιστών της Τουρκίας για τη φυλάκιση του Ι. Μπεσικτοί.

Ακόμα Τούρκοι «δημοκράτες» με τα διαβήματα που τους έχει δώσει η τουρκική χούντα μπορούν ελεύθερα να βγουν έξω από τη χώρα να κάνουν διεθνείς συζητήσεις, να δώσουν συνεντεύξεις και έτσι εκπροσωπούν ολόκληρο την τουρκική χούντα. Αλλά ο Μπεσικτοί στη φυλακή κάνει απεγνωσμένες προσπάθειες ενάντια στο θάνατο.

Από την άλλη μεριά στη Μ. Ανατολή το Κουρδιστάν που έχει αποκλειστεί από την Τουρκία, το Ιράν, το Ιράκ, τη Συρία, μια χώρα 25.000.000 με 500.000 τετ. χιλμ. έκταση θέλει να ζήσει σαν μια ελεύθερη χώρα στον κόσμο και ζητάει ταυτότητα, ελευθρία και ανεξαρτησία και ο αγώνας αυτός που κένει το Κουρδιστάν συνεχίζεται. Η αλληλεγγύη με τον Μπεσικτοί, η υπέρσπιση και το πρόγραμμα στις σκέψεις του είναι μια θέση στο δικαίο και ενδοσχεαγόνα του κουρδικού έθνους.

ΘΕΣΣ/ΝΙΚΗ, 14.5.87
ΣΕΡΧΑΤ ΝΤΕΝΤΕ
■ Το κείμενο της βιογραφίας του Μπεσικτοί είναι από το βιβλίο του ΚΟΜΑΛ -ΕΝΑΣ ΕΠΙΣΤΗΜΟΝΑΣ ΣΤΗ ΦΥΛΑΚΗ-.

ISMAIL BESIKCI in Lebensgefahr
Der Wissenschaftler I. Besikci, der wegen seiner Forschungen über die sozio-ökonomischen und ethnischen Strukturen des kurdischen Volkes verurteilt wurde, befindet sich in Lebensgefahr.
Er wurde unter Druck gesetzt und gegen ihn wurden Zwangsmaßnahmen angewendet, damit er seine Aussagen zu seiner Verteidigung vor Gericht zurücknimmt. Bei dem, was er zu offiziellen Ideologien geschrieben hatte, sollte er Zugeständnisse machen. Er sollte für unrichtig erklären, was er über das kurdische Volk geschrieben hatte. Deshalb wurde er aus dem Gefängnis in Dülük in das Gefängnis von Çankale verlegt. Dort war er in Einzelhaft.
Zur Intervention und Proteste von Amnesty International, aus der demokratischen europäischen Öffentlichkeit, von Schriftstellern und Kirchen nahm der Druck gegen ihn etwas ab. Jedoch wurde er vor kurzer Zeit ohne Grund und ohne, daß auf ein besseres Verhältniß zwischen ihm und dem Gefängnis von Çankale verwandt.
Im gegenwärtigen Zustand von I. Besikci ist in diesem Gefängnis, das in diesem Bereich die schlechtesten Bedingungen hat, noch schlechter geworden. Das Essen wird durch ein Loch unter der Tür durchgegeben. Er wird überhaupt nicht geluldet. Er lesen. Außer einer Familie und seinem Rechtsanwalt, darf ihn niemand besuchen auch seine Freunde nicht. Sein Anwalt und seine Angehörigen dürfen ihn nur ganz kurz besuchen. Diese Besuche werden überwacht und sind nur in langen Zeitabständen möglich. Ich rufe Amnesty International, die Schriftstellerverbände in Europa und in der ganzen Welt, die internationale und die europäische Presse, Schriftsteller, Wissenschaftler und die demokratische Öffentlichkeit in Europa auf, sich für Besikci einzusetzen.
Protestieren Sie gegen die Maßnahmen des türkischen Staates gegen Besikci beim Ministerpräsidenten und beim Justizminister. Fordern sie auch, daß I. Besikci vor einem Arzt aus Europa untersucht wird und daß ihm ein menschenwürdiges Dasein ermöglicht wird.

Rechtsanwalt Serafettin Kaya
Königsberg 65, 2300 Kief 1
12.02.1985

Dr. Besikci Nobel'e aday
Ismail Besikci ve Recep Marsinli ya da uzerine hak kazanmislariyla ilgili bir bildiri sunmaktadir. Icinde 300 bilm adaminin imzasi bulunan 1300 imzali mektup, Kenan Evren, Turgt Ozal ve M. Ollan Simgurli'ya gonderildi. 7 Avusturyali kabileceste 1987 NOBEL BAŞI Ödülünü Ismail Besikci'ye verilmesini önderiler. Öneri mektubu Nobel komitesine gonderildi.
yazis sayfa 3 de

ίδια τη ζωή. Στο Κουρδιστάν υψώνεται ο εθνικός και κοινωνικός αγώνας που διακρίθηκε σαν το ζήτημα του αιώνια μας. Η απομόνωση που συνεχίζεται εδώ και 60 χρόνια χωρίς να λείπει και η πολιτική γενεατομία παρά το γεγονός αυτό δεν μπόρεσαν να εξημερύνουν το κουρδικό έθνος στο οποίο αληθινά διακρίθηκε και στάθηκε μέσα στο χώρο.

ματισμό και μοίρασμα του Κουρδιστάν με εκκλησιαστικές ενέργειες ενάντια στην ανθρωπότητα, όλα αυτά τα κατέχουν παρουσιάζοντας τον σαν σύγχρονο δημοκρατικό άνθρωπο.

Το όνομα δηλ. του Ατατούρκ γράφεται με παράλληλα γράμματα δίπλα στο όνομα του Νταχλά (τύρρα) στην ιστορία των Κουρδών, του Ιβάν του τρομερού, του Χίτλερ και του Μουσο-

γλώσσας. Από την άλλη μεριά η θρησκεία των στρατιωτικών αρχών της Τουρκίας δεν μπορεί να πείσει τη φωνή του Μπεσικτοί.

Ο Μπεσικτοί είναι στη φυλακή αλλά η σκέψη του είναι έξω στο φως της ημέρας χίρι με χίρι και από στόμα σε στόμα γυρνάει. Σε όλο τον κόσμο το όνομα του Μπεσικτοί ακούγεται με σεβασμό για το τεκμήρια και

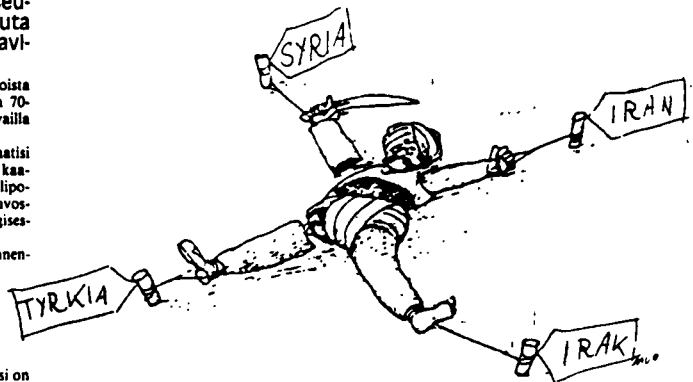
Loppumaton taistelu

Itsellinen paimentolaiskansa, jolla on oma kulttuurinsa ja kielensä. Se elää vuoristoisella seudulla neljän valtion rajaseudulla. Saamelaiset? Oikein. Tässä jutussa ei kuitenkaan puhuta saamelaisista. Kurdeja on liki yhtä paljon kuin koko skandinaviassa asukkaita.

Maailman uutisiin kurdit pääsevät lähinnä vain yhdestä syystä: verisistä kahakoista emäntien hallitusten kanssa. 80-luvulla uutisia on tullut eniten Turkista, 60- ja 70-luvulla niitä tuli lähinnä Irakista. Ja viimeisen vuoden aikana kurdit ollaan täysin väliä toisteita pyritty yhdistämään Olof Palmen murhaan.

Itsenäistä Kurdistania ei ole eikä tule syntymäänkään — ei ehkä koskaan. Se vaatisi paitsi kenraali Evrenin, Saddam Husseinin, Khomeinin ja Hayez Assadin hallitusten kaatumista myös supervaltojen supervaltoina olon loppumista. Kurdien taistelu on reaali-politiiselta kannalta katsottuna toivotonta. Kurdeja vastassa on "Yhdysliiton" ja "Neuvostovaltojen" muodostama "suuri koalitio", jonka etujen mukaista on säilyttää strategisesti tärkeällä Persian lähdän alueella "tasapaino" hinnalla millä hyvänsä.

Kurdit jatkavat kuitenkin taisteluaan. Kyse ei ole vain Kurdistanista, vaan — ja ennen kaikkea — olemassaolosta.



Poliittisesti ja maantieteellisesti eristetty Kurdistan

Kurdistan muodostuu vuorista ja tasangoista. Kurdien kutsuminen vuoristokansaksi on yksinkertaistus. Ylämaatasangoilla ilmasto on subtrooppinen, alempana mannerilmaston tapainen, jopa kuiva.

Kurdistan on luonnonsuojelultaan rikas maa. Kirkuk, Kermanshah, Mosul ja Batman ovat tunnettuja olyskaupunkeja.

Kurdistan on enimmäkseen militarisoitua aluetta, jonne ulkomaalaisen on vaikea päästä.

Ruotsalainen lehtimies Tord Wallström oleskeli 1974 kaksi kuukautta Irakin Kurdistanissa pesh mergen (kurdilaisia sissivoitaita, sananmukaisesti = "ne, jotka katsovat kuolemaa silmiin") hallussapitämällä alueella. Pesh mergoja on ollut "aina", ainakin jo 1930-luvulla, ennen legendaarisen kurdijohtajan, Mela (= "kenraali") Mustafa Barzanin, "punaisen mullahin", aikaa. Pesh mergat kestävät asemissaan vähäisin aineellisin eväin, ruoan usein loppuessa he turvautuvat pelkkään leipään ja teehen. Rahaa saadaan lähinnä "tullimaksusta" — sekä käsitykseni mukaan varsinkin nykyisen sekasortoisien tilan vallitessa Irakin ja Iranin välillä Iranin hallituksesta. (Iran ja Irak avustavat "ristiint" "toisten" kurdeja määrättyyn rajaan asti)

Wallström kysyi Fadhil-nimiseltä sissiltä, kuinka pesh mergat selviävät niin kauan ilman naista. — Se on suuri ongelma. Naimisissa olevat pääsevät silloin tällöin tervehdyttämään vaimojaan, mutta nuorille naimattomille ei ole ketään. Mutta se on vain yksi osa uhrauksista — me selviämme!

Latif-niminen jatkaa: — Olin kerran naispuolisen journalistin kanssa rintamalla, luultavasti hän oli Yhdysvalloista. Yrittin saada hänet ymmärtämään, että hänen piti pukeutua sopivasti, mutta hän ei käsittänyt mitään. Hän käskenteli ympärinsä tuokuisia farkkuisaan ja lapinäkysissä puseroissaan ilman rintaliivejä. Jos hän vaan olisi tennyt, me miehet hänelle huutelivat ja mitä puhuivat hänestä keskenään. Miehiä kävi saatiiksi. He eivät olleet nähneet naista kuukausiin ja sitten hän käveli sillä tavoin ympärinsä. Kurdistanissa: Hänellä ei ollut lainkaan ymmärrystä, ei kerta kaikkiaan mitään. (Sisseitän on tosin pieni osa naisia).

PKK vastaan muu maailma

Olof Palme oli kansainvälisesti ottaen ylivoimaisesti tunnetuin kurdien ystävä. Ruotsissa asuvan kurdintutkijan Mahmut Baksin tekemässä haastattelussa 12.8.1980 Palme sanoi: "Maidän mielestämme kurdeilla on kansallinen legitimitettiinä, joka sisältää, että heidän pitäisi saada itsensä määräämisoikeus, ja joka oikeus tulisi saavuttaa neuvotteletuteitse, so rauhanomaisesti". Palmen kuolema oli suuri menetyks kurdeille ja suuri voitto Kurdistanin miehittävälle hallitukselle.

Ruotissa on n. 8000 kurdia, joista osa on poliittisesti aktiivisia. Pienen PKK-puolueen (= "Kurdistanin työväenpuolue") Ruotsin osastoon kuuluu eri arvioiden mukaan vain 10–50 jäsentä. Ruotsi pitää PKK:ta terroristijärjestönä ja sellaisista vaarallisimpina Ruotsin maaperällä. PKK:n (so. kaikkien Euroopassa toimivien in absentia -puolueiden) syntilistä on osapuillien seuraava:

22.6.84 Uppsalassa PKK:n jäsen tappoi ex-jäsenen Kesäk. -84 Hollannissa PKK:N jäsenet murhasivat kolme ihmistä.

22.11.85 Tukholmassa PKK:n jäsen tappoi ex-jäsenen

31.11.85 Kööpenhaminassa PKK:n jäsen tappoi ex-jäsenen

25.2.86 pohjoisessa Länsi-Saksassa murhattiin kurdi, PKK-laista e p ä i l l ä n m u r -

vaika Lisäksi PKK:n e p ä i l l ä n olevan eräiden Italiassa ja Länsi-Saksassa oleiden pommittaintenttien takana.

3. Olof Palme murhattiin kolme päivää viimeksi mainitun, selvittämättömän murhan jälkeen. Käsitetyksi mukaan PKK:lla ei ole ollut motiivia ja tuskin tilaisuuttakaan murhata Palmee. PKK on avoimesti tuominut Palmen murhan.

Vaikka Turkissa on tuhansia PKK:n Turkissa toimivien emäpuolueen jäseniä Dyrabakirin — kuulitethan, sen kaupungin, jonka jalkapallojoukkue tuomittiin hävinneeksi pelajan huudettua: "Maailli!", kun pelattiin mykille tarkoitettua sarjassa — sotilasvankilassa, oidetään PKK:ta molekyylipuolueena myös Turkin kurdien keskuudessa. (PKK:n oma kommentti tähän kuuluu: "Olemme pieni, koska olemme vasta alussa, suhteellisen uusi puolue".) PKK on oppositiossa paitsi Turkin junnua, myös liki kaikkia muita kurdipuolueita vastaan. Kuvaa va on eräs 1986 julkaistun saksankielisen julkaisun nimi: "Dokumentation zur PKK vs. Rest der Welt". Ruotsissa, jossa PKK on siis myöhemmin saanut urullista julkisuutta, sulkiivat muut kurdijärjestöt sen 1980 perustamansa Kurdistanin Riksröndetin ulkopuolella. Ne katsoivat, ettei PKK noudattanut KR:n sääntöjä. PKK peusti 1982 KR:lle varjoeksklusion Kurdistanin Demokratiska Riksförbundet i Sverige.

PKK oma itselleen väitettiin 1980 perustetun David Bagaragastanin kurdien kirjakhivan, johon Tukholman poliisi teki joulukuussa -86 ratsaan, jolle "Expressen" omisti 12 vuorokautta. Vierailin itse kyseisessä kirjakhivassa heinäkuussa -85. Paikalla oli puolekkymennyt nuorta miestä, henevikkö oloest PKK:n jäseniä? Tutkiesiani myötyävinä olevaa materiaalia herrat keskustelivat keskenään. Mukaanani ollut kurdijäseni ei kuitenkaan ymmärtänyt, mitä he puhuivat, vaan sanoi: — Ovat pohjoisesta ja puhuvat kurmandjin muretta ja sekoittavat siihen vielä turkkia. (Ystäväni puhuu itse soranin murretta. Kurdin ieli muistuttaa etäisesti persiää — kurdia ja (uus)persiää eli farsiä puhuvia on maailmassa hää paljon, n. 20 miljoonaa — ero on vastaava kuin esim. saksalla ja ruotsalla, mutta roaa turkista, kuten myös arabista, jota Irakin valtaväestö puhuu, yhtä paljon kuin suori ruotsista. Kurdi jakaantuu kuitenkin lukuisiin muretsiin, jotka eroavat erittäin paljon sisistään.)

Nuoret miehet näyttivät kokemattomilta kirjakhivan hoitajilta, olivat tosin hieman ermostuneita ja alkoivat lopulta kinata keskenään siitä, pitäisikö juomastani teestä perää tää kruunua. Ostin kaupasta yhtä sun toista pientä ja löysin jopa PKK:n englanninkielisen, päiväämättömän puolueohjelman kuten myös merkittävämpien puolueiden ajan-ohjaismateriaalia. PKK:sta on mainittava vielä se, että sen arvellaan olevan Turkin tietustelupalvelun MIT:n jatkuvan solutuksen kohteena.

Omaperäinen sosiaali-ilmasto

Kurdeista 80 prosenttia miehistä ja 97 prosenttia naisista on luku- ja kirjoitustaidottomia. Ja mitä tulee pakolaisperheisiin, mies usein oppii lukemaan ja kouluttaa itseään, kun taas nainen saa pysyä kotona. Niinpä koulutetulla kurdimiehellä voi usein olla poliittisen toimintansa päämääränä kansansa vapauttaminen vörrosta, tietämättömyydestä ja luku-taidottomuudesta, mutta näissa asioissa hän ei suinkaan aloita lähimmästä elinkumppanistaan, vaan jättää hänet pikemminkin jonon hännille. Esim. Ruotsissa, avan samoin kuin Kurdistanissa, nähdään miesten usein menevän kahviloihin, ravintoloihin tai museoihin, harvoin perheen kanssa, mutta sitäkin useimmin "kaveroiden".

Tässä huolimatta naisen asema on parempi Kurdistanissa kuin esim. arabimaissa. Nainen päättää useimmiten kodin talouteen liittyvistä asioista, mies on kuitenkin aina perheen edustaja ulospäin. Isä määrää pojastaan ja tyttäristään ja kun pojat tulevat teinikään ja alkavat kapinoida isää vastaan, tämä lisää heihin taloudellista painetta. Kaupungissa töissä käyvät nuoret pojat yrityvät pöteä "sivistyneisyydellään", mutta eivät saa isältä täyttä arvostusta, ennen kuin menevät 18–21-vuotiaana naimisiin 14–16-vuotiaan tytön kanssa ja saavat lapsia.

Vain 2 prosenttia naisista voi vaikuttaa itse puolison valintaan. Suvut ja mies päättävät. Tällöin huomiota ei kiinnitetä ulkoisiin seikkoihin: "Älä katso naiseen, katso sukulaisiin". Usein paras valinta on serkku tai pikkuserkku (Aiemmin aghat (= leudalsherrat) harjoittivat monivaikeutta, tällöin vaimoja oli yleensä kaksi). Nykyisiä asenteita kuvaavina naimiseen kuvaa kurdilainen sananlasku: "Siitä, joka pitää kaksi vaimoa, tulee porisari".

Lapsia pyritään hankkimaan runsaasti, mutta: esim. Pohjois-Kurdistanissa, Turkissa on kyllä, joissa kolmannes synnytyksistä päättyy joko lapsen tai äidin kuolemaan.

Uskonnottaan kurdit ovat useimmiten kääntyneitä sunni-muslimeja. Kurdien alkuperäinen uskonto on jesidismi eli nestorilainen kristillisyyden Jesidejä on Kurdistanissa edelleen 1–2 prosenttia väestöstä. Ei-jesidit kääntyvät jesideistä usein humoristista pilkkanimellä "saatananpalvojat", jolla ei ole kuitenkaan mitään tekemistä todellisuuden kanssa.

Kurdistan ja Suomi

Palme ja ehkä myös Ruotsin sosiaalidemokraattinen puolue olivat kurdien ystäviä. Aivan yhtä hyvää todistusta eivät saa Kalevi Sorsa ja SDP. Kurdistanissa käynyt Wallström pääsi haastattelemaan Barzania viisi vuotta ennen tämän kuolemaa:

Mustafa Barzani: — Otetaan esimerkiksi Suomen pääministeri Sorsa. Hän oli Suomi-Kurdistan-ystävyyseuran puheenjohtaja. Sitte hänestä tuli pääministeri (1972, JW) — olinme hyvin onnellisia: nyt, ajattelimme, hän lekke jotakin! Mutta samana päivänä kun hän astui virkaansa, hän muutti asenteensa täydellisesti. Hän sanoi: "minulla on nyt vastuuni omaa kansaani kohtaan, sitä ennen kaikkea, ja on tiettyjä asioita, mitä en voi tehdä".

"Hän ja hänen puolueensa tietää mitä Kurdistanissa tapahtuu. Mutta Suomella on nyt kyseessä suuret edut Irakissa — se on ainut mikä merkitsee." (Myös Palmelle olivat varmaan kauppaussuhteet tärkeimmät, mutta hän piti sentään profiilia yllä. Samaa ei voida sanoa uudesta ulkoministeri Sorsasta, Koivistosta ja Holkerisistä puhumattakaan JW.)

Suomessa lienee 10–50 kurdia. Pakolaispolitiikkamme on bysanttista, mutta nauttii kansan syvien rivien luottamusta, jopa JY:n yhteiskuntatieteellisen tiedekunnan opiskelijoiden keskuudessa. Kurdit taistelevat itsensä vapauttamiseksi, siis siitä, minkä Suomi sai 1917 Leniniltä tai Norja Ruotsilta 1905. Kurdeja ei auta kukaan eivätkä he voi "lousta". Yhdistyneet Kansakunnat vähät välittää koko asiasta, YK:n nimi on harhaanjohtava, se edustaa valtiota eikä kansoja.

Barzani 1974 ennen tappiotaan Irakin Baathille ja Iranin shahille: — Se ei ole vitä, ettei maailma tiedä meistä, se vain ignoroi meidät. Maailma yksinkertaisesti rakentuu muille kuin humanitäärisille prinssi-peille, sillä se on liikainen ja mitä maailman. Minun puolestani se saa vaikka räjähtää tuusannuskaksi! Mutta me sanomme maailmalle: hittojako teistä! Me selviämme ilman teitä! Me pelastumme! Annamme teille opetuksen tällä kertaa! Sellaisen opetuksen, joita ette koskaan unohtaa!

Juha Willman

Artikkelin kirjoittaja valmistee pro gradua JY:n valtio-opin laitokselle kahden merkittävimmän irakiläisen kurdipuolueen KDP:n ja PUK:n puolueideologioista ja käytännön toimista 1946–86 sekä niiden tukemista pesh merga -sisseistä. KDP ja PUK ovat kilpailevia puolueita, jotka pääsivät sopimukseen monivaikeiden riitojen jälkeen 8.11. 1986 yhteisestä rintamasta Irakin Baath -hallitusta vastaan. Sopimukseen allekirjoittivat PUK:n puheenjohtaja Jalal Talabani ja KDP:n silloinen puheenjohtaja, M. Barzanin poika Idris. Idris Barzani kuoli Slovaniassa, Kurdistanissa sydänkohtauksen 31.1. 1987. Kaikki tässä artikkelissa mainitut puolueet ovat laittomia paitsi Baath, SDP ja Ruotsin SDP.

Kurdistan maailmanpolitiikan ikuisessa arkipäivässä

Kansa josta tuli syyllinen

HARRI SAUKKOMAA
 Kuvat
 CHRISTIAN WESTERBACK

Aikaisemmin olin ylpeä siitä, että olen kurdi. Nyt en uskalla sanoa, mistä olen tullut Ruotsiin", mies sanoo.

Hän istuu huoneessa, joka on joskus ollut koululuokka Upsalassa. Nyt seinällä on kirkon kirkon lakana. Juhla on piirretty kuvia kurdien kansallissankareista. Liitutaulun päällä on kuva miehestä, joka on saanut 20 vuoden tuomion istanbulilaiseen vankilaan. Toisella seinällä on lippu: valkoista, punaista ja vihreää, keskellä keltainen aurinko.

Miehiä on kymmenen joukko; jotkut pelaavat taviaa, lautapeliä, jotkut juovat kiteräa teeta pienistä lasseista. He istuvat takki päällä. He eivät puhu paljon, he epäilevät jokaista kysymystä.

"Kun Holmér esiintyi televisiossa, läsnemme eivät uskaltaneet mennä kouluun", sama mies kertoo. Hän katsoo ikkunasta Ruotsin viimeistä maaliskuuta. Hän ei puhu enempää.

Toisessa pöydässä istuu mies, joka puhuu. Hän on Sores Bladhede, kurdi, joka on yrittänyt kertoa viisitoista vuotta ruotsalaisille kurdeista. Aluksi kurdit ja Kurdistan sotettiin Pakistanin. Sitten, muutaman vuoden jälkeen, Sores luuli jo onnistuneensa.

"Näytimme heille tapojamme, teimme ruokiamme, esitimme tanssejämme. He alkoivat luottaa meihin. Laukaus, joka tappoi ruotsalaisen valtiomiehen, tappoi myös luottamuksen kurdeihin Ruotsissa", Sores Bladhede sanoo.

Hänen aanensa on vasynyt, melkein itkuinen. Hän tietää, että kaikki olisi aloitettava taas alusta. Hän haluaisi, että murhaaja saataisiin heti kiinni, mutta hän ei usko sen onnistuvan.

"Luulen, että murhaaja ei elä enää", hän sanoo ja hänen aanensa hiljenee kuiskaukseksi.

Sores Bladhede ei hyväksy ääri-vasemmistolaisen, terrorismista syytetyn Kurdistan työväenpuolueen PKK:n toimintatapoja. Hän ei hyväksy kurdien leimaamista PKK:n takia.

Ruotsin salainen poliisi on väittänyt, että PKK:lla on salainen tappolista.

"Jokaisessa kansassa on hulluja, mutta ei pidä sotkea näitä hulluja kansan oikeudenmukaisen taistelun kanssa", Sores Bladhede sanoo.

Kurdien "oikeudenmukainen taistelu" käydään Kurdistanissa, maassa, jo-

ta ei ole ja johon vain harvat kurdit voivat palata. Upsalassa taistelu elää kurdien mielessä. He eivät pääse sitä pakoon edes maassa, jossa puheet oikeudenmukaisesta taistelusta on loppettu jo vuosikymmeniä sitten.

Sores Bladhede tietää, että kurdien taistelu neljää valtiota vastaan on melkein toivotonta. Hän tietää, että kurdit taistelevat myös toisiaan vastaan.

"Kurdeilla ei ollut mitään syytä murhata Palmea", hän tietää myös.

Ali Alp pakeni vuorille kun sotilaat ottivat vallan

Iltapäivä pimenee illaksi Upsalassa. Aina Godlundan, jossa on kerrostaloja männikössä, ja taloissa eniten pakolaisia.

Hissiin tulee ruotsalainen nainen. Hän tervehtii vastahakoisesti Ali Alpia, joka asuu samassa talossa.

Ali Alpin tarina on tavallinen kurditarina. Kun sotilashallitus otti Turkissa vallan 1980, Ali Alp pakeni vuorille. Hänen perheensä ei tiennyt hänestä mitään, hän ei nukkunut kunnolla yhtään yötä. Vuonna 1985 hän onnistui järjestämään itsensä ja perheensä Syyrian kautta Ruotsiin.

Ruotsissa hän siivosi puoli vuotta ja opiskelee nyt ruotsia. Sen jälkeen hän pyrkii kamerakursseille, jos hänen ruotsin taitonsa riittää.

Hän ei nuku vielääkään kunnolla. Hän näkee taisteluunia vähintään kerran viikossa. Hänen veljensä istuu 20 vuoden tuomiota istanbulilaisessa vankilassa. Ali Alp oli Turkissa henkilöstopäällikkö; hän tietää, että Ruotsissa hän ei ole paljon mitään.

Iltauutisissa on Hans Holmér. Joku sanoo televisiossa hänen tutkimusmenetelmään amatöörimäiseksi.

"Miksei kukaan sanonut noin kuusi kuukautta sitten", Ali Alp kysyy.

Huoneen nurkassa istuu hänen vaimonsa sisar, joka on juuri muuttanut lapsineen Ruotsiin. Hänen omat tyttärensä juoksevat lattialla.

Myös lapset tuntevat poliisin kasvat, televisio uutisten ajaksi huone hiljenee.

"Yritän opettaa lapsille, mitä he ovat", Ali Alp sanoo. Hän tietää, että Ruotsissa sekään ei ole niin yksinkertaista.

Iltauutiset loppuvat. Ali Alp kertoo muistavansa aina päivän, jolloin Palmen murhasta epäiltiin ensimmäisen kerran kurdia.

"Se oli sokki. Murhaajan on pitänyt olla hullu. Yhdelläkään kurdilla ei ollut syytä tappaa Palmea", Ali Alp sanoo.

Tulee yö. Meneimme samassa hussissa Cuma Astanin kanssa. Hänen perheensä, viisi lasta ja vaimo, tuli ennen häntä

Ruotsin kurdit pelkäävät, epäilevät ja vaativat oikeutta

Ruotsiin. Hän on asunut Upsalassa vajaan vuoden. Hänellä on tumma, paksu tukka ja tuuheat menrosvoivokset. Hän kietäisee valkoisen huivin kaulaansa ja tunkee suuret katensä takintaskuihin. Hän kavelee iljanteista tietä uuteen ruotsalaiseen kerrostalokotiinsa, jonka suuressa huoneessa on kolme asiaa: televisio, kulmasohva ja kurdien taistelujulisteet seinillä.

Ruotsi on muuttunut nyt "kodikkaaksi" kurdeille

Tukholman metrolinja numero 10 on idän pikajuna Iltapäivä joka toinen matkustajista on Turkista, Irakista, Iranista, Suomesta.

Turkkilainen mies tuijottaa kuvaansa vaunun ikkunasta. Vaalea tyttö nukahtaa kirja kadessaan ja ei huomaa asemalle, kun ovet aukevat. Joku nauraa suomeksi.

Useimmat jäävät Runkebyssä, parinkymmenen minuutin matkan jälkeen. Seuraava asema on Tänta, jonka asukkaista vielä muutama vuosi sitten puolet olivat suomalaisia.

Täntassa toimii kurdiprojekti. Sitä johtaa Ferda Turan, jonka toimisto on yhdessä Täntan harmaista kerrostaloista.

Turan valittaa kiireitään. Hän on johtanut projektiaan vuosikaudet. Hän on tunnetuimpia kurdeja Ruotsissa: hänellä on hyvät tiedot kurdien tilanteesta, ja hän on askeittain kirjoittanut ruotsalaisiin lehtiin kurdien kohtelusta Palmen murhan jälkeen.

Kurdiprojekti järjestää kursseja, julkaisee lehteä, antaa oikeusapua, yrittää solmia yhteyksiä ruotsalaisten ja kurdien välille.

Kurdiprojekti auttaa pakolaisia selviämään ruotsalaisessa yhteiskunnassa. Tärkeimpiä kursseja on lomakekurssi.

"Korkeastikin koulutetuilla pakolaisilla on vaikeuksia ruotsalaisen byrokratian kanssa. Kaikkeen hapeällisintä on joutua kysymään neuvoa omilta lapsiltaan, jotka oppivat ruotsia nopeasti", Turan kertoo.

Turan kertoo pakolaislapsista, jotka ovat aggressiivisia, kieltäytyvät syömästä, karsivat jokatelusta. Projekti tutki Täntan alueen lapset, ja tulokset olivat yllättävän huonoit.

Nyt Turan pelkää, että vaikeudet moninkertaistuvat murhakuulustelujen jälkeen.

Turan kertoo tapauksista, joissa perheen isa on kiertänyt suoraan sangystä kuulusteltavaksi. Lapset ovat katsooneet vierasta, kun ruotsalaispoliisit ovat uhanneet pistoolillaan lasten isää.

Monet kuulustelut muistuttavat siitä, mitä kurdeille tehdään maissa, joista he ovat lahteneet", Turan sanoo.

Turan arvelee, että kurdit eivät luota enää viranomaisiin Ruotsissa.

"Pakolainen pysyke on kuin tuore

haava. Ei tarvita paljon, että se alkaa taas vuotaa."

Ruotsi on nyt muuttunut kurdeille "kodikkaaksi". Kurdit eivät luota viranomaisiin omassa maissaankaan. Ferda Turanin mukaan poliisi on kuulustellut myös paljon ihmisiä, jotka ovat olleet murhasta epäiltyinä PKK:n vastustajia. Kaikkiaan maaliskuuhun mennessä oli kuulusteltu 350 kurdia.

Turan ei usko, että edes PKK olisi voinut tehdä murhan.

"Heidän energiansa menee taisteluun Kurdistanissa, eivät he tee tällaista muualla. PKK:n syyllisyydestä ei ole yhtään näyttöä."

Turan arvelee, että PKK:ta kannattaa Ruotsissa 20-25 kurdia. Kukaan ei tiedä tarkkaa lukua, joku toinen arvelee 30, kolmas 40. Luku jää kuitenkin selvästi alle puolen prosentin kaikista Ruotsin kurdeista.

Ruotsalaisten silmissä kurdit ovat murhaajia

Ferda Turan selittää asiat kärsivällisesti. Hän on saanut selittää samat asiat jo vuoden ajan. Maaliskuun alussa 1986 *Svenska Dagbladet* julkaisi ensimmäisen uutisen, jonka mukaan kurdit ovat Palmen murhan takana. Sen jälkeen kaikki kurdit ovat joutuneet selittämään.

Selitykset eivät ole auttaneet. Ruotsalaisten silmissä he ovat olleet riuhaajia.

"Aikaisemmin kurdit olivat aika tuntematon joukko Ruotsissa. Nyt heidät tunnetaan", Turan huokaa.

Kukaan ei osaa sanoa, kauanko syyllisyyttä jatkuu. Jotkut arvelevat, että se ei kata koskaan.

Ferda Turanin mukaan viranomaisien pelko johtaa myös siihen, että pakolaisiksi haluavat eivät enää kerro kohtelustaan kotimaissaan.

"Yksi äskettäin Ruotsiin tullut kurdi kertoi, ettei hän näyttänyt kidutusjälkiä Ruotsin viranomaisille. Hän ajatteli, että Ruotsin poliisi voisi oppia samoja tapoja."

Kello lähenee kuutta. Ferda Turanin kiireet jatkuvat. Hänen pitää ehdiä pukuvuokraamoon hakemaan smokkia, koska hänen ystävänsä väittelee tohtoriksi seuraavana päivänä. Matkalla Tukholmaan hän kertoo aikoinaan perustaneensa kurdien kirjakahvilan, josta nyt on tullut lehdistön ja poliisien pyhiinvaelluspaikka. Kahvila on Palmen murhapaikan lähellä, mäkisellä kadulla. Se perustettiin kaikkien kurdien kokoontumispaikaksi. Nyt kahvilaa pidetään PKK:n paikkana. Ferda Turanin mielestä kahvila voitaisiin nyky muodossaan sulkea. Palmen murhatutkimusten aikana poliisi teki kahvilan monta ratsiaa, ja kahvilaa pyörittävän kurdijärjestyksen jäsenluettelo takavarikoitiin.



Kurdiruokaa Godsundassa: keittoja, piirakoita, kanaa.

Helmikuun lopussa kirjakahvilan ikkunat rikottiin yöaikaan. Kaiken muun rinnalla se vaikuttaa leikkisältä pikkuluultalta.

"Ei, en minä usko, että mitkään mielenosoitukset tai muut parantavat kurdien asemaa", Memo Yildiz kertoo. Hänellä on sininen villapaita, työhouset ja musta, päivän vanha parransäki. Poliisi pitää häntä terroristina. Hänet pidätettiin ja kuulusteltiin murhatutkimuksen aikana. Hänen puhelin-taan kuunnellaan, hänen ystäviään kuulustellaan. Poliisin mielestä hän on ehkä Ruotsin vaarallisin kurdi.

Hän istuu kurdien kirjakahvilan nurkassa. Huoneessa on hämärää, tyhjiä hyllyjä ja muutama kansio ja kirjoja. Pöydät ovat tyhjiä, keittiössä on toinen mies, joka keittää perunakeittoa. Samana päivänä uutistoimistot ovat kertoneet, että Turkki on pommitannut kurdissien leirejä Irakin puolella. Uutinen on tullut uutistoimisto AFP:n kautta. Kirjakahvilassa istuva Memo Yildiz tietää tapahtumista kuitenkin jo enemmän. Hän nauttii saadessaan kertoa lisää yksityiskohtia.

Terroristiksi leimattu kurdi ei usko mielenosoituksiin

"Koneista kaksi ammuttiin alas. Sen lisäksi Diyahrbakhirissa kurdissit hyökkäsivät armeijan tukikohtaan ja kaksikymmentä sotilasta kuoli. Ja Urfassa potettiin traktoreita valtion maatilalla", hän luettelee.

Hänen tietonsa ovat tuoreita. "On ihmisiä, joille voi soittaa", hän hymyilee. On myös paljon tietokanavia, joista hän ei kerro. On liikennettä, joka kulkee Damaskoksen ja Euroopan välillä. Sillä reitillä epäillään kulkevan tietoa, rahaa, huumeita.

Hänen kertomuksensa saavat kirjakahvilan näyttämään muutaman minuutin kurditaistelun johtopaikalta. Siinä se ei kuitenkaan ole, ei missään tapauksessa. Silti kirjakahvilan seinällä roikkuu kopio ruotsalaisesta lehtijutusta, jossa väitettiin, että PKK:n päämaja olisi nykyisin Rinkebyssä. Kurdien mielestä se on kuitenkin yhä Damaskoksessa.

"Taistelu käydään Kurdistanissa, ei täällä voi mitään oleellista tehdä. Heillä on kyllä siellä aseita saatavissa, kaikkea saa siellä rahalla Tiedän, koska olen itse taistellut siellä."

Hän kysyy, mitä voisi tehdä hyväksimme. Kysymme, voiko PKK:n edustajia tavata. "Luulen, ettei se ole mahdollista", hän vastaa ja hymyilee ystävällisesti. Toinen mies lukee lehteä pöydän ääressä. Hän näyttää laihalta, ollakseen henkivartija, mutta hän ei hymyile.

Seuraavana päivänä kurdit järjestävät mielenosoituksen Turkin hyökkäystä vastaan. Memo Yildiz ei aio osallistua siihen. Hän ei usko mielenosoituksiin.

Kurdeilla ei syytä murhata

"Ruotsin kurdit eivät ole saaneet koskaan tilaisuutta sanoa, etteivät he ole sama asia kuin PKK", sisar Marianne sanoo.

Sisar Marianne istuu Alsiken luostarin suuren huoneen tuolla, yhdellä lukemattomista. Suuri huone on itse asiassa kansakoulun vanha suuri luokahuone. Se on täynnä huonekaluja, pikkutavaroita. Yhden tuolin on valottanut keltaisesta kissa, lattialla kävelee jättiläiskokoinen koira, Magnus.

Lituruutulle on kirjoitettu jotakin arabiksi keltaisella liidulla. Se on lau-

se, jonka kiitollinen syyrialaisperhe jätti Alsiken luostarille muistoksi.

Alsiken luostarissa on sisar Mariannen lisäksi kaksi muuta nunnaa. Sen lisäksi sisaria auttavat talkootyöläiset, joita on parhaillaan kaksi tyttöä.

Alsiken sisaret ovat evankelisia, mutta eivät kuulu evankelis-luterilaiseen kirkkoon.

Sisar Marianne on Ruotsissa kuuluisa nainen. Hän epäili jokin aika sitten, että luostarin puhelimia salakuunnellaan. Sisar Marianne nousi nopeasti keskustelu, joka yllytti myös sisar Mariannen itsensä. "Olin yllätynyt vastakaista. Sitä oli siis tapahtunut muuallakin", hän kertoo.

Poliisi on tutkinut Alsiken luostarin 19 kertaa. Ensimmäinen ratsia tehtiin 1980. Luostari oli ottanut huostaansa pakolaisperheen ja pitänyt sitä vuoden. Sisar Marianne oli jatkanut pakolaisten auttamista ja piilottamista, ja poliisi päätti iskeä.

Ensimmäisellä kerralla sisar Marianne oli kysynyt, millä oikeudella poliisi tulee luostariin. Poliisi oli vastannut, että sillä oli oikeus tulla mihin tahansa.

"Se on kuin kolmannessa valtakunnassa. Yksi päätös poliisiasemalla riittää."

Samaa oikeutta poliisi on nyt sisar Mariannen mukaan käyttänyt tavallisiin kurdeihin. Alsiken luostarissa poliisi on käynyt viime vuoden aikana kaksi kertaa, koska luostari ei ole uskaltanut suojella enää pakolaisia rakennus-työläisiä. Luostari on joutunut muulla tavalla, se on järjestänyt yhteyksiä, se on ottanut selvää pakolaisten asioista, se on toiminut yhteistyössä asianajajien kanssa.

"Eliimme aikaisemmin täysin tietämättöminä siitä, mitä maailmassa oikein tapahtuu. Sitten meihin otettiin yhteyttä ja kysyttiin, voimmeko ottaa turkkilaisen perheen suojimme. Hämmästyin suuresti, kun minulle kerrottiin, että tässä maassa heidän pitää tulla keskeillä yö ja salaa poliisilta", sisar Marianne muistelee ensimmäistä pakolaisoperaatiotaan.

Nyt Alsiken sisaret ovat oppineet lisää maailmasta ja Ruotsista. Sisar Marianne muistuttaa, että poliiseja on monenlaisia: monet yrittävät hoitaa pakolaisten asioita niin hyvin kuin mahdollista.

Sisar Marianne pitää kuitenkin poliisin toimia "hieman tyhminä". Vaikka he ovat tehneet parikymmentä ratsia luostariin, he ovat löytäneet jotakin vain pari kertaa.

Nyt sisar Marianne yrittää vaikuttaa mielipiteisiin pakolaisten puolesta. Hän muistuttaa, että poliisi voi salakuunnella puhelimia vain jos puhelimen omistajasta epäillään terrorismista tai rikoksesta, josta voi saada yli kahden vuoden tuomion.

"Siitä ei ehkä meidän tapauksessamme ole kyse", hän hymyilee.

Asianajaja ei jaksaa ajaa kurdien asiaa

Sisar Marianne vastaa taas puheliin. Tällä kertaa soittaa on yksi tunnetuimmista pakolaisten asioita hoitavista juristeista. Hän soittaa sisar Mariannelle kertoakseen, että hän on kuuden vuoden jälkeen saanut tarpeekseen. Asianajaja ei jaksaa ajaa kurdien asiaa.

Edellispäivänä sisar Marianne oli selvittänyt asianajajan kanssa Ruotsiin yrittävän kurdin asioita. Pakolainen ei päässyt Arlandaa pidemmälle, ja häntä oli piiloteltu Ruotsin ja Marokon välillä.

"Mikä tämä valtio oikein on, mikä? Missä on alkeellinen oikeudenmukaisuus?" sisar Marianne kysyy.

Alsiken sisar tekee työtään sitkeästi, mutta hän ei ole sinisilmäinen. Hän muistuttaa monta kertaa, että epäily

PKK ei ole yhtä kuin kurdit. Hänen mielestään tärkeämpi ja kurdeja enemmän edustava järjestö on Kurdien demokraattinen puolue KDP.

"Tavallisten kurdien haave on vain Kurdistan, he eivät tee mitään terroritekoja. On sitten aivan eri asia, kuinka realistinen edes tuo haave on", hän miettii.

"Koko poliisin perusasenne on kummallinen. Ja sitten on vielä tavallisten kurdien asuntoihin ja heiluttelu pistooleja."

Alsiken luostarin kellarissa on kappeli Juuri sinne on pakolaisia tarvittaessa piiloteltu. Kappelissa sisaret toimittavat rukouspalveluksia päivittäin. Yhdellä seinällä on gobeluni, joka voisi olla lähi-idasta Siina Jeesus kaitsee lammaslaumaansa.

"Minulla ei ole mitään hävittävää", sisar Marianne sanoo.

Alsiken luostarin kellarkappelissa on rauhallista. Edes poliisin kuuntelulaitteet eivät yllä rukouksiin saakka.

Luostari on tottunut ratsioihin

Sotainvalidi näkee unia pommittetuista kylistä

Palmen murhaa tutkinut poliisijohtaja Hans Holmér on eronnut edellisestä päivästä tehtävistään. Se on ollut pääuutinen jokaisessa lehdessä.

Uumajan opiskelija-asuntolassa, Matematikgrändillä, se ei tunnu kovin tärkeältä asialta.

"Olemme hyvin surullisia siitä, että Palme on tapettu. Sen on voinut tehdä pieni ryhmä, mutta mitään ei ole voitu todistaa. Tuomitsemme kaikenlaisen terrorismin, teki sep kuka tahansa", sanoo 22-vuotias Khalil Haydari.

Hän puhuu koko ryhmän puolesta. Huoneessa on kuusi miestä. He ovat sotainvalideja jokainen. Ensien he näyttävät terveiltä, mutta tarkemmin katsottuna melkein jokaiselta on amputoitu jalka.

He istuvat Uumajan opiskelija-asunnossa ja yrittävät kasittaa, miksi kaikki tapahtui.

Heidän mielipiteensä Palmen murhasta muuttuu puhelinkeskustelun jälkeen. He puhuvat luultavasti puolueensa (KDP) paikallisen johtajan kanssa ja korjaavat sitä, mitä ovat sanoneet aikaisemmin.

Uumajaan he ovat tulleet vajaan puolitoista vuotta sitten. Heidat on salakuljetettu Bagdadin kautta Ruotsiin, koska kurdiahaavoittuneilla ei ole tilaa juuri minkään maan sairaaloissa.

Irakin Kurdistanissa heistä on tullut sissisotilaita 12- tai 14-vuotiaina. Hei-

dän perheensä ei ole kuullut heistä sen jälkeen. Jos perheet tietäisivät jotakin, myös ne olisivat vaikeuksissa poliisin tai sotilaiden kanssa.

"Ei, he eivät voi tietää mitään, se olisi täysin mahdotonta", Khalil sanoo. Hänen silmänsä loistavat, hänen ruumiinsa on ruhjottu. Hänen uskoaan kurdien taisteluun ei näytä lannistavan mikään.

Uumajassa he ovat omasta mielestään hankkimassa tietoja ja ammatin, jota he voivat käyttää myöhemmin hyväkseen.

"Meillä pitää olla jotakin vastattavaa, kun meiltä Kurdistanissa kysytään, mitä teitte siellä Ruotsissa ollessanne", Khalil sanoo.

Uumajassa on kaikkiaan parikymmentä kurdiä, puolet Irakista, puolet Iranista. Kaupungissa on myös muita pakolaisia ja siirtolaisia. Vuosittain Uumaja ottaa 150 pakolaista.

Viime kesänä kurdisotainvalidit tuustuivat suomalaisiin kohtalotovereihinsa. He matkustivat laivalla Etelä-Pohjanmaalle esiintymään paikallisen sotainvalidipiiriin juhlassa.

"Olimme ylpeitä siitä, että saimme tavata miehiä jotka ovat taistelleet oikeudenmukaisen asian puolesta. Kunnioitamme heitä täydellisesti", Hossain Kasiri kertoo.

Etelä-Pohjanmaalla suomalaiset sotainvalidit olivat itkenet yhdessä 50 vuotta nuorempien kurdien kanssa.

Kurdien Suomen-matkan järjesti Malja-Liisa Abrahamsson, suomalainen sosiaalityöntekijä, joka tekee työtä kurdien kanssa Uumajassa.

"Suomi tekee erittäin suuren virheen, kun sotainvalidipakolaisia ei oteta maahan", hän sanoo. Hänen mielestään Suomen pitäisi käyttää se kokemus, joka maalla on sotainvalidien hoidossa.

Abrahamsson tietää myös läheltä, mitä Palmen murhatutkimukset ovat tehneet kurdeille.

"Se on aivan sama, jos sanottaisiin, että se oli suomalainen. Nyt on jo ihmisiä, joille Palmen murhaaja on aina kurdi", hän miettii.

Uumajan sotainvalidit eivät pääse unohtamaan sitä, että he ovat kurdeja. Taistelut ovat mukana heidän ruumiissaan.

"Melkein joka yö näen unia kuolleista tovereistani tai kylistä, joita pommitetaan", Khalil kertoo.

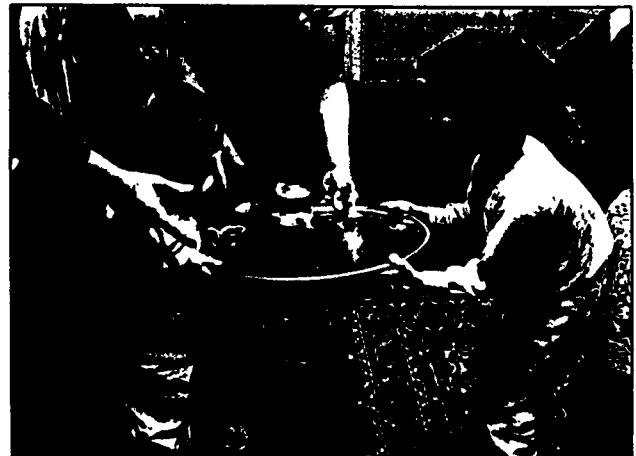
Hänen sotansa on sodittu, hänestä on tullut sankan Kurdistanissa. Ruotsissa se ei paina paljon.

"En ole nuori enää", Hossain Kasiri sanoo, kun häneltä kysyy, onko hän tutustunut ruotsalaisiin tyttöihin.

Hän on 19-vuotias.

Pitkä ilta muuttuu yöksi. Khalil Haydarilla on vielä yksi lause, jonka hän osaa sanoa ruotsiksi.

"Palmen murhan takana ei ole kurdeja, ei lainkaan."



Kurdilapset Ruotsissa: hekin tuntevat poliisia.

جنگ جهانی

قیام گسترده کردهای عراقی علیه رژیم بعث

چندین پایگاه ارتش عراق به تصرف کردهای مبارز درآمد

تهران - خبرگزاری جمهوری اسلامی - ۲۱ اردیبهشت ۲۱ مه - در ادامه قیام مردم مسلمان کردستان عراق علیه رژیم صهیونیستی حاکم بر بغداد که منجر به درگیری‌های سنگین در روندوز شهر این کشور شد، شهر روندوز عراق نیز به نهضت مردم کردستان این کشور پیوست. ستاد کل نیروهای به گانه سپاه پاسداران انقلاب اسلامی در اطلاعیه‌ای اعلام کرد که در جریان این حرکت مردمی کلیه ادارات و واحدهای دولتی شهر روندوز به دست مردم و نیروهای مبارز عراق افتاد و هم اکنون مردم در نقاط حساس شهر مستقرند و یکی از پادگان‌های مهم استان اربیل در نزدیکی روندوز به نام استیک و قوای مستقر در این پادگان همگی به صفوف مردم پیوستند.

شهر روندوز عراق از شهرهای مهم استان اربیل است که در مسقطی ۳۰ کیلومتری شمال شرقی شهر اربیل قرار دارد.

نیروهای کرد عراق به نزدیکی شهرهای سلیمانیه و اربیل رسیدند. به گزارش رادیو دولتی انگلیس چرکهای کرد عراقی در یک حمله تهاجمی در ناردیه کیلومتری شهر سلیمانیه سا نیروهای عراقی درگیر شدند. بر پایه این گزارش این نخستین بار است که نیروهای کرد از خط مقدم جبهه به این شهر حمله می‌کنند.

به گفته این رادیو در هفته‌های اخیر کردهای عراق به کمک واحدهای نظامی ارتش ایران نیروهای دولت مرکزی عراق در شبی تهاجمی فرار داده و بر اساس در پی حایات رژیم بعث عراق در شمال این کشور



کردهای مبارز با عبور از ریز فراز در مبارک تندی سخت با منتهین هستند کردهای عراقی تاکنون چندین پایگاه مهم رژیم بعث عراق را در منطقه به اشغال درآورده‌اند.

برداختند به دنبال این اعتصاب رژیم بعثی صهیونیستی از فرمانداری شهرهای مذکور خواست تا با اعمال زور و فشار مردم را مجبور به ادامه کار کنند که مقاومت همه خانه آنان دشمن را مأیوس کرد.

توسط پیشمرگان حزب دمکرات کردستان عراق

۱۸ پایگاه ارتش بعث در شمال عراق سقوط کرد

ارومیه - ۲۹ اردیبهشت - ۱۹ مه - در ادامه عملیات موفقیت‌آمیز پیشمرگان حزب دمکرات کردستان عراق علیه رژیم بعثی ۱۸ پایگاه و قرارگاه نظامی این رژیم در مناطق کانی‌ماسی، عقره، زاخو و شیخان به تصرف پیشمرگان حزب دمکرات درآمد و ویا منهدم شد.

بر اساس گزارش‌های رسیده از داخل عراق در این عملیات که در هفته اخیر گرفته پایگاه‌های گروهان‌های اسلامی در نهانگا و پایگاه سرگلی قیرکی و قرارگاه ارتش دشمن مرورد (رزیوم) کلا سقوط کرد و افراد مستقر در این پایگاه‌ها کشته، زخمی و پناهنده شدند.

در میان اسرا یک ستوان و در میان غنایم چند عراده توپ و مقادیری مهمات دیده می‌شود.

طبق آخرین گزارش رسیده که مورد تأیید قرارگاه رمضان مرکز جنگهای منطقه تبروی زمینی سپاه پاسداران انقلاب اسلامی قرار گرفته است، نیروهای مبارز کرد عراقی و قیام کنندگان راهمی نظامی به شهر حلبچه را مسدود کرده‌اند و اکثر پایگاه‌های منتهی به رژیم بعث عراق منتهی به حلبچه به تصرف مبارزان کرد درآمده است.

این گزارش حاکی است: در حال حاضر تنها نقطه مقاومت ارتش بعث عراق در بخشی از داخل شهر حلبچه است که در داخل شهر با مردم قیام کرده درگیر است و سپس درگیری راه کمک به نیروهای مردمی را از طریق مبارزان مشکل کرده است.

گسترش اعتصاب مردم شهرهای عراقی باختران - به منظور اعلام همبستگی با قیام مردم و پیوند با خون گشته شدگان شهرها و بخش‌های حلبچه، زور، سیدصادق، خرمان و سیروان عراق، از روز گذشته مردم شهرهای قلعه دلو، رانیه سنسگر و شیلالوه اربیل دست به اعتصاب زدن و کلیه دکان‌ها و محل‌های کسب خود را بستند.

گزارش خبرنگار کیهان به نقل از منابع آگاه حاکیست که به دستور رژیم حاکم بر عراق و فرماندهان نظامی، نیروهای ارتش این کشور وارد شهرهای مذکور شدند و از مردم درخواست کردند که دست از اعتصاب بکشند که مردم از اعلام همبستگی نیروهای پاک گردان با انقلابیون ستاد کل نیروهای به گانه سپاه پاسداران انقلاب اسلامی اعلام کرد که به دنبال شروع نهضت خونین مردم مسلمان شمال عراق، اعتصاب و درگیری در شهرهای سیدصادق و حلبچه و سیروان همچنان ادامه دارد.

در جسربران قیام مردم شهرهای

اعتصاب عمومی در چند شهر دیگر عراق

مردم شهر جعبلان عراق که در چهل کیلومتری شهر کرکوک قرار دارد به عنوان اعتراض به رژیم بعثی در اعتصاب سر می‌برند و گروهی از عوامل سابق رژیم عراق نیز به مردم پیوستند. به گزارش ستاد کل نیروهای به گانه سپاه پاسداران انقلاب اسلامی مردم شهرهای رابیه، چوارنه، سنسگر، قلعه دیزه و شیلالوه به پشتیبانی از قیام مردم مسلمان شهرهای حلبچه، سیدصادق، خرمان، اربط و روندوز در اعتراض به تخریب روستای کردستان عراق توسط رژیم صهیونیستی دست به اعتصاب و تحصن زده و با پیش‌سازها و عدم حضور سراسر کار با سردوران رژیم بعثی صهیونیستی حاکم بر عراق به زد و خورد

ارومیه - ۲۹ اردیبهشت - ۱۹ مه

در ادامه عملیات موفقیت‌آمیز پیشمرگان حزب دمکرات کردستان عراق علیه رژیم بعثی ۱۸ پایگاه و قرارگاه نظامی این رژیم در مناطق کانی‌ماسی، عقره، زاخو و شیخان به تصرف پیشمرگان حزب دمکرات درآمد و ویا منهدم شد.

بر اساس گزارش‌های رسیده از داخل عراق در این عملیات که در هفته اخیر گرفته پایگاه‌های گروهان‌های اسلامی در نهانگا و پایگاه سرگلی قیرکی و قرارگاه ارتش دشمن مرورد (رزیوم) کلا سقوط کرد و افراد مستقر در این پایگاه‌ها کشته، زخمی و پناهنده شدند.

در میان اسرا یک ستوان و در میان غنایم چند عراده توپ و مقادیری مهمات دیده می‌شود.

طبق آخرین گزارش رسیده که مورد تأیید قرارگاه رمضان مرکز جنگهای منطقه تبروی زمینی سپاه پاسداران انقلاب اسلامی قرار گرفته است، نیروهای مبارز کرد عراقی و قیام کنندگان راهمی نظامی به شهر حلبچه را مسدود کرده‌اند و اکثر پایگاه‌های منتهی به رژیم بعث عراق منتهی به حلبچه به تصرف مبارزان کرد درآمده است.

این گزارش حاکی است: در حال حاضر تنها نقطه مقاومت ارتش بعث عراق در بخشی از داخل شهر حلبچه است که در داخل شهر با مردم قیام کرده درگیر است و سپس درگیری راه کمک به نیروهای مردمی را از طریق مبارزان مشکل کرده است.

گسترش اعتصاب مردم شهرهای عراقی باختران - به منظور اعلام همبستگی با قیام مردم و پیوند با خون گشته شدگان شهرها و بخش‌های حلبچه، زور، سیدصادق، خرمان و سیروان عراق، از روز گذشته مردم شهرهای قلعه دلو، رانیه سنسگر و شیلالوه اربیل دست به اعتصاب زدن و کلیه دکان‌ها و محل‌های کسب خود را بستند.

گزارش خبرنگار کیهان به نقل از منابع آگاه حاکیست که به دستور رژیم حاکم بر عراق و فرماندهان نظامی، نیروهای ارتش این کشور وارد شهرهای مذکور شدند و از مردم درخواست کردند که دست از اعتصاب بکشند که مردم از اعلام همبستگی نیروهای پاک گردان با انقلابیون ستاد کل نیروهای به گانه سپاه پاسداران انقلاب اسلامی اعلام کرد که به دنبال شروع نهضت خونین مردم مسلمان شمال عراق، اعتصاب و درگیری در شهرهای سیدصادق و حلبچه و سیروان همچنان ادامه دارد.

در جسربران قیام مردم شهرهای

ارومیه - ۲۹ اردیبهشت - ۱۹ مه

در ادامه عملیات موفقیت‌آمیز پیشمرگان حزب دمکرات کردستان عراق علیه رژیم بعثی ۱۸ پایگاه و قرارگاه نظامی این رژیم در مناطق کانی‌ماسی، عقره، زاخو و شیخان به تصرف پیشمرگان حزب دمکرات درآمد و ویا منهدم شد.

بر اساس گزارش‌های رسیده از داخل عراق در این عملیات که در هفته اخیر گرفته پایگاه‌های گروهان‌های اسلامی در نهانگا و پایگاه سرگلی قیرکی و قرارگاه ارتش دشمن مرورد (رزیوم) کلا سقوط کرد و افراد مستقر در این پایگاه‌ها کشته، زخمی و پناهنده شدند.

در میان اسرا یک ستوان و در میان غنایم چند عراده توپ و مقادیری مهمات دیده می‌شود.

طبق آخرین گزارش رسیده که مورد تأیید قرارگاه رمضان مرکز جنگهای منطقه تبروی زمینی سپاه پاسداران انقلاب اسلامی قرار گرفته است، نیروهای مبارز کرد عراقی و قیام کنندگان راهمی نظامی به شهر حلبچه را مسدود کرده‌اند و اکثر پایگاه‌های منتهی به رژیم بعث عراق منتهی به حلبچه به تصرف مبارزان کرد درآمده است.

این گزارش حاکی است: در حال حاضر تنها نقطه مقاومت ارتش بعث عراق در بخشی از داخل شهر حلبچه است که در داخل شهر با مردم قیام کرده درگیر است و سپس درگیری راه کمک به نیروهای مردمی را از طریق مبارزان مشکل کرده است.

گسترش اعتصاب مردم شهرهای عراقی باختران - به منظور اعلام همبستگی با قیام مردم و پیوند با خون گشته شدگان شهرها و بخش‌های حلبچه، زور، سیدصادق، خرمان و سیروان عراق، از روز گذشته مردم شهرهای قلعه دلو، رانیه سنسگر و شیلالوه اربیل دست به اعتصاب زدن و کلیه دکان‌ها و محل‌های کسب خود را بستند.

گزارش خبرنگار کیهان به نقل از منابع آگاه حاکیست که به دستور رژیم حاکم بر عراق و فرماندهان نظامی، نیروهای ارتش این کشور وارد شهرهای مذکور شدند و از مردم درخواست کردند که دست از اعتصاب بکشند که مردم از اعلام همبستگی نیروهای پاک گردان با انقلابیون ستاد کل نیروهای به گانه سپاه پاسداران انقلاب اسلامی اعلام کرد که به دنبال شروع نهضت خونین مردم مسلمان شمال عراق، اعتصاب و درگیری در شهرهای سیدصادق و حلبچه و سیروان همچنان ادامه دارد.

در جسربران قیام مردم شهرهای

روزنامه لاریولیکا چاپ ایتالیا:

ایران در جاده پیروزی قرار دارد

مستادماند تا آنها مقابله کند.

این روزنامه در قسمت دیگری از مقاله خود توافق نظر افشار محتلف ایران برای ادامه جنگ تا کسب پیروزی را مورد توجه قرار داده و می‌نویسد: بدون تردید می‌توان گفت که ایران در حاد پیروزی قرار دارد و تنها عاملی که تاکنون مانع از وقوع این امر شده است کسبهای آمریکا و شوروی به عراق بوده است.

لاریولیکا در پایان مقاله خود عملیات اخیر روس‌ها در اسلام در منطقه کردستان عراق را یک سرد مهم و سی‌ساخته توصیف کرده و می‌نویسد: علیرغم تکدیهای سعاداد یک گروه از خبرنگاران خارجی همه نقل از صحنه سرد - حائاتی که ۳۰۰ کیلومتر مربع از اراضی کردستان عراق تصرف شد - مارید کردند و این امر تکدیهای بغداد را می‌عناش کرد. لاریولیکا حاضر نشان ساخت که در این سارید فرمایان نظامی و غیر نظامی حملات شکیبائی اخیر عراق بر مورد عبادت خبرنگاران قرار گرفته‌اند

روزنامه استالیائی لاریولیکا در شماره (چهارشنبه ۳۰ اردیبهشت ماه خود) با انتشار مقالهای تحت عنوان جنگ در دریا، حبه چوب و کردستان به نقل از فرستاده ویژه خود به تهران سائاره به حمله جنگندهای عراقی به یک ناوچه آمریکا درخل فارس می‌نویسد. تا سال قبل بغداد درمقابل تهران از برتری نظامی برخوردار بود اما درحال حاضر نیروهای ایرانی قادرند مورد به مورد نرشات عراق را با دند دهم و این امر درخلیح فارس سیر مصداق پیدا کرده است.

لاریولیکا می‌نویسد: استراتژیستهای ایرانی اعلام کرده‌اند که به نهار از حضور ناوگان آمریکا، شوروی، فرانسه و انگلیس درخلیح فارس وحشت ندارد بلکه

حمله نیروهای حزب‌الدعوه اسلامی به یک مرکز نظامی عراق

۲۸ اردیبهشت - ۱۸ مه - پارک موتوروی و تعمیرگاه های بیروهای جیش الشعیبی در شهر (سرسنگ) از توابع استان دهوک عراق در حمله نیروهای حزب‌الدعوه اسلامی به آتش کشیده شد و بخش وسیعی از تجهیزات آن منهدم شد.

گزارش خبرگزاری جمهوری اسلامی عراق حاکیست در جریان این عملیات که در ۱۹ اردیبهشت ماه انجام گرفت، آنتی‌سوری مهمی در قسمت‌های مختلف این تأسیسات روی داد که به انهدام قسمت زیادی از تجهیزات و دهها دستگاه خودرو نظامی بمب‌نشین مستقر در محل منجر شد به طوری که شعلهای آتش تا ساعت‌ها از فاصله دور مشاهده می‌شد.

در جریان این عملیات تعداد زیادی از بمب‌نشین و مردوران رژیم بعثی و مجروح شدند. تردد سنگین آمولان‌ها و خودروهای آنتی‌تانشانی در منطقه حاکی از دست نلغات و خسارات وارده به نیروهای بعثی بود.

پیشمرگان مسلمان و مبارز کرد عراق شب بیست و پنجم اردیبهشت ماه جاری در حمله به ارتفاعات پیره مگرون پایگاه‌های مستقر در ایس بلندی را از لوک نظامیان و مردوران ارتش بعث عراق پاک کردند.

به گزارش خبرگزاری جمهوری اسلامی در جریان این سرد ۱۱ سیر از نظامیان و مردوران رژیم حاکم بر عراق به هلاکت رسیده و ۱۶ سیر از آنها اسیر شدند.

همین گزارش حاکیست: مبارزین در جریان این نرد ۲۳ قیضه اسلحه سبک و مهمه سنگین را از نظامیان و مزدوران به غنیمت گرفته و سالم به پایگاههای خود بار کشند.

احضار فرماندهان سپاه‌های یکم و پنجم عراق به بغداد

۲۷ اردیبهشت - ۱۷ مه - رادیو و تلویزیون عراق در بخش خبری خود غیر فراخوانی فرماندهان سپاه‌های یکم و پنجم و استانداران مسلمانیه و اربیل به بغداد را منتشر کردند. رادیو تلویزیون عراق علت این فراخوانی را دریافت و هنموده‌های از صدام حسین عنوان کرد.

آگاهان سیاسی - نظامی منطقه این فراخوانی را نشانه رحامت اوضاع در شمال عراق دانستند.

کابینه عراق نیز طی حله فوق‌العاده روز جمعه خود که به ریاست صدام تشکیل شد، راهمی مقابله و سرکوب قیام شمال عراق را سراسر کرد. از محتوای این حله هنوز اطلاعی در دست نیست، اما قرناش نشان می‌دهد که رژیم عراق با توجه به مساعد بودن شرایط جوی منهدم تا مسان قصد دارد بخشی از مشایر جنوب عراق را با دادن سلاح و مهمات و نیز امتیازات فرماندهان وقتا به منطقه کردستان عراق کوچ دهد تا به زم دستگاه حکومتی بغداد از طریق ایجاد تفرقه بین مردم سرد کرد و عشایر جنوب عراق آزارتا به جنگ با یکدیگر ترغیب کند.

ملاقات صدام باسران عشایر عراق

۲۸ اردیبهشت - ۱۸ مه - صدام پس از شرکت در دومین اجلاس فوق‌العاده کابینه به طور غیر منظره عازم یکی از مناطق عشایری عراق شده و اسرا ن چند قبیله دیدار و گفت‌وگو کرد.

تلویزیون بغداد قسمتی از این دیدارها را در بخش خبری خود پخش کرد و اعلام داشت که صدام برای شرکت در ضیافت افطار سران قبایل عازم این منطقه شد.

در این سفر لطیف نصیف جاسم وزیر اطلاعات عراق که خود فررد شیخ نصیف رئیس هیئت منتهدبیت جاسم است صدام را همراهی می‌کرد.

بنا به همین گزارش کابینه عراق برای دومین روز متوالی به ریاست صدام تشکیل جلسه داد.

تصرف پایگاه‌های منطقه شیخان

گزارش‌های رسیده از کردستان عراق همچنین حاکی است که پیشمرگان حزب دمکرات کردستان عراق در چند عملیات پی‌درپی در سطح شیخان با منهدم کردن ده پایگاه دشمن دویابگاه دیگر را به تصرف خود درآوردند.

در این عملیات پایگاه‌های (چای خیری و گل‌دیورا) به تصرف پیشمرگان خارز کرد درآمده و ده پایگاه دشمن بعثی در منطقه دیرلوک نیز به طور کامل منهدم شدند.

بر اساس همین گزارش نیروی متشکل از پیشمرگان حزب دمکرات کردستان عراق و برادران پیشمرگان حرب‌الله، قرارگاه گردان سرسنگ و سواره توکارا با موشک جرد حمله قرار دادند که ضمن انهدام بخشی از ساختمان گردان تعداد زیادی از افراد دشمن را به هلاکت رساندند.



Los dos vigilantes cuyas familias fueron atacadas en Tasedelen. A la izquierda, Abuzeyd Cengiz, junto a las tumbas de sus familiares. A la derecha, Kasim Ozer, con sus cuatro hijos.

La matanza de Tasedelen

Los 'protectores' de los pueblos, objetivo principal de la guerrilla kurda en Turquía

LUIS MATÍAS LÓPEZ, ENVIADO ESPECIAL, Tasedelen. "Ya no espero nada de la vida. Sólo vivir lo suficiente para cuidar de mi hermano mayor y presenciar la derrota final de los terroristas". Abuzeyd Cengiz, de 55 años, es uno de los 13 protectores civiles de Tasedelen, una pequeña aldea de 2.000 habitantes, en la provincia turca de Hakkari,

bajo la ley marcial, a tres kilómetros de la frontera iraquí. El pasado 22 de febrero, un comando del Partido de los Trabajadores de Kurdistán (PKK), cuyos miembros vestían uniforme, mató a su esposa, a dos de sus hermanos y a sus mujeres, a sus tres hijos (de 3, 5 y 15 años) y a otros tres niños (dos sobrinas y un sobrino).

tido en uno de los principales objetivos de los ataques de la guerrilla independentista kurda. Se trata de voluntarios civiles armados por el Ejército, que se encargan de la seguridad en los pueblos en los que no hay acuartelamientos permanentes. Su número se estima en unos 6.000 en la zona del Kurdistán todavía bajo la ley marcial. El mensaje del PKK es claro: colaborar con el Ejército (que tiene en el Kurdistán turco un impresionante despliegue de tropas, al que se une la presencia de miles de policías) es cruzar un límite, convertirse en enemigo y, por consiguiente, en objetivo militar. No sólo los protectores, sino también sus familias.

Abuzeyd tiene dificultades para expresarse en turco. Su idioma natal, el que emplea en su vida cotidiana, es el kurdo, que muchos funcionarios del Gobierno de Ankara insisten en descalificar asegurando que ni siquiera tiene alfabeto. Para él, como para otros habitantes de Tasedelen, el PKK es ya, definitivamente, un enemigo, y los soldados que la misma noche del ataque llegaron para quedarse y que ya han montado un dispositivo de defensa notable son aliados.

carretera y por el que antaño pasaban algunas caravanas camino de China. "Antes de dos años", asegura una fuente militar, "la nueva ruta cambiará el aspecto de toda la zona y abrirá amplios horizontes para el desarrollo de pueblos como Tasedelen. Por eso se ha convertido en un objetivo de la guerrilla".

A la entrada de la aldea hay un control de la gendarmería, cuerpo asimilable al Ejército, de disciplina militar, con mandos profesionales y efectivos de reemplazo, no voluntarios. Es uno de los muchos que el viajero se encuentra por estas cuatro provincias (Hakkari, Siirt, Mardin y Diyarbakir), de población mayoritariamente kurda, todavía bajo la ley marcial, pero no cerradas a los extranjeros, que raramente se aventuran, sin embargo, por las zonas montañosas fronterizas con Irán, Irak o Siria. El filtro de los gendarmes, con sus cacheos y comprobaciones, es tan disuasorio como el riesgo de un ataque, aunque la ayuda de la policía o el Ejército puede resaltar imprescindible incluso para encontrar una cama en la que pasar la noche.

Las 11 tumbas de Abuzeyd

Abuzeyd no presenció los hechos en los que murieron sus 11 parientes, frente a cuyas sepulturas (a un lado los hombres, al otro las mujeres) reza solemnemente. Él, como los otros 12 protectores de Tasedelen, estaba fuera de la aldea, vigilando. Kasim Ozer, de 39 años, otro protector, recons-

truye los hechos: "A las seis de la tarde, los gendarmes de Ortobag nos advirtieron de que estuviéramos alerta, porque se temía una incursión desde Irak. Tomamos posiciones a la salida del pueblo, pero unos 70 terroristas, con uniformes del Ejército turco, llegaron una hora más tarde desde otra dirección y mandaron emisarios, en varias ocasiones, para reclamar nuestra presencia. Exigimos una identificación clara. No la enviaron. Así pasaron casi tres horas. Fue entonces cuando enviaron dos grupos, uno a mi casa y otro a la de Abuzeyd, y cometieron las matanzas".

Kasim conduce al visitante a su modesta casa, a la que se llega por un accidentado camino de cabras, y muestra las heridas que sufrieron dos de sus hijos. "Primero dispararon con una metralleta y luego lanzaron granadas", dice enseñando algunas huellas de las explosiones en las paredes y enseres de la vivienda. "Resultaron muertas mi mujer, mi cuñada y una vecina, y hubo siete heridos", afirma, mientras señala a uno de sus hijos, de nueve años, que exhibe con extraño orgullo una cicatriz en el vientre causada por la metralla.

Kasim tiene aún otros cuatro hijos. Abuzeyd no puede hacer gala de tanta suerte. Toda su familia, con la excepción de un hermano mayor, fue exterminada. No hay testigos vivos de la matanza. Ningún superviviente. Los guerrilleros utilizaron primero metralletas y luego prendieron fuego a la casa. Una nueva, sufragada por el Gobierno, está siendo construida ahora.

Los protectores se han conver-

liferos iraquíes transitan diariamente por la antigua ruta de la seda, donde con un poco de imaginación aún puede seguirse el rastro de Marco Polo. Pero apenas se abandona la carretera, se entra en un mundo diferente, de caminos casi intrasitables, campos de cereales y de lentejas, y, finalmente, tierras desoladas donde hasta las cabras, acostumbradas a comer de todo, tienen dificultades para subsistir. Acikyol tiene apenas 150 habitantes. El pasado 7 de marzo, unos 25 de ellos estaban viendo el televisor en la única casa con televisión del pueblo. Uno de los ocho protectores, Sulcimán Yalcim, afirma que los "terroristas", unos 50 en total, capturaron a tres niños. "Uno de ellos logró escapar", asegura. "A los otros dos, de 12 y 10 años, los asesinaron a sangre fría. Luego dispararon con metralletas y arrojaron granadas de mano contra la casa en la que estaba la televisión y en la que había cuatro protectores, pero sólo hubo un herido. Un niño subnormal salió corriendo y fue abatido a tiros".

Noche trágica en Acikyol

La paupérrima aldea de Acikyol está a unos 150 kilómetros al Este de Tasedelen, en la provincia de Mardin, a escasa distancia de las torretas de vigilancia, los campos de minas y el alambre de espino que marcan la frontera caliente con Siria en la cercana ciudad de Nusaybin, de casi 50.000 habitantes, miles de camiones cisterna con crudo o en busca de él en los pozos petro-

liferos iraquíes transitan diariamente por la antigua ruta de la seda, donde con un poco de imaginación aún puede seguirse el rastro de Marco Polo.

Posteriormente", añade Sulcimán, "fueron a la casa de otro protector, Hasim. Él no estaba, pero sí su padre, su madre, una hermana de 15 años, otra de 25, embarazada, y el hijo de tres años de ésta. Primero dispararon con metralletas, luego arrojaron granadas y, finalmente, rociaron con gasolina y prendieron fuego. Todos murieron". Hasim, su esposa, Hatice, y su hermana Emine posan ante su vivienda destruida, con una aparente pátina de indiferencia que desmienten las palabras del protector. "Si encuentro a los terroristas, los mataré a todos".

KÖY KORUCULARI

Korkutmaya başladılar

Köy korucusu olarak görev yapanlar arasında zorla kız kaçırma, ev kundaklama ve basma gibi suçlarla hüküm giyip hapse düşenler var. Bunların bir kısmı da eski sabıkalı.

Siirtli Asilîye Ceza Mahkemesi'nin 12 Mart 1987 tarihli kararı ilk bakışta vakay-ı adiyeden gibi görünüyordu:

"Samiklar Ahmet Biliç ve Süleyman Aksu'nun reşit olmayan mağdureyi zorla kaçırarak ve tecavüz vuku bulmadan iade etmek suçları sabit görülğünden.....birkaç kişi ile ve silahla mesken masumiyetlerini ihlal etdikleri anlaşılmasından.....ceman 12'er ay hapis...". Ama olay bir başka bakış açısına göre tamamen siyasi ve rejimsel bir boyut taşıyordu. Örneğin SHP'nin MKYK üyesi ve Siirt Bölgesi Parti Denetimcisi Ahmet Gür-yüz Ketenci şöyle diyordu: "Olay 1982 Anayasası ve ona bağlı olarak getirilen anti-demokratik yasalarla çizilen siyasi ve hukuki çerçeve ile oluşturulmaya çalışılan rejimin depolitasyon politikası ile ilgilidir. ...Siirt'te korucular tarafından ka-



30 köy korucusunun başı bano ağa'ya benden memnun olmayan kişi yok biz de varızdanışmazdan memnunuz" diyor

tüm bu evlerin içerisinde Bano Ağa'nın evi hemen kendini belli ediyor. Çünkü kalın taş duvarları, demir kapı ve pencerelerinde ki kat kat demir parmaklıklarla bir kaleyi andırıyor. Orta boylu,

ruculuk eylemi vaktiyle 12 yıl hukuken giydiği davada aleyhine tanklık eden Resul Yıldırım'ın 80 köyünü himayesine almak ya da Siirt Kapalı Cezaevi'ni boyarken baki-min dediği gibi "gasp etmek" olmuştu.

Cazip İy. SHP Siirt İl Başkanı Erdal Koyuncu'ya göre köy korucularının birtakım olaklara neden olmalarının temelinde kan davalarının yanı sıra son derece ekonomik bir neden daha vardı. Şöyle diyor: "Yörenin geri kalması, işsizliğin panahının had safhada olduğu bölgelerde köy koruculuğu cazip bir iş seçiline dönüştüğünden ve bu unvanın devam için birkaç teröristi yakalamam şart olduğunu bildiklerinden birtakım olaylar vuku bulabilmektedir."

Korucular hakkında bazı şikâyetler olduğunu ve zaman zaman "tu-gaya çağrılarak" yanlışlık yapılmaması diye uyarıldıklarını anlatan Bano Ağa da korucu başlıklarından biri, hem de en nüfuzlularından. Kendi ifadesiyle

"14-15 köy" olan Bano Ağa'nın köy basma ve ev kundaklama olaylarından dolayı tutuklanışlığı vardı ve kız kaçır-

"Kendinize dikkatli olun" diyorlar

Siirt yöresindeki köy korucularının sorumluluğu, bir ay öncesi ne kadar bölgenin güçlü ismi Mehmet Olğaç Ağa'ya aitti. Fakat Olğaç Ağa "elim" bir trafik kazası sonucunda ölünce ağalık, Olğaç'ın sağlığında sağ kolu olan Bahattin Aktuğ'a kalıyor ve yörede "Bano Ağa" olarak anılmaya başlanıyor.

Bano Ağa, Fındık bucağına bağlı Basa (Çiçükonak) Köyü'nü den... 1948 doğumlu, iki evli ve 10 çocuk sahibi Bahattin Aktuğ'un köyünün ne elektriği var, ne suyu, ne de yolu. Köyedeki evler basık ve toprak damlı. Fakat bir-



KORUCULAR BU EVİ BASARAK KARŞI ALIYORLAR MERYEMİ KACIRMIŞLARA

KORUCULARIN ÜCRETİ AYLIK 54.900 TL SİNA YUKSELTİLDİ. ÇOĞULU OLANLARIN MUAMELESİNİ BAŞVURUDAĞU VERME YAPILYOR VE ELİNE G-3 OTOMATİK TÜFEKİLERİ VERİLİYOR

ma olayında malikeme kararıyla "ünküllüğüne itibar edilmemiştir." İy te bu Bano Ağa hayatından memnundu. "Çünkü" diyordu, "biz devletle beraberiz, yani ne teröristler bize geliyor, ne güdüyor ne de güruyoruz. Şimdiki hayatımızdan memnunuz." Devletin bu kadar rahat olan, geleneği, çalışması, hısratını olmayan birine her ay 54.900 lira ödemesi ebet büyüktü. "Bunlar ellerine silah aldıklarından beri huzurumuz kaçmıştır. Korucu ile PKK arasında kaldık. Korucularla iyi geçinmek zorundayız. Bizimze gelince 'siz en büyüksünüz' diyorlar. 'En büyük Bano Ağa' diye bağırıyorlar. 'Siz olmanız ne yaparsınız?' diyorlardı"

Aktuğ: Evet, o da doğrudur, yalnız şu vardır: Biz anlaşmalı oluyoruz, birlikte nöbet bekliyoruz. Biz iki-üç ayda bir tuğayda yapılan toplantılara çağırıyorlar, yanlışlıklar olmasın diye. Şu şekilde hareket edin, etrafına baskın maskin oluyor, kendinize dikkatli olun diyorlar. Silah bakımımız için muayene yapıyorlar.

Nokta: Korucular nasıl seçiliyorlar? **Aktuğ:** Çoğullu isteyenlere veriliyor, verdikten sonra kazaya gidip muameleler tamamlanıyor. Bizimkilerin hepsi askerlik yapmış, 50 yaşını geçmemiş, okuma yazması olan kişilerdir.

Nokta: Köy korucusu olduğuktan sonra masas, avakkabı, elbise gibi imkânlar sağlandı mı? **Aktuğ:** Ücret alıyoruz. Daha önce 45 bin liraydı, şimdi 54 bin 900 liraya çıkmış. Şimdiki kadar korucular avakkabı, elbise para-

Nokta: Sizin köyünüzde ve çevre köylerde kaç köy korucusu var? **Aktuğ:** Bizim köyde şu anda 15 kişi var. Bunun dışında 10 tane Damlabaşı'nda var, 10 tane Bonyuncuk'ta, 5 tane Yağmur Kuyusu'nda var. Bunlar bize bağlıdır.

Nokta: Bu köy korucularının çalışma sistemi nasıl? **Aktuğ:** Her köyün ayrı sorumlusu var, çevre olarak sorumlusu ise benim.

Nokta: Siz kime karşı sorumlusunuz? **Aktuğ:** Biz devlete karşı sorumluyuz. En yakın olarak Fındık'ta askeriyeye var. Oradan öte oldu muşdu alayımız var, Siirt'teki alay.

Nokta: Köylerde hem jandarmam hem korucu var. Yanlışlıklar olmuyor mu? **Aktuğ:** Evet, o da doğrudur, yalnız şu vardır: Biz anlaşmalı oluyoruz, birlikte nöbet bekliyoruz. Biz iki-üç ayda bir tuğayda yapılan toplantılara çağırıyorlar, yanlışlıklar olmasın diye. Şu şekilde hareket edin, etrafına baskın maskin oluyor, kendinize dikkatli olun diyorlar. Silah bakımımız için muayene yapıyorlar.

Nokta: Gözlemediğimiz kadarıyla çevre köy korucularından memnun değilsiniz. Bu görüşe siz ne diyorsunuz? **Aktuğ:** Herkes kendi muntakasını yönetiyor. Bizim belli bir muntakamız var. Bizim başka muntakalardan pek az haberi var. Bunu biz bilemiyoruz. Yalnız sorabiliriz, bizden memnun olmadığımızdan memnunuz.

Nokta: Son olarak söyleyeceğiniz bir şey var mı? **Aktuğ:** Şimdiki hayatımızdan memnunuz. Çünkü biz devletle beraberiz. Yani ne teröristler bize geliyor, ne güdüyor, ne de güruyoruz. Zaten gelirlerse de biz emniyetimizi koruyoruz. Başka bir diyeceğimiz yoktur.

APOCU BASKININDA 8 KURBAN VEREN AÇIKYOL KÖYÜNDE BİR GÜN

Yeni bir baskına karşı bütün eller tetikte

Açıkyol köyünün sahibi Fikret Aslan: Güneydoğuda işkence olmasa, hiçbirimiz adam olmayız. Lisede okuduğum yıllarda solcuydum. Ben de ağalığa karşıyım. Ama ne yapayım, toprağım. Sahip çıkmalıyım.

ERHAN AKYILDIZ

Eğer yolunuz Diyarbakır'ın Kulp ilçesine bağlı Özbek köyüne (eski adı Şeyhşaban) düşüp de, köy mezarlığının yanındaki ince toprak yoldan geçiyorsanız, gözünüzde boyları ikişer metreyi bulan, yan yana dizilmiş yedi tane taş mezar çarpacaktır... Ve "Kimdir, nedir bunlar?" diye sorduğunuzda size şu öyküyü anlatırlar: Özbek köyünün adının Şeyhşaban olduğu günlerde, köyde Molla Musa adlı bir bilge kişi yaşamıştı... Günlerden bir gün acı bir haber getirmişler Molla Musa'ya... Civan gibi yedi oğlunun hasımları tarafından pusuya düşürülerek öldürüldüğünü söylemişler...

Molla Musa'nın hasımları da Şeyhşaban köyünün birkaç kilometre uzağındaki Ağaçi köyünde (eski adı Cıkse) yaşayan bir Ermeni ailesiymiş ve hasımlıklarını, bir gün Ermeni ailesinin köpeklerinin dışerinin kırılması yüzünden başlamıştı...

Yedi oğlunun ölüm haberini alan Molla Musa, soğukkanlılığını hiç yitirmeden, "Gidin bakalım, yaraları sırtlarında mı yoksa göğüslerinde mi?" demiş çevresindekilere... Bir iki kişi hemen seçirip, boylu boyunca yatan yedi cesedi inceleyip dönmüşler Molla Musa'nın yanına ve "yaralarının göğüslerinde olduğunu" söylemişler...

Molla Musa hemen kazanlarını kurulum, su ısıtılmasını istemiş ve kollarını sıvayarak, yedi oğlunu da tek tek yıkayarak, elleriyle yaptığı taş mezarlara defnetmiş...

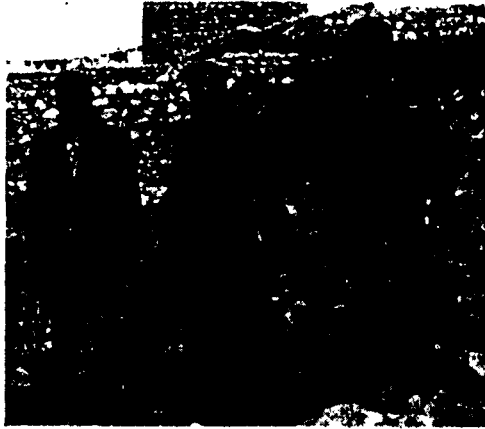
Özbek köyünden bir yurttaşın dinediğimiz bu öykünün ne denli gerçek olduğunu bilmemiye şu an için olanak yok ama, bölge insanının etnolojik yapısını ve karakteristiğini yansıtmaması açısından oldukça ilginç bir öykü...

On güne yakın bir süredir, Diyarbakır, Siirt ve Mardin'in ilçe ve köylerinde doluyoruz... PKK militanlarının Nevruz Bayramı'nı "eylem günü" olarak ilan edip, kanlı saldırılar yapacakları haberleri yüzünden, bölgede kelinin tam anlamıyla bir tedirginlik egemen... Güvenlik güçleri

kuş uçurtmuyorlar hiçbir tarafta... Alınan her ihbar, verilen her bilgi en ince ayrıntısına dek değerlendirilerek baskınlar yapılıyor... Daha bölgeye gittiğimiz ilk iki gününde burun buruna geldikimiz 7 PKK militanının cesedi de bu operasyonların bir sonucudur...

Nevruz'a rastlayan cumartesiye de Diyarbakır ve çevresinde geçirdikten sonra, bölgeden ayrılmamız son günü PKK militanlarının baskınına uğramış bir köyde geçirmeyi kararlaştırıyoruz...

Bir günümüzü geçirmek için



BİR KUŞ KANADI BİLE — Açıkyol'un sil silah tutanları, korucu olmuş. Gece oldu mu, nöbetleşe bekliyorlar köyü, sabaha dek...

seçtiğimiz köyün adı Açıkyol... Mardin'in Nusaybin ilçesine bağlı bir dağ köyü... 7 mart akşamı saat 21.00 sıralarında 25-30 kadar PKK militanının silahlı ve bombalı baskınına uğramış... Ve Açıkyol bu baskında 6'sı çocuk olmak üzere 8 kurban vermiş... Ama köylüler, ölenlerden Şerife Tunç'un hamile olduğunu belirtip, "9'uncu gitti" diyorlar söz açıldı mı...

Nusaybin'de, köyün ilçeye olan uzaklığının 7-8 kilometre kadar olduğunu söylüyorlar ama Açıkyol'un, buranın "açığı" bir yana, hiç yolu olmaması yüzünden 10-15 dakika çekecek bir yolu,

bir buçuk saatte alabiliyoruz... Daha önceden geçen askeri araçların bıraktığı ize yol deniyor buralarda...

Açıkyol, pek fazla yüksek olmayan yayvan bir tepenin üzerine kurulmuş, 18 haneli küçük bir köy... 18 hanede, tastamam 108 nüfus yaşıyor... 9 korucusu var Açıkyol'un, dolaylı olarak da 9 tane G-3 otomatik silahı...

Diyarbakır muhabirlerimizden Ralf Türk'le köye girdiğimizde önce kuşkuyla bakıyorlar bize... 6-7 kadar köylü, PKK baskınında gelen bombadan yıkılmış, taş bir evi onarmaya çalışıyor... Kendimizi tanıtmaya ürkeklikleri geçiyor. Evi onaran kişilerin başında, sırtında G-3 marka bir silah asılı, 25 yaşlarında biri var. Adının Fikret Aslan olduğunu söylüyor yanlarına yaklaşıncaya... Konuşmaya başlıyo-

mu tutuklanttılar. Hiçbir delil yokken iki yıldır hapiste yatıyorlar... Daha sonra baskın gecesinde dönüyoruz. Anlatmaya başlıyor Fikret Aslan:

"7 Martı... Benim evimde televizyon var... Gece oldu mu köylüler gelip televizyon seyrediler. O gece de 20-25 kadar köylü gelmiş televizyon seyrediyorduk, içeridekilerden dördümüz silahlıydık. Saat 9'u çeyrek geçe silah sesleri başladı. Bir kısmı içeri girip kapıyı açarak ateş açtı, bir kısmı pencereden ateş açtı. Duvarlar taş olmasa atılan bombalarla evi yıkarlardı. O arada, içeri girenlerden biri benim cava ceylan motor var, onun benzin deposuna ateş etmiş, parladı, yangın çıktı, dışarı çıkarlar vuruldu. Aynı sıralarda köyün girişindeki korucu Haşim Tunç'un evini de basmışlar. Anası, babası, iki kız kardeşi ile 3 yaşındaki yeğenini öldürmüşler... Korucu Cemil Ayık'ın 12 yaşındaki oğlu Süleyman'la, 11 yaşındaki yeğeni Selim'le kimi kimsesi olmayan 14 yaşındaki garip Bedirhan da bizim evde öldürüldü... Bir bacısı vardı, Allah'ın garibi o gitti baskında..."

Köyün çevresini ampullerle donatmışlar... Gece oldu mu sanki projektörlerle aydınlatılmış izlenimi yaratıyor... 9 köy korucusu ellerinde otomatik silahlarıyla sabaha dek nöbetleşe bekliyorlar köyü... Tek amaçları var, habersiz oldukları bir sırada baskın yapmak...

Fikret Aslan, Apocuların baskını sırasında kendisini nereye attığını, nerelerden ateş açıldığını, kadınlarla çocukların nerelerde olduğunu anlatıyor, baskını yeniden yaşamışçasına...

Aslan'ın konuşmalarında hedef olarak seçtiği tek aile var; Yıldırım Ailesi. Ya da öteki adıyla Ömeryan Aşireti... Birkaç kilometre ötedeki Pınarbaşı köyünde yaşayan Yıldırım ailesinden biri de, bir dönem Nusaybin Belediye Başkanlığı yapmış... Anlatılan aşiretler arasındaki hasmane tutuma bir de politik kavga karışmış... Aslan, Yıldırım ailesi arasında Apocuların da olduğunu, bunların güvenlik kuvvetleri tarafından arandığını söylüyor... Gördüğümüz güvenlik yetkilileri Mehmet Latif Yıldırım'ın bir grupla uzun süredir dağda firarda olduğunu söylüyorlar...

Fikret Aslan, "Kendisi feodalitenin temsilcisi ya da ağa gibi gördüklerini" belirterek, "Ben lisede okuduğum yıllarda solcu-



Köy mezarlığında çocuklar oynuyor. "Kimdir?" diye sorduğumuzda, "Ölenlerin yakınları" diyorlar...

dum. Ben de ağalığa karşıyım ama ne yapayım, toprağım, sahip çıkmalıyım atadan kalan bu toprağa" diyor. Ve "Tam 10 yıldır beni aralarına alıp, devlete karşı gelmemi istiyor bunlar. Ölünceye kadar direneceğim. İstesen ben de adamlarımı toplatıp onlara baskın yapar 100 kişiyi öldürürüm. Bunlar Kurt halından olamaz. Olsalardı, ana rahmindeki çocuğu öldürürler miydi, kadınları çocukları öldürürler miydi..." diye ekliyor.

Fikret Aslan'a Nusaybin'de duyduğumuz bir iddiayı, kendisinin karakolda Nejat Aşhan adlı birine işkence yaptığını duyduğumuz, bu kişinin de rapor aldığını söyleyince:

"Ne diye işkence yapayım, konyumu basmışlar, ben onlara tokat vuracağım, olur mu hiç, gordüğüm yerde öldürürüm" diyor. Sonra ekliyor, "Bilir misiniz Güneydoğu'da işkence olmasa hiçbirimiz adam olmayız"...

Ögle ustu, Açıkyol'un mezarlığına iniyoruz... Çevresi taşlarla örülü yüksek duvarlı bir mezar var. Bir seyidin türbesiymiş. Mezarın başındaki ağaca renkli bez parçaları bağlanmışlar... Türbenin altı yanında, uzelerindeki toprağın tazeliği hemen belli olan 8 mezar var... Mezarların kenarlarında ise uç çocuk hem oynuyor, hem de mezarların düşen taşlarını düzeltiyorlar. "Kim bunlar?" diye soruyoruz. Ölenlerden ikisinin kardeşleri diyorlar...

Cumhuriyet

29.4.1987

Irak'ın sınır köyleri boşaltılıyor

HAKKÂRİ (Cumhuriyet) — Irak hükümeti, bir süre önce aldığı sınır köylerini boşaltma kararını uygulamaya koydu. Bu uygulamayla özellikle Kuzey Irak'ta bulunan ayrılmış güçlerin denetimi altında olan Kuştepe, İmaziye ve diğer bazı köylere zorunlu göç uygulaması emri verildi. Tanınan bir haftalık süre içinde anılan köylerin boşaltılması gerekçesiyle bu köylere düzenlenen saldırıda kimsesiz bombalar kullanıldığı, çok sayıda çocuk, kadın ve yaşının öldüğü bildiriliyor.

Bölücüler bir binbaşısı, 2 üstegmen ve 10 eri şehit ettiler

Şemdinli'de pususu: 13 şehit

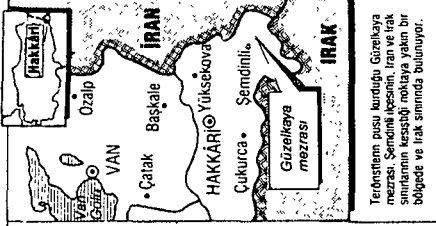
GÜNEYDOĞU OLAYLARININ BİLANÇOSU

3 yılda 149 şehit

Yasadışı PKK örgütüne bağlı ayrılıkçı teröristlerin başlatıkları eylemler sonucu bugüne kadar 149 subay, er ve güvenlik görevlisi şehit olurken, bölgede 222 yurttaş da yaşamını yitirdi. 14 Ağustos 1984'te Ernh ve Şemdinli'de PKK'nin düzenlediği baskınlarla başlayan eylemler bugüne kadar 449 silahlı çatışmaya ulaştı. Güvenlik güçlerinin operasyonları sonucu 268 terörist ölü ele geçirilirken, 332 terörist yakalandı.

Haber Merkezi — Ayrılkçı teröristler geçen yıl içinde bölgede 449 olay meydana geldi. Bu olaylarda 149 güvenlik görevlisi şehit oldu. 222 yurttaş da hayatını kaybetti. Güvenlik kuvvetlerinin bölgede düzenlediği operasyonlar sonuna dek 268 terörist ölü olarak ele geçirildi, 332 terörist de yakalandı.

Yasadışı PKK Partisi Karle-ren Kürdistan) örgütü. "Kürdistan İşçi Partisi"ne bağlı teröristler, üç yıl önceki ilk eylemlerinde askeri birliklerimize pusula



Teröristlerin pusula kurduğu Güzelkaya mezarını Şemdinli ilçesinde İran ve Irak sınırının keskin noktasına yakın bir bölgede ve Irak sınırında bulunuyor.

Önceki gün Hakkâri'nin Şemdinli ilçesinin Bağlar köyü Güzelkaya mezarında devriye gezen Jandarma Komando Birliği'ne pusula kuran bölücü çetenin açtığı ateş sonucu binbaşısı Ömer Aktuğ, üstegmen İzzettin Polat ve Hatil Durmaz ile 10 er şehit edildi. Çatışmada bir er de yaralandı. Bir terörist ölü ele geçirildi.

Haber Merkezi — Hakkâri'nin Şemdinli ilçesine bağlı Bağlar köyünün Güzelkaya mezarında önceki gün askeri birliğe pusula kuran ayrılıkçı teröristler, 1 binbaşısı, 2 üstegmen ve 10 eri şehit ettiler. Olayda bir er yaralandı, bir terörist de ölü olarak ele geçirildi. Bölgede geniş çaplı bir operasyon başlatıldı.

Ayrılkçı teröristlerin bugüne dek askeri birliklerimize karşı düzenledikleri bu en kanlı saldırılarına teröristlerin başkanı Yıldırım Akbulut, bugün ölü yerine gidip değini açıkladı.

Genelkurmay Başkanlığı Genel Sekreterliği, Basın ve Halkla İlişkiler Şubesi'nden yapılan açıklamada, bölgede devriye gezen güvenlik kuvvetleri ile bölücü teröristler arasında önceki gün saat 17.00'de Şemdinli'nin güneybatı mevkinde silahlı çatış-

Genelkurmay Başkanlığı'ndan yapılan açıklamada, olay bölgesinde teröristlerin yakalanması için başlatılan sıcak takabin sürdürüldüğü belirtildi. İşçileri Bakani Yıldırım Akbulut, TBMM'de yaptığı açıklamada, incelemede bulunmak üzere bugün Hakkâri'nin Şemdinli ilçesine gideceğini söyledi.

lut da TBMM'de gazetecilerin konuya ilişkin soruların üzerine ayrılkçı teröristlerin bölgede görevli Seyyar Jandarma Komando Taburu'na pusula kuran atası açışını bildirdi. Akbulut, bugün Şemdinli'ye gideceğini söyledi. İşçileri Bakani, bölgeden gelen haberlerde de, Şemdinli'nin güneybatısında Bağlar Köyü'nde Tüccar köyü yakınlarında meydana geldiğini bildirdi. Genelkurmay Başkanlığı'nın daha sonra yaptığı açıklamada ise, çatışma yeri olarak Şemdinli ilçesinin güneybatısı, köy adı verilmeyen bir bölgedir. Bölgeden gelen haberlerde de, Şemdinli'nin güneybatısında Bağlar Köyü'nde neybatısında Bağlar Köyü'nde Güzelkaya mezarında askeri birliğe pusula kurduğuna öğrenildi.

Olaydan sonra Diyarbakır'a gelen 2. Ordu Komutanı Orgeneral Burhanettin Bigalı 7. Kö-

Cumhuriyet

Atalay'ın

itirazı

reddedildi

Bölücülük yaptığı savıyla ihraz istemiyeli Merkez Disiplin Kurulu'na verilen Atalay, üyeliğinin askya alınması kararına itiraz etti. MDK itirazı reddetti.

ANKARA (ANKA) — Partisinin Şiir bölge toplantısında

Cumhuriyet

30.4.1987

"bölücülük yaptığı" savıyla verilen ihraz istemiyeli Merkez Disiplin Kurulu'na verilen Turgut Atalay'ın üyeliğinin askya alınması kararına itiraz etti, ancak Disiplin Kurulu, Atalay hakkındaki "tedbir kararının" kaldırılması yolundaki istemini reddetti. Dün yaptığı olağanüstü toplantıda Turgut Atalay'ın tedbir kararının kaldırılması yolundaki istemini görüşen Merkez Disiplin Kurulu, "Soruşturmanın niteliği ve tedbirin devamının sonradan giderilmesi olanaksız zararlara yol açmayacağına inanılmadığından ihrazın reddedilmesi ve tedbir kararına devam

edilmesini" oy birliği ile kararlaştırdı, MDK ayrıca Turgut Atalay'ın yaptığı konuşma ile ilgili toplantıyı izleyen parti yöneticileriyle mülavekellerinin de ilah olarak dinlenmelerine karar verdi.

SHP'den ihraz istenen Turgut Atalay, "Bölgelerimize eşitsizliğe vardığımız saptamak, bölge insanlarımızın değişik kilitler yanında olduğunu söylemek, Türkiye dışındaki diğerle konuşulduğuna tespit etmek, irkçilik ve bölücülük olmaz" görüşünü savunarak, kararın kaldırılmasını istemişti.

Cumhuriyet

30.4.1987

Diyarbakır'da

bölücü çete

davasında

4 idam istemi

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Diyarbakır 7. Kollordü ve Şiir bölge Komutanlığı, Askeri Mahkemesi'nde yasadışı bölücü çetenin 30 sanıklı yeni bir dava açıldı.

Sanıklardan bir kısmının Suriye, Lübnan ve Irak'taki örgüt kamplarında belirli bir süre askeri eğitim gördükten sonra yasadışı yollarla Türkiye'ye girdiklerini anlatan Askeri Savcı, sanıkların Mardin'in Derik ilçesinde örgütlenmiş oldukları ve bu faaliyetlerde bulunmuş olduklarını kaydetti.

Askeri Savcı, Ahmet Doğan, Hamdi Can, Abdülkadir Temel ve Sabri Kömürcü'nün idam, diğer sanıkların 3-10 yıl hapis cezasına çarptırılmalarını istedi.

Şehitlere tören



ŞEHİTLER OMUZDA - Ayrılkçı teröristler tarafından pusuya düşürülerek şehit edilen 3 subay ve 10 er için Hakkâri'de askeri bir tören düzenlendi. Törenen sonra 12 cenaze toprağa verilme üzere memleketlerine gönderildi. (Fotoğraf: a a)

Haber Merkezi — Hakkâri'nin Şemdinli ilçesi yakınlarında ayrılkçı teröristlerin pususu kurarak üç subay ve on eri şehit etmesi üzerine

kaçan teröristlerin yakalanması için sınır bölgesinde büyük bir operasyon başlatıldı. İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, gazetecilerin sorusu üzerine, sınır ötesi harekât ko-

nusunda şimdiki bir şey söylemeye yeteceğini bildirdi. Cumhurbaşkanı Kenan Evren, Irak-Irak savaşı bitmediği sürece, Türkiye'nin kısıt-

Güneydoğuda karadan ve havadan operasyon

Büyük takip

Ayrılkçı teröristler tarafından şehit edilen 3 subay ile 10 er için Hakkâri'de askeri tören düzenlendi. İçişleri Bakanı Akbulut, sınır ötesi harekât konusunda şimdilik bir şey söylemeyeceğini bildirdi. Cumhurbaşkanı Evren, Irak-Irak savaşı bitmediği sürece Türkiye'nin eşkiyanın hakkından geleceğini söyledi. Başbakan Özal ise, son saldırıyı 'eşkiyanın can çekmesi' olarak niteledi.

rede teröristlerin hakkından geleceğini söyledi. Başbakan Turgut Özal ise, Şemdinli'deki son saldırıyı "eşkiyanın can çekmesi" olarak niteledi. İçişleri Bakanı Akbulut, dün Şemdinli'ye giderken, şehitler için Hakkâri'de bir tören düzenlendi ve kimliği belirlenen 12 cenaze, toprağa verilme üzere memleketlerine gönderildi.

Cumhurbaşkanı Evren, Anamur'da halka hitaben yaptığı konuşma da, Şemdinli'de meydana gelen olaya da değindi. Irak-Irak arasında süren savaş nedeniyle eşkiyanın kökünü kazımamın kolay olamayacağını belirterek şöyle dedi:

"Zira sıkıştıkları zaman ya İran'a ya Irak'a kaçıyorlar. O ülkeler de onlarla bizim gibi mücadele edemiyorlar. Bu bölücü çeteler, eşkiyalar Avrupa'ya gidiyorlar. Orada rahat rahat istediklerini yapıyorlar. Hem de bizim dostlarımız, mütefliklerimizimizin ülkesinde. Böyle oluncu Türkiye çok kısa zamanda bunus üstesinden gelemez. Ne zaman ki iki ülke arasında savaş biter, kendi hudutlarına kendi topraklarına sahip olurlar, ne zaman ki Avrupa bu gibi Türkiye'ye, onları teşkilatlandırmaları musade etmez, o zaman mücadele çok kolay olur."

Başbakan Turgut Özal, Ankara'da konuşula ilgili olarak yaptığı açıklama da, "Bu menfur saldırı sebebiyle yürürlükte maalesef bir kez daha kanadı. Katillerin yakalanması için büyük bir operasyona girişildi. Tabiiyle, olaydan büyük elem ve üstürap duyduk. Eşkiyanın son saldırısını can çekme olarak değerlendirmiyorum. Bu aşkça saldırıyı lanetlerken, bütün şehitlerimiz Cenab-ı Hak'tan rahmet, ailelerine, yakınlarına ve vatan milletimize başsağlığı diliyorum. Yaralı erlerimiz için şifahi kısa surede sağlığı aydınlatılmamış. Yaralı erlerimiz için şifahi kısa surede sağlığı aydınlatılmamış. Yaralı erlerimiz için şifahi kısa surede sağlığı aydınlatılmamış."

Şemdinli ilçesine bağlı Bağlar köyünün Güzelkaya mezarında meydana gelen olayla ilgili olarak bölgede havadan ve karadan başlatılan operasyonun gece ve gündüz aralıksız sürdürüldüğü öğrenildi. Komando birlikleri ve özel harekât timleri, pusula kurulan bölge yakınındaki köy ve mezarlar dağlık arazide seri operasyonlar düzenliyorlar.

Mehmet Akın'ın haberine göre, ayrılkçı teröristlerin kurduğu pusula sonucu çıkan çatışmada şehit olan bir binbaş, iki üstteğmen ve dokuz er için dün sabah Hakkâri'de bir tören düzenlendi. Bir erin kimliği ise belirlenemedi. Törende konuşan Hakkâri Valisi Arif Akbulut, teröristlerin er geç yakalanarak layık oldukları cezaya çarptırılacaklarını söyledi. Hakkâri Valisi, güvenlik kuvvetlerinin Türk vatana yönelik her türlü tehlikeye karşı canları pahasına go-

re başında olduğunu da belirtti. Kimliği belirlenen 12 şehidin cenazesi daha sonra toprağa verilme üzere memleketlerine gönderildi. Genelkurmay Başkanlığı, Genel Sekreterliği Basın ve Halkla İlişkiler Şubesi'nden alınan bilgiye göre kimliği belirlenen şehit askerler şöyle:

Piyade Binbaşlı Ömer Aktug (38) Rize Çamlihemsin doğumlu, Piyade Kademli Ustegmen İzzettin Polat (28)

Muş Öveçler doğumlu, Piyade Ustegmen Hidir Durmaz (26) Afyon Demirdağ Davulgan köyü doğumlu, Komando Çavuş Yılmaz Bilgin (22) Kars Selim Köprubası mahallesi doğumlu, Sıhhiye Çavuş Rıdvan Kopan (22) Manisa Kirkağaç Saray mahallesi doğumlu, Komando Onbaşlı Erdemir San (21) Kırklareli Babae-kı Sınanlı köyü doğumlu, Sıhhiye Onbaşlı Tamer Özdemir (22) Gümüşhane Torul Kaledibi mahallesi doğumlu, Komando Er Nefar Ergut (21) Denizli Çivril Sungurlu köyü doğumlu, Komando Er Bahattin Gunduz Çorum İskitip Kuzilcabayır köyü doğumlu, Komando Er Akın Kurtoglu (21) Aydın Nazilli Sumer mahallesi doğumlu, Komando Er Seyhan Yılmaz (21) Tekirdağ Çorlu Paşaköyü doğumlu, Komando Er Cemalettin Şekerci (21) Konya Akşehir doğumlu.

İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, dün sabah Ankara'dan uçakla Diyarbakır'a, daha sonra da Diyarbakır'dan helikopterle Hakkâri'ye gitti. İçişleri Bakanı ile birlikte Emniyet Genel Müdürü Saffet Arıkan Beduk ve Jandarma Genel Komutan Yardımcısı Korgeneral Hulusi Sayın da Hakkâri'ye gittiler.

Yıldırım Akbulut, Hakkâri'nin Şemdinli ilçesinde olayın meydana geldiği bölgede 2. Ordu Komutanı Oraneral Burhanettin Bigalı ve 7 Kolordu Komutanı Korgeneral Anım Özözer'le birlikte inceleme yaptı.

"Kerbela 10"la ilgili çelişkili iddialar

İran ve Irak birbirini yalanlıyor

İran 4000 Irak askeri öldürdüğünü ya da yaralandığını bildirirken, Irak, İran'a 1500 can kaybı verdiğini öne sürüyor.

Irak sözcüsü, kuzeyde şiddetli çarpışmalar olduğu yolundaki İran iddialarını da yalanladı.

TAHRAN/BAĞDAT (a.a.) — İran, cephenin kuzeyinde başlatıldığı Kerbela-10 saldırısı çerçevesinde 4.000 Irak askerinin öldürüldüğünü ya da yaralandığını bildirirken Irak, kuzeyde Tahrân'ın iddia ettiği gibi şiddetli çarpışmalar olmadığını ve Irak birliklerinin 1.500 düşman askerini öldürdüklerini ya da yaraladıklarını duyurdu.

Beş gün önce başlayan saldırı süresince, 300 kilometre kare Irak toprağını ele geçirdiğini açıklayan İran, Irak askerlerinin, sınırın 11 km içindeki Mavat kasabasındaki mevzilerini terk ettiğini öne sürdü. İRANA ajansı, İran birliklerinin, Irak Kürdistanı'nın başkenti Süleymaniy'e'nin 23 km. kuzeybatısındaki Şvarta kasabasına kadar ilerlediklerini de kaydetti. Ajans, cuma sabahı başlatılan Kerbela-10 saldırısı çerçevesinde 14 Irak tugay ve tümeninin yok edildiğini de duyurdu.

Irak ise, cephenin kuzeyinde iki gündür süren çatışmalarda, 1.500 Irak askerini öldürdükleri-

ni ya da yaraladıklarını bildirdi. Bağdat'da açıklama yapan askeri sözcü, İran'ın söz konusu bölgede şiddetli çarpışmalar meydana geldiği şeklindeki açıklamalarını da yalanladı.

Sözcü, son 48 saat içinde kuzeydeki tek olayın, İran birliklerinin, sınırdağı tepeleri ele geçirme girişimleri olduğunu, bunun ise Irak kuvvetlerine engellendiğini ve İran'a ağır kayıplar verildiğini söyledi.

Öte yandan, İran'ın Basra körfezindeki en güçlü karadan deniz fırlatılma füze sistemine sahip olduğu bildirildi.

İRANA'nın haberine göre, İran Devrim Muhafızlarının komutanı Hüseyin Alaie, İran'ın gelecek yıl içinde tüm Körfez ve Umman Denizi'ni kapsayacak bir radar sistemi kuracağını da açıkladı. Alaie, İran'ın füzelemleri stratejik önemi olan noktalara yerleştirdiğini de kaydetti.

İran daha önce, Körfez'e dönük olarak Çin yapısı Sıkkhona füzeleri konuşlandıracağını açıklamıştı.

● Cumhurbaşkanı 13 şehit için üzgün...

"İran ve Irak hudutlarını koruyamıyor"

- Anamur'da halka hitaben bir konuşma yapan Cumhurbaşkanı Evren, "iki komşu ülke arasındaki savaş sürdüğü sürece Güneydoğu'da eşkiyanın kökünü kazımak mümkün olmayacaktır" dedi
- Yurt gezilerinde konuşmak istemediğini söyleyen Evren, "Yutkunuyorum, sineye çekiyorum" diyerek 12 Eylül'ün tenkidine tahammül edemediğini bildirdi

• Hatice ÖZER, ANAMUR

CUMHURBAŞKANI Kenan Evren, önceki gün Şemdinli'de 13 askerimizin şehit edilmesinden büyük üzüntü duyduğunu belirtti. "İran-Irak savaş bitmediği sürece, eşkiyanın kökünü orada kazımak da mümkün olmayacaktır" dedi.

Anamur Atatürk Meydanı'nda halka hitaben bir konuşma ya-

pan Evren, bazı siyasi parti temsilcilerinin kenası hakkındaki tenkidlerine mümin olduğu kadar cevap veremeye çalıştığını söyledi. Yakın bir tarihte tenkidlerin cevabını vereceğini belirten Evren, "Biraz daha bekliyorum. Azıcık daha konuşurum. Ondan sonra elbette bana söyleyecek bazı şeyler düşecektir" diye konuştu. Evren, 12 Eylül'ün tenkid edilmesine de tahammül edemediğini bildirdi.

Konuşmasında Şemdinli'deki son olaya da değinen Evren, şunları söyledi:

"İran ve Irak, aralarındaki savaş nedeniyle bölücü çetelere yerlerine mücadele edemiyor, hudutlarını koruyamıyor. Bu halde de, istedikleri gibi bu ülkelere girip çıkıyorlar. Ne zaman savaş biter de, bizim gibi bunlarla mücadele etmeye başlarırsa, o zaman bu eşkiya ile mücadele kolaylaşır."

EVREN: "SINEYE ÇEKİYORUM, YİNE DE KONUŞUYORUM..."

Cumhurbaşkanı Kenan Evren, Anamur'da yaptığı konuşmadan sonra Sıfike'ye giderken Bozyazı kasabasında halka hitaben kısa bir konuşma yaptı. Evren, yurt gezilerinde konuşmak istemediğini belirtti. "Çünkü, konuştuğum zaman bazı çevreler rahatsız oluyor. Huzur ve güveni sarımsı olaylar olsun, birbirimizle köstürücü olaylar olsun istemiyorum. Oun için yutkunuyorum sineye çekiyorum, yine de konuşuyorum" dedi.

Evren, konuşmasını şöyle sürdürdü: "Sebebi ise sizin huzur ve güvenin ve bir de birbirimize düşmanize manı olmak için konuşuyorum. Ne çekilirse birbirimize düşme yürüden çektik. Çok kan akıttık, çok göz yaş döktük. Yine öyle olmayalım. Oun için ben, birçok konuları sineye çekiyorum, yutkunuyorum, yine konuşuyorum"

13 askerimizi şehit edenleri bulmak için büyük bir operasyon başlatıldı

Dağ taş aranıyor...



Şemdinli'de şehit edilen 13 askerden biri de Manisa'nın Kırkağaç ilçesinden. Rıdvan Kopan vatani görevini bitirmek üzere bulunuyor, gün sayıyordu. 18 gün sonra tezkerre alarak anasına-babasına, sevdiklerine kavuşacaktı. Ancak, teröristlerin bir hayal uğruna kahpece pusu kurup üzerlerine boşalttıkları mermiler onu da diğer 12 vatan evladı gibi şehit etti.

HABER MERKEZİ

Hakkâri'nin Şemdinli ilçesinde 3'ü subay 10'u er 13 askerimizin şehit edilmesiyle ilgili olarak, bölgede başlatılan geniş çaplı operasyonlar, geceleri de çok güçlü projektörlerin aydınlığında aralıksız sürdürülüyor.

Başbakan Turgut Özal olayı değerlendirirken, "Eşkya'nın son saldırılarını, can çekişme olarak değerlendiriyoruz" dedi.

HAREKATI ORG. BİCALI YÖNETİYOR

Bölücü teröristlerin yakalanması için güvenlik kuvvetlerinin düzenlediği hareket, 2. Ordu Komutanı Orgeneral Burhanettin Bigalı ile 7. Kolordu Komutanı Korgeneral



ŞEHİTLERİMİZ İÇİN TÖREN: Bölücü eşkıyanın kahpe kurşunlarına hedef olan 13 şehidimizin cenaze töreninde kadın, çocuk çocuk herkes ağlıyordu. Mehmetlik İsa "Kann yerde kalmıyacak" dercesine selamlıyordu. Ve işte hain kurşunlarla şehid düşen Binbaşı Ömer Aktuğ (Resmi kıyafetli) ile Üsteğmen Hidir Durmaz (sivil).

Aşır Özözer tarafından yönetiliyor.

Bu arada şehit askerlerimiz için Hakkâri'de bir cenaze töreni düzenlendi.

Devlet hastanesi önünde dün saat 10.00'da düzenlenen cenaze törenine Hakkâri Valisi Arif Akbulut, Tugay Komutanı Tuğgeneral Turhan Erdem, çok sayıda askeri erkan ve kalabalık bir vatandaş topluluğu katıldı. Törenden sonra 11 askerimizin cenazeleri, toprağa vermek üzere memleketlerine gönderildi. İki askerini cenazesinin ise daha sonra gönderileceği bildirildi.

ŞEHİTLERİN KİMLİĞİ

Genelkurmay Başkanlığı Basın ve Halkla İlişkiler Şubesi'nin verdiği bilgiye göre,

şehit subay ve erlerin kimlikleri şöyle:

"Piyade binbaşı Ömer Aktuğ (1949 Rize-Çamlıhemşin), piyade kademli üsteğmen İzzettin Polat (1958-Mus), piyade üsteğmen Hidir Durmaz (1961-Afyon-Emirdağ), komando çavuş Yılmaz Bilgin (1965-Kars-Selim), sıhhiye çavuş Rıdvan Kopan (1965-Manisa Kırkağaç), komando onbaşısı Erdemir San (1966-Kırklareli-Babaeski), sıhhiye onbaşısı Taner Özdemir (1965-Gümüşhane-Torul), komando er Akın Kurtuluş (1966-Aydın-Nazilli), komando er Bahattin Güllü (1966-Çorum-İskilip), komando er Seyhan Yılmaz (1966-Tekirdağ-Çorlu), komando er Nefar Ergüt (1966-Denizli-Çivril),

er Cemalettin Şekerci (1966-Konya-Akşehir)

Genelkurmay yetkilileri şimdilik ne kara, ne de hava birliklerinin sınır ötesi hareketinin sözkonusu olmadığını bildirdiler.

Başbakan Turgut Özal, 1'i binbaşı, 2'si üsteğmen, 10'u er olmak üzere 13 askerimizin şehit edilmesiyle ilgili olarak yaptığı açıklamada şunları söyledi:

"Bilindiği gibi dün bölücü eşkıya, Hakkâri'nin Şemdinli ilçesi yakınlarında arama yapan komando birliğimize ateş açarak, 1 binbaşı, 2 üsteğmen ve 10 er olmak üzere 13 askerimizi şehit ettiler. 3 erimizi de ağır yaraladılar. Bu menfur saldırı sebebiyle yüreğimiz maalesef bir kez daha kanadı.

*Şehit askerlerimiz için Hakkâri'de tören yapıldı
11 erimizin cenazesi memleketlerine gönderildi*

Büyük operasyon

Bölgede başlatılan geniş operasyon geceleri de güçlü projektörlerin aydınlığında devam ettiriliyor. Harekâtı İkinci Ordu Komutanı Orgeneral Burhanettin Bigalı yönetiyor

"Can çekişiyorlar"

Menfur saldırıyı yüreği kanayarak haber aldığını söyleyen Özal, "Tabiiyle olaydan büyük elem ve ıstırap duyduk. Eşkıyanın son saldırılarını can çekişme olarak değerlendiriyorum" dedi

Olayı haber alır almaz,

İçişleri Bakanımızı bölgeye gönderdim. Bu arada katillerin yakalanması için de büyük bir operasyona girişildi.

Tabiiyle olaydan büyük elem ve ıstırap duyduk. Eşkıyanın son saldırılarını 'can çekişme' olarak değerlendiriyorum.

Bu alıcakça saldırıyı lanetlerken, bütün şehitlerimize Cenâb-ı Hak'tan rahmet, ailelerine, yakınlarına ve yüce milletimize başsağlığı diliyorum. Yaralı erlerimizizin, inşallah kısa sürede sağlığa aydellerini temenni ediyorum."

Bu arada İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, incelemelerde bulunmak üzere dün uçakla Diyarbakır'a hareket

etti. Akbulut, Esenboğa Havalalanı'nda A.A.'ya yaptığı açıklamada, Diyarbakır'dan helikopterle Hakkâri'ye geçeceğini söyledi.

Akbulut şöyle devam etti: "Hakkâri'de bir değerlendirme yaptıktan sonra olay mahalline gideceğim. Tabii mümkün olursa... Gidip orada bir öğrenelim. Bu anda değişik bir şey yok. Oradaki incelemelerimizden sonra bir açıklama yaparım."

Akbulut ile birlikte Emniyet Genel Müdürü Saffet Arkan Bedük ve Jandarma Genel Komutan Yardımcısı Korgeneral Hulusi Sayın da Diyarbakır'a gitti.

Cumhuriyet 2.5.1987

GÖZLEM

UĞUR MUMCU

Kuşku ve Görev...

Güneydoğu yöremizdeki olaylar, gün geçtikçe ciddileşiyor. Bugün bu bölgede yaşanan basit bir "eşkya terörü" değil, doğrudan doğruya bir savaştır. Ülke topraklarını parçalamayı amaçlayan ve bu amaçla yapılan takrik ve stratejilere göre yürütülen bir savaş...

Bu savaşın cephesi İran, Irak ve Suriye sınırlarımız oibi görünüyor. Ancak bu "cephe" Avrupa başkentlerine kadar uzanıyor. Kürt ayrımcılığı, çöküslü ve karmaşık yapılardan güç ve destek alıyor.

PKK kısa adıyla bilinen "Kürdistan İşçi Partisi"nin Suriye rejiminden destek aldığı biliniyor. PKK teröristleri, Suriye Devlet Başkanı Hafız Esad'ın kardeşi Rifat Esad'ın denetimindeki "Saika" ve "Zebedani" kamplarında eğitim görüyorlar.

Destek, yalnızca Suriye ile sınırlı değil... PKK, Irak Kürdistan Demokrat Partisi ile de ilişkiindedir. Libya lideri Kaddafi, Kürtleri destekleyen demeçler vermiştir. Filistin kamplarına da PKK militanlarının eğitim yerlerinden biri olmuştur.

Bu kadar mı? Hayır.

Aynı Kürtler, İsveç, Danimarka ve Federal Almanya başta olmak üzere Avrupa'nın birçok kentinde örgütlenmiş-

lerdir. Bu ülkelerde oluşan "sahte itica çeteleri" düzmece belgelerle bu ülkelere sığınma hakları almayı başarmaktadırlar.

Bu yollarla sığınma hakkı alanlar arasında Türkiye'de haklarında en küçük bir soruşturma bile bulunmayanlar vardır. Siyasal nitelikli -DİSK, Barış Derneği, TIP, TSİP davaları ile basın suçları gibi- suçlar için geçerli olması gereken sığınma hakkı, kanlı katillere tanınmaktadır.

Aynı Kürtlerin Avrupa'da birçok cinayet işledikleri de bilinmektedir. Amerikan Kongresi'ni etkileyecek kadar çöküslü örgütlere sahip bulunan aynı Kürtler, başta Ortadoğu terör örgütleri olmak üzere birçok suç örgütü ile doğrudan ilişki içindedir.

Uyuşturucu madde ticareti, sağ ve sol terör örgütlerinde olduğu gibi, aynı Kürtlerin de kazanç kaynaklarından biridir. Uyuşturucu madde ve silah kaçakçılığı, PKK örgütünün çöküslü ilişkilerine de yeşil ışık yakmaktadır.

Türkiye'de iç terör, 1974 Kıbrıs Harekâtı'nı izleyen yılda başladı ve 1980 Eylül'ünde rejim değişikliği ile noktalandı. Bu tehlikeyi o günlerden görenler, çeşitli nedenlerle eleştirilip karalandılar. Zaman -ne acı ki- teröre, o günlerde karşı çıkanları haklı çıkardı.

Güneydoğudaki savaş daha da büyürse, bugün Hakkâri'de, Erurh'ta, Yüksekova'da başlayan olaylar, zamanla, bir rejim değişikliğine yol açabilir...

Tipki, 1975 yılında Türkiye'de kurulan "cephe"nin ve bu cepheleden sığınan kurşunların, zamanla rejim değişikliğine yol açması gibi...

Yurtseverlik bilinci işte böyle günler için gereklidir...

Gercüş'te mayın tuzağı:
1 üstteğmen şehit oldu

PKK 13 kişiyi kaçırdı

Gercüş'te arama yapan bir askeri araç, yola yerleştirilen uzaktan kumandalı mayının patlaması sonucu havaya uçtu. Üstteğmen Yavuz Oğuz şehit oldu, 2 er de ağır yaralandı.

Şemdinli'deki baskının ardından Tekeli Köyünü basan PKK militanları, üç eve girerek ellerindeki listeye göre "muhbirlikle" suçladıkları 13 kişiyi arak İnan tarafına kaçırıldı.

Haber Merkezi — Hakkari'nin Şemdinli ilçesi yakınlarında 13 askerimizin şehit edildiği saldırının ardından, yörede başlatılan operasyonlar sürerken dün de Mardin'in Gercüş ilçesi yakınlarında bölücü bir grubun yola yerleştirdiği uzaktan kumandalı bir mayının patlaması sonucu bir üstteğmen şehit oldu, iki erimiz de ağır yaralandı. Bu arada, Şemdinli saldırısından sonra Tekeli köyünü basan teröristlerin, 13 köylüyü muhbirlik-

le suçlayarak kaçırdıkları ve İnan tarafına geçirdikleri öne sürüldü. Gercüş yöresinde arama faaliyetlerini sürdüren güvenlik kuvvetlerine ait bir askeri araç, Yamanlar mevkiinde geçen yola yerleştirilen patlayıcıların infilakı nedeniyle havaya uçtu. Araçta bulunan Üstteğmen Yavuz Oğuz olay yerinde şehit oldu. Patlama sırasında Er Necati Uysal ile Sadık Mum da ağır yaralandılar. Ya-

rahılar, Diyarbakır Askeri Hastanesi'nde tedavi altına alınırken, saldırıların yakalanması için bölgedeki operasyonlar da yoğunlaştırıldı. Edinilen bilgiye göre, önceki gece Şemdinli'ye bağlı Tekeli Köyü'ne giren PKK militanları, önce köyü tarayarak köylüleri kurtarıktan sonra ellerindeki listeye göre 3 ev bastılar. Bu baskın sırasında militanlar, aralarında Şemdinli ANAP ilçe başkanı olan yeğeni ile bir PKK militanının eşi olduğu öne sürülen 13 kişiyi ölüme katarak şirirdan geçirdiler ve köye 3 kilometre uzaklıkta İnan sınırları içinde bulunan Zive kampına götürdüler. Militanların bastıkları üç evde rastlantı sonucu konuk olarak bulunan 2 kişiyi de aynı kampa götürüldüğü belirtildi. Diğer götürülen kişilerin de militanlarca "muhbir" sayıldıkları gerekçesiyle rehim alındıkları öne sürüldü. Bölücülerin kaçırdığı köylülerden 10'unun adları şöyle:

Mesut Uysal, Sabri Sonmez, İsmail Akbaş, Adil Aksoy, Mehmet Sıdk Torun, Ayşe Eren, Ali Özkan, Mecit Şanlı, Mustafa Şanlı ve Muh-yettin Atilla.

Cumhuriyet muhabirleri Mehmet Aka ve Veysel Altun'un bölgeden bildirdiklerine göre, Hakkari'nin Şemdinli ilçesinin Tutuncüler köyü yakınlarında meydana gelen ve 13 askeriimizin şehit olmasıyla sonuçlanan olayın ardından, yörede karadana ve havadan başlatılan arama hareketi da çetin hava koşullarına rağmen aralıksız sürdürüldü.

Operasyonları, bölgeye gelen 2 Ordu Komutanı Orgeneral Burhanettin Bigalı ve 7. Kolordu Komutanı Korgeneral Aşır Özözer, bizzat yönetiyorlar.

Öte yandan olaylar üzerine önceki gün bölgeye gelen İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut da incelemelerini sürdürüyor. Önceki akşam Şemdinli Jandarma Karakol Komutanlığı'n-

da askeri yetkililerin, il ve ilçe milkiyetlerinin de bulunduğu bir toplantıya katılan Akbulut, basın mensuplarının bu sorusuna yanıtlarken, "şimdilik sınır ötesi bir operasyonun düşünülmediğini" açıkladı. Dün sabah Hakkari Emniyet Müdürlüğü binasını ziyaret eden Bakan Akbulut, gazetecilerin operasyon konusundaki bir sorusuna, "Bölgede operasyonlar, aramalar devam ediyor. Butun güvenlik güçleri etkisizle temas kurabilmek için gayret içerisinde. Çalışmalarını sürdürüyorlar" yanıtını verdi. "Sınır ötesi operasyon düşünülüyor mu?" biçimindeki bir soruyu da Akbulut şöyle yanıtladı:

"Hayır, onu butun hareket değerlendirildikten sonra, yetkili kurullar onu düşünür, bir kişinin bunu düşünmeye hakkı yoktur."

Yıldırım Akbulut, "Başbakan Özal ile kendisinin, eşyanın kokunun kuznaacağını, Cumhurbaşkanı Evren'in ise bunun kolay olmadığını" belirten açıklamalarını ammsatarak bu konudaki düşüncelerini sorması üzerine de, "Cumhurbaşkanı'nın sözlerini ben niye değerlendireyim? Şimdi o şekilde soru sorulmaz. Benim ne beyanattlar verdiğime iyi bakmanız lazım" dedi.

SINIR TİCARETİ DURDU

Askeri operasyonlar, Şemdinli'de İnanlıların Alan köyünde yapılmış sınır ticaretinin tamamen durmasına neden oldu. Bu köyde yapılan sınır ticaretiyle Şemdinli'de, İnan'ın geyiği, şeker, güdü ve benzeri birçok maddeyi satıyorlar veya mal değişimi yapıyorlardı. Şimdiki Şemdinli'de üzen tek nokta bu. Çünkü İnan'ın üçte ikisinin, geçimini bu yoldan sağladığı belirtiliyor. Ancak ilçe sakinleri, bu durumun bir iki ay süreceğini, daha sonra sınır ticaretinin tekrar başlayacağını söylüyorlar.

CENAZELER

Bu arada 28 nisan günkü saldırı da şehit düşen Binbaşı Ömer Aktuğ-

le bir onbaşı ve bir erin cenazeleri, dün askeri bir uçakla İstanbul'a getirildi. Havalandırma yapılan karıştırmaya töreninde, İstanbul Vali Yardımcısı ve Başbakanlık Milli Amiri Ergün Doğanay, Merkez Komutanı Tümgeneral Turgut Toprak ve Hava Harp Okulu Komutanı Tümgeneral Mustafa Türkler de hazır bulundu. Şehit Binbaşı Ömer Aktuğ, Fatih Camii'nde kılınan ikindi namazından sonra Edirnekapı Şehitliği'nde toprağa verildi. Şehit Onbaşı Erdem Şanlı'nın cenazesi toprağa verilme üzere doğum yeri olan Babaeski'nin Sinanlı, şehit Er Seyhan Yılmaz'ın cenazesi de Çorlu Paşaköy'e gönderildi.

Saldırıda şehit olan komando eri Hasan Atay Nigide'nin Akaray ilçesinde, şehit üstteğmen Halil Durmaz Eskişehir'de, şehit ustamegen İzzettin Polat Muş'ta, komando avası Yılmaz Bilgin Kars'ın Selim ilçesinde, şehit er Tamer Özdemir de Gümüşhane'nin Torul ilçesinde toprağa verildi.

ŞHP AÇIKLAMA BEKLİYOR

ŞHP Genel Başkanı Erdal İnönü Hakkari'nin Şemdinli ilçesinde meydana gelen son olayla ilgili olarak İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut'un açıklama yapmasını beklemediklerini bildirdi.

Erdal İnönü, dün düzenlediği basın toplantısında 1 binbaşı, 2 üstteğmen ile 10 erin şehit edilmesinden büyük üzüntü duyduklarını belirttik, hükümetin soruna gereken açıklığı vermesini istediklerini söyledi.

UBA'nın haberine göre yasadışı ayrılıkçı örgüt üyesi olduğu öne sürülen 5 terörist, Tunceli'nin Güleç köyü muhtarı İbrahim Kıpçak'ın kurşuna düştü.

Tunceli Valisi Cengiz Bulut, olayla ilgili soruşturmanın sürdürüldüğünü ve bölgede geniş çaplı operasyon yapıldığını belirtti.

Körfez savaşında İnan'ın iddiası:

Süleymaniye-Kerkük arası elimizde

Tahran Radyosu, Sangrav kentinin, Devrim Muhafızları ile Celal Talabani'ye bağlı güçlerin ortak bir "sızma operasyonu" sonucunda ele geçirildiğini öne sürdü.

TAHRAN (a.s.) — İnan, Irak'ın kuzeyindeki Süleymaniye ile Kerkük arasında yer alan Sangrav kentinde denetim ele geçirildiğini açıkladı.

Tahran radyosundan yayımlanan habere, kentin devrim muhafızları ile Celal Talabani'ye bağlı güçlerin ortak olarak gerçekleştirdikleri bir "sızma operasyonu" sonucunda ele geçirildiği bildirildi.

Cephe'nin kuzeyindeki devrim muhafızlarının komutanı Ali

Mescidi de, Irak'ın Süleymaniye bölgesinde 2 bin kilometre karelik alanın, Irak'taki rejim aleyhtarları güçlerin kontrolünde olduğunu öne sürdü.

Bu güçlerin, Celal Talabani yönetimindeki Kürdistan Vatansever Birliği ile Barzani kardeşlerin yönetimindeki Irak Demokratik Kürt Partisi olduğu belirtildi.

Bu arada Irak uçaklarının, cepheye düzenledikleri saldırıda, İnan'a büyük kayıplar verdirdik-

leri bildirildi.

Bağdat'tan yayımlanan askeri bildiriye, saldırının İnan'ın askeri güçleri bölgede gerçekleştirildiği duyurulurken, bu bölgenin cephe'nin hangi kesimi olduğu belirtilmedi.

Bildiriye, savaş uçaklarının İnan'a ait iki tren istasyonunu da bombaladığı kaydedildi.

İnan Resmi Haber Ajansı İR-NA ise Irak'ın cephe'nin kuzeybatısını bombaladığını duyurdu.

İRNA, "uğradığı yoğun uçak-savar ateşinden şaşkına dönen" Irak uçaklarının, taşıdıkları kimyasal silahları yanlışlıkla kendi askerlerinin üzerine bıraktığını öne sürdü.

Körfez savaşında kimyasal silah kullanıldığı iddialarını araştıran Birleşmiş Milletler heyeti de İnan'daki araştırmalarını tamamlayarak Irak'a geldi.

Diplomatik kaynaklardan edinilen bilgiye göre, İsveçli doktor Gustav Andersen, İspanyol doktor Manuel Rodriguez, Avustralyalı doktor Peter Kunn ve İsviçreli Albay Ulrich Imobersteg'den oluşan heyet İnan'ın kimyasal silahları kullandığı iddia edilen "Kerbela-8" saldırısının yapıldığı bölgede araştırmalar yapacaklar.

Aynı heyet geçen hafta da İnan'ın Körfez Savaşı'nda kimyasal silah kullandığı iddialarını araştırmak üzere İnan'a gitmişti.

12 kişinin kaçırıldığı köyde 9 gözaltı

Tekeli köyünde, kaçırılanların yakınları gözaltına alındı. ANAP Şemdinli ilçe başkanı da gözaltına alınanlar arasında.

MEHMET AKA VEYSEL ALTUN

ŞEMDİNLİ — Ayrılmış teröristlerin bir süre önce baskın yaparak 12 kişiyi kaçırdığı Tekeli köyünde, kaçırılanların yakınları olan ve aralarında ANAP Şemdinli İlçe Başkanı Muzaffer Akbaş'ın da bulunduğu 9 kişi gözaltına alındı.

Önceki gün yapılan çağrı üzerine Köy Hizmetleri İl Müdürlüğü'nün bir aracıyla Şemdinli Komando Tabur Komutanlığı'na götürülen ara-

larında ANAP Şemdinli İlçe Başkanı Muzaffer Akbaş'ın da bulunduğu Salih Yüksel, Abdülrahim Sonmez, İsmail Akbaş, Reşit Atilla, Mehmet Şerif Atilla, Şemsettin Özkan, Mehmet Dayan ile Numan Şanlı adlı kişilerin teröristlerin baskınına ve akrabalarının götürülmelerine karşı koymadıkları gerekçesiyle suçlandıkları bildirildi.

Teröristlerce kaçırılan köylülerin İsmet Akbaş, Ali Özkan, Marif Yüksel, Lokman Atilla, Şaban Sonmez,

Mehmet Akbaş, Adil Aksoy, M. Sıdk Torun, Muh-yettin Atilla, Ayşe Eren, Mustafa Şanlı ve Necip Oyan oldukları belirtildi. Teröristlerin ellerinden kaçmayı başaran ANAP Şemdinli İlçe Başkanı Muzaffer Akbaş'ın yeğeni İsmet Akbaş ile Ali Özkan, kaçırılanları şöyle anlattılar:

"Gece bizi köyden aldıktan sonra İnan'a doğru yürümeye başladık. Her Apocuya iki köylü teslim ediliyorduk. Ve o onlardan soruluyordu. Sonra İnan'a girence ormanlık ve su kenarı bir yerde 48 saatlik ayımadıklarımızı ve sürekli yürüdüklerini söylediler ve

mola verdiler. Biz gelirken kendilerine yolda sorduk, bizi niye götürüyorsunuz, ne zaman bırakacaksınız diye. Başlırdındaki kişi, 'Valia siz arıktı gittiniz. Biz de bu şekilde bu yola düştük. Sizi Irak'ta kamplara götüracağız. Orada yetiştirileceksiniz. Bir daha köye dönemeyiz' dedi. Biz bunu duyunca çok korktuk. Tuvalete gidiyoruz diye ikimiz biraz uzaklaştık, vurulmayı da goze almıştık. Sonra iklimiz ayrı yöne koşmaya başladık. Arkamızdan 100 kadar mermi atıldı. Ama vuramadılar. Başka bir yoldan tekrar köye döndük."

● 13 şehidimiz için hazin cenaze töreni Komutanlar Hakkâri'de

● Özel yetiştirilmiş jandarma timleri 13 askerimizi kahepece vuran bölücüleri ele geçirmek için bölgeyi dağ taş demeden arıyor, operasyonlar düzenliyor

● İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut olay yerinde inceleme yaptı. Kara Kuvvetleri Komutanı Orgeneral Öztoran Jandarma Genel Komutanı Orgeneral Doğu da bugün Hakkâri'ye gidiyor

● Komutanların bölgeye gelmesi sınır ötesi operasyon ihtimalini güçlendirir. Ancak yetkililer bu konuda hiçbir açıklama yapmıyor

● Özel, Genelkurmay Başkanı Ürüg ile görüşerek Güneydoğu olayları hakkında bilgi aldı

YURT HABERLERİ SERVİSİ

SEMDİNLİ yakınlarında bölücü PKK militanlarına pusuya düşürülerek şehit edilen 3'ü subay 13 asker, dün Hakkâri'de düzenlenen törenden sonra toprağa verilme üzere doğum yerlerine gönderilirken, özel eğitimli jandarma timleri de bölgedeki operasyonlarını aralıksız sürdürüyor.

İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, olayın meydana geldiği yerde incelemelerde bulundu. Kara Kuvvetleri Komutanı Orgeneral Necdet Öztoran ile Jandarma Genel Komutanı Orgeneral Adnan Doğu da bugün Hakkâri'ye gidecek. Komutanların bölgeye gelmesi, Hava Kuvvetleri'ne bağlı uçakların da iki gündür sınırda keşif uçuşu yapması, Irak ve İran topraklarında üçüncü bir "sınır ötesi operasyon" hazırlığını gündeme getirdi. Ancak yetkililer, bunu ne doğruladı, ne de yalanladı.

TÖREN
PKK militanlarına pusuya dü-



Son görev Kahepe kurşunlarla şehit edilen 13 askerimiz için Hakkâri'de hazin bir cenaze töreni düzenlendi

şürülerek şehit edilen 13 asker için dün Hakkâri'de askerî bir tören düzenlendi. Türk bayraklarına sarılı tabutlar karşısında konuşan Hakkâri Valisi Arif Akbulut, "Bu cian-yeller, eşkyanın yanına bırakılmayacak" dedi. Törende Silahlı Kuvvetler adına yapılan konuşmalardan sonra şehitlerden 11'inin cenazesi doğum yerlerine gönderildi.

ÖZAL: "EŞKIYA CAN ÇEKİŞİYOR"
Başbakan Turgut Özal, dün saat 14.00'te, Genelkurmay Başkanlığı'na çağılarak, Orgeneral Necdet

Ürüg'la bir görüşme yaptı. Görüşmede Başbakan'ın, Ürüg'dan son Güneydoğu olayları hakkında bilgi aldığı öğrenildi.

Milliyet Ankara Bürosu'nun haberine göre, Özal, dün olayla ilgili yaptığı açıklamada da, "Eşkyanın bu son aşkaca saldırılarını bir can çekimine olarak değerlendirmiyorum" dedi. Şehitlerin yakınlarına başsağlığı, yaralılarına acil şifalar dileyen Özal, bölgede geniş çaplı bir operasyonun başlatıldığını da bildirdi.

AKBULUT, OLAY YERİNDE
Bu arada, İçişleri Bakanı Yıldı-



Saygı duruşu Şemdinli olayı şehitleri için dün Hakkâri'de askerî cenaze töreni düzenlendi. Silah arkadaşları, şehitlerin bayrağı sarılı tabutlarını Hakkâri'nin ana caddesinde omuzlarında taşıyarak tören yerine getirdiler.



● İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, olayla ilgili incelemelerde bulunmak üzere Hakkâri'de... Akbulut, bir soru üzerine, "Sınır ötesi harekât için şu aşamada bir şey söyleyemem" dedi

nm Akbulut, beraberinde Emniyet Genel Müdürü Saffet Arkan, Beşik ve Jandarma Genel Komutan Yardımcısı Korgeneral Haluk Sayın olduğu halde dün Hakkâri'ye geldi.

Akbulut, "Sınır ötesi bir harekât olacak mı?" sorusuna da, "Şu aşamada bir şey söyleyemem" diye yanıtlandı.

OPERASYON SÜRÜYOR
"Öte yandan, Şemdinli ve yöresinde kalleşçe eylemlerde bulunan bölücü militanların ele geçirilmesine için yoğun bir operasyon sürdürülüyor. Takviye birlikleri ve özel timlerin gönderildiği bölgedeki ope-

rasyonu, bizzat 2. Ordu Komutanı Orgeneral Burhanettin Bigalı ve 7. Kolordu Komutanı Korgeneral Aşır Özözer yönetiyor.

SINIR ÖTESİ HAREKÂTA HAZIRLIK MI?

Milliyet Haber Ajansı muhabirlerinin bildirdiğine göre, sıkıyönetim bölgesi olan Sürt, Hakkâri, Diyarbakır ve Mardin'deki askerî birliklerin önemli bölümünde izinler askıya alındı. Ayrıca, Diyarbakır'daki 2. Taktik Kuvvet Komutanlığı Askeri Havaalanı'nda da yoğun bir hareketlilik gözleniyor. Buradan kalkan askerî uçakların önceki gece ve dün sürekli dağlık kesimlerde ve sınır üzerinde keşif uçuşları yap-

tıkları belirlendi.
Kara Kuvvetleri Komutanı Orgeneral Necdet Öztoran ile Jandarma Genel Komutanı Orgeneral Adnan Doğu'nun da bugün bölgeye gelecek olması, "sınır ötesi bir operasyon" olasılığını kuvvetlendiriyor. Ancak yetkililer, bu konuda herhangi bir açıklama yapmıyorlar.

Demirkent, Alman gazetecilere bilgi verdi

Türkiye'de basına sınırlamalar var

İSTANBUL (A.A.) — İstanbul Gazeteciler Cemiyeti Başkanı Nezh Demirkent, Türkiye'de basına ilişkin sınırlamaların bazı kanunlar bulunduğunu söyledi.

Özel bir gezi için İstanbul'da bulunan F. Almanya'nın Frankfurter Allgemeine gazetesinin Genel Müdürü Reinhard Muedhenke başkanlığındaki 20 Alman gazeteci, dün İstanbul Gazeteciler Cemiyeti Başkanı Nezh Demirkent'i ziyaret etti.

Nezh Demirkent, konuk gazetecilere, Türkiye'de basına ilişkin uygulamalar ve çalışmalar hakkında bilgi verirken şöyle konuştu:

"Türkiye'de basına ilişkin bazı sınırlamalar var. Bu sınırlamalar özellikle... 12 Eylül döneminde arttı. Sıkıyönetimin kalkmasından sonra, artık özgürce yakın çalışabilmekten söz ediyoruz. Ancak, Cumhurbaşkanı'na hitaben yazılacak yazılara çok dikkat etmek gerekir. Bir de, dini inançlar ve ilke çıkarıları aleyhinde yazılacak yazılar, büyük tepki doğurur."

Gazeteler ve öteki yayın organlarında yer alan bazı fotoğrafların sorun yaratmasına dikkat çeken Demirkent, bu nedenle "muzır" bulunan eserlerin toplatıldığını söyledi.

Demirkent, daha sonra şunları söyledi:

"Onlar toplamaya, biz basmaya devam ederiz. Bu tür yazılar

hakkında ağır para cezası getiren maddeleri anayasa iptal etti. Yerine yenisi de çıkarılmadı.
Bununca rahat eleştirildiği kurumlardan biri de hükümettir. Özellikle Başbakan'ın ailesi ile ilgili eleştiriler gazetelerde her gün bolca bulabılırsınız."

GÜNEYDOĞU OLAYLARI

Her ülkede olduğu gibi, Türkiye'de de değişik görüşleri yansıtan basın organları bulunduğu nu belirten Nezh Demirkent, ancak Türk basınının Güneydoğu olayları konusunda tam bir görüş birliği içinde olduğunu söyledi. Demirkent, "Bu bölgede, dışardan yönlendirilen eylemler vardır. Bu konuda bütün basın müşterek tavır içindedir" dedi.

Konuk Genel Müdür Muedhenke de, F. Almanya basını hakkında açıklamalar yaptı. Reinhard Muedhenke, daha sonra, İstanbul Basın Müzesi'ne konulmak üzere Nezh Demirkent'e, Frankfurter Allgemeine gazetesinin 1949 yılında 2. Dünya Savaşı'ndan sonra yayımlanan ilk nüshasının 1. sayfasının örneğini verdi. Ayrıca, gazetenin 1949-1980 yılları arasında yayımlanan sayılarının ciltlenmiş 1. sayfasını sundu.

İstanbul Gazeteciler Cemiyeti Başkanı Nezh Demirkent de, konuk genel müdüre, Türk motifleri işlenmiş porselen bir tabak ile Gazeteciler Cemiyeti'nin albümünü armağan etti.

Uluslararası Af Örgütü'nün girişimi

Mehdi Zana için imza kampanyası

Edip Emil ÖYMEN • LONDRA

ULUSLARARASI Af Örgütü, halen cezaevinde bulunan Diyarbakır eski Belediye Başkanı Mehdi Zana'nın serbest bırakılmasını sağlamak amacıyla bir imza kampanyası başlattı.

Örgütün aylık yayın organı Amnesty (Af) adlı dergide, bu amaçla Başbakan Turgut Özal'a "nazik dile kaleme alınmış bir mektup" gönderilmesi önerildi. Derginin tüm okuyucuları, bu mektubu imzalamaya çağrıldı.

Dergide, Zana'nın kendisini ziyaret eden bir Avrupa Konseyi heyeti-ne işkence gördüğünü söylediği yazıldı ve "14 Şubat 1981 ile 1982 Temmuz'u arasında her gün dövüldüğünden şimdiki sol kulağı duyumuyor, belkemiğindeki de kayma var" dendi.

BARİŞ DERNEĞİ İÇİN TEPKİ

Öte yandan, Barış Derneği davasında verilen karar, Uluslararası Af Örgütü ve Londra Üniversitesi Afrika ve Doğu Dilleri Okulu'nun ortaklaşa düzenlediği toplantıda değerlendirildi.

Ortadoğu ülkelerinde insan haklarına son durumu özetleyen Ortadoğu uzmanlarından George Joffe, "Barış Derneği'nin ne kadar ceza aldığı değil, ceza dahi alınmış olmasın, Avrupa Topluluğu'na üye olmak isteyen Türkiye'de insan haklarına şimdiki düzeyi göstermektedir" dedi.

DPT, OECD'ye açıkladı:

"Altyapısız Doğu'ya özel sektör gitmiyor"

ANKARA, (A.A.) — Devlet Planlama Teşkilâtı (DPT), Ekonomik İşbirliği ve Kalkınma Örgütü (OECD)'ne sunduğu raporda, geri kalmış yörelere yeterince yatırım yapılamamasının, bölgelerdeki altyapı imkânlarının az olmasının kaynaklandığını belirtti.

DPT raporunda, gerçeğe yörelere yatırım yapılamamasının öncelikli yörelere inceleme-lerde bulunan 10 kişilik OECD heyeti için hazırlanan "Az Gelişmiş Bölgeler İçin Kullanılan Planlama Araçları" adlı raporda, yeterince altyapının sözkonusu bölgelerde ekonomik ve sosyal problemlere yol açtığına dik kat çekildi.

sebeyle özel sektörün bu bölgeleri özellikle sanayi yatırımları için hâlâ "cazip olmayan yerler" olarak gördüğü ifade edildi.

Nisan ayı başında Türkiye'ye gelen ve kalkınmada öncelikli yörelere inceleme-lerde bulunan 10 kişilik OECD heyeti için hazırlanan "Az Gelişmiş Bölgeler İçin Kullanılan Planlama Araçları" adlı raporda, yeterince altyapının sözkonusu bölgelerde ekonomik ve sosyal problemlere yol açtığına dik kat çekildi.



Son gelişmeler — Güneydoğu'daki durum artık açık açık tartışılmalı.

Güneydoğu olayları

'Adını koyalım'

nokta

3.5.1987

SÖYLEŞİ / TURGUT ATALAY

'Bir Kürt sorunu var'

SHP MKYK üyesi Turgut Atalay'nın Siirt bölge toplantısında yaptığı konuşma günün konusu haline geliyordu. Bu konuşmanın ardından Turgut Atalay 'kesin ihraç' istemiyle tedbirli olarak Merkez Disiplin Kurulu'na sevk ediliyordu. Bu arada ise Turgut Atalay'ın bu konuşmasına tepkiler yağmaya başlıyordu. Atalay'ı telefonla arayarak olumsuz tepkilerini aktaran ve konuşmayı yerinde bulmadıklarını söyleyenlerin yanı sıra, yine telefonla haklı bulduklarını ilenler de oldukça yoğundu. Atalay Siirt'teki konuşmasını ve bunu izleyen olayları Nokta'ya anlattı.

Nokta: Tartışmaya konu olan Kürtçe meselerini nasıl dile getirdiniz?

Atalay: Bugün Türkiye'de her kesimden daha çok demokrasiyi özleyen, isteyen, ona ihtiyaç duyan kesim bizim Doğu'da yaşayan vatandaşlarımızdır. Doğu'da yaşayan insanlarımız T.C. vatandaşlarıdır. Vatandaşlıktan gelen görevlerini, askerlik, vergi gibi görevlerini yerine getirirken vatandaşlıktan doğan haklarını kullanmada sıkıntıyla karşılaşmaktadırlar. Bugünkü hükümet bu vatandaşlarımızın vatandaşlık haklarına tam olarak saygı göstermemektedir. Bugün T.C. vatandaşlarımızın belli bir bölümü kendi aralarında anlaşma dili olarak Kürtçe konuşmaktadırlar. Bu vatandaşlarımızın Kürtçe konuşmalarından dolayı hor görülmelelerinin demokratlıkla, demokrasiyle ve insan haklarıyla bağdaşmaz, dedim. Ve şöyle devam ettim. Bakın, dedim, Türk hukuk mevzuatında yasaklanmış diller diye bir kavram vardır. Nereden gelmektedir bu? Hangi kanunun hangi maddesinde yasaklanmıştır? Ve bu diller hangileridir? Nerede tatad edilmiştir, öğrenmek istiyorum diye bir soru sordum. Ama bakın dedim, benim bildiğim bir yasa ve onun da bir mad-

desi var. O da Siyasi Partiler Kanunu. Bu kanunun bir maddesinde diyor ki, "siyasi partilerin tüzük ve programları yasaklanmış diller dışında başka yabancı dillere çevrilebilir" der. Yani Fransızcaya, Almancaya, İngilizceye çevrilebilir. Ancak yasaklanmış diller hariç. Pe ki, hangi diller bunlar? Yasaklamalarla bir yerlere varabilir miyiz? Bir başka konu Türkiye'de bulunan aileler ve Türkiye'de bulunan ana baba doğan çocuklarına istedikleri ismi özgürce verememektedirler. Ve sonra şunu söyledim. Bu yasaklı ve uygulamalarla bir yerlere varılamaz. Bu konuları konuşmaktan artık çekinmeyelim, korkmayalım.

Nokta: Basında yer alan haberlere göre Kürtçe konuşmak serbest bırakılın, program İngilizceye, Almancaya, Fransızca'ya çevriliyor da neden Kürtçeye çevrilmiyor demisiniz?

Atalay: Ben demin neleri söylediğimi anlattım size. Eğer o söylediklerimden bunları çıkarıyorsanız bu demektir ki ben bunları söylememişim.

Nokta: O zaman kopan fırtınanın kaynağı nedir?

Atalay: Ben Türkiye'de T.C. vatandaşlarımızın belli bir bölümünün Kürtçe konuşmalarını söyledim, aralarında anlaşma dili olarak. Bu gerçeğin gözlemekten gelinmesi gerektiğini anlatmaya çalıştım. Ve dolayısıyla sonuçta dedim ki bu insanlarımız Kürtçe konuşmalarından dolayı hor görülmedikleridir. Bu hor görme olayı yanlış. Bu demokratlıkla, demokrasiyle ve insan haklarıyla bağdaşmaz dedim. Ha, bunun mefhumu muhalifinden ne çıkar? Onu konuşmamı dinleyen yorumlarlar.

Nokta: Fakat bu konuşmanız ardından olay, partiden ihraç istemiyle tedbirli olarak Merkez Disiplin Kurulu'na sevk edilmeniz kadar

Hafta ortasında 10'u er olmak üzere 13 askerın hayatlarını kaybetmesine neden olan olayın yankıları sürerken, gazeteler "Bir şehit daha verdik" başlığıyla ikinci bir özücü olayı daha haber veriyorlardı. Saldırıları bununla da kalmıyordu ve *Milliyet* gazetesinin haberine göre İran sınırına üç kilometre uzaklıktaki Tekeli köyünü basan PKK militanları 15 kişiyi kaçınıyorlardı. Bütün bunlar olurken Türkiye Cumhuriyeti'nin Cumhurbaşkanı ve Başbakanı farklı iki açıklama getirerek, zaten hakkında yalnızca yüzeysel bilgisi olan, kamuoyunu iyice şaşkınlığa düşürüyorlardı.

Baş mı, sonu mu?

Cumhurbaşkanı Kenan Evren, haftalarca önce açıklama yapan Genelkurmay Başkanı Necdet Uğur'a paralel bir şekilde ve gerekçelerini açıklayarak, "Oradaki mücadele kolay biteceği benzemiyor" derken, Başbakan Özal bunların "eşyanın son saldırıları, can çekişmesi" olduğunu söyleyiveriyordu. İşin içinden çıkmak baayağı zordu. Bunun nedenlerini *Milliyet* gazetesindeki sütunlarında Teoman Erel dile getiriyordu: "Dikkat ediniz, ülkemizin en önemli mesele-

sini en az konuşuyoruz. Ana muhalefet partisinden yaşanan son olay tipik bir örnek meydana getiriyor. Doğru kökenli bir MKYK üyesi bu konuları istismara yelteniyor ve Genel Kurban'ın girişimiyle ihraç kanalına sokuluyor."

Tartışmaya açmak

Erel, SHP'nin bu konudaki politikasıyla ilgili olarak eleştirdikten sonra şunları ekliyordu: "Mehmet Ali Birand arkadaşımız, 'Bu işe artık Kürt sorunu denilmesini' önerdiğinde hepimiz şaşırık. Ve anladık ki, birakınız derinlemesine araştırmayı, değerlendirmeyi, politika üretmeyi, isimlendirmede bile korku ve tereddütler içindeyiz." Teoman Erel'in "Devlet, hükümet, partiler, üniversiteler yaşanan sorunu gerçekten yaşamaya başlamalıdır" çağrısına "Kürt Sorunu Gündemde" kapağı yüzünden yedi hafta önce sessiz sedasız toplantı verilen *YeniGündem*'in de küçük bir ilavesi olacaktır: Demokrasi, insan hakları ve dürüstlükten yana olan basını da, olayın istismar edilebilirliğini unutmadan, gerçekleri kamuoyunda tartışmaya açma görevini yerine getirmeliydi. Bundan yalnızca Türkiye kazançlı çıkardı. □

geldi. Bu rahatsızlığın kaynağı ne?

Atalay: Şimdi tabii Genel Başkanla, konuşmamdan sonra bir kısım yörelerde karşılıklı ama basın toplantısındaki olaya kadar ki orada bile ben alınmadım doğrusu-bana herhangi bir şey ima etmiş değildim.

Nokta: Konuşmanızı yaptıktan sonra Sayın İnönü'nün yaptığı basın toplantısına kadar geçen süre içindeki gelişmeler nelerdir?

Atalay: Ben konuşmamı yaptıktan sonra kürsüden inerken Sayın Genel Başkan hemen benim sol arkamda oturuyordu, Başkanlık Divanı'na öndercek Genel Başkanı kafamla selamlarken Sayın Genel Başkan'ın da gülerak baş işaretleri ile selamımı aldığını gördüm. Bu davranışı ben yorumlamam. Yani, bu acaba bir kutlama mıdır, başka bir şey midir, nezaketen yapılmış bir şey midir, bu konuda bir şey söyleyemem. Ama Sayın Genel Başkan yine de nezaketli bir insandır, öyle tanırım, öyle bilirim. Yeri me oturduktan sonra da bir kısım arkadaşlarımızın kutlamalarıyla karşılıştım. Toplantı kapatıldıktan sonra da Sayın Genel Başkanla birlikte bazı yöneticiler ile binasına gittik. Böyle bir ima almadım ben. Daha sonra ben kalacağımız otele gittim. Burada Cüneyt Canver arkadaşım benimle görüşmek istediğini söyledi. "Buyur" dedim. Cüneyt dedi ki, "Ben sizin konuşmanızdan dolayı çok tedirgin oldum. Hatta o sırada yerimden kalktım. Gazeteciler orada mı acaba, söyleyelim de yazmasınlar diye. Fakat baktım Ankara'dan gelen gazeteci arkadaşlar orada yok. Sizin bu konuşmanız tabii ki buradaki delegeleri memnun ediyor olabilir, ama Kurultay'da başka delegeler de var. Bundan tedirgin olabilirler. Bunu da bilmek lazım. Yaptığımız konuşma zaman ve yer itibarıyla acaba uygun muydu diye düşünüyorum, pek doğru bulmadım" gibi sözler sarfetti. Bunun üzerine Cüneyt'e ben şunu söyledim: "Cüneytçim, ben tedirgin değilim, çok rahatım. Çünkü ben inançlarım için politika yapan bir insanım. Yani bir kısım delegeler bundan memnun olur, bir kısım delegeler bundan tedirgin olur diye görüşlerimi saklamam, söyleyirim. Kurultay ve seçim zamanı geldiğin-

de eğer ben aday olmaya karar veririm seçilirim veya seçilmem. Ben seçim hesabına göre burada konuşmadım" dedim. Ondan sonra Sayın Timisi'den duyduğum kadariyle söylüyorum, Sayın Genel Başkan, Sayın Timisi ile konuşurken Siyasi Partiler Kanunu, Anayasa ve TCK'yı bulmalarını istemiş. Olayı muzakere etmek istediğini söylemiş, "bu suç mudur değil midir" diye, soru sormuş. Ve Mehmet Moğoltay-Ahmet Gülyuz Keçeci, Mustafa Timisi bu arkadaşlarımızın da katıldığı bir oturmada konuşulduğunu duydum.

"Kürtçe konuşanların hor görülmesi demokrasiyle, insan haklarıyla bağdaşmaz..."

Nokta: Partiden kesin olarak ihraç edilirsiniz, politikaya devam edecek misiniz? Bir başka partiyeye geçmeyi düşünür müsünüz?

Atalay: Sosyal demokrasiyi benimsememiş herhangi bir partide politikayı sürdürmem mümkün olmaz. Politikayı devam ettirmeye gelince elbette ki inançlarımız uğruna nasıl politikaya atılmışam, nasıl şimdiye kadar politika yapmışam, bundan sonra da inançlarımız uğruna politika yapmak istiyorum.

Nokta: Bu gelişmeler sonucunda partinizin tepkisini nasıl karşılayacaksınız?

Atalay: SHP Genel Başkanı Sayın Erdal İnönü ve MKYK'nun benim konuşmamı vönelik olarak ortaya koyduğu tepki açıktır. Bunun yorumunu sorarsanız kendimi çok zorlayarak şunu söyleyebilirim. SHP demokrat bir partidir, programında öyle yazılıdır, tüzüğünde öyle yazılıdır, şimdiye kadar hep demokrasiyi savunmuştur. Bundan sonra da demokrasiyi savunacağına inanmaktayım. SHP bunu tüm kadroları ile yapmaktadır ve yapacaktır. Genel başkanından en şade

üyesine kadar... Ancak hayatın diğer kesimlerinde olduğu gibi siyasette de bazen bir kısım olaylar değişik yorumlanabilir. Bunun sonucunda da bir kısım tercihler içerisinde bulunabilir. Türkiye'de şu anda geçerli olan yasaların tamamıyla demokratik hükümler içerdiğini hep birlikte biliyoruz ve SHP'nin en yetkili ağızları da dahil olmak üzere devamlı şekilde söylüyoruz. Yani Türkiye'de bugün hâlâ Türk hukuk mevzuatına göre, yasalara göre bir kısım düşünceleri açıklamak, yayınlamak, bunun propagandasını yapmak suç oluşturmaktadır. Hatta öyle ki bu anlama gelebilecek açıklama ve davranışlar siyasi partilerin kapatılma sebebi bile olabilir. Elbette ki bu bir MKYK üyesi olarak partinin kapatılmasına sebebiyet verecek bir açıklamayı yapmam, yapmadım.

Nokta: Düşüncelerinizi söylediniz için Merkez Disiplin Kurulu'na verildiniz. Bunun bir haksızlık olduğu görüşünde misiniz?

Atalay: Bu açıdan da aslında çok üzülüyorum. Yani partinin genel yararları açısından.

Nokta: Doğu'daki olayları nasıl değerlendiriyorsunuz? Bir Kürt sorunu var mıdır?

Atalay: Sorunları gözlemekten gelerek, gerçekleri kabul etmeyerek bir yere varamazsınız. Tıpta olduğu gibi nasıl doktor hastasına teşhis koymadan tedavi edemez. Siyasette de bu böyledir. Ülkenin ve halkın içinde bulunduğu sorunları bilmek, tanımak lazım. Buradan hareketle elbette Türkiye'de bir Kürt sorunu vardır. Elbette Türkiye'de Kürtçe konuşan ama devlete vatandaşlık bağı ile bağlı olan T.C. vatandaşları vardır. Ve bu insanların kendi aralarında rahatça konuşamamaktadırlar, bu dilden müzik dinlememektedirler. Bunları yaptıkları zaman yargılamaya, sorgulamaya, kovuşturmaya tabi tutulmaktadır. Hatıa çoğu zaman mahkûm olmaktadır! ●

Haber GÖRTAŞ

3-9.5.1987

TATBIKATTA ÖLÜM

Tatbikat mı, ölüm davetiye mi?

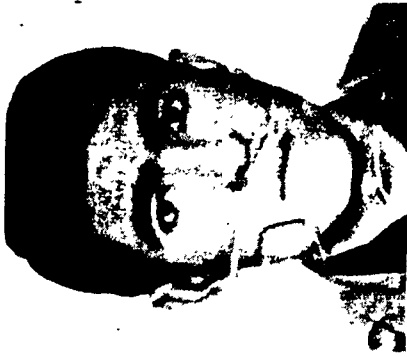
Tabur Komutanı Sadık Aslan, astlarının çeşitli uyarılarına rağmen tek taraflı "tatbikat"ı ısrar ediyor. Paraları götürene askeri araçta kilitlenen "soygun tatbikatından" haberleri yok ve silahlı şahsi mermilerle dolu. Erler, soyguncu kılığında tehlikeye sürülüyor. Boğuşma sırasında silahlar patlıyor. Düzali yere düşerken "Ne yaptın komutanım", diye bağıyor. Silahlı ateşleyen astsubay şaşkınlık içinde "Ne oluyor?", diye soruyor. Ama olan olmuş bile.

Günlerden 2 Ocak 1985. Hava soğuk ve hafif sisli. Kars'tan Suluhan'a giden yol bombos. Her taraf kara kaplı. Askeri araç yolda ilerliyor. Önde bir astsubay, arkada silahlı muhafızlar var. Astsubay Usame Bayramoğlu, parkasının cebindeki silahı sıkı sıkı kavramış Arabada iki buçuk milivonu aşkın para var. Tabur personelinin maşaları. Tabura sağsalim ulaşılması gerekiyor.

O sırada yola bir çukuyor. elyle işareti ediyor. Topallayarak araca doğru ilerliyor. Astsubay, muhafızlara dikkatli olun diyor, araç yavaşlıyor. Topallayarak ilerleyen kişi aracın arkasına do-



İBRAHİM ÖZER
Sesizce hakını vurmuş kurtarıcı



DUZALI ÖZER
Tunceli, Erdoğdu köyünden, 1963 doğumlu. Tabur komutanı. Sorarım bir şeyim, görürsem; yandı'm" demişti

Tunceli, Erdoğdu köyünden, İbrahim ve Dilker'den olma, 1963 doğumlu, 7. Hd. Tb. 1. Bl. erlerinden Düzali, Özer arabada oluyor. Bir "tatbikat" da böylece sonuçlanıyor.

Tehlikede ısrar

Sarıkamış 7. Hudut Tabur Komutanı Piyade Yarbay Sadık Aslan, son zamanlarda artan soygun ve saldırı olayları üzerine, birliklere ulaştırılan asayiş kuraları oluşturulması emrine uygun olarak, taburda kurulan asayiş birliği ve on tarafta doğru "komutanım bunlar bizim arkadaşlar" diye tesliminiyor. Fakat o sırada Astsubay Usame Bayramoğlu merkezi keştiği silahı atıyor. Astsubaya boğuşan "eşkiya" kılığındaki er Düzali Özer "Ne yaptın komutanım" diye bağıracak çukuyor. Usame Astsubay büyük bir şaşkınlık içinde "Ne oluyor, kim var sizin başınızda?" diye soruyor. Düzali'nin ağzından kanlar geliyor. Birkaç manevra mermisi sesi duyuluyor. Düzali'yi arabaya taşıyor.

DUZALI'NİN BABASI İBRAHİM ÖZER

'Tuzak kurdular'

Bes altı ayık askerde. Çocuk zaten burdan giderken tabur komutanı çıkmıştı karşısına, ola sen ne filiz atmışın, sen nerelisin falan demişti. Demisi, komutanım ben Tuncelilyim. "Sorarım bir şeyim görürsem, yandı'm" demiş. Çocuk, ben askerliği iki sene tehir ettim, bir şeyim yok, sorabilirsiniz, demiş. Raporu göre çocuklar sekizde de altı kusuru bulunuyor. Bir, A-ukat Ali Demir, davayı Ankara ve İstanbul'a bildirkişiyse göndermek...

... Raporu gönderdiler Ankara'ya. Kara Kuvvetleri Komutanlığı; Kara Kuvvetleri Komutanlığı, çocuklarda sekizde iki kusur bulundu. Sonunda hâkim vuramı kurtardı. Usayı okumustu. Boktor kursuna girmişti. İzmur'de elektrik kurunda pekiyet derece aldı. Boynuna bindiler başka bir şey değil. Tatbikat diyorlar, fakat böyle tatbikat olmaz. Bir taraftan haberleri var, diğerinin yok. Adamı tutup da ateşin önüne göndermek, bu bir tuzaktır.

HÜSEYİN GÜLEN

'Askerliğin yanar dediler'

— Evet Huseyin. Sen olayın tam içindeymiş Olanları yoklardan yaşadın. Nasıl oldu Düzali?

— Biz yirmi kişiydik. Hazır kita bir çavuş, iki astsubay, bir üstteğmen. Yarbay Sadık Aslan bizim bölüğün komutanını çağırıyor, tatbikat yapacağız, siz pusuda yatacağınız diyor. Bunun üzerine bölük komutanı bizi çağırıyor. Oğlum pususu var dedi. Mutemet iki buçuk milyon lira ile Kars'tan gelecek, biz onları soyacağız. Daha sonra arkadaşlarımızdan destek gelecek sizi teslim alacak, paraları vereceğiz dedi. Önden dört kişi gidecekti. Bir elimizi kaldırdık. Üsteğmen Ali Uzer, Düzali'ye sen git dedi. Ben de dahil dört kişi seçtiçtik.

Ben üsteğmene onlarda hakiki, mermi var, bizi vurmasınlar dedim. Hayır bir şey olmaz dedi. Aracın habersiz olduğunu biliyorduk. Biz Düzali'ye yolda büyük bir tehlike daha uzaktı. Aracı görünce ben yola çıktım. Hasia numarası yaptım. Üç metre arkamdan Düzali geliyordu. Başında Kars'tan aldığım svik kar başlığı vardı. Muhafızlardan biri beni tanıdı ve kendi kendine bu Huseyin nerden çıkmış acaba firar mı etti diye düşünmüştü.

Arabada altı kişi vardı. Ben yanları soygun yapabilirler diye izah edersiniz" demişti.

Tehlike açtı. Mutemet Başçavuş Usame'nin ve ekibinin hiçbir şeyden haberi yoktu ve kendilerinde hakiki mermiler bulunuyordu. Bu tehlike durum Üsteğmen Ali Uzer'in dikkatini çekmişti. Binbaşı İsmail Cimilli'ye giderek tabur komutanını uyarmasını istemişti. Cimilli mahkemede şöyle demişti. "P. Uğur. Ali Uzer mutemet ve muhafızlarda hakiki mermi olduğunu, böyle bir tatbikat tehlike oluşturuyordu. Ben de kendisine uyaracağımı Konuştu muhtarına arzettiğimi ve kendisinin tatbikatı yapılırsa için emri verdiğini biliyorum. Daha sonra taburun ikmal subayı P. Bnb. Hü. Hü. Ergüner ile tatbikatı tehlike oluşturacağını aramızda konuştu. Daha sonra Hü. Hü. Ergüner, erlerde hakiki mermi olduğunu, mutemetin durumundan habersiz bulunduğunu tabur komutanına söyledi. Bunun üzerine tabur komutanımın, mutemetde haber verildiği takdirde tatbikatın amacından uzaklaşacağını ve yararı olmayacağını, zaten Usame'nin yolda resmi ebişsel askerleri görünce paşa paşa duracağını..."

HÜSEYİN GÜLEN

— İyi güzel, senin on dedi. Aşerliğin uzatılır, iyi düşün" dedi. Ömrümün sonuna kadar askerlik yapmam ne görüşümün onu anlatırım. Ben ölmüş olsaydım ailemin perşanlığım düşünüyordum.

Benim ifadem tam yazmamışlar. Bölük komutanımın 150 metre uzaktaki olduğunu söylemişim. Araba 20 metre diyorlar. Ayrıca bölük komutanım bize her sabah teklim alınırlar, eşkiyanın asker kıyafetiyse saldıracacağı, parada söyleyemeyen kimes ben bile olsam çekin vurur dedim. Bu tatbikat parola yoktu. Kayıtlara geçen bir tatbikat olmadı. Kayıtlara yazmadılar.

Bayramoğlu hakkında "silahı hakkın da dikatsizlik sonucu başkasının ölmesine sebep olmak" suçundan Tabur Komutanı Yarbay Sadık Aslan hakkında da "tedbirsizlik sonucu bir kimsenin ölümüne sebebiyet vermek" suçundan idamla cezalandırıldı. Tanklar dinlemiyor, ifadeler alınıyor, bilirkişi raporları düzenleniyor, keşifler yapılıyor. Ancak olayın yakın tanıklarından er Huseyin Gülen, iznizinsizden sarılık olup hastaneye kaldırıldığından keşfe katılmıyor. Huseyin Gülen, 2000'e Doğru'ya, Hü. Hü. Ergüner isimli binbaşımın, Düzali'nin saldırdığını, söylemesi için kendisine baskı yapıldığını, askerliğin yakılmasıyla tehdit ettiğini, tatbikatın parolazı düzenlendiğini, oysa kendilerine her zaman parola söyleyemeyen kim olursa olsun derhal ateş etme emri verildiğini, bu tatbikatın kayıtlara da geçirilmediği şeklinde söyleniyor bulunduğunu, bunu ifadesinde söyleyebildiğinden, zaptı geçirilmediğini anlatıyordu.

Sonuçta, Tabur Komutanı Yarbay Sadık Aslan, üç yıla mahkûm oluyor. Diğerleri beraat ediyorlar. Yarbayın cezası da parolazı değiştiriyor ve böylece görev devam edebiliyor. Davası şimdi Askeri Yargıtay'da.

Yapılacak bu tehlike tatbikatı kimin içinine sınırlanmıştı. Binbaşı İsmail Cimilli son bir girişimde daha bulundu. "Tabur komutanına saat 11.00'de Kars'ta Askeri Gazino'ya mutemet ile buluşarak maşasını alacağım, uygun görüşürse sadece mutemetde tatbikatın yapılacağını (silahı yatacağımı) söyledim. Ancak tabur komutanımın teklifi yine kabul etmedi."

Boylece tabur komutanının direktivisiyle, "eşkiya" rolündeki erler, erlerin ve gerçek silahlar ve mermiler bulunan ve gerçek bir soygunla karşı karşıya olduklarını sanacak silahlı birliğin karışına çıkıyordu. Pususu kuran ekibin mermilerle hedef olmaları isten bile edildi.

Gitti gider

Askeri savcılık, Astsubay Usame

HÜSEYİN GÜLEN

— Evet Huseyin. Sen olayın tam içindeymiş Olanları yoklardan yaşadın. Nasıl oldu Düzali?

— Biz yirmi kişiydik. Hazır kita bir çavuş, iki astsubay, bir üstteğmen. Yarbay Sadık Aslan bizim bölüğün komutanını çağırıyor, tatbikat yapacağız, siz pusuda yatacağınız diyor. Bunun üzerine bölük komutanı bizi çağırıyor. Oğlum pususu var dedi. Mutemet iki buçuk milyon lira ile Kars'tan gelecek, biz onları soyacağız. Daha sonra arkadaşlarımızdan destek gelecek sizi teslim alacak, paraları vereceğiz dedi. Önden dört kişi gidecekti. Bir elimizi kaldırdık. Üsteğmen Ali Uzer, Düzali'ye sen git dedi. Ben de dahil dört kişi seçtiçtik.

Ben üsteğmene onlarda hakiki, mermi var, bizi vurmasınlar dedim. Hayır bir şey olmaz dedi. Aracın habersiz olduğunu biliyorduk. Biz Düzali'ye yolda büyük bir tehlike daha uzaktı. Aracı görünce ben yola çıktım. Hasia numarası yaptım. Üç metre arkamdan Düzali geliyordu. Başında Kars'tan aldığım svik kar başlığı vardı. Muhafızlardan biri beni tanıdı ve kendi kendine bu Huseyin nerden çıkmış acaba firar mı etti diye düşünmüştü.

Arabada altı kişi vardı. Ben yanları soygun yapabilirler diye izah edersiniz" demişti.

Tehlike açtı. Mutemet Başçavuş Usame'nin ve ekibinin hiçbir şeyden haberi yoktu ve kendilerinde hakiki mermiler bulunuyordu. Bu tehlike durum Üsteğmen Ali Uzer'in dikkatini çekmişti. Binbaşı İsmail Cimilli'ye giderek tabur komutanını uyarmasını istemişti. Cimilli mahkemede şöyle demişti. "P. Uğur. Ali Uzer mutemet ve muhafızlarda hakiki mermi olduğunu, böyle bir tatbikat tehlike oluşturuyordu. Ben de kendisine uyaracağımı Konuştu muhtarına arzettiğimi ve kendisinin tatbikatı yapılırsa için emri verdiğini biliyorum. Daha sonra taburun ikmal subayı P. Bnb. Hü. Hü. Ergüner ile tatbikatı tehlike oluşturacağını aramızda konuştu. Daha sonra Hü. Hü. Ergüner, erlerde hakiki mermi olduğunu, mutemetin durumundan habersiz bulunduğunu tabur komutanına söyledi. Bunun üzerine tabur komutanımın, mutemetde haber verildiği takdirde tatbikatın amacından uzaklaşacağını ve yararı olmayacağını, zaten Usame'nin yolda resmi ebişsel askerleri görünce paşa paşa duracağını..."

... Raporu gönderdiler Ankara'ya. Kara Kuvvetleri Komutanlığı; Kara Kuvvetleri Komutanlığı, çocuklarda sekizde iki kusur bulundu. Sonunda hâkim vuramı kurtardı. Usayı okumustu. Boktor kursuna girmişti. İzmur'de elektrik kurunda pekiyet derece aldı. Boynuna bindiler başka bir şey değil. Tatbikat diyorlar, fakat böyle tatbikat olmaz. Bir taraftan haberleri var, diğerinin yok. Adamı tutup da ateşin önüne göndermek, bu bir tuzaktır.

Gitti gider

Askeri savcılık, Astsubay Usame

DÜŞÜNENLERİN
DÜŞÜNCELERİGüneydoğu'daki terör
ve ayrılıkçılık

Osman ANGİN Em. General

1932'de doğdu. 1953'te Kara Hârp Okulu'ndan, sonra sırasıyla Topçu Okulu, Kara Harp Akademisi ve Silahlı Kuvvetler Akademisi'nden mezun oldu. Silahlı Kuvvetler'den komutanlık ve karargâh görevleri yanı sıra, öğretmenlik görevlerinde de bulundu. Napoli'deki NATO Karargâhı'nda, Kıbrıs'ta Türk Mukavemet, Taşkilla-ı'nda ve Kıbrıs Türk Barış Kuvvetleri Kurmay Başkanı olarak görev yaptı. 1984'te kadrosuzluk nedeniyle emekli oldu.

TERÖR; genellikle başbaşa bir amaç olmayıp belirli bir hareketin, eylemin, politikanın veya ideolojinin gerçekleştirilmesi için başvurulan yasa dışı bir silah, araç veya yöntemdir. Terör; zamana, zemine ve duruma göre ayrılıkçılık, bölücülük, gerillik, komünizm, faşizm ve benzerlerinin amaçlarına hizmet eder. Andığımız bu zararlı, yıkıcı ve bölücü etkinliklerde amacın gerçekleştirilmesinde terör; bugünkü koşullarda etkin bir silah olarak yaygın bir biçimde sık sık kullanılmaktadır.

KÜRDİSTAN HAYALI

Güneydoğu'da girişilen terör eylemleri; ayrılıkçı hareketin amacına ulaşmak için başvurduğu çeşitli mücadele yöntemlerinden sadece biridir. Bu yapay hareketin güttüğü amaç; bölgede çıkarları olan bazı ülkelerin teşvik, telkin ve yönlendirilmesidir. Türkiye'nin Türk ulusundan ayrı bir etnik toplum sananların, vatanımızın bir parçasını ele geçirip Kürdistan haline getirmek ve toprak üzerinde ayrı bir ulus halinde yeni bir devlet kurmaktan ibarettir. Bu hareket, onların inanasına göre kaynaşmış bir bütünlük bölünmesi değil, esasen ayrı bir etnik bütün olduklarını iddia edenlerin, üzerinde yaşadıkları bölge ile birlikte vatanımızdan kopup ayrılmalara söz konusudur.

Bunu gerçekleştirmek için de gerekli olan beyin niteliğindeki ekip ile onların icracı militanları, öteden beri bazı ülkeler tarafından yetiştirilip çetileri yardım ve destekleriyle bölgede Kürt olarak nitelendirilen ayrılıkçı örgütler kurularak eyleme geçilmiş ve bölge halkı bu örgütlerce, ayrı bir etnik gruptan geldiklerine telkin, ikna, düzmece belgelere dayalı propaganda ve zorlama yöntemleriyle inandırılmaya çalışılmıştır. Böylece, ismarlama bir sözcük kültürü oluşturulup üzerinde yaşayacağı toprak parçası da ele geçirilerek çeşitli aşamalardan sonra bağımsız bir Kürt devleti kurularak empoze edilip aşılanmış olan Kürdistan hayali gerçekleştirilecektir.

İsmarlamalı bir ulus yaratmak isteyenler, acaba neden kendi toprakları üzerinde özbe-öz Türk olup Türkçe konuşan ve dine bağlı yüzbinlerce ve milyonlarca Türkün bir arada yaşadıkları topraklar üzerinde, onları bir ulus olarak tanıyıp bağımsız bir devlet kurmalarına izin vermiyorlar da Türk soyundan gelenleri, yاپay bir dil ve kültür farklılığı yarattı Kürt diye koşullandırarak kendi çıkarı emelleri doğrultusunda kullanmak istiyorlar? "Sen Kürdün" diye beyni yıkanmış olanların bu suali kendi kendilerine sormaları ve bu uydurma ve ismarlama ulus hayali uğruna kendilerini anlamsızca feda etmemeleri gerekir.

ALINACAK ÖNLEMLER

Açıklanan nedenlerle bu hareketin temelinde ayrılıkçılık ideali yatmaktadır. esas mücadele de bu ideale, onun sahip, yaratıcı ve destekleyicilerine yönelik olarak özette şu yolda yapılmalıdır:

• Türk-Kürt ayrımının gerçek olmadığına, yاپay ve yanlış olduğuna ve hiç bir zaman gerçekleştirilemeyeceğine ilişkin bir kampanyaya başlanıp yaygın bir biçimde sürdürülürken bu yاپay hareketi caydırıcı çeşitli etkin önlemler alınmalıdır.

• Ayrılıkçı terörle mücadelede çeşitli yönlü ve yöntemlerle etkin bir biçimde sürdürülen politik, ekonomik, psikolojik, siyasal, sosyal,

kültürel vb. önlemler de hep birlikte alınıp uygulanmalıdır.

• Bu hareketi ısrarla sürdürenlerin belli bir arazi kesimini üzerinde yoğun bir biçimde toplanmaları da önlenmelidir.

• Bu hareketin mimarı, yaratıcısı ve destekleyicisi olan devletler için de çeşitli türde, önlemler düşünülüp alınmalıdır.

AYRILIKÇILIĞA ÖDÜN VERİLMEZ

Yoksa bu bölgede sadece sosyoekonomik önlemler alınarak refah düzeyi istenildiği kadar yükseltilebilir, ayrı bir ulus halinde devlet kurup yaşamak üzere beyinleri yıkıp koşullandırılmış olan militanlar; bunun yanlış bir ham hayal olduğuna ve hiçbir zaman gerçekleştirilemeyeceğine inandırılmadıkça ve karşılığında çok güçlü caydırıcı engeller görmedikçe bu inanış ve ideallerini gerçekleştirecek olan mücadelelerini vazgeçmezler. Zira onlar için alınacak iyileştirme önlemleri ve sağlanacak refah; onlara kendilerine, "altın taş içinde sunulmuş bir zehir" gibi görülür.

Bu nedenle önemli olan, bu saplantıların gerçekleştirilmesi mümkün olmayan boş bir hayal olduğuna ona kanıtlayarak bu yاپay ve yakıştırmalı ideali yıkmak ve mücadeleyi azaltmaktır. Onun çıkar, yarar, refah ve yararlığının ayrılıkçılığa değil, Türk vatandaşları olarak bu bin yıllık Türk vatanında birlik ve beraberlik içinde yaşamakta olduğunu kanıtlanmalıdır. Türk devletinin ayrılıkçılığa hiçbir zaman izin ve ödün vermeyecek gücü olduğunu inandırıcı ve caydırıcı bir biçimde göstermek. Türkiye'nin her yönden güçlü olması, etkin ve caydırıcı bir faktör olur. Refah düzeyini yükseltmek için alınacak sosyoekonomik önlemler ise diğer önlemleri destekleyen özendirici ve terici edici bir etken olabilir.

SONUÇ

Güneydoğu'daki terör, ayrılıkçılık bir buzdağın benzetildiğinde bunun sadece su yüzündeki kısmıdır. Bu nedenle Güneydoğu'daki olayları, bir terör olayı gibi görmek ve ayrılıkçılık hareketini de terör ile eşanlamalı ve yalnız terörden ibaret sayıp aynı kefeye koymak ona göre alınan önlemlerle terörle mücadele etmek isabetli ve yeterli değildir. Yanlış sonuçlar vereceğinden bizi başarıya ulaştırmaz. Kaldı ki kendi sınırlarımız içindeki terörü önlemek bile sınırlarımızın dışındaki yekin ve uzak terörü tamamen önleme olanaklarımız ne yazık ki yoktur.

Bu mücadele çok yönlü ve uzun vadeli olup çeşitli alanlarda aralıksız bir biçimde sürdürülmektedir. Bu da sadece iç güvenlik güçlerimiz ile Silahlı Kuvvetlerimiz işi değildir. Devletin politik, ekonomik, psikolojik, siyasal, sosyal, kültürel vb. fonksiyonları yürüten kuruluşlarının da bu mücadelede katılımları çok yönlü bir biçimde yürütmeleri gerekir. Bunun için de yapılacak karşı mücadelelerin uzun vadeli temel ilke ve politikası ile buna dayalı faaliyet plan ve program esaslarının uygulanması ve uygulanması gerekmektedir. Tüm böyle bir komple ve koordineli faaliyetler organize edilip halka bunun için gerekcecek ayrı bir teşkilat oluşturulup yurt içinde ve dışında yürütülmesi için yeterli, sağlam ve güvenilir bir istihbarata ihtiyaç vardır.

Bugünkü Güneydoğu'da Kürt değil, kendini yapılan telkinlerle Kürt sananlar ve yاپay olarak yaratılmış olan ayrılıkçı bir Kürt sorunu vardır.

Teşhis doğru kursursa, tedavi başanlı olur.

●Kaçırılan 13 yurttaşımızın 2'si Türkiye'ye sığındı
PKK kampından kaçtılar

• ŞEMDİNLİ (MİL-HA) ASA dışı PKK militanları tarafından üç gün önce silahlı zorla İran'a kaçırılan 13 kişiden ikisi, önceki gece sabaha karşı Türk sınırı geçerek Hazne Karakolu'na sığındı.

Bu arada Şemdinli'ye bağlı Deb köyüne bir baskın düzenlemek isteyen PKK militanları, köy korucuları tarafından püskürtüldüler.

KAÇTILAR MI, GÖNDERİLDİLER Mİ?

PKK militanlarını kaçırdığı 13 kişiden, ANAP Şemdinli ilçe başkanının yeğeni İsmet Akbaş ile Ali Özman adlı yurttaşlar, önceki gece sabaha karşı İran'dan Türk topraklarına geçtiler ve PKK militanları ellerinden kaçtıklarını söyleyerek, güvenlik kuvvetlerine sığındılar. Hazne Karakolu'nda bir süre dinlendirilen Akbaş ve Özman, gazetecilerle görüştürüldü. Bu arada Akbaş ve Özman'ın PKK kampından kaçışının pek akta yakın olmadığını hatırlatan bazı yetkililer, iki yurttaşımızın, belirli bir mesaj

• Silahlı zorla İran'a kaçırılanlardan İsmet Akbaş ile Ali Özman, önceki gece Türk sınırını geçerek Hazne Karakolu'na sığındılar

• Atilla Korkmaz • Cihangir Çığır • Seyfettin Özgezer

iletmek amacıyla PKK tarafından Türkiye'ye gönderilmiş olduklarını söylediler. Dün bu konu hakkında kavuşturulamazken, örgütün, elinde tuttuğu 11 yurttaşımızın serbest bırakılması için herhangi bir koşul öne sürüp sürmediği de öğrenilemedi.

ARAÇLARA GEÇİŞ YASAĞI

Bu arada, Şemdinli'den İran'a giden karayolundaki araç geçiş yasağı sürdürülüyor. Çevre köyleri ilçe başkanı yollarında da hiçbir sivil araç geçişine izin verilmeyecek, bölgede operasyonlar yoğunlaştırılıyor.

Öte yandan, Irak sınırına iki kilometre uzaklıktaki Deb köyüne, önceki gece bir baskın düzenlemek isteyen PKK militanları, köy korucularının açtığı ateşle karşılaşıp amaçlarına ulaşamadılar. Korucu-

ların direnişi sonucu köye girmeyi başaramayan militanların, çatışma sonrasında Irak'a kaçtıkları sanılıyor.

NIYE ŞEMDİNLİ?

Son günlerde eylemlerini yoğunlaştıran ayrılıkçı militanların, genellikle Şemdinli'de görünmeleri dikkat çekerken, yetkililer, bu durumu, ilçenin hem İran, hem de Irak topraklarıyla sınırlı olmasına bağlıyorlar.

Hakk'ın'ın ilçesi olan Şemdinli'de doğal koşulları da çok sert ve gizlenmeye uygun olmasının da eşkiya rahat hareket etme olanağı sağladığı belirtiliyor. Bir askerî yetkilili, bölgede eylem yapan militanların tümünün sınır geçemediğini, bir bölümünün Türkiye'deki sığınaklarda saklandığını söyledi.

OPERASYONLARI
BİGALİ YÖNETİYOR

Ayrılıkçı militanların yakalanabilmesi için operasyonlar gece gündüz sürerken, Diyarbakır'daki 7. Kolordu ve Sıkıyönetim Karargâhı ile İkinci Hava Taktik Kuvvet Komutanlığı'nda dikkat çekici bir hareketlilik gözleniyor. Bölgedeki operasyonlar bizzat İkinci Ordu Komutanı Orgeneral Burhanettin Bigalı tarafından yönetiliyor ve tüm gelişmeler Güney Harekât Merkezi'nde değerlendirilirken, Genelkurmay Başkanlığı'na da sürekli bilgi veriliyor.

PKK'YA LANET

Mil-Ha Çivril muhabiri Hasan Turan'ın haberine göre, Şemdinli'de şehit düşenlerden Nefar Ergut adlı erin ana-babası, PKK'ya lanet yağdırıyor.

Şehit erin gözü yaşlı annesi Fatma Ergut oğlunun ardından ağular yakarken, babası İsmet Ergut, "Evladımı öldürenler, bir gün adalet önünde hesap verecekler... Buna inanıyorum" dedi.

Yurt dışındakiler

Oktay Akbal—CUMHURİYET

DURSUN Akçam, Tektar Ağaoglu, Yusuf Bahadın, Nihat Behran, Erdem Bur, Sümeyle Çakır, Melike F. miraç, Yücel Feyzioğlu, Atalol Beyramoğlu, E. Şeyin Erdem, Tülay German, Demir Özlü, Öner Polat, Şanar Yurdatan vb...

Aydın kamuoyuna çok iyi bilinen, tanınan, yazılan, kitapları, şarkıları, sanatları, çalışmalarını ile ülkemizde sevilmis ünlü kişiler bunlar... Şimdi hepsi yurt dışında, kimi Almanya, kimi İsveç, kimi Fransa'da yaşıyor. Yıllardır zor bir yaşamı sürdürüyorlar. Denecek ki "Kendi istekleriyle değil mi?" Pek öyle değil... Birtakım zorluklarla ülkelerinden ayrılmışlar, güttükleri yerlerde yazmışlar söylemişler, o günlerde tutumları, görüşleri ters düşmüşler... Gide gide yurttanlık hakkından yoksun kalmışlar. Sonra demokrasiye geçiş dönemi başlamış. Haklar, özgürlükler, yasalara pek ummayan durumlar söz konusu edilmiş. Şimdi yurt dışındaki bu kişiler kendilerine yapıldığına inandıktan haksızlığın onarılmasını istiyorlar. Yeni yeniden yurttanlığa alınmak, yurtlarına dönmek, kendi öz ülkelerinde demokratik bir yaşamın hak ve özgürlüklerinden yararlanıp çalışmalarını da topraklarında sürdürmek...

3-5 Nisan günlerinde Federal Almanya'nın Marl kentinde bir araya gelmişler. Yurttanlık aulma, pasaportları geri alınması uygulamalarını kendi aralarında tartışmışlar, sonunda bir de bildiri yayınlamışlar.

Bildiride konu olanca açıklığı ile anlatıldıktan sonra "tüm bu haksızlıkların ve kanunsuzlukların giderilmesi yönünde ülkemizde son zamanlarda aydınlar, hukukçular ve siyaset adamlarınca atılan adımlar olumlu buluyoruz. Ancak bu girişimlerin sözden eyleme dönüşmesi, ülkemizde Meclis ve yargı yolları, ülke dışında da uluslararası mahkemeler yoluyla hak arama girişimleri uygulamaya alınmaya gelmelidir" deniliyor.

Dünyamızın pek çok ülkesinde zaman zaman yurt dışına gitmek, oralarında yaşamak zorunda kalan aydınlar, politikacılar, sanatçılar görülmüştür. Hitler Almanya'sından kendi istekleriyle kaçan kaçanaydı 1930'larda Mann'lar, Einstein'lar, Freud'lar... Kendi tarihimize ünlü yön Türklerini de unutmayalım. Abdülaziz ve Abdülhamit rejimlerinin baskıcı havasına dayanamayıp özgürlük savaşını vermeye seçen Namık Kemal, Ziya Paşalar, daha niceleri anımsanmalıdır. İçinde yaşadığı ortama ters düşenler, düşün savaşımları ülkelerinde yapamamışlar, daha doğrusu yapmaya kalkışıp da yapamamışlar, ister istemez yabancı ülkelere gitmek zorunda kalmışlar.

12 Eylül öncesinde ve sonrasında, ya canları-

nı tehlikeye görenler ya da kimi uygulamalardan kurtulmaya çalışarak pek çok insan yasal ya da yasa dışı yollardan ülke dışına gitmeyi başardılar. Pek çoğunun yasa dışı önünde gelecek hesapları vardı. Ama bu hesaplar o denli de ağır ve önemli miydi? Kimileri de böyle bir hesap verme tehlikesinden uzak oldukları halde sivil düzenin ağırbaşlılığına bir tepki olarak ülkelerinden koptular.

Bütün bu konuları kendi aramızda tartışmak gerekir. Haklı ya da haksız suçlamaları, o kişilerin dışında, o kişileri hesaba katmadan, verecekleri yanıtlan dinlemeden, dinlemek istemeden sürdürmek ve her şeyden önce bir üyesi olmaya kalktığımız Avrupa uygarlığına ters düşmektedir. Madem ki, Batılı anlamda bir demokrasi, bir özgürlük düzeni, yönetimi özlüyoruz, bu yapaşık koşulluğunda kendimize yer arıyoruz, öyleyse çağdaş demokrasinin gereklerine uyacağız.

Akçam, Ağaoglu, Behramoğlu, Bahadın, Behram, Özlü, Polat gibi yazınımızın önde gelen adları bugün yurt dışındadır... Hepsi türlü suçlamaları, ama hepsi de ürin veriyor, yazıyor, içeriyor. Türk sanat ve kültürünün birer öncüsü gibi ülkemizi tanıtıyorlar. İstedikleri nedir? Bildiri'nin sonundaki istekleri şöyle sıralamışlar:

"Bizler, çeşitli nedenlerden ve zorluklarla Türkiye dışında yaşamak ve çalışmak durumunda bulunan yazarlar ve sanatçılar olarak:

Konuşan, düşünen, üreten, yaratan bir Türkiye istiyoruz.

Demokrat, onurlu, aydınlık bir Türkiye istiyoruz.

İleri ve uygar insanlık ailesinde hakkı olan yeri almış, başı sağ, özgür bir Türkiye istiyoruz.

İnsanların hava gibi, su gibi en doğal hakları olan yurttanlık haklarının gaspedilemeyeceği, düşünme, konuşma, örgütlenme ve benzeri demokratik hak ve özgürlüklerin ellerinden alınmayacağı, insanca, eşitçe, özgürce yaşanan bir Türkiye istiyoruz."

Yurdumuzun gerçek çıkarları olduğuna, gerçek bir yurtseverliğin gerekleri olduğuna inandığımız bu inançları ve ilkeler doğrultusunda, her koşulda yurt içinde ya da dışında, her yerde ve her zaman yaşamayı, çalışmayı, üretmeyi sürdürme görevimizi ve uyarı görevini yerine getireceğimizi belirtiyoruz."

Hepimizin istekleri, özlemleri de bunlar değil mi?

Köy korucularına mayın tuzağı Bir rehine daha PKK'dan kaçtı

● Özel vurucu tim ve askeri birliklerin operasyonları sürerken, Mardin'in Gercüş ilçesindeki PKK militanlarının döşenen mayına çarpan traktördeki 3 köy korucusu yaralandı. Tekelli köyünde kaçırılan 12 kişiden birinin daha dönmesiyle PKK dan kaçanların sayısı 3'e çıktı

● Mardin'in Gercüş ilçesine bağlı Seki köyüne giden traktör, yola döşenen mayının patlaması sonucu tahrip oldu, traktörde bulunan üç kişi yaralandı

• Atilla KORKMAZ • Eyüp KAÇAR

● **ŞEMDİNLİ (MİL-HA)** UNEYDOĞU Anadolu Bölgesi'nde özel vurucu tim ve askeri birlikler tarafından yürütülen operasyonlar geceli-gündüzlü aralıksız sürerken, PKK militanları Mardin'in Gercüş ilçesinde yola mayın döşedi. Mayın üstünden geçen bir traktör, meydana gelen patlama sonucu tahrip oldu. Olay dün sabah saat 09.00 sıralarında meydana geldi. Gercüş'e bağlı eski adı Haraba Benne olan Seki köyünden Midyat'a giden

Mehmet Ali Tuş'un yönetimindeki plakasız traktör, PKK militanların yola döşediği mayınla tahrip oldu. Traktörde bulunan köy korucusu Hasan Yılmaz, Hacı Ali Sömez ve Mehmet Ali Tuş yaralandı. Yaralı Hacı Ali Sömez'in durumunun ağır olduğu ve Midyat Devlet Hastanesi'nde ameliyata alındığı öğrenildi. Diğer iki yaralı da aynı hastanede tedavi ediliyor. Geçen hafta da Gercüş'un Yamanlar mevkinde yola döşenen mayın, üstüçmen Yavuz Oğuz'un şehit olması-na, iki erin de yaralanmasına ne-

den olmuştur.

Olaydan sonra bölgeye gönderilen özel hareket timi operasyonlara başladı. Bu arada, Irak sınırına yakın yerleşim birimindeki operasyonlar da aralıksız sürdürülüyor.

Bir süre önce PKK militanları tarafından Hakkâri'nin Şemdinli ilçesine bağlı Tekelli köyünden kaçırılan 12 kişiden biri daha kaçar kurtuldu. Meclî Dayan adlı kişinin de kaçmayı başarmasıyla geri dönenlerin sayısı 3'e yükseldi. PKK militanları Tekelli köyünden kaçırıldıkları 12 kişiyi, bir süre önce Irak'taki Hakurk kampına götürmüşlerdi.

Bu arada, Kuzey Irak'ta bir keşimî denetimî altında bulunan İKDP lider Mesut Barzani ve KYB lider Celal Talabani'ye karşı, Irak Hükümeti geniş bir temizlik operasyonu başlattı. Havadan bombardıman uçakları ile düzenlenen saldırılarda, biri bucak, 37 Peşmerge köyünün daha bombalanması sonucu, son iki haftada tahrip edilen yerleşim birimi sayısı 100'e çıktı.

Gercüş'te yine tuzak: 3 yaralı

Mardin'in Gercüş ilçesine bağlı Zekiler köyü yakınlarında yola patlayıcı madde yerleştiren bölücü eşkiya bir traktörü havaya uçurdu. Olayda 3 kişi yaralandı. Şemdinli'nin Tekelli köyünden kaçırılan 12 kişiden biri daha kaçarak yurda döndü.

Haber Merkezi — Mardin'in Gercüş ilçesine bağlı Zekiler köyü yakınlarında yola patlayıcı madde yerleştiren bölücü eşkiya bir traktörü havaya uçurdu. Olayda üç kişi yaralandı. Şemdinli'nin Tekelli köyünden kaçırılan 12 kişiden biri daha kaçarak yurda döndü.

Gercüş'e bağlı Zekiler köyüne gitmekte olan, sürücüsü ve plakası belirlenemeyen bir traktör, bölücüler tarafından yola yerleştirilmiş bir patlayıcının infilak etmesi üzerine havaya uçtu. Traktörde bulunan ve kimlikleri belirlenemeyen üç kişi ağır yaralandı. Yaralıları tedavi altına alınırken, kaçan bölücülerin yakalanması için bölgede geniş çapta operasyonlar başlatıldı.

Öte yandan muhabirimiz Mehmet Akta'nın bildirdiğine göre geçen hafta Şemdinli ilçesine bağlı Tekelli köyünden bölücüler tarafından kaçırılan

Irak İnan topraklarındaki bir kampa götürülen 12 kişiden biri daha geri döndü. Dön geri gelen Meclî Dayan, Jandarma Komando Tabur Komutanlığı'na götürülürken, "akrabalarını kaçırdığı sırada teröristlere karşı koymadıkları" gerekçesiyle gözaltına alınan 9 kişisinin de süyünetim komutanlığına sevk edilecekleri bildirildi.

Bölücü saldırılarının meydana geldiği bölgelerde arama ve operasyonlar da sürdürülüyor. Özellikle köy hava koşullarından etkilenen yerlere askeri birlikler, helikopterler yardımıyla ulaşmaya çalışıyorlar.

Bu arada Gercüş yakınlarında geçen hafta meydana gelen ve 13 askerimizin şehit olmasıyla sonuçlanan saldırının kurbanlarından Piyade Komando Üstğöçmen Yavuz Oğuz da dün Ankara'da yapılan törene toprağa verildi.

Üniversitede "terör ve bölücülük" anlatıldı



Dikkatle izlediler İstanbul Üniversitesi Fen Fakültesi Konferans Salonu'nda dün ilk kez düzenlenen, bölücü ve yıkıcı faaliyetlerin anlatıldığı toplantıya, İstanbul Üniversitesi'nin tipik öğrencileri dışındaki tüm öğretim görevilleri katıldı. (Fotoğraf: Ali BOSTANCI)

'Komsularımız düşman'

● İstanbul Üniversitesi Rektörü Prof. Dr. Cemil Demiroğlu, açış konuşmasında, toplantının bir terör dersi olmadığını bir bilgilendirme toplantısı olduğunu söyledi

● Ağır sağ ve soldaki bölücü örgütleri kullanan ülkelerin, Türkiye'yi paylaşmak için yarış girdiklerini belirten yüksek rütbeli bir subay, "Rusya da bir bölgeye çok büyük asker yığıyor. Yunanistan, Trabzon'u bile istiyor" dedi



Komsularımızın Türkiye'yi paylaşmak planlarını gösteren kroki...

● **Metin ÖZYILDIRIM**

İP fakültelerinde dışındaki, İstanbul Üniversitesi'ne bağlı tüm fakültelerde görevli öğretim elemanlarına dün verilen bir konferansta, "Günümüzde sıcak savaşın, yerli savaşın, anarşi ve terörün bırakıldığı, ağır sağ ve soldaki bölücü ve yıkıcı örgütleri kullanan ülkelerin, Türkiye'yi paylaşmak için yarış girdiği" anlatıldı.

Üniversite gençliğini aydınlatmak, yıkıcı ve bölücü akımların etkisinden kurtarmak amacıyla düzenlenen konferans, Fen Fakültesi Konferans Salonu'nda İstanbul Üniversitesi Rektörü Prof. Dr. Cemil Demiroğlu'nun yapış konuşmasıyla açıldı.

Rektör Prof. Dr. Demiroğlu, konuşmasında, bu toplantının terör dersi olmadığını belirterek, konuş-

masını şöyle sürdürdü: "Bu toplantı, Cumhuriyet tarihinde ilk kez düzenlenen bir toplantıdır. Bu tür bir toplantı 1985 yılında da yapılmış ve buna İktisat Fakültesi'ndeki öğretim üyeleri katılmıştır. O toplantıdan pek çok yararlar sağlanmıştır. Bu kez düzenlenen toplantıya tüm öğretim elemanlarımız katılmalarını istedik. Millî Güvenlik Kurulu Genel Sek-

reterliği ve Emniyet Genel Müdürlüğü ile birlikte düzenlediğimiz bu toplantı, bir konferans değil, bir bilgilendirme toplantısıdır. Bu toplantıdan da büyük yararlar sağlanacaktır umuyoruz."

Daha sonra kursuya gelen yüksek rütbeli bir subay, Türkiye'nin jeo-politik durumunu değerlendiren, "Türkiye'yi çevreleyen ülkelerin her birinin ülkemiz üzerinde aynı ayrı emelleri vardır" dedi. Konuşmacı, komşularımızın kendi emellerini gerçekleştirebilmek için bölücü ve yıkıcı örgütlerden yararlandıklarını söyledi.

KOMŞULARIMIZIN EMELLERİ

Rusya'nın kendi emellerine kavuşmak için çok dar bir alanda çok büyük bir askeri birikim yaptığını, Bulgaristan'ın, yakınında güçlü bir Türkiye'yi istemediğini, bunun için her türlü propagandadan yararlandığını hatırlatan konuşmacı, Yunanistan'ın "Megalo İdea"dan vazgeçmediğini, Zonguldak'ın doğusundan Antalya'nın batısına uzanan doğultunun batısına kalan alanı ve Trabzon dolaylarını kendi topraklarına katmanın idealini yaşadığını söyledi.

Suriye'nin bölücü ve yıkıcı örgütlerle maddi ve manevi destek sağladığını da iddia eden konuşmacı, bu ülkenin Hatay ve dolaylarını kendi topraklarına katma arzusunun sürdürdüğünü, bölücü ve yıkıcı bir örgütün de Suriye'nin doğusundan itibaren Irak'ın büyük bir bölümü ile Doğu ve Güneydoğu Anadolu'yu da kapsayan alan içinde bir devlet kurmak istediğini öne sürdü.

Yüksek rütbeli subayın konuşmasından sonra söz alan ikinci sivil konuşmacı ise, "Türkiye'deki ağır sağ, ağır sol, bölücü ve yıkıcı örgütlerle ilgili faaliyetleri" hakkında ayrıntılı açıklamalarda bulundu.

"Piymanlık Yasası olarak adlandırılan yasamız söz konusu örgütler üzerinde çok tesiri yaptığını" da belirten konuşmacı, "ASALA, urkuk, bölücülük, İrtica ve Ermenî terör örgütleri"ni anlatırken, ilk kez 1968'lerde masum öğrenci hareketleri olarak başlayan olayların, üniversite gençliğini kullanılması ile giderek genişletildiğini, 15-16 Haziran olayları ile de işçi örgütleri ve sendikaların da bu olaylara çekildiğini savundu.

Öğrenci olaylarının giderek büyümesi üzerine, büyük silah ve uyuşturucu madde kaçakçılığının

üniversite gençliğini kendi emellerine alet ederek onları sürekli olarak kullandıklarını belirten konuşmacı, irticai hareketlere değinirken, halen "Nurculuk, Süleymançılık, Nakşibendilik, Hizb-üt Tahricülük ve Hümeysayicilik akımlarına faaliyetlerini sürdürdüklerini" söyledi.

Birbirlerini vurmaya başladılar Bölücüler arasında kanlı hesaplaşma

HANNOVER, AA

FEDERAL Almanya'nın Hannover kentinde önceki gün sokak ortasında kurşunlanarak öldürülen Ramazan Adıgüzel'in (37), yurt dışında Türkiye aleyhine faaliyet gösteren bölücü bir örgütün aktif üyesi olduğu öne sürüldü.

Ramazan Adıgüzel, bölücü örgütün Hannover'de düzenlediği toplantıdan çıkarken öldürülmüştü. Adıgüzel'in, Türkiye aleyhine çalışan bir başka yasa dışı örgüt militanlarına öldürülmesi olasılığı üzerinde duruluyor.

Federal Almanya'nın Hamburg kentinde Mosa Eker adlı Türk'ün dün sabaha karşı sokak ortasında kurşunlanarak öldürüldü. Cinayete ilgili soruşturmayı sürdüren polis, olay yerinden otomobile kaçışı belirlenen katilin izine rastlanmadığını açıkladı.

Doğuda hayvanlar açlıktan ölüyor

ERZURUM (MEHMET GÜLTEKİN) — Hayvançılık merkezi olan Doğu Anadolu bölgesinde hayvan yemi sıkıntısı had safhaya ulaştı. Yem sıkıntısı nedeniyle bazı köylerde çok sayıda hayvanın açlıktan öldüğü bildirildi. Kışın uzun sürmesi ve köylerde hâlâ kar kalınlığının bir metrenin üstünde olması nedeniyle çiftçinin samanlığına bulunan saman ile "taya" denilen ot yığınları eridi. Ot ve saman sıkıntısından baş gösterdiği köylerde otun ve samanın kilosu 100 liraya alıcı buluyor.

Doğu Anadolu bölgesindeki köylerden il merkezlerine gelen haberlere göre, yem sıkıntısı yüzünden ahırlardaki büyükbaş hayvanlar köyülerin deniyimle "kuuyruğa düştü". Zayıf kalmaları nedeniyle yattıkları yerden kalkamayan büyükbaş hayvanlar, sahiplerinin kuyruktan tutarak kaldırmalarıyla suya götürülüyor. Vali Recep Birsin Özen, köylerden gelen yem sıkıntısı şikâyetleri üzerine ilçe kaymakamlarını uyararak bu konuda gerekli çalışmanın yapılmasını istedi.

●Tunceli'de teröre karşı önlem projesi onaylandı

DAĞINIK KÖYLER

BİRLEŞİYOR

●"Toplu köyler" projesiyle hem vatandaşlara daha iyi hizmet götürüleceği, hem de eşyanın dağılımındaki savunmasız allelerden zorda yivecek alanlar ortadan kaldırılıyor

İhsan DÖRTKARDEŞ

●DIYARBAKIR (MİL-HA)

SON yıllarda terör hareketlerinin urandığı Tunceli'deki dağınık yerleşim birimle-

rini bir araya getirmek amacıyla hazırlanan proje onaylandı.

Başbakan Turgut Özal'dan sonra Cumhurbaşkanı Kenan Evren'den de onay alan ve Resmi Gazete'de yayımlanarak yürürlüğe giren Tunceli'deki "toplu köyler" projesi ile ilgili son incelemelere başlandı.

Tunceli eşi Valisi Keenan Güven'in bizzat hazırladığı ve gerçekleştirilmesi amacıyla uzun süre çaba harcandığı projeye, kente bağlı 434 köy ile bu köylere bağlı 1064 yerleşim ünitesi sayısının en az düzeyde indirilmesi hedefleniyor. Nüfusunun

yüzde 70'i kırsal alanda yaşayan Tunceli'ye projeye yol, su, elektrik, sağlık ocakları, telefon gibi altyapı hizmetlerinin kolaylıkla götürüleceği belirtildi.

Projenin uygulanmaya başlamasıyla 1-2 evden oluşan mezarlıkların boşaltılacağı bildirildi. Bir yetkilili, şunları söyledi: "Bu hem devlet, hem de vatandaş için yarar olacaktır. Devlet, vatandaşın altyapı hizmetlerini götürecektir, bunu daha çabuk ve ucuzca mal edecektir. Vatandaş da çaba nimetlerinde nasıbları olacaktır. Bu projenin en yararlı yanlarından biri de dağınık

yerleşmeden büyük yarar bulan eylemlerinin azaltılması olacaktır. Etkiya dağılımındaki savunmasız allelerden zorda yivecek olmayacaktır."

Yaklaşık 3 yıl önce hazırlanan projenin bu kadar geç yürürlüğe girmesine neden olarak Devlet Plan-

lama Teşkilatı'nın (DPT), konuyu iyice incelemesi gösterildi.

Söz konusu projenin gerçekleştirilmesi için en az 500 milyon lira gerektiği açıklandı. 3 yıl içerisinde tamamlanması öngörülen proje ile 2 bin 500 dolayında aile yer değiştirmek zorunda kalacak.

Tercüman

6.5.1987

Apo, yayınladığı kitapta fanatiklere çağrı çıkardı

"Ananı babanı öldür"

Herkese kin kusuyor
Yönetimle birlikte Demirel ve Ecevit'e de hücum eden Apo, kitle eylemleri ve silahlı direnişler düzenleyemedikleri için komünist örgütlerden de hesap sorulmasını istedi

Kayıplardan ders
PKK şefi Apo, uğradıkları kayıplardan ders alınmasını isteyerek "kişisel ihmalkârlıklar"ı eleştirdi ve "Kayıpların neye malolduğu ayrıntılı olarak belgelendirilmelidir" dedi

Tahir HACIKADİROĞLU

RANKURD, (Tercüman)- Doğu'da masum insanları acımasızca öldüren ve askerlerimize puslu kuran PKK'nın şefi Abdullah Öcalan, (APO) yayınladığı iki ciltlik kitabında itiraflarda bulundu. Kayıplar verdikle-

rini ve bunlardan ders aldıklarını yazan Abdullah Öcalan, ana ve babalarını öldüren PKK militanlarını suçlarken, devrim uğruna bu tür cinayetlerin işlenmesi gerektiğini belirtti.

Bölücülerin "cirit" atar hale geldiği Federal Almanya'da 300'er sayfalık iki cilt-

ABDULLAH ÖCALAN SEÇME YAZILAR

CİLT-II

PKK mensupları içinde anasını, babasını ve öz yakınlarını vurmanın olduğu doğrudur, ama bunlar hangi ana-babalar ve hangi yakınları? Karşı-devrime çalışan, ona alet olmaya ısrarla devam eden, oğullarını ve kızlarını lazıme yem etmeye çalışan, onları ibrar eden, jandarmayla ardına du-

Abdullah Öcalan (Apo)'in Seçme Yazılar isimindeki iki ciltlik kitabında PKK mensuplarının ana ve babalarını da vurdukları yazılır.

lik kitap yayınladığı PKK eşkiyasının lideri Abdullah Öcalan, Türkiye'ye karşı bütün kinini kustu. Kitabın birinci cildinde PKK'nın yurt dışına çıkışı ve direnişi anlatılıyor. Ayrıca, bölge halkı Türkiye'ye karşı savaş çağırılıyor. İkinci ciltte ise, PKK'nın aldığı dersler ve ye-

ni örgütlenme çalışmaları dile getiriliyor.

ATATÜRK'Ü DİL UZATIYOR

Öcalan, kitabın "PKK, Tarihi Yargılama Hakkında Kullanacaktır" adlı bölümünde, Atatürk'e, İstiklâl Savaşı kahramanlarına dil uzatarak şunları yazıyor:

"Türk egemenliklerinde sorulacak hesap sadece Ermeni katliamını değil, en başta Kürtler olmak üzere diğer halklara yönelik katliamları da içermelidir. Bu anlamda sadece Hitler'in değil, Mustafa Kemal Atatürk'ün suçları da ortaya konmalıdır. Osman Mustafa Suphi'leri nasıl katlettiği, Çerkez Ehem'î nasıl ihanet zorladığı, Kâzım Karabekir Paşa'dan Rauf Orbay'lara kadar birçok silâh arkadaşlarımızı nasıl tutuklattığı, Derinim'de, İnan'da, Diyarbakır'da ve Ağrı'da onbinlerce Kürt insanını nasıl mağaralara ve derelere doldurup, kimini yakarak, kimini boğdurarak öldürdüğünü ortaya konulmalıdır.

Dün sahip oldukları milyonluk örgütlere rağmen, başta Kürdistan olmak üzere her şeyi faşizme ve onun temsilcisi generalleri grubuna peşkeş çeken Ecevit'ler, Demirel'ler de yargılanmalıdır.

Açık ki, yargılanması gereken birçok güç vardır. Her biri kendisiyle çokça övünen

Dev-Yol, Dev-Sol, Partizan, TKP, TKIP, HK adlı kimi Çin'e kimi Sovyetler'e, kimi Arnavutluk'a, kimi sarı Avrupalılar'a bağlı bu güçler de kendi hesaplarını verebilmelidir. O arkasında bu kadar sosyalist ülke olduğunu iddia eden, birçok tanınmış komünist partisiyle dost olmakla ve Jivko'la bizzat görüşme yapmakla övünen Haydar Kutlu ve TKP'li de eylemlerini açıklamalıdır. İstanbul'da ne kadar işçiyi greve kaldırdıklarını, 5 yıldan beridir faşizme ne kadar eylem dayattıklarını -Demokratik Almanya'daki radyo faaliyetleri dışında ona karşı ne kadar eylem koyduklarını- sayıp dökmelidirler. Biz, bunlardan niçin bir silâh direnişi geliştirmediklerimizin sorumlusunu da bir yana bırakalım, ama kendileri hiç olmazsa bir Pakistan ve Şili muhalefeti kadar bir kitle eylemli yapıp yaratmadıklarını, kaç tane sokak gösterisi yaptıklarını ortaya koymalıdır."

Bölücü eşkiyanın başı Öcalan, kitabının bir başka bölümünde ise, PKK mensupları içinde anasını, babasını ve öz yakınlarını vuranların olduğunu doğruluğunu itiraf ederek, şunları yazıyor:

"Ana bunlar hangi ana babalar, hangi yakınlarıdır? Karşı devrime çalışan, ona alet olmaya ısrarla devam eden, oğullarını ve kızlarını faşizme yem etmeye çalışan,

onları ibrar eden, jandarmayla ardına düşen ana babalara PKK'lı devrimci ne yapmalıdır? Kaldı ki, böyle ana ve babalar sadece Kürdistan'da ve yine sadece PKK'lıların yakınları olarak mı vardır? İnsanlık tarihinde çeşitli ülkelerde, yine çeşitli devrim hareketlerinde yaşanmış benzer gerçeklikler yok mudur? Castro ile kardeşlerinin savaşları, yanında yer alanları ve karşısında savaşanları ile ne anlama gelmektedir? Evet PKK açığa çıkarıyor: O, böylelerini cezalandırmayı ve cezalandırca-

"NASIL KAYIP VERDİK"

Öcalan, ders aldıkları kayıplar ve bundan sonra ne şekilde hareket etmeleri gerektiğini de şöyle anlatıyor:

"Kayıplarımızın nedenleri, yönetimden, birim sorumlularından, koşullardan ve kişisel ihmalkârlıklardan kaynaklandıklarına göre, kayıpların neye malolduğu, bunlardan çıkarılan dersler, ayrıntılı olarak belgelendirilmelidir. Parti yayın organları, kayıplarımız ve bunların anlamı hakkında genel değerlendirmelerini vermiştir."

Hürriyet

6.5.1987

Eşkiya avı sürüyor...

PKK'dan "şaşırtma taktiği"

●Bölücülerin kaçırdığı köylülerden birinin daha geri dönmeye başladığı çekiçi olduğunu belirten güvenlik yetkilileri, teröristlerin bu kişileri yanlış bilgi vermek için serbest bırakabileceklerini söylediler.

SEMDİNLİ, (Hakkâri), (Hürriyet-ha)- Bir bin başı, 2'isi üstlenmiş, 13 askeri mizi şehit eden hançerin ele geçirilmesi için, 6 gün önce başlatılan operasyonlar devam

ederken, Tekeli Koyu'ndan 1 gün önce kaçırılanlardan Mehmet Dayan da geri döndü. Dayan, dün sabah güvenlik güçlerine teslim oldu. On soruşturması Semdinli'de yapılan Dayan, sorgu için Hakkâri'ye gönderildi.

Daha önce 2 köylünün geri döndüğüne dikkati çeken bir yetkilili, "Kaçır kurtulduklar" diyen bu kişilerin, aslında "şaşırtma taktiği" uygulayan teröristler tarafından güvenlik güçlerine yanlış bilgi vermenin

için serbest bırakılmış olabileceğini, sorgularında bu ihbarı mahim de dikkate alındığını söyledi. Ancak Irak'taki tampon bölge üzerinde dün sabah 3 net uçağı keşif uçuşu yaptı. Ancak yetkililer konuya ilişkin herhangi bir açıklamada bulunmadılar.

Gozu donmuş eşkiyaya hak ettiği ders verilebilmesi amacıyla sürdürülen operasyonlar Hakkâri'nin Çukurca ve Uçdere ilçelerine kaydırdı. Ön ceki gün gözaltına alınan ve aralarında ANAP Semdinli İlçe Başkanı Mustafa Akbaş'ın da bulunduğu 38 kişi ile ilgili soruşturma sürerken 4 kişinin daha gözaltına alındığı öğrenildi. Böylece gözaltına alınanların sayısı 42 ye çıktı.

Cumhuriyet 6.5.1987

PKK köy bastı 2 kişi öldürdü

Tunceli'nin Pulmür ilçesine bağlı Kabayel köyüne geçen cumartesi günü baskın düzenleyen bölücü teröristler, iki köylüyü evlerinde öldürdü.

TUNCELİ (Cumhuriyet) — Tunceli'nin Pulmür ilçesine bağlı Kabayel köyüne baskın düzenleyen yasadışı örgüt üyeleri, 2 köylüyü öldürdü.

Geçen cumartesi günü saat 19.00 sıralarında, Kabayel köyüne gelen teröristler, 28 yaşındaki Dursun Bektaş ile 58 yaşındaki Selvi Demirtaş'ı, kaldıkları köy evinde otomatik silahlarla tarayarak öldürdüler. İki kız 3

kişiden oluşan bölücü grup, olaydan sonra kaçmayı başardı.

Öldürülen köylülerden Selvi Demirtaş'ın kocası Binalı Gönültaş'ın ihbarı üzerine, bir süre önce 5 terörist öldürülerek ele geçirilmişti. Karşı eylem olarak yapıldığı sanılan saldırıda Binalı Gönültaş evde bulunmadığı için kurtulurken, damadı Dursun Bektaş ve eşi Selvi Demirtaş saldırının kurbanları oldular.

Doğu'da köy çocuklarına eğitim kampanyası

Önce Türkçe

Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da ilkokulu bulunmayan köy ve mezralardaki çocuklar, yaz aylarında bölge okullarına getirilerek, kendilerine önce Türkçe okuma yazma, konuşma öğretiliyor.

Bölge okullarında öğrencilerin bir arada yattığı koğuşların yanı sıra, oldukça yetersiz atölyelerde mesleki beceri kazandırılmaya çalışılıyor.

ASIYE UYSAL

Doğu ve güneydoğudaki yatılı ilköğretim bölge okullarında, ilkokulu bulunmayan köy ve mezralardan toplanan çocuklara, önce Türkçe okuma, yazma ve konuşma öğretiliyor.

Çoğunluğu doğu bölgelerinde olmak üzere Türkiye'de toplam 29 bin 362 ilik ve ortaokul öğrencisinin öğrenim gördüğü 92 yatılı ilköğretim bölge okulu bulunuyor. Bu okulların yöneticileri, yaz aylarında Milli Eğitim müfettişleri eşliğinde bölgelerindeki ilkokulsuz köy ve mezraları dolaşarak, okul çağına gelmiş çocukları saptıyorlar. Van'daki Yatılı İlköğretim Bölge Okulunda bu şekilde okuyan öğrenci bulunuyor. Yakın çevrelerden gelen gündüzlüleri birlikte okuldaki öğrenci sayısı 800'e ulaşiyor. Türkçe bilmeyen öğrencilere önce Türkçe konuşma ve okuma-yazma öğretiliyor. Öğrenciler, her öğün yemeğe başlamadan önce "Tanrıma

hamdolsun, milletimiz var olsun, affiyet olsun" diye ayakta dua ediyorlar. Öğrenciler öğretmenlerin karşısına geldiklerinde hazırla geçiyorlar. Müdür Orhan Zeki Bektaş, okul hakkında şu bilgileri verdi: "Öğretmenlerimiz, kıdemli ve başarılı öğretmenlerden oluşan komisyon tarafından seçilir. Bizce gelen çocukların çoğu musluğu ilk kez burada görür. Okula aldığımız çocuklar Türkçeyi bilmeyen çocuklardır. Bu nedenle özellikle çocuk oyunlarına ağırlık veriyoruz. Türkçeyi oyun içinde öğretiyoruz."

Yine Bektaş'ın verdiği bilgilere göre, yatılı ilköğretim bölge okullarına öncelikle ilkokulu olmayan köy ve mezralardan öğrenci alındıktan sonra, yer kalırsa ortaokulu bulunmayan yerleşim birimlerinden de sinavla ortaokul öğrencisi alınıyor. Yine kontenjan uygun olursa, mahkeme kararıyla koruma altına alınmış çocuklar kabul ediliyor. Öğrencilerin giyim, ders kitapları, defterleri okul tarafından

karşılıyor. Kırtasiye masrafları için her bir öğrenciye ayda 1500 liralık harçlık veriliyor.

Van'daki bölge okulu yatakhane, eğitim binaları, lojmanlarıyla birlikte 17 ayrı üniteden oluşuyor. Okulun 16 yataklı revirinde 2 hemsire, bir hastabakıcı bulunuyor. Çoğunlukla ekonomik ve sosyal bakımdan yetersiz koşullardaki ailelerden gelen çocukların çeşitli sorunları ile bir "rehber öğretmen" ilgileniyor.

Okulun yatakhanesi "koğuş" adı verilen bölümlerden oluşuyor. 90 öğrencinin bir arada yattığı bir koğuş bulunuyor. Bu koğuşa girildiğinde ağır bir idrar kokusuyla karşılaşılıyor.

GECE NÖBETLERİ

Toplam 31 öğretmen, 4 kurs öğretmeni, 11 hizmetli, 12 yükümlü fazlası erin görev yaptıkları okulda aynı zamanda öğrencilere yetersiz atölyelerde mesleki beceri de kazandırılmaya çalışılıyor. Öte yandan okulun öğretmenleri neredeyse 24 saat çalışıyor. Öğretmen Selahattin İnci, bu konuda şunları anlatıyor: "Sabah saat 08.00'de ders başlıyor, akşam saat 16.30'da bitiyor. Etüt ve yemekten sonra yine etüt yapılıyor. Öğrencileri akşam saat 20.00'de yatırıyoruz. Haftada bir gece yatakhanelerde gece nöbeti yapıyoruz. Banyo günleri çocukların banyolarını da biz yapıyoruz."



İLK YEMEKHANE, İLK EĞİTİM — Van'daki bölge okuluna getirilen köy çocuklarından bir çoğu yaşamlarında ilk kez bir yemekhane topluca yemek yiyor, musluk ve tuvalet gibi 'yenilik'lerle karşılaşılıyor. Yaz aylarında ise, bu okullar, kır çocuklarının yaşamlarındaki ilk ve belki de son 'eğitim ocağı' oluyor. (Fotoğraf: CUMHURİYET)

6.5.1987

Mardin'de toplu dayak



Çelik, Kaya ve Uslu kendilerine ağızdan elektrik verildiğini ileri sürüyorlar.



Dayaktan hastalandı

Olaydan 11 gün sonra rapor alındı

CELAL BAŞLANGIÇ

GERÇÜŞ — Kendilerine "toplulaştırma" yapıldığı iddiasıyla SHP Genel Başkanı Erdal İnönü'ye basurvan Mardin'in Gerçüş ilçesine bağlı Güzelöz köyü halkı, ilçelerinden 12 kişilerin jandarma karakolunda elleri ve gözleri bağlanarak çirkinlik dövdüğünü, daha sonra köy okulunun bahçesinde toplanan tüm erkeklerin sıra dayatıldığını ve gözleri bir köylünün çirkinlik soyularak kadınlarla teşhir edildiğini öne sürdüler.

Gerçüş Cumhuriyet Savcılığı ise hazırlık soruşturmasını gırtlı yürüttüğünü belirterek, Midyat Savcılığı'na kendilerine istenilen doktor raporlarıyla ilgili bir açıklama yapmadı.

SHP Genel Başkanı İnönü'nün talimatı üzerine Gerçüş'ün Güzelöz köyüne giden SHP İstanbul Milletvekili Hüseyin Ahal Güler ve Mardin Milletvekili Kenan Nehrozoğlu is-

kence savlarını köylülerden dinlediler ve Midyat Sağlık Ocağı tabipleri Ayhan Özşahin ve Mustafa Aydın yaptıkları muayene sonucu sekiz köylüye de olaydan 11 gün geçmesine karşın dört ile on gün arasında rapor verdi.

OLAY NASIL ORTAYA ÇIKTI?

Geçen ay SHP'nin Siirt'te yaptığı bölge toplantısından sonra Batman'a uğrayan İnönü'ye bir yurttaşın verdiği kâğıtta Mardin'in Gerçüş ilçesi Güzelöz köyünde köylülerin işkence yapıldığı ve işkence olayının çevre köylere yaygınlaştığı bildiriliyordu. Milletvekilleri Nehrozoğlu ve Güler ile SHP Midyat İlçe Başkanı Muzaffer Arkan'dan oluşan SHP heyeti İnönü'nün verdiği talimat üzerine olay yerine giderek incelemelere başladılar.

Güzelöz köylüleri SHP milletvekillerine olayı şöyle anlattılar: "9 nisan perşembe günü saat 15.00-16.00 dolayında koyumuzda ge-

len jandarmalar tüm erkekleri köydeki okulun bahçesinde topladılar. Daha sonra ilçemizin 12 kişiyi sırtak Ulaş'taki jandarma merkezine götürdüler. Burada gideler gece saat 03.00'e kadar çirkinlik soyularak dövüldüler. Daha sonra gece serbest bırakıldılar. Gözleri ve elleri bağlandı. Köylülerin yanı sıra iki de köy öğretmenine aynı muamele yapıldı. Daha sonra köylüler serbest bırakıldı, 12 kişiyi yanı sıra bir ihtiyar beyeti azası ile muhtar da karakolda dayak yiyenler arasında daydı."

Köylülerin SHP milletvekillerine anlattıklarına göre, karakolda dayak yiyenlerin serbest bırakılmasından sonra 500 kadar jandarma kövü bararak aile reisleri erkekler dışında tüm köy halkını okul bahçesinde toplayarak köydeki tüm evleri aradı. Aramada bir şey bulunmadığı bildirildi. Güzelöz köylüleri olayın gelişimini daha sonra şöyle aktardılar:

Güzelöz köylüleri köy öğretmenleri de dahil 12 kişinin önce jandarma karakolunda elleri bağlanarak anadan doğma soyulup dövüldüğünü, daha sonra ise jandarma tarafından sarılan köyde kadınların okul bahçesine toplandığını ve evlerin tek tek arandığını söylediler. "Aramada bir şey bulunmayınca erkekler tek tek tekrar dövüldü" dediler.

kin olarak sağlık ocağı doktorları Ayhan Özşahin ve Mustafa Aydın'ın verdikleri raporlar şöyle

Süleyman Kaplan: Dört gün iş ve gücüne mani, yedi günde iyileşir.

Muhittin Çeltik: Dört gün iş ve gücüne mani, sekiz günde iyileşir.

Hasan Tacar: Beş gün iş ve gücüne mani, 10 günde iyileşir.

East Çetin: Üç gün iş ve gücüne mani, yedi günde iyileşir.

Fahri Çelik: Dört gün iş ve gücüne mani.

Salih Biçer: Beş gün iş ve gücüne mani, on günde iyileşir.

Midyat Savcısı Ahmet Birsan konuyla ilgili olarak yaptığı açıklamada başvuruları üzerine köylüleri doktora sevk ettiklerini belirterek, "Olay Gerçüş'te ilgili olduğu için doktorların düzenledikleri raporları Gerçüş Savcılığı'na gönderdik" dedi.

NEHROZOĞLU'NUN AÇIKLAMASI

İşkence savlarını incelemek üzere Güzelöz köyüne giden SHP Mardin Milletvekili Nehrozoğlu konuyla ilgili olarak "Cumhuriyet" in sorularını yanıtlarken, Genel Başkan İnönü'nün talimatı üzerine köye gittiklerini belirterek şunları söyledi:

"Halk çok tedirgin ve bemeza hemen hiç konuşmak istemiyordu. Çekilmemeleri gerektiğini anlattık kendilerine. Oturma çekillerinden bile işkence belliydi. Daha doğrusu oturamıyorlar, yan yatıyorlardı. Nedenini bilmedikleri bir olaydan dolayı bütün köy dayaktan geçirilmişti. Doğru yapıldığı bir ilkokul öğrencileri ile geçen yıl ilkokuldan mezun olan dört çocuğa da işkence yapılmıştı. Bunu kimin yaptığını araştırınca bu-

Köylüler, Mardin'deki toplu dayacağı anlatıyor 'Korucu istemediğimiz için gıcık oluyorlar'

Askeri görevliler, "Köye gelen PKK'cileri ihbar etmek için bizden para alan bir kişi, üzerine yattı, haber vermedi. Güzelöz köyüne ağırlık verilmesinin nedeni eşkiya ile ilişkisi olduğunu saptadığımız 3 kişi içindi" dediler.

CELAL BAŞLANGIÇ

GERCÜŞ — Mardin'deki "toplu dayak" olayının nedeni ilişkin olarak Güzelöz köylüleri, "Biz köy olarak korucu almıyoruz. Bu nedenle bizden gıcık alan çevre köyler, hakkımızda asılsız ihbarlar yapıyorlar" derken, yörede bulunan askeri görevliler, köyün aranması ve bazı kişilerin sorgulanmasının nedeni, "Köye gelen PKK'cılar ihbar etmek için bizden para alan bir kişi üzerine yattı, haber vermedi. Güzelöz köyüne bu nedenle öncelik köyüne" diye açıkladı.

Köyde inceleme yapan SHP heyetinde bulunan Midyat İlçe Başkanı Muzaffer Arkan, Güzelöz köyünde meydana gelen olaya benzer gelişmelerin Gercüş'un birkaç köyünde daha gerçekleştiğini söyledi. SHP örgütünün yaptığı çalışmalara göre, Gercüş'e bağlı Yassıca (Ermen), Çukuryurt (Binkelp), Sarğın (Papar), Yakutlu (Hermis) köylerinde yaşayanlardan da "şüphe üzerine dayak atılması ve gözaltına alma" gibi olayların belirlendiği öğrenildi.

KÖYLÜLER ANLATIYOR

Yedinci dayaktan 11 gün sonra Midyat Sağlık Ocakı'ndan "Dört gün ış ve gücüne man, yedi güne iyileşir" raporu alan Güzelöz

köyü ihtiyar heyeti üyesi Hasan Tacar, 9 nisan'da başlayan ve 10 nisana kadar süren "toplu dayak" olayını şöyle anlattı: "Gündüz saat 15.00-16.00'da askerler geldi. Dediler ki, 'Herkes okulun bahçesinde toplansın! Biz de toplandık. Askerlerin başında bir astteğmen vardı, 'Sizden birkaç tane cevaz seçeceğiz' dedi. Biz de, 'Komutan, bu seçtiklerini ne yapacaksınız?' diye sorduk. Dedi ki, 'Bunlara bir ev vereceğiz! Köyümüzden 12 kişiyi Ulaş köyündeki sağlık ocağına kurulan karakola götürdüler. Biz de bu olay üzerine muhtarımız Musa Kaya ile birlikte Ulaş'a gittik. Komutan bana da tokat attı. Sonra da gece 03.00'e kadar dövüldü. Bir minibüs getirmişler. Dayak bitince bize, 'Haydi gidin' dediler."

Ulaş'a götürülen 12 kişiden biri olan İskender Uslu ise olayı, "Elderimi ve gözlerimi bağladılar. Odada adam başına en az beş-on asker düşüyordu. Ortaya alıp sürekli dövüldü. Neden oldu anlamadım. Zerre kadar sabıkamız yoktur. Olaylara karşı çıktığı için aranan bir kişi bile yoktur köyümüzde. Bu dayaktan sonra çok kişi köyden kaçtı. Biz de Batman'a kaçmıştık, yeni geldik. 7 gün Batman'da kaldık. Biz bu güne kadar hayatımızda böyle rezillik görmedik" diye anlatırken, Hasan Tacar da, köyün

SHP Midyat İlçe Başkanı, "Başka köylerde de toplu dayak saptadık. Türk Silahlı Kuvvetlerine girişilen saldırılara sonuna kadar karşıyız, ancak işkenceye de karşıyız ve olayları takip edeceğiz" dedi.

aranmasından sonra ilkokulun bahçesinde ikinci kez dayak edildiğini ve görevli binbaşının, "Bırakın gitsinler" dedikten sonra evine değin yürümediğini, yolda bayıldığını ve askerlerin, kendisini Gercüş'te hastaneye kaldırdığını söyledi.

"Toplu dayağın" nedenine ilişkin soruların Güzelöz köylüleri, "Döverken bize, 'Eşkiyaya yemek vermişsin' diyorlar. Biz diyoruz ki, 'Yok vermedik' diyorlar ki, 'Yeriyorsunuz' ve sonra başka bir şey demeden dövüyorlar. Bizim korucumuz yoktur. Bunun için bizden gıcık alıp ihbar etmiş olabilirler. Bazı köyler, 'Biz silah aldık devletten, bunlar neden almamışlar?' diye bizden gıcık alıyorlar" (tümceleriyile yanıtlandılar.

Hüseyin Çetin'in "toplu dayak" olayına ilişkin iddiası da, kendisinin köy kadınlarna çıplak gösterildiği yolunda. Çetin, olayı şöyle anlattı:

"Günlerden cuma olmuştu. Biz cuma namazına da bırakmadılar. Okulda da ders yapılmadı. Sabah saat 15.00'e kadar bize dayak attılar. Hayatımızda böyle işkence görmedik. Bir dakika bile dayaksız bırakmadılar. Karakolda beni çıplak ettiler. Gözlerimiz bağıydı. Çıplak, kadınlar baksın, diye 'Rica ederim, beni çıplak etmeyin' dedim. 'Bana vurun

ama çıplak etmeyin" diye rica ettim."

Kendilerine manyetolu bir aygıtla elektrik verildiğini önce süren üç çocuktan biri olan Bilal Kaya ise, "toplu dayak" olayına ilişkin izlenimlerini, "Ben dağlarda çobanlık yapıyorum. Geçen yıl ilkokulu bitirdim. Bana dağlarda eşkiyayı görüp görmediğimi soruyorlardı. Ben de görmediğimi söylüyordum. Verilen ceryan nedeniyle ağzımdan kan geldi. Ben de Batman'a, amcamın yanına giderek tedavi olurdum" diye dile getirdi.

ASKERİ GÖREVLİLER

Binbaşı Aytekin İçmez komutasında bölgede bulunan askeri görevlilerin, Güzelöz köyünün aranmasına ve bazı kişilerin sorgulanmasına ilişkin gerekçeleri şu biçimde aktardıkları öğrenildi:

"Köyde, eşkiya ile ilişkisi olduğundan şüphelenilen üç kişi vardı. Saptamalarımıza göre eşkiya ile ilişkisi kursa kursa bu üç kişi kurabilirler. Bunlarla kontak kurabilmek için H.T.'nin kardeşi S.T.'ye para verdik. Eşkiya köye geldiğinde bize haber verecekti. Ancak S.T. parayı yedi ve olayı üzerine yattı. Daha sonra para alan ihbarcının evine PKK'cılar geldiğini, ancak bunun bize bildirilmediğini öğrendik. Güzelöz köyüne öncelik verilmesinin nedeni, bizden para alan bu kişi ve şüphelendiğimiz diğer üç kişi içindi."

PKK Almanya'da terör estiriyor

Maskeli bölücüler Türk lokalini bastı

- Wetzlar şehrindeki lokal basan 20 kadar PKK'lı kendilerine mani olamak isteyen lokal sahibini ağır şekilde yaraladı ve tehdit etti
- Silah ve sopalarla içeriye giren PKK'lılar, Türkiye aleyhinde konuşma yapmak istedi

HOMER KOCAGÖZ

WETZLAR (Tercüman) - Federal Almanya'nın Wetzlar şehrinde Türk lokalini basan 20 kadar PKK'lı, terör havası estirdi. Türkiye aleyhine konuşma yapmak isteyen PKK'lılar'a mani olamak isteyen lokal sahibi Cuma Kömürçü ağır şekilde yaralandı.

Türkiye'de masum insanlara kurşun sıkan ve askerlerimizde pusu kuran bölücüler, şimdi de Federal Almanya'yı kan gölüne çevirmek için eylem üzerine eylem planlıyor. Önceki gece silah ve sopalara Wetzlar şehrinde lokalini basan PKK'lılar, burada Türkiye aleyhine konuşma yapmak istedi. Lokal sahibi Cuma Kömürçü, "Böyle birşeye izin veremem. Biz devletimize, milletimize bağlıyız." dedi.

Bunun üzerine, lokalden ayrılan bölücüler, daha sonra 20 kişilik maskeli bir grupla geri geldi. Görgü şahitlerinin ifadesine göre, bölücülerin başı olduğu tahmin edilen kişi de silah bulunuyordu. Diğerleri ise, sopalara lokalı tahrip etmeye başladılar. Bu arada Türkiye'yi savunan ve söz söyletmeyen lokal sahibi Cuma Kömürçü'ye saldırı PKK'lılar, "Bunun hesabını ağır ödeyeceksin." diye konuşarak, sopalara rasgele vurmaya başladılar. Kömürçü ağır şekilde yaralanarak, tedavi altına alındı. Bu arada, bölücüler kasada bulunan 1000 mark'ı da gaspetti.

PKK, 1 kişiyi daha öldürdü

TUNCELİ (Cumhuriyet) — Tunceli'ye bağlı Geyiksu bucağı Borcan mezrasında oturan Ahmet Karataş (19), yasadışı örgüt üyeleri tarafından evinden alınarak Ziyaret Kayası mevki-

inde öldürüldü.

Tunceli Valisi Cengiz Bulut, olayın 2 Mayıs günü meydana geldiğini açıkladı. Aynı gün Kabayel köyüne baskın düzenleyen bir kız üç kişiden oluşan bölücü grup, Emine Gönültaş ile damadı Dursun Bektaş'ı öldürmüştü. Vali Bulut, her iki olayın faillerinin yakalanması için operasyonların sürdüğünü söyledi.

Eşkiya Tunceli'de 3 kişiyi öldürdü

11 kadın

Kabayel köyü ile Borcan mezrasına baskın düzenleyen bölücüler, Emine Gönültaş, Dursun Bektaş ve Ahmet Karataş'ı öldürdü

Operasyonlar

2 ayrı olayın faillerinin yakalanması için bölgede operasyonlara başlandı

TUNCELİ, (A.A.) - Tunceli'ye bağlı Kabayel köyü ile Borcan mezrasına baskın düzenleyen bölücü çete mensupları, biri kadın üç kişiyi öldürdü.

Tunceli Valisi Cengiz Bulut, konuyla ilgili olarak dün yaptığı yazılı açıklamada, 2 Mayıs 1987 günü saat 20.00 sıralarında Emine Gönültaş ile damadı Dursun Bektaş'ın, biri kadın üç eşkiya tarafından Kabayel köyündeki evlerinde öldürüldüğünü bildirdi.

Açıklamaya göre, daha önce

ce örgüte yataklık yapan Binaz Gönültaş'ı arayan üç eşkiyanın Binaz Gönültaş'ı evinde bulamayınca karısı ve damadını öldürdükleri anlaşıldı.

Aynı gün, merkeze bağlı Geyiksu bucağı Borcan mezrasında oturan Ahmet Karataş da yasa dışı bir örgüte mensup 3 eşkiya tarafından evinden alınarak ziyaret kayası mevkiinde öldürüldü.

Valinin açıklamasında, her iki olayın faillerinin yakalanması için operasyonlara başlandığı da belirtildi.

Türk ordusuna karşı saldırıdan ve yeni bir "sınırötesi" harekattan çekinen KDP gücünü iptal etti

Barzani PKK ile anlaşmayı bozdu

Mesut Barzani'nin lideri olduğu KDP'nin Sesi Radyosu'nda yapılan yayında 13 Türk askerinin şehit edilmesi olayında da bir sorumlulukları bulunmadığı belirtildi

Güçbirliği anlaşması
Bir süre önce PKK eşiğası ile İran yanında Irak'a karşı mücadele eden Barzani'nin KDP'si bir anlaşma imzalarak gücünü iptal etmişlerdir

İptal edildi
Fakat PKK eşiğalarının kendi davalarına da zarar vereceğini farkederek Barzani, bu anlaşmayı iptal ettiğini açıkladı

M.Ata ACAT

USAYBİN, (Tercüman)
Kürdistan Demokrat Partisi (KDP), bölücü PKK ile yaptığı "güçbirliği anlaşması"nın terör olayları yüzünden iptal ettiklerini ajanslar vasıtasıyla bütün dünyaya duyurduklarını açıkladı.

Mesut Barzani'nin lideri olduğu KDP'nin Sesi Radyosu konuyla ilgili haberinde, PKK'nın son olarak Hakkâri'de 13 Türk askerini şehit ettiğini belirterek, bu olayda KDP'nin bir sorumluluğu bulunmadığını savundu. Radyonun haberinde, Türk hükümetinin son olay münasebetiyle Irak topraklarında sınırötesi bir harekât hazırlığı sürdüğüdürün haber alındığı kaydedilerek, şöyle devam edildi:
"Türk yetkililerine ve halkına karşı düzenlenen saldırılarla herhangi bir silâlarımız olmadığını daha önce KDP

adına duyurduk. Bu konuda Popmergler'imize yanlış talimatlarımız da mevcuttur. Sınırötesi bir harekatta bizim duyarlılık gösterdiğimiz bu-sunus Türk hükümetinden de bekliyoruz."

KDP, İran-İrak savaşında İran'ın yanında yer alarak Irak'a karşı saldırılarda bulunuyor.

TÜRK VE ALMAN ESİR YARALI

Bu arada, Celâl Talabani yönetimindeki "İran Kürtleri'nin Sesi Radyosu" dün yaptığı yayında, biri Türk diğeri Alman iki esirin yaralı olduğunu duyurdu.

Radyonun haberinde, esirlerin, Irak'ın son yaptığı kimyevi bombardımanlar sırasında yaralandığı öne sürüldü. Radyo, Türk esirin, aldığı yaralar yüzünden sakat kalabileceğini belirtti.

Korucu, karısıyla 2 yakını öldürdü

ULUDERE (a.a.) — Hakkâri'nin Uludere ilçesine bağlı Ortabağ köyü korucusu Tevfik Uslu, evde uyumakta olan eşi ve iki yakını otomatik silahla tarayarak öldürdü.

Köy korucusunun, yakınları neden öldürdüğü henüz kesinlik kazanmadı. Bazı kaynaklar, korucunun cinnet geçirdiğini söylerken bazıları da Tevfik Uslu'nun uygunsuz vaziyette yakaladığı Tijen Uslu ile amcasının oğlu Mehmet Ali Uslu'yu öldürdükten sonra kendisine engel olmak isteyen ağabeyinin eşi Emine Uslu'yu vurduğunu öne sürüyorlar. Tevfik Uslu, daha sonra Hakkâri'ye giderek teslim oldu.

FRANKFURT BAŞKONSOLOSU VOLKAN ÇOTUR,
"KIZIL RABİTA'YA KARŞI BİRLEŞEN" DERNEKLERLE GÖRÜŞTÜ

"Çocuklarımız vatan, millet bayrak sevgisi ile büyüsün"

Dernek başkanları, ziyaret sırasında "Bölücü faaliyetlere dur denilsin" dediler
6 derneğin bir araya gelmesini sevindirici bulduğunu söyleyen Çotur, "Birlik ve beraberlik içinde olmanın mutluluğunu yaşadım" dedi



Tahir HACIKADİROĞLU



"Kızıl rabita'ya karşı bildiri yayınlayan Türk Dernekleri mensupları, Frankfurt Başkonsolosu'na Volkan Çotur'u ziyaret ettiler. Konuşmaların ardından Çotur, bölücü faaliyetlere dur denilsin çağrısını yaptı."

FRANKFURT, (Tercüman)-Gazeteniz Tercüman'ın bir süre önce başlattığı "kızıl rabita" ile ilgili yayımlarından sonra bir araya gelen 6 Türk derneği yöneticisi, Frankfurt Başkonsolosu Volkan Çotur'a bir nezaket ziyareti yaptı. Bilindiği gibi, birlik ve beraberliğin en güzelini sergileyen Türk dernekleri, bir deklarasyon yayımlayarak bölücü öğretmenlerin işine son verilmesini istemişti.
Okul Aile Birliğinden Mustafa Demirel (başkan) ve Raif Dönmez (muhasip), İslam Birliğinden Rahmi Ka-

ya (başkan), Diyanet İşleri Fatih Camiinden Şeref On-cocuk (başkan), İslam Merkezinden Fikret Corha (başkan), İslam Kültür Merkezinden Özer Çil (başkan) ve Türk Kültür Derneğinden

Eyup Alp (başkan) dan oluşan heyet, Başkonsolos Volkan Çotur tarafından kabul edildi

Nezaket ziyareti esnasında yapılan Türk Kültür Derneği Stadtlendorf başkanı Eyup Alp, "Bölücü faaliyetlere dur denilsin Çocuklarımız vatan, millet, bayrak sevgisi ile büyüsün" diyerek, şunları söyledi:

"Çocuklarımız Türkçe ve Türk kültür derslerinde, Millî Eğitim Bakanlığı'mız tarafından hazırlanmış veya onayından geçmiş kitapların okutulmasını istiyoruz. İçerisinde bölücü yayımlar bulunan çocuklarımızı zehirleyen bilgileri içeren kitaplar çocuklarımızın okutulmasını istemiyoruz. Hessen eyaletinde bölücü faaliyetlerde bulunan, çocuklarımızı zararlı bilgilerle eğiterek, Türkçe ve Türk kültür, din dersi vermemeye veya saptırarak veren Türk öğretmenlerinin görevden alınmasını istiyoruz."

BAŞKONSOLOSA TEŞEKKÜR

Frankfurt Başkonsolosu Volkan Çotur'a bölücü faaliyetlere karşı yaptığı toplantı ve konuşmalardan dolayı da teşekkür eden dernek temsilcileri, "birlik ve beraberlik için gereken her şeyi yapmaya hazırız" diye konuştu

6 derneğin bir araya gelerek, çalışmalarında bulunmasını sevindirici olduğunu belirten Başkonsolos Çotur, dernek temsilcilerinin dile getirdiği diğer konuları da dikkatle dinledi. "Birlik ve beraberlik içinde olmanın mutluluğunu yaşadım" dedi.



kardeşinin ölümünden sonra Irak KDP'nin liderliğini üstlenen Mesut Barzani

KÜRTLER / PKK YALNIZ KALDI

APO ile Barzani'nin yolları ayrıldı

Irak Kürdistan Demokrat Partisi-Politbürosu PKK ile aralarında imzalanan "dayanışma protokolü"nü lağvetmelerini açıkladı.

Oradoğu Kürt örgütleri arasında uzun bir geçiş süreci olan Irak KDP'sinin belki de en kırsal süren ittifakı Apo'nun liderliğini yaptığı PKK ile oldu.

1983 Temmuzunda dayanışma protokolü imzaladıkları PKK'yi uzun süredir eleştiren Irak KDP'sinin Politbürosu geçtiğimiz günlerde, yayımladıkları ayrıntılı metinde şunları söylüyordu: "Gerek ülkede ve gerekse yurtdışında yapılan terörist çalışmalar ve insanları tasfiye ederek ortadan kaldırma eylemleri ve bu eylemlere neden olan anlayışları insanlığa ve demokrasye karşıdır ve Kürdistan ulusal kurtuluş mücadelesine denk düşmemektedir."

Yaklaşık üç buçuk yıl süren PKK-İ-KDP birlikteliği bu cümlelerle son buluyordu. "İttifakın tarihtesi, 1934 yılı-

Iran'da kurulan bu partiyeye paralel olarak ise Irak'ta Molla Mustafa Barzani liderliğinde Irak Kürdistan Demokrat Partisi kuruluyordu. Daha sonra Barzani yıllarca süren savaşın sonucunda 1975 yılında yenilgiye ve Amerika'ya gidiyordu. Bu yenilgi üzerine yeniden başlayan örgütlenme çalışmaları diğer Kürt örgütleri ile işbirliği yapması sonucunu da ortaya çıkarıyordu.

Bu nedenle İ-KDP'nin önde gelenleri KUK, Özgürlük Yolu gibi örgütlere "birlik çağrısı"nda bulunuyordu. Fakat bu örgütler birleşmeye yanaşmıyorlardı. İşler bu aşamaya gelip dayanınca bu kez PKK'ya birleşme çağrısı yapılıyor ve PKK Genel Sekreteri Abdullah Öcalan görüşmeyi kabul ediyordu. Birleşme konusunda yapılan çalışmalar semeresini veriyor ve 11 maddeden oluşan "1-KDP-PKK Dayanışma İlkeleri" Mesut Barzani ve Abdullah Öcalan tarafından Temmuz 1983'te imzalanıyordu.

Dayanışma ilkelerinin en başında "başta ABD emperyalizmi olmak üzere, emperyalizme karşı olmak, emperyalizmin bölgedeki plan ve komplolarına karşı mücadele etmek" maddesi yer alıyordu. Daha sonra, "bölgedeki diğer ilerici ve devrimci güçlerle işbirliği içerisinde olmak, bu konularda ittifaklar geliştirmek" konuları ilk 5 maddeyi oluştururken, 6. Maddede "esas olarak Kürdistan halkının gücüne güvenmek" gerektiği vurgulanıyordu. Diğer maddelerden bazıları şöyleydi:

Madde 10: Karşılıklı olarak örgütlerin işlerine müdahale etmek, parti birliğini zedeleyici davranışlardan yana olmamak, partilerin ideolojik, politik ve örgütsel bağımsızlığına saygılı olmak.

Madde 11: Yukarıdaki anlayış ve ilkelerin pratik uygulamasında ortaya çıkacak hata ve yanlışlar karşısında her iki tarafın sorumluluklarını birbirine yüklemeye bulunmamalı, eğer uyarı göz önüne alınmazsa o zaman her iki taraf çalışmasını serbest ve özgür olacaktır.

İşte bu 11. maddede artık işleme konulmuştu. PKK için ilk kopuş değildi bu ve

"Apo" Abdullah Öcalan güderrek yalnız kalıyor



Irak KDP'nin peşmergeleleri Irak kuvvetleri ile bir çatışma sırasında

Ayrıntılı bildirisini açıklıyoruz

yaratılmıştır.

5- CUD'un en üst organının aldığı kararlara kulak asılmaması ve bu kararlar yerine getirilmemiştir.

6- Geçmişin, şimdiye kadar, partimizin önderliğine, partimizin siyasetine ve partimizin dostlarına karşı saldırgan bir tutum izledikleri açıktır.

7- Gerek ülkede ve gerekse yurt dışında yapılan terörist çalışmalar ve insanları tasfiye ederek ortadan kaldırma eylemleri ve bu eylemlere neden olan anlayışları, insanlığa ve demokrasye karşıdır ve Kürdistan ulusal kurtuluş mücadelesine denk düşmemektedir. Bütün alanlarda ve bütün seviyelerde, tüm parti örgütlerini ve devrimin kurumlarını alınan kararları tatbik etmeye çağırıyoruz.

Irak Kürdistan Demokrat Partisi Politbürosu

çok fazla destekçinin kalmadığı anlaşılıyor.

PKK çevresinde ittifak kurduğu bütün güçler tarafından yalnızca doğru görülürken, Irak KDP'si yeni birliktelik için yeni arayışlara yöneliyordu. Bu yönelişin sonuçlarından birisinin Talabani liderliğindeki Kürdistan Yurtseverler Birliği (Yekitiya Nijştmana Kürdistan YNK) ile ittifak olduğu söyleniyordu.

Bunun yanı sıra sürdürülen çalışmalarından birisi de İran'da mücadele eden İran Kürdistan Demokrat Partisi lideri Kasimlo'nun da bu birliktelik içerisinde yer almasıydı. Fakat Kasimlo ile Barzani arasında anlaşmazlığın oldukça büyük olması nedeniyle bu birliktelik bir türlü sağlanamıyordu. Sonuçta bu bir araya gelip bir anlaşma imzalamadılar ama, Talabani ile Kasimlo birliktelik hareket etme kararı almadılar. Böylece ortada Talabani, Ke-narlarda ise Barzani ve Kasimlo'nun bulunduğu bir "dölyaylı birliktelik" sağlanıyordu. Bundan sonraki gelişmeler ise "bilinmezlik" olarak ortada duruyordu.

Resit GÖKTAŞ

2 gazetecinin filmlerine el koydular

Van'da skandal

VAN, ÖZEL

SHP Genel Sekreteri Filiz Sağır ile Adana Millîvekili Cüneyt Caaver, bir kahvehane düzenlenen toplantıda öğrencilerle sohbet ederken, kendilerini gazeteci gibi gösteren üç-dört kişi öğrencileri görüntüledi. Bu sırada öğrencilerin fotoğraflarını çektiler ve polis odasına anlayan Milliyet ve Günaydın gazetesi muhabirleri de polislerin fotoğraflarını çekti.

Daha sonra SHP Genel Sekreteri'ne öğrencilerin yaptığı uyan üzerine Sağır, fotoğraf çeken şahısları polis otosuna binerken ellerinde makinelere yakaladı. Bu sırada çıkan tartışmayı da her iki gazetesinin muhabirleri görüntüledi.

Fotoğrafların gazetelerine ulaşarak isteyen muhabirler, bir otobüs şirketine filmleri teslim ederek ayrıldılar. Filmlerin Diyarbakır'a ulaşmaması üzerine otobüs firmasının bürosuyla irtibata geçen her iki gazete muhabiri, bürodan aldıkları yanıtta, gece yarısı kendisini gazeteci olarak tanıtan bir şahsın büroya gelecek "Filmleri göndermekten vazgeçtim" diyerek zorlanıp aldığını öğrendiler.

Filmlerin siyasi polis tarafından alındığını belirlemesi üzerine tepki gösteren SHP Genel Sekreteri Filiz Sağır, olayı "skandal" olarak nitelendirdi. Sağır, "Başını kapattığı bilal edilmiştir. Bu olay ANAP iktidarıyla başından ve halktan korktuğuna son gösterişidir" dedi.

Tercüman 13.5.1987

Ecevit-Güneydoğu'daki olaylar "iç sorun değil"

"Bölücü hareket dış kaynaklı"

Eski başbakanlardan Bülent Ecevit, "Güneydoğu'daki bölücü hareketlerin dışarıdan kaynaklandığını" belirterek, konuyu "iç sorun" diye yaklaşımların "Haksızlık, haksızlık olduğu kadar da anlamlı olduğunu" söyledi.

Ecevit, "Doğu ve Güneydoğu'da yaşananlar ezilmişlikleri, sömürülme durumlarının ürktürümüyle da bir ilgili olmadığını" ifade etti.

Bülent Ecevit, UBA muhabirine Güneydoğu'daki olaylarla ilgili görüşlerini açıklarken şunları söyledi:

"Saur ötesinden gelecek ka a döken çetecilerin tutum ve davranışlarında anlaşılacak gibi, bölücüler halkın dostu değil, düşmanlardır. Bu bölücü hareket gibi sorun gibi sorun, bölücü hareket, haklıdır. Çünkü bölücü akımlar karşısında en sağlam güvence Doğu ve Güneydoğu Anadolu halidir. Bu bölgenin halkı, Atatürk milliyetçiliğiyle pekişen ulusal birlik taraftarıdır, vatanseverdir. Biliyoruz ki, Atatürk milliyetçiliğine üçünlüğe yer yoktur."

Bülent Ecevit, geçmişte kalmış ve artık geçerliliğini

itirmiş köken farklılıkları sebebiyle, Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da bazı kişilerin hiçbir siyasi niyet veya kasıt taşımadan kendilerini "kurt aslı" saymalarından da guncunmamak ve kaydı duymamak gerektiğini söyledi. Ecevit "Ba konusunda önemli olan, herkesin kendisini Türk ulusunun eşit ve ayrılmaz bir parçası sayması, devletle de her yurttaşına eşit davranmasıdır" dedi. Bülent Ecevit, Güneydoğu ve Doğu Anadolu insanının Türkiye'nin birliğini temsil dayanaklarından biri olduğunu belirtti.

Kapatılan CHP'nin genel başkanı Ecevit, "vur-kaç" taktığı ile can alan çetecilerin eylemlerini vesile sayarak Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da yaşananlara baskı yapılmaması gerektiğini de belirtti. Ecevit, "Türkiye'de demokrasi kökleştikçe her bölgede olduğu gibi Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgesinde de sorunlar giderek çözüme kavuşturulacaktır. Yeter ki, bölge halkına ikinci sınıf insan muamelesi yapılmaması ve başkalarının günaahlarını onlardan sorulmaması" dedi.

Bölücüler köy bastı

Köy muhtarını kurşuna dizdiler

Adıyaman'a bağlı Uzunköy'ün muhtarı olan Mehmet Şahin'in, daha önce de ölü ve işünü öldürülmüştü.

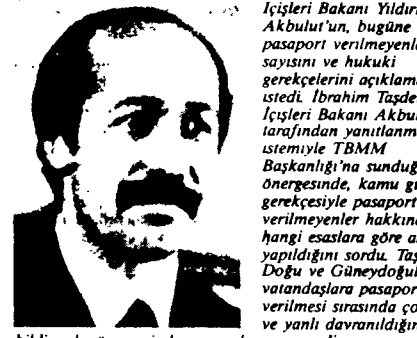
● **ADİYAMAN** — Adıyaman'a bağlı Uzunköy'ü basan bölücü çete mensupları, köy muhtarı Mehmet Şahin'i otomatik silahlarla tarayarak öldürdüler.

A muhabirinin bildirdiğine göre, Adıyaman'a 30 kilometre uzaklıkta bulunan Uzunköy köyüne dün gece gelen ve sayıları henüz belirlenemeyen bir grup bölücü eşkiya, muhtarı evinden alarak uzaklaştılar. Daha sonra gelen silah sesleri üzerine olay yerine giden köylüler, muhtar Mehmet Şahin'in (65) cesediyle karşılaştılar. Olaydan sonra kaçan bölücü çete mensuplarının yakalanması için aramaların yoğun bir şekilde devam ettiği öğrenildi. Bölücü çete mensuplarının 1978-1980 yılları arasında yine Uzunköy'ü düzenledikleri basında da, muhtarın torunu ile oğlu öldürülmüştü.

Cumhuriyet 12.5.1987

Taşdemir, pasaport engelini TBMM gündemine getirdi

Ankara (Cumhuriyet Bürosu) — SHP Ağrı Millîvekili İbrahim Taşdemir, güvenlik gerekçesi ile pasaport verilmesini ve yurtdışına çıkışlara sınır kapılarında engel olunmasını konusunu TBMM gündemine getirdi. Taşdemir,



İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut'un, bugüne kadar pasaport verilmeyenlerin sayısını ve hukuki gerekçelerini açıklamasını istedi. İbrahim Taşdemir, İçişleri Bakanı Akbulut tarafından yanıtlanması istemeyi TBMM Başkanlığı'na sunduğu soru önergesinde, kamu güvenliği gerekçesiyle pasaport verilmeyenler hakkında hangi esaslara göre araştırma yapıldığını sordu. Taşdemir, Doğu ve Güneydoğu vatandaşlara pasaport verilmesi sırasında çok katı ve yanlış davranıldığını da bildirecek. Önergesinde şu sorulara yer verdi: Hacca gitmek üzere müraacaat etmesine rağmen, insanlara pasaport verilmemesi hangi zihniyetle hizmet etmektedir? Ağrı'da Mustafa Ünal, Bahri Aslan, Rıza Eryılmaz, İbrahim Öz gibi pek çok kişiye pasaport verilmemesinin yasal ve vicdani dayanakları var mıdır? Daha önce defalarca yurtdışına çıkan ithalat ve ihracat yapmış bu kişilere pasaport verilmemesinin ticaret özgürlüğünü de kısıtlamasını hükümetimizin ekonomik anlayışı ile bağdaştırıyor musunuz?"

Blagöl'de kaybolan teröristin cesedi nehirde bulundu

BİNGÖL, (Tercüman) — Bingöl'de bir süre önce güvenlik kuvvetleriyle girişimleri çatışmada öldürülen, ancak nehrin suyuyla kaybolan bir teröristin cesedi de bulundu.

Vali Güner Orbay'dan alınan bilgiye göre, öldürüldükten sonra nehrin suyuyla kaybolan ve henüz kimliği tespit edilemeyen bir teröristin

cesedi 15 gün sonra, olayın meydana geldiği yerden 500 metre uzaklıkta suyun içinde bulundu. Teröristin üzerinde 2 adet savunma el bombası, bir adet 14'lük tabanca ile mermiler ele geçirildi.

Vali Orbay, ayrıca, şahipleri kaçmayan iki teröristin de gömüldüğünü, bölgede operasyonların aralıksız sürdürüldüğünü söyledi.

Hürriyet 11.5.1987

Kuzey Irak kan gölü

● Ağır silahların kullanıldığı çarpışmalarda, Kürt gerillalarla hükümet kuvvetlerinin çok sayıda kayıp verdiği bildirildi. Kuzeydeki 450 köy boşaldı.

Ekrem SUNAR
Cemal SEZGİN

HAKKARI, (hha) — Irak Hükümeti'nce, ülkenin kuzeydoğusunda Kürtlerin çoğunlukta bulunduğu köylerin boşaltılarak halkın iç kesimlere iskana zorlanması, bölgede barınan Kürt pesmergeleri ile hükümet kuvvetleri arasında şiddetli çarpışmalara yol açtı.

Irak Hükümeti'nin 1976 yılında tampon bölge ilan ettiği Türkiye'nin Şemdinli ve Çukurca kesiminde sınırları zeyen ve kendi topraklarındaki 10 kilometrelik bölge dışında kalan köylerin boşaltılmasının, İran ordusundaki Kürt kökenli subaylar arasında da tedirginlik yarattığı one sürüldü. Hükümetin Kuzeydoğu Irak'ta giriştiği mecburi iskan uygulaması ise bir ay içinde 450 köyün tamamen boşaltıldığı haberi alındı.

KUZEY IRAK KAN GÖLÜ

Kuzey Irak'ta özerklik isteyen ve Irak Kürdistan Demokratik Partisi yanlısı oldukları one sürülen köylerin boşaltılması, yıllardır pesmergeler ile hükümet kuvvetleri arasında çarpışmaların devam ettiği Kuzeydoğu Irak'ta "kan gölüne" çevirdi. Avınlığı Kürtlere karşı arazi vapisına uygun zirhli araç ve ağır silahlarla çarpışan hükümet kuvvetlerini, milislerin de desteklediği öğrenildi.

Bu arada Kuzey Irak'ta korsan yayın yapan Irak Kürdistan Demokratik Partisi'nin Ses Radyosu, Irak ordusuna göre yapılan "Nerve" marşkasından sorumlu Kürt asil binbaşy Mehmet'in beraberindeki 2 yüzbaşı ve 300 askeriyile ordudan ayrılarak KDP saflarına katıldığı bildirildi. Irak helikopterlerinin

Amidiye mutlukasındaki 3 gerilla kampına yaptıkları gazlı bombalı saldırıda, çoğunluğu kadın ve çocuk olan çok sayıda Kürt gerillasının öldüğünü de duyurdu radyo. Konimas bölgesini cembere alan gerillaların buradaki bir tabur askeri rehlin öldürüldüğünü, 10 Irak askerini öldürdüklerini ve bir helikopterin 7 kişilik mürettebatıyla düşürüldüğünü iddia etti.

Kürt pesmergelerinin Zaho bölgesinde yaptıkları baskınlarda 35 hükümet görevlisini öldürdüklerini, 50 kişiyi de yaraladıklarını bildiren radyo, yaptığı yorumda, Mesut Barzani'nin mesajına da yer verdi. Barzani mesajında şöyle dedi:

"Irak Baas rejimine karşı halkımız topyekün ayaklandırmış, bundan dolayıdır ki, Gilole, Seyhan, Derelok, Amidi, Zaho-Konimas gibi stratejik bölgelerin şehirler olan bağlantılarını kesmiş bulunuyoruz."

İRAN, PKK'ÇILARI GÖZALTINA ALIYOR

Bolucu teröristlerin yakalanabilmesi için Şemdinli yöresinde operasyonlar sürdürüyor. İran Hükümeti'nin Türk sınırına yakın kesimlerde bulunan PKK'lıları, "Ülkenin içişlerine zararlı faaliyetlerde buldukları" gerekçesiyle gözaltına aldığı bildirildi.

Şemdinli bölgesinde 13 askerinin suyuyla düşürülerek şehit edilmesinden sonra başlatılan operasyonları, bölgeye kaydırılan yeni komando timleri ile ağırlık verildi. Gürş ve çıkışların kontrol altında tutulduğu bölgede onca gün sürebilen 3 kişilerin gözaltına alındığı bildirildi. Bu arada İran Hükümeti'nin Türkiye'ye zarar çıkarttığı uyarılan ve saldırı yapan PKK'lılara karşı harekete giriştiği volundaki haberler üzerine Şemdinli'nin İran a olan sınır bölgesinde onkiler artırıldı.

Cumhuriyet 9.5.1987

İki bölücü ölü ele geçirildi

ULUDERE (a.a.) — Hakkari'nin Uludere ilçesine bağlı Şenoba köyü Besta mevkiinde iki terörist ölü ele geçirildi. Akşam saatlerinde arama faaliyetlerini sürdüren güvenlik kuvvetleri, iki bölücüyi gizlenilerinde yakaladı. "Teslim ol" çağrısına, ateşle karşılık veren teröristlerle güvenlik kuvvetleri arasında çatışma başladı. Silahlı çatışmada iki bölücü de ölü ele geçirildi.

Cumhuriyet 15.5.1987

Hollandalılar Diyarbakır Cezaevi'nde

Diyarbakır (Cumhuriyet) — **Hollanda Meclis 2. Başkanı Dik Dolman Başkanlığı'ndaki parlamento heyeti, önceki gün Diyarbakır'a gelecek cezaevini gezdi ve yetkililerden bilgi aldı. 6 millîvekilinden oluşan Hollanda heyeti, Dicle Üniversitesi Rektörü Prof. Dr. İbrahim Aykaç'ı ziyaret ettikten sonra askeri cezaevine gittiler. Burada ilgililerden bilgi alan millîvekilleri, daha sonra cezaevindeki eski belediye başkanı Mehdi Zana ile de görüştüler.**

Tercüman 16.5.1987

Serî operasyonlar başladı

Alman polisi PKK'ya karşı harekete geçti

● **Cinayetler:** Hamburg emniyet yetkilileri, PKK'nın rakip kuruluşlara savaş açtığını ve cinayetler işlediğini açıkladılar.

● **Anlayış:** Polis şefleri operasyonlar sırasında rahatsız olabilecek Türkler'den anlayış beklediklerini bildirdiler.

Tahir HACIKADİROĞLU

Üniversitelerdeki sağ kadrolaşma acı meyvesini verdi

Bir "sentez" cinayeti

"Sağ-sol kavga", "oruçlar-oruç-suzlara karşı" ya da "kentlilerarışi rekabet" gibi yüzyüzele açıklanabilir inandırmaya çalışıyor. Van'da bçaklanarak öldürülen Şirin Tekin adlı genç doğrudan doğruya, 12 Eylül sonrasında, özellikle taşra üniversitelerinde yoğunlaşan "Türk-İslam Sentezi" kadrolaşmasının kurbanıydı.

Tehlikeye ilk kez 25-31 Ocak tarihli *YeniGündem*'in kapak konusunda değinilmişti. "Taşra'daki öğrenciye dini ve siyasi baskı / Yaraçık Üniversiteler" kapak konulu 47. sayısında *YeniGündem* üniversitelerdeki sağcı kadrolaşma ve öğrenci üzerindeki baskıları iletmişti: "Taşra üniversitelerine okumaya gelen öğrenciler üzerindeki baskının en yoğunlaştığı konu dindi. Örgütlenme örgütlenmeden söz bile edilemiyor, kız-erkek ilişkileri ve barınma ise gençleri bunalmaya iten diğer sorunlar oluyor. Görülen, öğrencinin dinle ilgisiz kısmın okuldaki başan durumunu doğrudan etkilediği. Buna, özellikle 1980'den sonra hızlanan kadrolaşma ile, çoğunlukla yardımcı doçent kadrosundaki Türkçü, İslamcı öğretim üyelerinin yönetimdeki egemenliği neden gösteriliyordu."

Her şey yeni rektörlere başladı

Van'daki 100. Yıl Üniversitesi de di-



İlk kurban — Mehmet Şirin Tekin.

ğer taşra üniversitelerinden farklı durumdaki değildi. Eski rektör Hakkı Atun, "Van'da irtica hareketinin yoğunlaştığı" yolundaki açıklamalarından sonra görevinden alınmıştı. Yerine Nihat Bayşu getirilmişti. Yeni rektörlere birlikte öğretim üyesi, asistan, okutman sindirilmiş, görevden alınmış ya da istifa ettirilmişti. Yeni öğretim üyelerinin özelikle Erzurum Atatürk Üniversitesi me-



Alleler tedirgin — A.T. ve ailesi: "Müslümanlık öldürmekse, Müslüman değiliz."

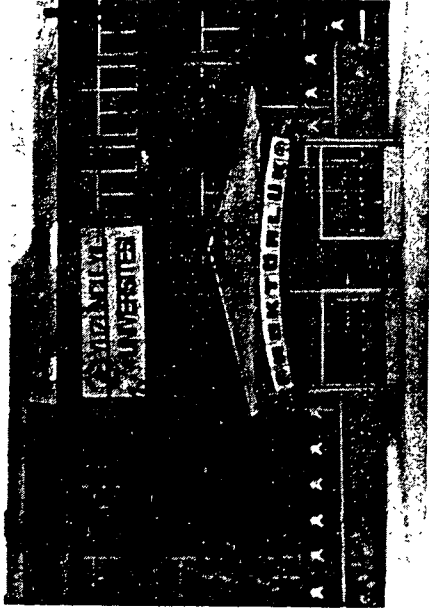
zunu olmaları dikkat çekiyordu. Elazığ ve Erzurum'dan gelen bazı öğrenciler koridorlarda terör havası estirebiliyorlardı.

İnkılap Tarihi dersine giren Mehmet Çevik, öğrenciler, "Siz sene başından beri neyi kavramak istedinim" diye anket yapıyor ve çoğunlukla "Bize İslam dininin temellerini kavratınız, gerçek milliyetçiliği, Türk-İslam düşüncesini öğretiniz" cevabını alabiliyordu. Mehmet Çevik aynı pervasızlığı kanlı saldırdan iki gün sonra girdiği derste, "Taahhüt ve günümüzde kadar, din için yapılan bütün mücadelelerde, pişmanlık duyulduğu görülmemiştir" diyerek tekarrüf ediyordu. Türk Dişli dersine giren Hüseyn Çelik adlı öğretim üyesi ise, aynı gün dersinin son 15 dakikasında "özel konuşma" sına ayrıyor ve "Ermenilerin bile geçmişte onca tutanlara saygılı olduklarını, aptık bir şey yemediklerini, günümüzde ise Allahsızların ve komünistlerin Ermenileri bile arattığını" söylüyordu. Bir "irtisad ekibi" düzenli aralıklarla getirecek konferans veriyor, öğrenciler zorla dinlemeye götürülüyordu.

Üniversitedeki kadrolaşmanın diğer belli başlı isimleri olarak, Ahmet Öztürk, Salih Mercan (Eğitim Yüksek Okulu Müdürü), Ziya Avsar, Vahip Ocak, Mehmet Yiğit ve Hasan Hüseyn Timurhan gösteriliyordu.

"Ben faşist değilim"

Van Üniversitesi Rektörü Nihat Bayşu ise kendisinin üniversitedeki kadrolaşmanın başını çektiği yolundaki iddialarını reddediyor ve *YeniGündem* muhabirine, Mehmet Çevik, Hüseyn Çelik (Veteriner Fakültesi Sekreteri) ve Ahmet Öztürk hakkında yaptığı ihbarların bulunduğu dosyayı göstererek şunları söylüyordu: "Benim geçmişimi tektik isimler. Başka yerlerde de idarecilik yaptım ben. Öze, sözü edilen şekilde bir kadrolaşma olmadı gibi, hiçbir zaman da olamaz. Göreve geldimden bu yana, hiç kimseyi güvenlik sorunlaştırmamıştım. Faşist olsam bu isimleri faşist değilim. Faşist olsam bu isimleri soruşturur muydum? Ne faşisti, ne komünist tutarım." Bayşu, Türk-İslam sentezini savunmadığını, bunun oruç tuttuğu için kendisine yakıştırdığını



Rektörlük — Olay yerinin tam karşısında.



Sağlar ve Canver — Van'da öğrencilere kıskırtmaya kapılmamalarını telkin ediyorlar.

ber verilmesine rağmen, saldırı sonuçlandırdıktan sonra olay yerine sadece iki polis memuru geliyordu. Polisler sadece yaralıları ilgilendiriyor, saldırganların peşinden gitmiyordu. Maraş Caddesi'ndeki olay yerine gelen polis minibüsü ise iddialara göre 20 km. süratle seyrediyordu.

Daha ilk anda teşhis edilen, arkadaşları arasında "boksör" lakabıyla anılan katli zanlısı Adnan Sayın sırta kadem basıyordu. Saldırganlar arasında yer aldığı belirtilen ve saldırı sırasında yaralanan Muhittin Çitak, olay sonrasında serbestçe okulda dolaşabiliyordu. Sonradan olayın sorumlularından biri olduğu yetkililerce açıklanan Lütfi Bilbay, R.Ç. adli öğrenciye karakolluk olduğunda, R.Ç. sivil polislerin "Şikayetinden vazgeç yoksa başına bir iş getirilmez"

lır" uyarısıyla karşılaşıyordu.

Çakı mı, bıçak mı?

Vali Özdemir Hanoğlu'na göre, saldırganlar solcu öğrenciler tarafından tahrik edilmişti. "Yüzlerine sigara dumani üflenmişti, karşılarında ağır şapradata sapradata bir şeyler yemiştii." Vali Hanoğlu, "Kullandıkları silahlar çok büyük, bıçak gibi bir şey olduğunu zannemiyorum" diyordu. Olsa olsa "çakı gibi" ufak tefek şeylerdi...

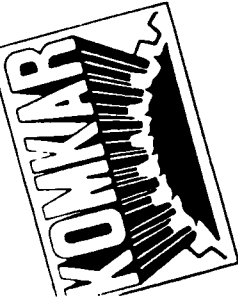
Sözkonusu ufak tefek şeyleri saldırgan ya uğrayanlardan H.K. adlı öğrenci şöyle tarif ediyordu: "Adnan Sayın'ın elinde safı belli olmayan, kıvrım kıvrım, garip, büyükçe, tornovida benzer, kesinlikle özel yapılmış bir bıçak vardı. Şirin Tekin'in önce kanı boşluğuna, sonra kabine'iki darbe vurdu. İlk darbeden sonra bana yöneldi ama ben kaçtım. Sonra Şirin'e dönmüş öldürücü darbeyi indirdi."

Mehmet Şirin Tekin, özel olarak seçilmiş bir "kurban" değildi. Amaç, "korku ve tedirginliği" yetiştirmekti. Nitekim bütün öğrencilerin, aradan geçen günlerle rağmen "gerginliği" üzerlerinden atamadıkları görülmüştü. Eğitim Yüksek Okulu 2. sınıf öğrencisi R.T.'nin Elazığ'dan gelen annesi Halise T. de aynı tedirginliği yaşıyordu: "Olaylar bir daha mı başladı diye üzülerek, huzurumuz bozulurak buralara geldik" diyordu. Öntüdeki yöceklerden "örucunu bozarak" ekliyordu: "Müslümanlık eğer böyle adam öldürmekse Müslüman değilim, Müslümanlığı kabul etmiyorum." K.T. de öfkelerini gizlemiyor ve "Müslüman oldukları da ne oldu? Arkadaşlarımızın kanlarıyla iftiharını açtılar" diyordu.

Dişardan gelen grup

Sağcı öğrencilerle birlikte hareket eden İ.A. "Oruçluk başladıktan sonra solcular bizi tahrik etmeye başladılar, kaygadan iki gün önce yine gerginlik vardı" diyordu. İstisnaları açıklamak istemeyen diğer arkadaşları, içlerinden yalnızca birini, sonradan *YeniGündem* muhabirine, olayı "dişardan gelen bir grubun" yarattığını belirttikçe:

Taşradaki pek çok üniversitede demokrasit öğrenciler her gün benzeri bir "tehdit" ile burun buruna yaşıyorlardı. Üniversitelerde Türk-İslam sentezi doğrudan doğruya, YÖK desteğinde gerçekleştirilen kadrolaşma sürdüğü benzeri saldırılar ve karşılık verilmemesi sağlama yönünde kıskırtmalar birbiri izleyebiliyordu. □



Federal Almanya'da kurulu KOMKAR adlı örgütün Nevruz dolayısıyla düzenlediği toplantılara PKK militanları saldırdı. KOMKAR bu saldırılara oldukça gibi, PKK'nın Türkiye'deki eylemlerine de karşı çıkıyor. Masum sivil halka yönelik şiddet hareketlerinin kitleleri ittiğini söylüyor.

KOMKAR'IN AÇIKLAMASI

‘PKK eylemleri baskılara fırsat verdi’

Kisa adı KOMKAR olan, Federal Almanya Kurdistan İşçi Dernekleri Federasyonu 13 Ocak 1979 yılında kuruldu. Batı, Berlin ve Federal Almanya'nın diğer kentlerine kurulmuş derneklerin birleşmesiyle Federasyon oluştu. Bugün üye sayısı yaklaşık ve KOMKAR tarafından "Kardeş Dernek" olarak adlandırılan kuruluşa bağlı olarak "Denge AÇIKLAMASI" KOMKAR'ın Sosyal Adliye Bakanlığı'nı oluşturdu.

Almanya mahkemelerinden Ali Arslan, KOMKAR yetkilileri ile görüşmeler ve örgüte yönelik son saldırılar üzerine görüşülmüş. KOMKAR'ın açıkladığı mahkemelerin kararlarına göre Federasyonun amaçları aşağıdaki gibidir:

— KOMKAR'ın amacı ve çalışmaları anlatır mısınız?

— KOMKAR, en başta yurtdışındaki işçilerin ve öğrencilerin sorunlarının çözülmesine çalışmaktadır.

zumu için çaba gösteriyor. Bu konuda diğer yabancılara karşı da bizzat Alman toplumundaki iltiracı, demokratik hakların tanınması ve haklı davamıza uluslararası düzeyde ortak güçlerle dayanışma içindeyiz. Yabancı güçlerle dayanışma içindeyiz. Yabancı güçlerle dayanışma içindeyiz. Yabancı güçlerle dayanışma içindeyiz. Yabancı güçlerle dayanışma içindeyiz.

KOMKAR, halkımızın ağır baskı altında olan dilinin, kültürünün yaşatılmasını, geliştirilmesini ve kendilerini tanıtmalarını amaçlamaktadır. Bir dizi kültürel etkinliklerde bulunuyor.

Nevruz bayramını her yıl çeşitli büyük kentlerde yılın başında kutluyoruz. Nevruz şenliklerine on binlerce kişi katılır ve aydın insanlarımız katılır.

KOMKAR, ülkemizin ve halkımızın içinde bulunduğu sorunlarla yakından



bancı düşmanların ekmeğine yağ sürer ve yabancılara demokratik örgütleri, siyasi mütecilere karşı daha sert baskı tedbirlerini gündeme getirebilir, bunu isteyen çevrelere fırsat verir.

— **PKK konusundaki görüşlerinizi aktarabilir miyiz? PKK'nın Doğu Anadolu'da düzenlediği eylemleri nasıl değerlendiriyorsunuz?**

— PKK'nın politikasındaki kimi yanlışları biz de zaman zaman eleştirirdik. Özellikle diğer sol ve yurtsuvar örgütlere yönelik, çokça gördüğümüz şiddet politikasını. Bizim göbe sol ve yurtsuvar örgütler arasında tartışmalar, polemikler doğaldır. Ama zor kullanımı yanlış ve bu güçlere de, ona basyuranlara da ciddi zarar verir.

Sizin teriminizle "Doğu Anadolu"daki eylemlerine geçince. Bu bölgede halkımız üzerinde estiden beri yoğun bir terör var. 12 Eylül döneminde ise bu doruğuna ulaştı. Bu politikamızın kendi karışımı yaratması kaçınılmazdır.

Ama PKK'nun eylemlerini biz zaman zaman buluyoruz.

Türkiye'de baskıyı arttırmak isteyen güçlere, ABD emperyalistleri ve işbirlikçileri fırsat verdi; onlar bölgeye yönelik çabalarını yaşama geçirmeye çalışıyorlar.

PKK'nın kadın ve çocukları yönetmek veya o sonucu veren eylemlerini ise bir başka yanlış sayıyoruz. Masum, sivil halk zarar görmemeli. Bu kitleleri soğutur, iter.

— **Iran'ın nasıl değerlendiriyorsunuz?**

— Şahlik rejimini yıkan İran devrimi, ABD emperyalistlerini de kovarak olumlu bir iş yaptı. Ama devrim ileri doğru yürümedi. Humeyni rejimi ülkeye demokrasiyi sağlayamadı. Ulusal sorununu demokratik çözümlene de yanaşmadı.

Iran'ın da başında bir Kürt sorunu var. O da İran Kurdistanı halkına ottonomi tanımayla yanaşmıyor, orada bir savaş yürüyor.

Iran eskiden beri Kürtlerin varlığını reddetmiyor, hatta Kürçe radyo yayını da yapıyor. İran'ın Saddam rejimine karşı mücadeleye eden Irak Kürtlerine sağladığı destek de olumludur. Ancak İran, asıl kendi sınırlarında Kürt halkının ottonomi istemine olumlu cevap verince Kürt hareketine bir katkı yapabilir.



GURBETTE MITING. YABANCI DÜŞMANLARIN İŞİNE YATIRIYOR VE MÜTECİLERE KOMKAR'a göre, PKK üru saldırılar, yabancı düşmanların işine yarıyor ve mütecilere karşı baskı tedbirlerini gündeme getirmeye çalışıyor.



BATI BERLİN'DE NEVRUZ KOMKAR yetkililerinin açıklamalarına göre bu yıl Batı Almanya'da düzenlenen dört Nevruz toplantısına toplam 12.000 kişi katıldı.

ci bomba atışı ve sopa, zincir ve silahlarla tehdit edildi. Bunların PKK'lılar olduğunu da daha sonra yayımladıkları bildirimden anlaşılıyor.

Olay tam anlamıyla bir baskındı. Saldırının ardından, gerdikleri arabalara binip uzaklaştılar. Sözde PKK tarafından alımı, bize ve başkalarına Nevruz toplantısını yapmıyacakmış, KOMKAR'ı dağıtacakmış vs... Ama gecemi yapıpki. 2500 kişilik bir kitle toplanmaya başladı.

Daha sonraki günlerde de Nevruz toplantılarımıza yönelik tehditler ve önleme girişimleri devam etti. Merkez bültemuza, çeşitli demektörünme yanuca madde atıldı, yangın çıkarıldı ve ilginç bir ki polis bundan dolayı hiç kimseyi yakalamadı. Başka grupların Nevruz toplantılarında da benzer saldırılar oldu.

Biz olaylar karşısında soğukkanlı davrandık. Diğer Nevruz toplantılarımızı da başarıyla tamamladık. Kitleler de bu tehdit ve saldırılara aldırmadı. Köln Nevruz gecemize 5000' aşkın, Hamburg gecemize 2000 ve Batı Berlin gecemize ise 2000' aşkın kişi katılmıştı. Bu yıl düzenlediğimiz 4 Nevruz gecemize toplam 12.000' aşkın kişi katılmıştı.

PKK, bu saldırıları "yurtsuvar" kitleleri altında gerçekleştirilmeye çalışıyor. Geçmişte de benzer girişimlere pek çok sol ve yurtsuvar örgüte karşı şiddetle basyurduğunu kanıtıyorduk. Yabancı düşmanların ekmeğine yağ sürüyor ve yabancılara demokratik örgütleri, siyasi mütecilere karşı daha sert baskı tedbirlerini gündeme getirebilir, bunu isteyen çevrelere fırsat verir.

— **PKK konusundaki görüşlerinizi aktarabilir miyiz? PKK'nın Doğu Anadolu'da düzenlediği eylemleri nasıl değerlendiriyorsunuz?**

— PKK'nın politikasındaki kimi yanlışları biz de zaman zaman eleştirirdik. Özellikle diğer sol ve yurtsuvar örgütlere yönelik, çokça gördüğümüz şiddet politikasını. Bizim göbe sol ve yurtsuvar örgütler arasında tartışmalar, polemikler doğaldır. Ama zor kullanımı yanlış ve bu güçlere de, ona basyuranlara da ciddi zarar verir.

Sizin teriminizle "Doğu Anadolu"daki eylemlerine geçince. Bu bölgede halkımız üzerinde estiden beri yoğun bir terör var. 12 Eylül döneminde ise bu doruğuna ulaştı. Bu politikamızın kendi karışımı yaratması kaçınılmazdır.

Ama PKK'nun eylemlerini biz zaman zaman buluyoruz.

Türkiye'de baskıyı arttırmak isteyen güçlere, ABD emperyalistleri ve işbirlikçileri fırsat verdi; onlar bölgeye yönelik çabalarını yaşama geçirmeye çalışıyorlar.

PKK'nın kadın ve çocukları yönetmek veya o sonucu veren eylemlerini ise bir başka yanlış sayıyoruz. Masum, sivil halk zarar görmemeli. Bu kitleleri soğutur, iter.

“Yeğenimi astsubay vurdu”

Müslüm Yağmur ve amcası Özgür Yağmur Hozat Jandarma Karakolu'nda görevli astsubay Orhan Keskin tarafından zorla operasyona götürülüyor. Silahsız vatandaş, silahlı çatışmaya sürülüyor ve siper olarak kullanılıyor. Özgür Yağmur'un anlattığına göre, çatışmanın sonunda Müslüm Yağmur, Astsubay Orhan Keskin'in silahından çıkan mermilerle vurulup ölüyor. Savcılık olaya el koyuyor. İlk otopsi sonuçsuz. Çünkü Müslüm'ün delik deşik vücudunda tek bir mermi kalmamış.



Hozat Savcısı, Müslüm Yağmur'un annesi ve dayısının ifadeleri üzerine otopsi yapmaya karar veriyor

Silahlı çatışma başladı. O arada kendimizi korumak için bir kayanın arkasına saklanmıştık. Yanımızda bir er vardı. Üst tarafımızdan ateş ediliyordu. Karşı taraftan bir kız 'teslim oluyorum' diye bağırdı. Silahı yoktu. O sırada Astsubay Orhan 'vur' emri verdi. Erler de ateş etti. Kızı öldürdüler. Bu arada bize ateş etmeye başladıklarını gördüm. Kurşunlar kayayı parçalıyor ve taş parçaları bize doğru savruluyordu. Ben yakınımdaki erin yanına fırladım. Müslüm de kenarımdaki dereye atladı. O atlar atlamaz, kendisine bu kez 15-20 m. mesafeden Orhan Astsubay tarafından ateş açıldığını gördüm. Ben bacağımdan yaralanmıştım. 'Ateş etmeyin' diye bağırdım. Orhan Astsubay iki el daha ateş etti. Yaralı durumda, yeğenimin yanına kadar gittim. Kucağıma aldım. Ölmüştü.”

Kurşunlar kime ait?

Müslüm Yağmur vurulduktan sonra olay yerine helikopterle giden doktor ve savcı araştırma yapıyor. Ancak bir iddiaya göre bu tespitten önce Müslüm'ün cesedinin yeri jandarma tarafından değiştirilmiş. Bu arada savcının tespiti sırasında, Özgür Yağmur'un olay yerinden zorla uzaklaştırılması da dikkat çeken bir nokta. Ayrıca Müslüm Yağmur'un cesedinin üstünde bulunan silahın çatışmadan sonra oraya bırakıl-

dığı öne sürülüyor. Özgür Yağmur üzerlerinde tek bir mermimin bile bulunmadığına ısrar ediyor.

Hozat Savcısı daha sonra Özgür Yağmur'un ve Hatice Yağmur'un ifadesini alınca Müslüm Yağmur'un cesedi üzerinde otopsi yapmaya karar veriyor. Amaç kurşunların kime ait olduğunu tespit etmek. Ne var ki, Müslüm Yağmur'un delik deşik olan cesedinde tek bir kurşun bile bulunamıyor. Çünkü bütün mermiler cesedi delip geçmiş.

Savcılık soruşturma açıyor. Soruşturma konusu Müslüm Yağmur'un kimin açtığı ateşe vurulduğu. Oysa köylülerin önemli bir sorunu zorla kılavuzluk. Jandarmanın, vatandaşları zorla, silahlı operasyona götürmesi üzerinde duran yok!

Bu arada Müslüm Yağmur'un ailesi de dava açıyor. Yakında cesedin üzerinde bir otopsi daha yapılması bekleniyor.

Kenan Güven'in sağladığı "güvenlik"

Eski Tunceli Valisi Kenan Güven, Tunceli'yi bir savaş bölgesi ilan etmiş, halkı da doğal düşman kabul eden bir mantıkla yoğun baskılara girişmişti. Paşa valinin kurduğu düzen halen geçerli. Bu düzene göre vatandaşlar her an canlarına yönelik bir saldırıya uğrama tehlikesiyle karşı karşıyadırlar.

Kimse ortalıkta dolaşmamalı, patika yollardan gitmemeli, yürürken sessiz olmamalı, güvenlik güçleriyle karşılaşılacağına ihtar ve ikaza gerek kalmadan durmalı, sağa-sola bakmamalı vb. Bunlara uyulmadığı takdirde sorumlu, vatandaş olacaktır. İşte Güven "güvenlik"i böyle sağlıyor.

TRT Tunceli'nin Hozat ilçesi Akören köyü Gızörü mezrasında meydana gelen silahlı çatışmada, biri köylü olmak üzere toplam üç kişinin vurulduğunu duyurmuştu. TRT ve Tunceli Valisi

Cengiz Bulut, vurulan vatandaşın "olay mahallinde bulunan bir köylü olduğunu" bildirdiyordu. Ama köylü vatandaşın bu dağ başında ne aradığına ilişkin herhangi bir açıklama yapılmıyordu. Köylü vatandaş Müslüm Yağ-

mur'un köyü epeyce uzaktaydı. Orada ne işi olabilirdi?

Ateşin önüne sürgün

Müslüm Yağmur, 1967 doğumlu bir delikanlıydı. Geçen yıl babasının ölümü üzerine ailenin bütün yükünü omuzlamak zorunda kalmıştı. Davar nöbetinden zoru dönmüştü, o gün. Ailece öğle yemeğine oturmuşlardı. Birden kapı vurulmaya başladı. 15-20 jandarma ile Hozat Jandarma Bölük Komutanlığı'nda görevli Astsu-

bay Orhan Keskin içeri girdiler. Jandarmalar evde arama yapkattan sonra Astsubay Orhan Keskin, Müslüm ve dayısı Özgür'e dönüp "Önümüzde düşün operasyona gidiyoruz" dedi. Müslüm'ün annesi Hatice Yağmur "hiç olmazsa yemeklerini yesinler" diyecek oldu, namullarla karşılaştı.

Bundan sonrasını Müslüm Yağmur ile birlikte olay yerinde bulunan dayısı Özgür Yağmur şöyle anlatıyor:

"Köyden çıktuktan sonra bir saat boyunca yürüdü. Dağlık bir alanda aranan kişilerle karşılaştık. Astsubay teslim ol uyarısında bulunmadan çatışmaya başladı. Çatışma yaklaşık 10-15 dakika devam etti. Bir ara çatışma durdu, Astsubay Orhan bizi önüne siper edip 'önümüzde yürüyeceksiniz' dedi. Biz itiraz ettik: 'Elimizde silah yok suçumuz da yok. Vuruluruz' dedik. Ama dinlemediler. Zorla önlerine katıldılar. Dağ karia kaplıydı. Karda kaçan kişilerin izlerini takip ettik. Daha sonra izler kayboldu. Kurukaymak köyü istikametine doğru yürüyorduk. Aniden bir derenin içinde yeniden karşılaştık.

TUNCELİ

Kaza mı kurşunlama mı?

Tüfek sesleriyle bölündü çeşme başı sohbeti. Çeşme başındaki beş kızdan ikisi kanlar içinde yerde yatıyordu. Hediye Duran üç yerinden ameliyat edildi. Yetkililer "kaza" diyor. Halk ise "jandarmanın hedef göstererek ateş ettiği" görüşünde. Vali, 2000'e Doğru'ya bir jandarmanın tutuklandığını söyledi.



NADİRE MAYSAN Kurşunlar, böbreğini, karaciğerini midesini parçalamış

Duran, olup biteni böyle anlattı 2000'e Doğru'ya. Kardeşi 21 yaşındaki Hediye Duran, Diyarbakır Askeri Hastanesi'ne götürüldü, üç yerinden ameliyat edildi. Kurşunlar midesini, karaciğerini ve böbreğini parçalamıştı. Doktorlar en az bir ay hastanede kalacağını söylüyor. Anne Emine Duran'la baba Hüseyin Duran kızlarının başında bekleyiyorlar ve "Ya ölsüre, hesabını kim verecek?" diye soruyorlar. Nadire Maysan ise Tunceli Devlet Hastanesi'nde tedavi görüyordu. Nadire de "Karakoldan bize ateş açıldı" diyor. Polis, "Davacı mısınız?" diye sormuş, "Evet davacıyız" diye cevaplamış. Fadime korkmaz önce 2000'e Doğru'nun sorularını yanıtlamaktan kaçınıyor, daha sonra ise "Birden silah sesi duyduk. 'Sanki bize ateş ediyorlar' dedim. Bir de baktım Hediye ile Nadire yıkılmış. Şaka yapıyorlar sandım. Degildi, kanlar içindeydiler" diye anlatıyordu.

Sütlüce Jandarma Takım Komu-

Hediye, Kadriye, Fadime, Emine ve Nadire çeşme başı sohbetinin kanlı biteceğini nereden bilislerdi? Tunceli'nin Sütlüce (Tülük) bucağının beş kızının durdukları yer karakoldan 200 metre kadar uzaktaydı. Kadriye ve Hediye Duran kardeşler saman almaya gitmişler, dönüştü arkadaşlarını orada bulmuşlardı. "Birden bir silah sesi duyduk. Kaç kurşun atıldı bilemiyorum. Ben zannettim ki havaya ateş ettiler. Bir de baktım kardeşim yere düşmüştü. Korktuğundan sandım. Tuttum ki eli kolu kan içinde. Kucağıma aldım, yere düştü. Benim çığlıklarım üzerine astsubay ve askerler yanıma geldi. Yaralıların başında toplandılar. Bir süre kanı durdurmaya çalıştılar. Telesizle helikopter istedikler. Yarın saat içinde helikopter ve araba geldi. Nadire'nin yaralı kardeşiminkinden hafifti. Göğsünden yaralanmıştı. 'Kardeşimi neden vurduğunuz?' diye sordum. 'Kaza oldu' dediler." Kadriye

TUNCELİ VALİLİĞİ 11.7.1986
OLAGAĞNİSTİ Hal Bürosu

SAYI:01.Hal.Bür.3-A/3
KONU:Alınacak tedbirler.

1- Yıkıcı-bölücü çete mensupları ilimizde sıssarak eylemler yapmaktadırlar. Bu çete mensuplarına karşı, güvenlik kuvvetlerimiz, gece gündüz benzedir devriye, pusu, arama, taranma faaliyetlerini sürdürmektedir. Güvenlik kuvvetlerimizden bir yedeklik yapmamak, mesur olmadıkları silah kullanılmaması dikkati dolayısıyla "Dur", "kimdir o", "yalnız" gibi önce hüviyet tevbisine çalışmaları çete mensuplarına insiyetifli kap-tırılmakta, ilk ateş fırsatını onlara vermektedir, onlar da bundan yararlanarak güvenlik kuvvetlerimizle karşılaşıp vurulmaktadır.

2- Bu durumun çok genç erlerimizde tedirginlik yaratacağı, can güvenliği endişesi ile silah kullanılmaya sevk edeceği endişesi daima duyulmaktadır.

Güvenlik kuvvetlerimizden daima uyarılmasına çalışılmakla beraber, halkımızda da can güvenliği açısından aşağıdaki hususlara dikkat etmesi gerekmektedir.

a) Mesur olmadıkları güpheli, arazi kesimlerinde ağaç kesimlerinden sonra dolaylı olarak,

b) Kesime patika yollar yerine biras uzun olsa da çeselerinin, ana ve köy yollarına kullanılması,

c) Güpheli hareketlerden kaçınılması, tüfeğe benzer sopa gibi eşyaların taşınmaması,

d) İstisna ve tenha yerlerden geçerken, sesli hareket ederek güvenlik kuvvetlerinin yanlış hareketine sebep yaratacak davranışta bulunulmaması,

e) Motorlu sivil araçların çeselerinde ışık aydınlatmalarının yapılması

f) Güvenlik kuvvetleri ile karşılaşılacağına ihtar ve ikaza gerek kalmadan durmaları,

3- Bu bildiride bahsedilen ilimizde belediye hopörleri ile halkın bilgilendirilmesi.

NADİRE MAYSAN
7 İlçe Kaymakalığına
Belediye Başkanlığına

Kenan GÜVEN
Tunceli Valisi

11.7.1986

Kenan Güven'in 11.7.1986 tarihinde yayımladığı "güvenlik genelgesi."

**Süleymaniye'den sonra
Duhok ve Erbil'de de
ayaklanma başladı**

Kuzey Irak'ta isyan genişliyor

● Herald Tribune gazetesi, Uludere mahreçli bir yazısında, Kürt ayrılıkçı hareketlerinin bölgede Irak-Iran savaşından sonra tırmadığı, ayrılıkçı grupların hem üç ülkenin yönetimleriyle, hem de kendî aralarında çatıştıkları belirtildi

• EYÜP KAÇAR • ÇUKURCA

AYRILIKÇI Kürt lider Mesut Barzani ve Celal Talabani'nin bir bölümünü denetimleri altında bulundurdıkları Kuzey Irak'taki isyan giderek genişliyor. Süleymaniye'de başlayan isyanın Erbil ve Duhok'a da sıçramasıyla Irak Devlet Başkanı Saddam Hüseyin bakanlarla olağanüstü toplandı. Kuzey Irak'ta hükümet güçleri ile ayrılıkçı Peşmergeler arasındaki çatışmalar şiddetli bir şekilde devam ederken, Irak'ta isyanın bastırılması için kimyasal silahlar da kullandığı iddia edildi. Irak Devlet Başkanı Hüseyin, çatışmaların yoğun olduğu Erbil ve Süleymaniye kolordü komutanları ve valileri ile de görüşürken, Barzani yanlısı imamlar camilerde verdikleri vaazlarda halkı isyana çağırdı.

Bu arada Irak, kuzeydeki isyanı durdurmak amacıyla, kimyasal silahlar da kullanarak havadan ve karadan köy ve kasabaları bombalarken, İran uçakları da Duhok'un iddialı ve askeri merkezlerini bombaladı.

Irak'ın kuzey kesiminde bulunan Süleymaniye'deki isyanla Seyitşadık ve Halefçe kentlerinin Peşmergelerin denetimine geçtiğini belirten Tahran radyosu, Irak'ın bu kentleri geri almak için karşı saldırıya geçtiğini söyledi. Radyo, Irak tarafından tanklarla ve toparla yapılan karşı saldırının "IKDP" (Irak Kürdistan Demokrat Partisi) ve "YNK-KYB" (Kürdistan Yurtseverler Birliği) Peşmergeleri tarafından geri püskürtüldüğünü ileri sürdü.

HERALD TRIBÜNE'UN YORUMU

Öte yandan Herald Tribune gazetesi, Kürt sorununu çeşitli yönleriyle inceleyen ve Doğu'daki ayrılıkçı hareketin 1984 yılından başlayarak tırmışını ele alan bir yazı yayınladı.

Alan Cowell imzalı Uludere mahreçli yazıda, Kürt hareketinin İran - Irak savaşının bir ürünü olduğu belirtilirken, Türkiye, İran ve Irak'taki ayrılıkçı grupların bir yandan bu ülkelerin başkentlerindeki yönetimlerle çatıştıkları, aynı zamanda kendi aralarında da silahlı çatışmalara giriştikleri ifade edildi.

Peşmergeler İran'a taşınıyor

Hüsamettin KARANFİL

SİİRT, (Tercüman)- Saddam Hüseyin yönetimine karşı mücadele eden Mesut Barzani, Kuzey Irak'ta bulunan askeri ve siyasi eğitim kamplarını İran'a nakletti.

Çeşitli kaynaklardan alınan bilgiye göre, Irak Kürdistan Demokrat Parti lideri Mesut Barzani'nin kampları İran'a taşınma kararı, Irak'ın hava taarruzlarında kimyevi silah kullandığı gerekçesi üzerine aldığı ileri sürüldü.

KDP'nin siyasi ve askeri kamplarında eğitim gören 1800 Peşmerge'nin İran'a geçerek Hakkâri yakınlarında faaliyetlerine devam ettikleri belirtildi.

Barzani kamplarının son Irak taarruzları karşısında büyük ölçüde zarar gördüğü iddia edilirken, KDP'nin İran'dan aldığı destekten, daha rahat faydalanabileceği belirtildi.

SINIRDA TEDBİR

Kuzey Irak'tan İran'a geçen KDP Peşmergeleri'nin geçiş esnasında topraklarımızı ihmal etmemeleri için sınır boyunca güvenlik kuvvetleri tarafından tedbir alındı. Hakkâri ve çevresinde bulunan Çakırcı, Şemdinli, Yüksekova ilçeleri ile bunlara bağlı köy ve mezralarda mülkiyet amirlerinin uyarılarak kontrollerin sıklaştırıldığı bildirildi.

PEŞMERGE TAARRUZUNDA 300 IRAK ASKERİ ÖLDÜ

Kürdistan Vatan Partisi'ne bağlı Peşmergeleri'nin Salih Erbil, Dehok, Halepli kasabalarına karşı Süleymaniye bölgesinde yaptıkları taarruzlarda bir Irak kasabasında bulunan 300 askeri öldürdükleri, 50 askerin esir alındığı, çok sayıda silah ve mühimmatın ele geçirildiği ileri sürüldü.

BM HEYETİ KUZAY IRAK'TA

Bir süre önce Kürdistan Vatan Birliği lideri Celal Talabani tarafından bölgeye davet edilen Birleşmiş Milletler heyetinin Kuzey Irak'ta geldiği belirtildi.

Birleşmiş Milletler heyetinin Kuzey Irak'ta Talabani ve Barzani'ye ait bölgelerde incelemelerde bulunduğu ifade edildi. İncelemeler sonunda hazırlanacak raporun Birleşmiş Milletler Güvenlik Konseyi'ne sunulacağı açıklandı.

İhbarcıya ödül

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — İhbarcılara ödül verilmesine ilişkin yasa önerisi TBMM Adalet Komisyonu'nda benimsendi.

ANAP'lı Osman Doğan'ın komisyonunda aynen benimsenen yasa önerisine göre, devletin ülkesi ve milletiyle bölünmez bütünlüğü, devletin ve cumhuriyetin varlığını tehlikeye düşürmek, anayasa düzeni ile genel güvenliğe aykırı suçlarla ilgili olayların faillerini yakalayan ya da yerlerini ve kimliklerini bildirenlere para ödülü verilebilecek.

Öte yandan Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgesinde bölücü eşkiyanın yerini güvenlik kuvvetlerine bildiren vatandaşlara 1'er milyon lira ödül verilecek.

İran'ın iddiası: Kürt ayaklanması

Tahran (a.a.) — Tahran Radyosu, Irak'ın kuzey batısındaki bölgede 12 mayısta "Kürtlerin büyük bir halk hareketi" başlattığını, bölgedeki Ravandî kenti halkının da bu ayaklanmaya katılarak Kürtlerin safına geçtiğini iddia etti.

İlticacı Kürtlere umut ışığı

DIŞ HABERLER SERVİSİ

İNGİLTERE'de bir yüksek mahkeme, bu ülkeden sığınma hakkı isteyen 20 Iraklı Kürt'ün sınır dışı edilme işlemini durdurdu. Mahkeme kararına göre, aralarında ikisi İngiltere doğumlu dört de göçük bulunan Kürt mülteciler, İngiliz İçişleri Bakanlığı'nın sığınma hakkını reddetme kararını hukuki açılmaya kavuşana dek sınır dışı edilmeyecekler.

Siyasi mülteci statüsüne kavuşmak isteyen 20 Kürt, geçtiğimiz 2 ve 7 Mayıs tarihlerinde aynı gruplar halinde İngiltere'ye gelmişlerdi. Irak'tan kaçarak, geçtiğimiz yıl İran'daki kamplarda geçiren Kürtler, on gün önce Londra Heathrow Havaalanı'nda uçağa bindirilmek istenirken, olay çöküş, pilotun mültecilerle birlikte havalanmayı reddetmesi üzerine sınır dışı edilmeleri gerçekleşmemişti.

Sıkıyönetimin kaldırılması TBMM'de kabul edildi

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Sıkıyönetimin, uygulandığı son dört ilden kaldırılması ve 5 ilde olağanüstü hal uygulamasının 4 ay daha uzatılmasına ilişkin Başbakanlık Tezkeresi dün TBMM Genel Kurulu'nda kabul edildi. Karara göre Diyarbakır, Hakkâri, Mardin ve Siirt illerinde uygulanan sıkıyönetim 19 temmuzdan itibaren kaldırılacak ve bu illerde olağanüstü hal ilan edilecek. Bingöl, Elazığ, İstanbul, Tunceli ve Van illerinde uygulanan olağanüstü hal ise 4 ay daha uzatılıyor. İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, görüşmeler sırasında yaptığı konuşmada 1984'ten bu yana doğuda 183 sivil vatandaşın öldüğünü, 130 güvenlik görevlisinin şehit olduğunu, 181 PKK militanının da ölü olarak ele geçirildiğini söyledi. Allah'a, dine, peygamberlere küfür edenlere ceza verilmesine ilişkin yasa, Mecliste değiştirilerek benimsendi. Yasada Anayasa Mahkemesi'nin iptal gerekçesi doğrultusunda düzenleme yapılırken "semavi dinler" deyişi, "dinler" olarak değiştirildi. Yasa, dine küfür edenlere altı aydan bir yıla kadar hapis cezası öngörüyor. Meclisten geçen diğer yasa tasarısı ise yargıtayda tapulama mahkemeleri tarafından verilen hüküm ve kararları incelemek üzere bir daire daha kurulmasını öngörüyor.

5 bölücü ölü ele geçirildi

Palu'da çatışma: 1 şehit

PALU (a.a.) — Elazığ'ın Palu ilçesinin dağlık kesiminde güvenlik kuvvetleriyle silahlı çatışmaya giren bir grup bölücü eşkiyadan 5'i ölü olarak ele geçirildi. Olayda bir polis memuru da şehit oldu.

Bir ihbarı değerlendiren güvenlik kuvvetleri, Palu ilçesine bağlı Yalınz Damlar köyü Bağın mezarı civarında

da bir grup bölücü eşkiyayla karşılaştı. Güvenlik kuvvetlerinin "Testim ol" çağrısına ateşle karşılık veren eşkiyayla vuruşu tim arasında çıkan çatışma sonucu 5 Şaki öldürüldü. Dün saat 12.00 sıralarında meydana gelen olayda henüz kimliği açıklanmayan bir polis memuru da şehit oldu.

İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, TBMM kulisinde gazetecilere yaptığı açıklamada şöyle dedi: "Güvenlik kuvvetlerimiz, Sütlüce mevkinde bölücü eşkiya ile temas kurmuşlar. Güvenlik kuvvetlerinin uyarılarına bölücü eşkiyalar ateşle karşılık vermişlerdir. 5 eşkiyanın öldürüldüğü ve çatışmanın halen devam ettiği bildirildi. Henüz operasyon sonuçlanmamıştır."

Operasyon sürüyor

4 BÖLÜCÜ ÖLDÜRÜLDÜ

● Elazığ'ın Palu ilçesindeki çatışma bölücü eşkiyanın özel Harekât Timi'nin uyarılarına ateşle cevap vermesinden sonra başladı

ANKARA, ÖZEL İÇİŞLERİ Bakanı Yıldırım Akbulut, Elazığ'da Palu ilçesinde güvenlik güçleriyle çatışmaya giren teröristlerden dördünün öldürüldüğünü açıkladı. Bakan, bölgede operasyonların sürdüğünü kaydetti.

Bakan Akbulut'un verdiği bilgilere göre Elazığ'ın Palu ilçesi Sütlüce

mevkinde bölücü eşkiya ile Özel Harekât Timi elemanları temas kurdu. Özel Harekât Timi'nin uyarılarına bölücü eşkiyanın ateşle cevap vermesi sonucu çatışma çıktı. Çatışma sırasında dört eşkiya öldürüldü.

Bakan, bölücü eşkiya ile çatışmaların devam ettiğini, geniş çaplı operasyonun henüz sonuçlanmadığını sözlerine ekledi.

Cumhuriyet 22.5.1987

PKK, Lice'de köy bastı: 2 ölü

Diyarbakır'ın Lice ilçesine bağlı Yolçatı köyünü basan PKK militanları, köy öğretmeni Asım Özmen ile köy imamı Mehmet Bayram'ı kaldıkları yerlerden alıp köyün dışında kurşuna dizediler.

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Diyarbakır'ın Lice ilçesine bağlı Yolçatı köyünü basan PKK militanları, köy öğretmeni ile köy imamını kurşuna dizedi. Dün sabaha karşı 01.00 sularında kalabalık bir grup halinde köye gelen teröristler, köy öğretmeni Asım Özmen'i kaldığı lojmandan, imam Mehmet Bayram'ı da evinden alarak köyden 4-5 kilometre kadar uzaklaştırdıktan sonra yayılım etmeye tutararak öldürdüler. Olaydan sonra kaçan teröristlerin yakalanması için güvenlik güçleri ve vatanseverler geniş kapsamlı operasyonlara başlandı. Öce yandan, önceki gün Palu ilçesi Bağın mevkiinde güvenlik güçleri ile teröristler arasında çıkan ve 5 terö-

ristin öldürülmesi ve bir polis memurunun da şehit edilmesiyle sonuçlanan olaydan sonra bir açıklama yapan Erolçü Vailiği, öldürülen teröristlerin birçok öldürme, yaralama, gasp, bombalı pankart asmak, bildiri dağıtmak ve soygun olaylarını gerçekleştirdiklerini saptandığını bildirdi. Vailik açıklamasında, öldürülen teröristlerle birlikte çok sayıda silah, şarjör, mermi, el bombası, dinamit lokumu, füzeye ve sahte nüfus cüzdanları ele geçirildiği belirtildi. Bu arada, ele geçirilen silahlar arasında 8 Kasım 1984'te Erzincan Vatan Jandarma Karakolu'ndan gasp edilen iki adet G-3 piyade 10-fejinin de bulunduğu bildirildi. Va-

ilik açıklamasında teröristlerin kimlikleri konusunda bilgi verilmedi, ancak öldürülenler arasında üzerinden İsa Eroğlu isimli kimlik çıkan teröristin örgütsel kod adının Veli Yalçın olduğu, diğer ikisinin kod adlarının ise Haydar ve Vedat olduğu kaydedildi. Bu arada, çatışma sırasında şehit olan polis memuru Yılmaz Mayuk, dün İzzet Paşa Camii'nde kılınan öğle namazından sonra doğum yeri olan Muğla'nın Milas ilçesine gönderildi. Bir yıllık polis memuru olan Yılmaz Mayuk, evli ve iki çocuk babasıydı.

Tercüman 23.5.1987

Komkar başkanının katlini yakalatana 5 bin mark mükafat

Hasan TEKİN

kurşunlanarak öldürülmüştü.

HANNOVER (Tercüman) — HOBÜCÜ Komkar örgütünün Hannover bölge başkanının Ramazan Adigüzel'in katlinin yakalanmasını sağlama veya katilin yakalanması için ipucu verene 5 bin mark ödül verilecek.

HOBÜCÜ örgütlerinin kendi arasındaki bir hesaplaşmaya kurban gittiği tahmin edilen Komkar Ramazan Adigüzel 3 Mayıs 1987 pazar günü Hannover Linden semtindeki Wittekind Str. üzerinde kimliği hala tesbit edilemeyen biri tarafından

Cinayetle ilgili tahkikatı sürdüren polis katil zanlısı olarak aranan şahsın eğerini görgü tanklarının fidelelerine dayanarak açıkladı. Açıklamaya göre katil 35-40 yaşlarında, 1.70 boyunda, atletik yapı, önden kısmen dökmüş saçlı, beyaz, göğük bir irtimale yabancı bir şahıs. Görgü şahitleri olay günü katilin üstünde siyah bir deri ceketin olduğunu söylüyorlar. bilgi verilebilecektir. 0511/1095222 nolu telefona veya en yakın polis karakoluna başvurularını istedi.

Tercüman 23.5.1987

Bölücüler milî kongre peşinde

BÖLÜCÜ örgütlerden Kürdistan Öncü İşçi Partisi (PPKK) tarafından hazırlanan taslak tüzükte Arap, Türk ve İranlı devrimcilerle işbirliği yapılması istendi

4 ülke — Hayalî Kürdistan'ın dört ülke arasında pay edilerek yeraltı ve yerüstü zenginliklerinin talan edildiği ileri sürülen taslak tüzükte konunun milletlerarası platformlara taşınması da isteniyor

23.5.1987

Şehnaz KAPLAN

Bölücü örgütlerden Kürdistan Öncü İşçi Partisi (PPKK), dört ülke arasında paylaşılacağını öne sürdüğü Kürdistan'ın kurtuluşu için "Kürdistan Ulusal Kongresi" kurulması amacıyla, bir taslak program hazırladı.

PPKK'nın yayın organı "Peşeng"de yayınlanan taslakta, Kürt halkının Türkiye, Suriye, Irak ve İran arasında dört parçaya bölünerek egemenlik haklarının elinden alındığı, demokratik haklarının gaspedildiği, sömürü ve baskı altında tutulduğu, yeraltı-yerüstü her türlü zenginlik kaynakları ve manevî değerlerinin "talan edildiği" savunuldu.

Taslak tüzükte yer alan bazı maddeler şöyle:

"Kürt halkının kendi kaderini tayin hakkı savunulacak. Her parti ve örgütün bağımsızlığına, örgütsel bütünlüğüne saygı gösterilecek, işbirliğine karşılanmayacak. Problemlerin çözümünde, eşitlik ve kardeşlik anlayışı temel ve görülmeleri yolu esas alınacak. Kürt halkının ulusal demokratik haklarını gasp eden, halkımıza mücadelesinde düşman olan sözcük ve devletlerle işbir-

liği reddedilecek, ülkemizi egemenlik altında tutan ülkelerin halklarıyla işbirliği ve ortak mücadele esas alınacak."

Tüzükte, Kürt meselesinin ekonomik, sosyal, kültür ve tarihî problemlerinin araştırılması ve uluslararası kamuoyunun bilgilendirilmesi için çaba sarfedilmesi, konunun milletlerarası platformlarda ele alınması için, maddî ve manevî destek sağlanması da öngörüldü.

"Kürdistan Ulusal Kongresi'nin amacı, başka bir maddede şöyle anlatıldı:

"Kürdistan meselesinin ve Kürt halkının hakkı ulusal demokratik haklarının milletlerarası alanda destek bulunması için, bu problemlere ilgili çeşitli millî ve milletlerarası kuruluşların temeli üzerinde çalışılmalıdır. Milletlerarası toplantıların temeli etmek, Kürt halkı adına taraf ve söz sahibi olmak için çaba sarfeder. Ortadoğu'daki Bericî, anti-emperyalist parti ve örgütlerle, özellikle Kürt halkının birlikte yaşadığı Arap-Türk ve İran halklarıyla, onların Bericî, devrimci demokratik örgütleriyle işbirliği yapar. Bu halkların mücadelesinde birliğinin gerçekleştirilmesi için çaba sarfeder."

Cumhuriyet 25.5.1987

Ağır iddia!

Cemil Savaş adlı bir yurttaş, Şırnak Savcılığı'na başvurarak kardeşi İbrahim Savaş'ın işkence ile öldürüldüğünü, daha sonra kaçarken öldü süsü verilerek için kurşuna dizildiğini öne sürdü. Cemil Savaş'a göre kardeşinin öldürülmesinin nedeni, PKK militanını ihbar edenlere verilen 1 milyon lira ödül.

ŞIRNAK (ANKA) — Şırnak Cumhuriyet Savcılığı'na başvuran Cemil Savaş adlı bir yurttaş, kardeşi İbrahim Savaş'ın Balveren Jandarma Karakolu'nda işkence ile öldürüldüğü, ardından da kaçarken öldürüldü süsü verilerek amacıyla kurşuna dizildiği iddiasında bulundu.

Cemil Savaş başvurusunda, 24 yaşındaki kardeşi İbrahim Savaş'ın 27 Mart 1987 günü gece saat 22.30 sularında bölgede muhbir olarak tanınan Hasan İrmez tarafından, "Bağcavuş çağırıyor" diyerek evden alındığı, plakası sokulmuş Renault marka bir otomobile götürüldüğünü öne sürdü. Savcılığa yaptığı başvuruda, kardeşi için ertesi gün karakoldan kendilerine, "Karanlıkta 'dur' dedik, durmadı. Vurduk, öldü" diye haber verildiğini iddia eden Cemil Savaş, olayın sorumlularının hakkında dava açılmasını istedi.

Başvurusunda, olay sırasında evde bulunan annesi Ketim, yengesi Meryem, kız kardeşi Ayşe Savaş, komşuları Abdulkadir Yıldız ve komşuları Abdurrahman Savaş'ın tanık gösteren Cemil Savaş, kardeşi İbrahim Savaş'ın muhbir Hasan İrmez tarafından ihbar edilen her Apocu başına konan bir milyon liralık para ödülünü almak amacıyla "PKK

militanı" diye ihbar edildiğini öne sürdü. Cemil Savaş, Balveren köyü Jandarma Karakolu'nda görevli 3 astsubayın da kardeşinin "PKK militanı" olmadığını bildiklerini, buna karşın "Bir PKK militanı yakaladıklarını kanıtlanmak için kardeşini öldürdüklerini" iddia etti. Cesedi belirlenen işkence ve kolundaki 10 kırığı, kardeşinin işkence ile öldürüldükten sonra kurşuna dizildiğini, ancak olaya "gatama süsü" verilerek istenilenden ortaya çıktığını ileri sürdü. Cemil Savaş, iddialarını şöyle sürdürdü: "Kardeşimin kimliğiyle ilgili iddia edilen Kaşıkçılık marka tıraş seti numarası neden açıklanmıyor? Bu silahın benzeri olaylarda sık kullanıldığından kaçınılmazdır. Ayrıca İbrahim'in evden silaha bırakılmaması, silahın neden açıklanmıyor? Gece yolda çıkan itim araçlarına karakolcu tepsi edilerek deftere kaydedildiği herkes tarafından bilinmiyor. Olay sırasında kardeşimin üzerinde bulunan haki renk parka, cebindeki sot defteri ile süflon cüzdanı nerede? Tüm bu bulgular olaya, kimliği meşhur bir kilitli 'dur' itirazına ayımsız sonucu öldürülmesi havassız ve haksız istediğini göstermiyor mu?"

Cemil Savaş, olaydan sonra Balveren köyünde görevli 3 astsubayın mükafat iznine gönderildiğini, muhbir Hasan İrmez'e bir milyon lira para ödülü verildiğini bildirdi. Savaş, muhbir ve karakol görevlileri işbirliği ile devlete "sac" işletildiğini iddia ederek sanıkların cezalandırılmasını istedi.

Öte yandan, başvuruyu inceleyen Şırnak Cumhuriyet Savcılığı ise, olayla ilgili olarak "gözetimsizlik" kararını verip dosyayı 7. Kolordu ve Siyasettim Komutanlığı Savcılığı'na havale etti.

Tercüman 23.5.1987

"PKK, tüm Kürt örgütlerinin kapanmasını sağlayacak"

Bonn'da bir basın toplantısı düzenleyen "Komkar", "KKDK" gibi Kürt örgütleri ve onların Alman destekçileri, "PKK'nın teröründen bıktıkları"ni ileri sürerek, Alman polislerinin PKK'ya karşı harekete geçmesini istedikleri

Alman polisleri'nin "PKK'yı kullandığı"ni ileri süren sosyal demokrat politikacı Klaus Thussing, "Tüm PKK militanlarının adreslerinin bilinmesine rağmen gereken yapılmıyor. PKK ya'nın daha başka şeyler yaparsa buna şaşmamak lazımdır" dedi

Ramazan OZ

23.5.1987

Alman polisi PKK'yı kullanıyor

Ramazan OZ

BONN, (Tercüman) — PPKK'nın Federal Almanya'da estirdiği terör havası, Alman ve Kürt destekçilerini telaşa düşürdü. PKK'nın "teröründen bıktıkları"ni ileri süren bir grup Alman ve Kürt, dün başkent Bonn'da düzenledikleri basın toplantısında, PKK'nın giriştiği şiddet eylemleri yüzünden bu ülkede faaliyet gösteren ve "PKK meselesine siyasi bir hizmet veren" kuruluşlar da dahil olmak üzere tüm Kürt örgütlerini yasaklanması yoluna gidilebileceğini endişe ettiklerini söylediler.

Komkar, KKDK ve onların "Alman dostları"nın düzenlediği basın toplantısında, Alman güvenlik makamlarının PKK'yı kullandığı ileri sürüldü. Bu konuda en açık ifadeyi kullanan Sosyal De-

makrat politikacılar Klaus Thussing, "PKK uzun süredir beri Almanya'da şiddet eylemlerini sürdürüyor. Bugüne kadar iki kişi öldürüldü, bir çok kişi yaralandı ve bir çok yer kundaklandı. Bu arada PKK tarafından PKK'ya karşı bir tek başarılı operasyonundan söz edilemez. Meselâ, 25 Mart'ta Hamburg'daki Komkar lokaline gelen polisler, binanın boşaltılmasını istedikleri. Bina aynı akşam PKK tarafından benzin dökülerek yakıldı. Münih Polisi Komkar'ın ikinci başkanına, PKK'nın ölmü listesinin başında yer aldığını söyleyebiliyor. Şimdi soruyoruz: Polis bu bilgileri nereden alıyor? Anlaşılın polisler PKK içinde adamları var ve PKK kullanılıyor" dedi.

PKK'nın, "Kendi dışındaki Kürt örgütleri yoketme"

kararından sonra Kürt örgütleri arasındaki hesaplaşma devam ediyor. "Bu böyle gitsin, bu işe son verilmelidir" diyen Kürtler'in aklı hocalarından biri olarak kabul edilen SPD'li Thussing'e göre, PKK terörünün devam etmesi, birincisi, Federal Almanya'daki yabancılar zarar verecek ve yabancı düşmanlığıni teşvik edecek. İkincisi, siyasi bakımdan Kürt meselesine zarar verecek. Çünkü, Thussing sözlerine devamlı "PKK'nın terörü vesile edilerek neticede, Kürtlere ve Kürt meselesine siyasi hizmet veren Komkar, KKDK ve benzeri kuruluşlar da dahil olmak üzere, bütün Kürt örgütleri ayakta kalacak."

Toplantıda konuşan Komkar adlı Kürt örgütün ikinci başkanı Ebu Bekir Saydam ise, örgütünün PKK ile "Hiçbir ilişkisinin olmadığını" ve

PKK terörüne karşı çıktığını ileri sürerek, PKK'nın Komkar ve KKDK uyelerine karşı giriştiği şiddet eylemlerini anlattı.

Öyle anlaşılıyor ki, PKK'nın estirdiği terör ve işleri Bakanı Zimmermann'ın "Gerekirse ve faydalı görülürse" Kürt örgütleri yasaklama yoluna gidebilecekleri şeklinde sözleri Kürt örgütleri ve Alman "dostları"ni ciddi bir şekilde endişelendirmeye başladı. Bugüne kadar Kürtleri'ni alk bir şekilde destekleyen Alman çevreler de şimdi, "Biz Kürtleri destekliyoruz ama, teröre bulaşan PKK'yı değil, terörün dışında kalan siyasi ve kültürel faaliyet gösteren kuruluşları destekliyoruz" deme ihtiyacını hissediyorlar.

Bu arada dikkati çeken diğer bir husus da, buğene kadar Kürt örgütleri arasında

bir ayrım yapmayan ve bir noktada Türkiye'ye karşı girişilen her eylemi susarak kabul yoluna giden Alman çevreler (Yeşiller ve SPD'nin bir kısmı, kilise ve benzeri kuruluşlar) şimdi Türkiye'deki "Kürt meselesinin siyasi yollarla halletmek isteyen Komkar, KKDK ve benzeri örgütler"den söz ediyorlar.

Bonn'da düzenlenen basın toplantısında bir nevi sözcüklük yapan SPD'li Thussing, basın toplantısı komitesi adına şu taleplerde bulundu: 1) Bütün Kürt örgüt ve mensuplarının güvenliği garanti edilmelidir. 2) Polisler PKK'ya karşı harekete geçmesini zaman zaman görmüştür. 3) Kürtler, PKK'yı terk edecek, şiddeti bir yol olarak kabul eden bu örgütü yalnız bırakınlar...

Hürriyet

26.5.1987

Talabani'ye Iran desteği

ONDRA. (Hürriyet) — İran'ın Celal Talabani başkanlığındaki Kürdistan Yurtsever Birliği (KYB) örgütüne yeniden silah göndermeye başladığı öğrenildi.

İngiltere'de yayınlanan The Times gazetesi vazarlarından Hacir Timuryan, bu konuda Hürriyet'in sorularını cevaplarıken, 10 Irak kasabasına ele geçirdiği on süren KYB'nin son haftalarda Kuzey Irak'ta düzlediği büyük saldırıların arkasında İran silahlılarının yatışını söyledi. İran'ın KYB'ye son aylarda aralarında 120 milimetrik topları da bulunduğu ağır silahlar sağladığını bildiren Timuryan, İran'ın Tahran yönetimine karşı kurt derhelerinden Dr. Abdurrahman Kasimlu ile arası iyi olan Talabani'ye silah göndermesinin şartı olduğunu da belirtti.

Hürriyet

26.5.1987

Doğudaki öğretmene çifte maaş

Saygı ÖZTÜRK

ANKARA. (Hürriyet) — Millî Eğitim, Gençlik ve Spor Bakanlığı Müsteşarı Prof. Dr. Cemil Kıvınc, kalkınmada öncelikli illerde görev yapan öğretmenlere "çift maaş" verilmesi için hazırladığı müsteşar, temmuz ayı içinde bu kararın gerçekleştirilmesi amacıyla gerekli girişimlerin devam edeceğini bildirdi.

Müsteşar Prof. Dr. Cemil Kıvınc, Hürriyet'e yaptığı açıklamada, kalkınmada öncelikli illerde öğretmenlerinin bir türlü kapatılmadığını belirtti. "Fonlardan ve mahalli idare kaynaklarından öğretmenlere bugün aldığı maaşın bir misli, hatta daha fazlasını vermeyi planlıyoruz. Böylece büyük bir problem çözülmüş olacak.

Yaptığımız hesaplara göre bu öğretmenlerin eline 250-300 bin lira geçecek. Bu, rotasyonla tayini kalkınmada öncelikli illere çıkan öğretmenler için özendirici olacak. Böylece para biriktirmek isteyen öğretmen, bu illerimize gidecek. Ayrıca öğretmene her türlü kolaylıklar da sağlanacak. Lojman sorununun çözümü için de özel bir proje uygulanıyor" dedi.

Öğretmene çift maaş verilmesi planlanan kalkınmada öncelikli iller şöyle:

Adıyaman, Ağrı, Bingöl, Bitlis, Diyarbakır, Gümüşhane, Hakkâri, Kars, Mardin, Muş, Sırt, Tunceli, Van, Amasya, Artvin, Çankırı, Çorum, Elazığ, Erzurum, Kastamonu, Malatya, Kahramanmaraş, Sinop, Sivas, Tokat, Şanlıurfa, Yozgat.

Milliyet

27.5.1987

Gaziantep'te deprem

GAZİANTEP'te dün kısa aralıklarla meydana gelen yer sarsıntıları korku ve heyecan yarattı. İlk sarsıntı saat 10.20'de meydana geldi. Saat 12.13'de ise ikinci bir sarsıntı oldu. Sarsıntular korku ve heyecan yaratan sokaklara çıktı. Yetkililer Gaziantep çevresinde şu ana kadar herhangi bir hasar meydana gelmediğini belirtti.

Hürriyet

27.5.1987

SHP'den Lice'de soruşturma...

DIYARBAKIR. (hha) — Lice'de bir öğretmen ve bir yurttaşın teröristlerce öldürülmesiyle ilgili olarak bir SHP İl

Genel Meclisi uyesi olmak üzere İl kişinin gözetimine alınması olayını araştırmak amacıyla Şanlıurfa Milletvekili Ve-

cihi Ataklı başkanlığında 3 kişilik SHP heyeti, dün uçakla Diyarbakır'a geldi.

SHP Şanlıurfa Milletvekili Vecihi Ataklı, Diyarbakır Milletvekilleri Kadir Narin ve Şehmut Bahçeci'den oluşan heyet, il binasında bir süre partililerle görüştü.

Tercüman

27.5.1987

5 bölücü öldürüldü

● Adıyaman'da
güvenlik
kuvvetleriyle
1.5 saat çatıştılar

ADİYAMAN. (A.A.) — Adıyaman'da güvenlik kuvvetleriyle silahlı çatışmaya giren 5 bölücü çete mensubu öldü.

A.A muhabirinin Adıyaman Valisi Selahattin Onur'dan aldığı bilgiye göre, dün saat 15.30 sıralarında bir istihbaratı değerlendiren güvenlik kuvvetleri, merkezde bağlı Şereflü köyü yakınlarında bir grup bölücü çete mensubuyla karşılaştı.

Güvenlik kuvvetlerinin "Teslim ol" çağrısına ateşle karşılık veren eşkiya ile çıkan silahlı çatışma sonucu önce üç şaki öldürüldü.

Adıyaman İl Jandarma Komutanlığı ile vurucu timden oluşan takviye güvenlik görevlilerinin de olay mahalline gelmesi üzerine çatışma Şereflü ile Karaağaç köyü civarına kadar yayıldı.

Saat 17.00'ye kadar devam eden silahlı çatışma sonucu ölü sayısı 5'e yükseldi.

Vali Onur olayın meydana geldiği Şereflü ile Karaağaç köylerinin bulunduğu dağlık kesiminde, operasyonun çok yönlü biçimde sürdürüldüğünü bildirdi.

Milliyet

27.5.1987

● Kuraklık Güneydoğu'da ekinleri kuruttu Son umut bombada

● DPT Müsteşarı Yusuf Özal'ın kuraklık bölgesinde kullanılmasını önerdiği yağmur bombasının yararlı olup olmayacağı tartışılıyor

● Atilla KORKMAZ

DIYARBAKIR (MİL-HA) — DPT Müsteşarı Yusuf Özal'ın bir süre önce yağmur bombası atılması konusunda ısrarlı olduğu yolundaki haberlere karşın, bu konuda hiçbir gelişme olmadı. Bu durum, kuraklığın en fazla etkili olduğu Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde çetilli tartışmalara yol açıyor. Yağmur bombasının

anılması gerektiğini savunanların yanı sıra, yağmuru Tanrı'dan beklemek gerektiğini savunanlar da var.

TANRI VERMEDİ

Yağmur bombasına karşı olanlardan biri de Diyarbakır Ziraat Odası Başkanı Şevket Kaya. Kaya, henüz bombanın ne olduğunu dahi bilmediklerini, bu nedenle, bilmedikleri bir şeyi kullanmayı öneremeyeceklerini belirterek, şunları söyledi:

"Ekinlerimiz kurudu. Bundan sonra normal yoldan da, bombayla da yağmur yağdırılma sonuçları olmaz. Ölen bir insana nasıl tedavi uygulanmazsa, ekinlere de artık tedavi uygulanamaz. 15-20 gün önce bir yağmur yağsaydı çiftçi kurtulurdu.

Ziraat mübendisi ve halen Be-

lediye Başkanı Nurettin Dilek, bölge üreticisinin kültür seviyesinin son birkaç yılda arttığını, bu nedenle bu sene yüksek ürün beklendiğini ifade ederek, yağışların düşmemesini büyük bir kayıp olarak nitelendirdi. Dilek, yağmur bombası atılması ile kuraklık sorununun kökten haldelebileceğini de ifade ederek, şöyle dedi:

"Çiftçilerin uğradığı büyük zarar, hükümetin olumlu yaklaşımı ile bir ölçüde giderilebilir. Ancak bundan sonraki yıllarda yağmur bombası atılarak kuraklık giderilebilir.

OLUMSUZ SONUÇ VEREBİLİR
Diyarbakır Valisi Hayri Kozakçıoğlu ise, Adana'da görev yaptığı yıllarda yağmur bombasının buradanda denendiğini, ancak istenen sonuçun alınmadığını belirtti.

Tercüman

27.5.1987

4-15 kişiden oluşuyorlar PKK'dan altı eylem grubu

Maskeler düştü

PKK'nın, Doğu ve Güneydoğu'da değişik kesimlerde kanlı eylemler yapan altı grubu ile liderlerinin asıl ve kod adı tesbit edildi

Kuzey Irak'ta üslenenler

Toplam 500 militana sahip PKK'nın bazı gruplarının da üslandıkları Kuzey Irak'tan Türkiye'ye sızıp eylem yaptığı, sonra da döndüğü bildirildi

Hüsamettin KARANFİL

ŞİRT. (Tercüman) — Doğu ve Güneydoğu'da kanlı eylemlerde bulunan PKK militanlarının altı gruptan oluştuğu tesbit edildi.

Grupların 4-15 kişi arasında değiştiği, PKK'nın zaman zaman sınırдан giriş-çıkış yaparak faaliyet gösteren militan sayısının ise 500 dolaylarında olduğu bildirildi.

Yetkililerden alınan bilgiye göre, PKK'nın kanlı eylem

lem grupları ve faaliyet bölgeleri şöyle:

1. Uludere ve Şırnak'ın güney kısımlarında "Bedirhan" kod adlı Mehmet Şevket grubu.
2. Bayatın-Bitlis dolaylarında "Zeki" kod adlı Şemdin Sakık grubu.
3. Van-Batvan ve Bitlis'in kırıık kesiminde "Sinan" kod adlı Mehmet Güler grubu.
4. Mardin-Cizre-İdil, Nusaybin ile Siirt'in Eruh ilçesine bağlı Fındık ve Bağöze bölgelerinde "Gözlüktü Cafer" kod adlı Ali Çetiner grubu.
5. Siirt'in Pervari-Doğanca bölgesinde, "Mahir" kod adlı Mücahit Kışık grubu.
6. Pervari ile Şırnak arasındaki dağlık bölgede "Akif" kod adlı Zeki Turan grubu.

KORSAN GRUPLAR

Bölgede bu altı gruptan başka, özellikle Uludere ve Beytüşşebap sınır kesiminden yurda giren ve vur-çaktığı ile eylem yapıp Kuzey Irak'a dönen gruplar bulunuyor.

Kuzey Irak'ta halen Sinat, Haftanın, Suli, Lak ve Yekmal'da PKK kamplarının bulunduğunu kaydeden yetkililer, şöyle konuştular:

"Çoğunlukla kendi başlarına grup oluşturup gezip ve eylem yapıyorlar. Ancak gerektiğinde üç grup toplanıp eylem düzenleyebilirler. Bazen de güçlü ve kalıblık oldukları imajını vermek için, sarp, yol gitmeye köylere toplu halde gidiyorlar."

Milliyet

27.5.1987

5 PKK'cı öldürüldü

● Bir ihbarı değerlendirilen özel hareket timi, buğday tarlaları için de özel sığınaklarda saklanan bölücü eşkiyaya 4 saat süren bir operasyon düzenledi

● Teröristlerin "teslim ol" çağrısına ateşle karşılık vermesi üzerine çatışma çıktı, 5 bölücü ölü olarak ele geçirildi

ADİYAMAN (MİL-HA) — Güvenlik kuvvetleriyle silahlı çatışmaya giren 5 PKK militanı, Adıyaman'da ölü olarak ele geçirildi.

Adıyaman Valisi Selahattin Onuk'un yaptığı açıklamaya göre, alınan ihbarların değerlendirilmesi üzerine güvenlik kuvvetleri merkez ilçeye bağlı Karaağaç köyüne operasyon düzenledi. Köyün yakınlarındaki buğday tarlalarının içinde hazırladıkları özel sığınaklarda barınan PKK militanlarına güvenlik kuvvetlerine "teslim ol" çağrısı yapıldı. Bölücü PKK militanları, yapılan bu çağrıya ateşle karşılık verince, silahlı çatışma çıktı.

Emniyet Genel Müdürlüğü'ne bağlı Özel Harekat Timi'nin de katıldığı operasyon 4 saat sürdü. Çatışma sonunda, 5 bölücü PKK militanı ölü olarak ele geçirildi.

PKK'ya ultiimat

● Irak'ın Kürtlere karşı en şiddetli mücadeleyi sürdürdüğü bölgeye girdik

Milliyet ateş hattında



Bombalanan PKK kampı Türk Hava Kuvvetleri'nin sınır ötesi harekâtı sırasında bombalanan yerlerden biri de PKK'nın Elanis kampı idi. Yıkılan taş binaların enkazı arasında bomba parçaları görülmüştü.

AMADİYE MİL-HA
MILLİYET. Irak Kürtlerinin kampına girdi. Son aylarda bir ateş çemberi haline gelen sıcak bölgeyi adım adım dolaşan ve sınır ötesi harekâtının yapıldığı yerleri karşı karşıya inceleyen Milliyet muhabiri, Kuzey Irak'ta bağımsızlık mücadelesi veren Mesut Barzani'ye bağlı kamp komutanı Abdullah Bişar ile görüşti. Üç gün süren bir yürüyüşten ve çeşitli engelleri geçtikten sonra Türk savaş uçakları tarafından bombalanan kamplardan biri olan Elanis'e girmeyi başaran Milliyet muhabiri Seyfettin Özgezer'in izlenimleri şöyle:

"PKK İLE BİR ARADA OLAMAYIZ"

Son günlerde Irak'ın ayrılıkçı grupları temizlemek için sık sık havadan ve karadan operasyon düzenlediği ancak, etkili olmadığını Kuzey Irak'taki durumu yakından incelemek olanaklarını bulduk. Mesut Barzani'ye bağlı kamp komutanı Ab-

dullah Bişar'ın sorularının yanıtı, madan önce ilk sözü "PKK, çocuk ve kadınları öldürerek devlet kuramaz. Biz onlarla kesinlikle bir arada olamayız" demek oldu. Türkiye sınırına 30 kilometre uzaklıkta bulunan kampta görüşmeyi kabul eden Abdullah Bişar, fotoğraf çekilmesini kabul etmedi. Ayrıca en kısa sürede bölgeyi terk etmemizi istedi.

Irak Kürdistan Demokrat Partisi (IKDP) lideri Mesut Barzani'nin kendisine "Bölgede yabancılara dolayısıyla" talimatını verdiği söylenen kamp sorumlusu Bişar, söz konusu toprakların Kürdistan'a ait olduğunu, ancak, henüz devlet olmadıkları için pasaport istemediklerini sözlerine ekledikten sonra şöyle konuştu:

"Biz, Türk askerinden izin almadan bölgeye gelmiştik, lade etmeyi kabul ettik. Gelene kim olacağız bilmiyoruz. Türkiye'den gelen eşyaları da artık almıyoruz. Duraya gelenlerin dost ve kardeş-

● Seyfettin ÖZGEZER

● Top ateşi ve çeşitli engeller aşarak ulaştığımız ilk Kürt köyünde "Barzani'nin komutanı Abdullah Bişar'ın silahlı adamlarıyla karşılaştım. "Derhal bölgeyi terk etmemi istediler"

● Komutan Bişar ve adamlarıyla yaptığım kısa söyleşide yasa dışı PKK örgütüyle ilgili olarak şunları söylediler: "PKK çocuk ve kadınları öldürmekle devlet kuramaz. Biz onlarla kesinlikle bir arada olamayız"

● Buldukları toprakların Kürdistan olduğunu öne süren Peşmergeler, Türk savaş uçaklarının da kamplarını bombaladığını, ancak karşılık vermediklerini söylediler

● Bombalamadan 3 gün sonra bölgeye helikopterle gelen Türk yetkililerine, Apocuları barındırmadıklarını ve eylemlerini tasvip etmediklerini söyleyen Kürt lideri, "Molla Mustafa Barzani'nin vasiyeti var. Biz Türk askeriyeye çatışmayız" dedi

Türkiye'deki askeri yetkililerden resmi kâğıt getirmeleri gerekiyor. Ancak bu karar tüm Peşmergelere aittir."

Irak'ın etkinliğinin bulunmadığı kesime Uludere'den yaya olarak geçip uzun yürüyüşten sonra yanına ulaştığımız kampın komutanı Abdullah Bişar bölgede bulunamamızdan hoşnut görünmüyordu.

Türkiye'nin son olarak 3 Mart 1987 tarihinde kamplarını bombaladığını, bu operasyon sırasında bir Peşmergenin öldüğünü, 2 Peşmergenin de hafif yaralandığını öne süren IKDP'nin Elanis kampı sorum-



Barzani'nin adamları karşıladı Milliyet muhabiri Seyfettin Özgezer, Irak Hükümeti'nin etkinliğinin olmadığı bölgeye Uludere'den geçti. Üç gün yürüdüktan sonra Türk sınırına 25 kilometre uzaklıktaki Barzani (küçük fotoğraf) kampına ulaşmayı başaran Özgezer'i kamp sorumlusu Abdullah Bişar kapıda karşıladı. Bişar kamp içinde fotoğraf çekilmesine izin vermedi.

- Kuzey Irak'ta bağımsızlık mücadelesi veren Mesut Barzani'ye bağlı kamp komutanı Abdullah Bişar, "PKK, çocuk ve kadınları öldürerek devlet kuramaz. Biz onlarla kesinlikle bir arada olamayız" dedi
- PKK'nın Irak'taki güvenlik görevlileriyle zaman zaman işbirliği yaptığı İddiasını ortaya atan Bişar, Zaho'da İdris adlı bir militanın çalıştığını saptadıklarını, kendisi düşmanlarıyla işbirliği yaptıkları bir arada düşünülmececeklerini söyledi

lusu Bişar şunları söyledi:

"Biz, ilk ak kendi radyomuzda açıkladık. Apocuları hiçbir ilgilimiz ve bağlantımız yok. Türkiye'nin sınır köyündeki olaydan 10 gün sonra savaş uçakları kampı bombaladı. Ancak, herhangi bir karşılık vermedik. Bizim vicdanımız rahat. Bombalamadan 3 gün sonra Türk helikopteri, amara geldi. Haber salarak, görüşmek istediklerini söylediler. Ben birkaç Peşmergeyle yanlarına gidip, kamp sorumlusu olarak PKK'yı barındırmadığımızı ve tasvip etmediğimizi anlattım."

Kamp komutanı Bişar, daha

sonra Molla Mustafa Barzani'nin Peşmergelere bıraktığı vasiyette

Türkiye ile daima dost kalınmasını istediğini hatırlatarak, "Bugüne kadar Türk askeri ile çatıştığımızı görülmemiştir. Barzani'nin vasiyeti bizim için emirdir. Son olayda da karşılık veremeyerek, bunu kanıtladık" diye konuştu.

Bölücüler Amsterdam'da gösteri yaptı

Amsterdam (A.a.) — Federal Almanya'nın Amsterdam'daki başkonsolosluğu, dün bir grup bölücü tarafından işgal edildi. F. Almanya hükümetinin arkadaşlarına kötü muamele yaptığını öne süren 50 kadar bölücü, bir saat süreyle bina girişinde gösteri yaptı. Eylemciler, kurşun geçirmez camla kaplı bölgeyi aşamadılar. Bu arada, militanların Türkiye aleyhine pankartlar taşıdıkları ve sloganlar attıkları görüldü.

28.5.1987

Öldürülen 5 bölücü arasında bir PKK yöneticisi de var

ADİYAMAN, (A.A.)- Adıyaman'da önceki gün güvenlik kuvvetleriyle girişimleri silahlı çatışmada ölen beş bölücü teröristten birinin PKK'nın merkez komitesi üyesi ve örgütün kilit adamı Mustafa Ömürcaan olduğu belirlendi.

Bölücülerin bölgede birçok öldürme ve yaralama eylemlerine katıldıkları da anlaşıldı.

Adıyaman Valisi Selahattin Onur'dan alınan bilgiye göre, merkez ilçeye bağlı Şerefli, Balyan ve Karaağaç köyleri çevresinde ölü ele geçirilen beş bölücünün kimlik tesbitine çalışılıyor. Vali Onur, bir teröristin "Sarı Ömer" ve "Kâmil" kod adlarını kullanan 1959 Gaziantep doğumlu Mustafa Ömürcaan olduğunu söyledi.

Güvenlik kuvvetleri tarafından ölü ele geçirilen bölücülerin 1981-1986 yılları arasında bölgede gerçekleştirdikleri eylemler şunlar:

1-Hakkâri'nin Şemdinli ilçesi baskınında bir astsubayın şehit edilmesi, bir astğemen ile bir erin yaralanması.
2-Şemdinli'nin Derik köyü muhtarını ile bir vatandaşın öldürülmesi

3-Yüzbaşı M.Ali Akın'ın yaralanması.

4-Çermik Kuyu köyünde pusu sonucu 4 askerin yaralanması.

5-Adıyaman'ın Kömür köyü Tetikhan mezarısında 4 jandarma erinin öldürülmesi.

Haber gazetesidir

28.5.1987

Köylüye zorla taşlaşmış bozuk gübre satılıyor

●Yılıbaşında İran'a ihraç edilen 100 ton gübre "bozuk" diye geri gönderildi. Aynı gübre Kars Valiliği'nin "yararlıdır" geneşesiyle köylüye zorla satılıyor

Macit GÜRBÜZ • SARIKAMIŞ (MİL-HA)

İRAN'ın "bozuk mal" diye kabul etmeyip geri yolladığı gübreler, Doğu köylüsüne zorla satılıyor. Kars Valiliği'nin Sarıkamış İlçe Ziraat Müdürlüğü'ne gönderdiği yazıda bu gübre için "Memleket ekonomisine yararlıdır" deniliyor.

Havalardan indiği ve Doğu Anadolu'da ekim işlemlerinin yeni yeni başladığı şu günlerde, yılıbaşında İran'a ihraç edilen, fakat İran Hükümeti'nin "bozuk ve taşlaşmış" gerekçesiyle geri gönderdiği yaklaşık 100 ton gübrerin hükümet kararıyla Doğu Anadolu'ya taşınması, köylüler tarafından tepkiyle karşılanıyor.

"Almanya'da direnince de Kars Valiliği'nin konu ile ilgili yazısını gösteriyorlar. Madem bozuk, neden hep Doğu'ya veriliyor. Zaten 9 ay küp belimizi bekliyor. Bozuk gübrelerle iyice açığa mahkûm ediliyoruz."

ki ile karşılandı.

Kars Valiliği'nin ilçe ziraat müdürlüklerine gönderdiği yazıda "Memleket ekonomisine yararlıdır" gerekçesiyle satılmasını istediği taşlaşmış gübre konusunda görüş bildirilen Sarıkamış köy muhtarları şöyle konuştu:

"İran'ın bozuk diye almaması geri lade ettiği kimyasal gübre gerçekten taşlaşarak bozulmuş, kimyasal gücünü kaybetmiş. Tarıya etmak için keser veya baharın kuruy olandan sonra kullanılabiliriz. Ziraat Donatım Kurumu bu gübreleri bize zorla veriyor, bunlardan en az 250 kilo (5 torba) almamızız takdirde sağlan gübre vermiyor.



"Ne yapalım bey? İran'ın bozuk ve taşlaşmış olarak geri yolladığı gübreyi almaya zorlanan çiftçiler, "Ne yapalım bey, tiraz edince koskoca devletin vali beyinin yazdığı geneşeyi gösteriyorlar. Bu gübreleri kullanmak ekonomi ve memleket için faydalıdır diyorlar. Ne yapalım, Allah devletimize zeval vermesin" şeklinde konuşuyorlar.

29.5.1987

Almanya'daki aşırı sol ve bölücüler yine eyleme geçtiler

Evren'e karşı "cephe birliği"

Cumhurbaşkanı Kenan Evren'in tarihi belirsiz F. Almanya ziyaretini sabote etmek maksadıyla Almanya'da aşırı sol ve bölücü örgütler bir "eylem birliği" oluşturduklarını

Ramazan ÖZ

TERCÜMAN-Federal Almanya'da faaliyet gösteren bir grup aşırı sol ve bölücü örgütün Cumhurbaşkanı Kenan Evren'in bu ülkeyi resmi ziyareti münasebetiyle bir "eylem birliği" oluşturduğunu kaydedildi.

F.Almanya güvenlik çevrelerinden edinilen bilgiye göre, "Evren'in F.Almanya'yı ziyaretine karşı eylem birliği"ni oluşturan on bir kadar aşırı sol ve bölücü örgüt, Cumhurbaşkanı'nun tarihi belirsiz ziyareti esnasında düzenlenmeyi planladıkları "eylemler"le Evren'in Almanya'ya gelişini ve Türkiye'deki "si-

yaslı şartları" protesto etmek istiyor.

"Evren'e karşı eylem birliği"nde, "devrimci işçi", TKP'nin Almanya'daki uzantısı "FİDEF", bölücü bir örgüt olan "KOMKAR", "ATIF" ve "Avrupa'da dev genç" gibi aşırı sol örgütler yer alıyor.

Alman Cumhurbaşkanı Richard Von Weizsaecker'in ülkesine davet ettiği Cumhurbaşkanı Kenan Evren'in bu ziyarete ne zaman icabet edeceği henüz belli değil. Ancak muhtemelen bu yıl içinde ve Evren'in ABD ziyaretinden sonra gerçekleştirileceği noktadan hareket ediliyor.

İLK "EYLEM BİRLİĞİ" DEĞİL

Aşırı sol ve bölücü örgütlerin bir araya gelmesiyle oluşturulan "Evren'e karşı eylem birliği" söz konusu çevrelerin Türkiye'ye karşı oluşturdukları ilk "eylem birliği" değil. Alman anayasasını koruma teşkilatının 1986 raporunda verilen bilgiye göre, 1986'nın mart ayında Moskova yanlısı bölücü örgüt "KOMKAR"ın öncülüğünde oluşturulan on aşırı sol ve bölücü örgütten ibaret "eylem birliği" Türkiye'deki tüm siyasî tutukularını

affi" için Almanya çapında toplantılar düzenlenerek, imza toplandı.

Bir süre önce Almanya'nın bazı şehirlerinde dağıtılan "Türkiye ve Türkiye-Kürdistanı Siyasî Mahkûmlarla Dayanışma" bildirilerinde, F.Almanya'daki "demokratik çevreler", Türkiye'deki "ceza evlerinde tutuklu bulunan antifaşistlerle dayanışmaya" çağrıldı. Konuyla ilgili yayınların birinde "eylem birliği"nin "toplama on bir cezaevi ile ilişki kurduğu" ve Malatya, Bartın, Antakya, Antalya, Gaziantep, Aydın, Buca, Çanakkale, Bursa, Metris, Sağmalcılar, Erzincan ve Mamak gibi "cezaevleri ile ilişki kurmaya çalıştıkları" ileri sürüldü.

"Antifaşist Tutukularla Dayanışma" komitesinin, "amacı" konusunda şu görüşlere yer verdi: "Amacımız, faşizmin devrimcileri zindanlarda yavaş yavaş yoketmesine karşı çıkmak,antifaşistlere ve ailelerine maddî yardım yapmak ve faşizmin insanlık dışı yüzünü bu yolla teşhir etmektir... Türkiye- li ve Kürdistanlı antifaşistle-

ri, halklarımızın mücadelesine ilgi duyan Avrupalılar'la cezaevlerindeki antifaşistlerle dayanışmayı güçlendirmeye ve aktif olarak bu çalışmalara katılmaya çağırıyoruz."

BİR RADYO İSTASYONU

Öte yandan aşırı sol ve bölücü çevrelerin Federal Almanya'da yaşayan ve çalışan Türk vatandaşlarına dönük çalışmalarının "yoğunlaştırıldığı" dikkati çekiyor. Almanya içindeki faaliyetler bir yana, Alman güvenlik çevrelerinin tesbitine göre, bir süre önce Doğu Almanya'dan F.Almanya'daki Türk vatandaşlarına yönelik bir radyo yayını denendi. Fakat bu "belli olmayan sebeplerden dolayı" şimdilik devam ettirilmedi. Fakat Federal Almanya sınırına elli kilometre uzaklıktaki Doğu Alman şehri Magdeburg'daki "verici istasyonu başarı ile çalışıyor". Edinilen bilgiye göre, Magdeburg'daki verici istasyon vastasıyla F.Almanya'daki aşırı sol ve bölücü örgüt mensuplarına (daha çok yöneticilerine) sıfırlı mesajlar gönderiliyor.

Doç. Dr. İsmail Beşikçi Gaziantep Cezaevi'nden tahliye oldu

10 yıl sonra özgürlük

Beşikçi, 23 Mart 1982'de başka bir suçtan dolayı tutukluken, yapılan bir aramada bulunan ve İsviçre'deki Yazarlar Birliği'ne yazılmış bir mektubun müsveteleri nedeniyle 10 yıl hapis cezasına çarptırılmıştı.

EMEL SERİNKAYA

GAZİANTEP — Sosyolog Doç. Dr. İsmail Beşikçi, İnfaz Yasası'ndan yararlanarak dün Gaziantep Özel Tip Cezaevi'nden tahliye edildi. Beşikçi, "Diyarbakır Cezaevi'nde, Türküm demedikleri için pek çok insanın öldürüldüğü"ni ıleri sürdü.

Doç. Dr. İsmail Beşikçi, tahliyesinden önce cezaevinde, yanında avukatı Serhat Bucak ile birlikte gazetecilerle görüştü. İsmail Beşikçi, gazetecilerin sorularını yanıtlarken avukatı Serhat Bucak sık sık müdahalede bulunmak zorunda kaldı. Bir gazetecinin "İhliye duyularım" sorması üzerine Beşikçi şunları söyledi:

"Ben şunu söylemek isterim. Bugünün Türkiye'sinde tahliye olmak, dışarı çıkmak, özgürlüğe kavuşmak olarak yorumlanmaz. Çünkü Türkiye'de 12 Eylül'den sonra binlerce genç hâlâ içeride. Gençler pek büyük basıkılarla karşılaşmıştır. 1980'li yıllarda toplum derin çelişkiler içerisinde. Böyle bir toplumda tahliye olmak anlamında değil, bilakis özgürlük mücadelesinde çeşitli mekânlarda, çeşitli zamanlarda sürdürülmesi söz konusu olabilir."

"Türk basınına, özgürlükleri için mücadele edenlerin yanında yer almadığını, tersine özgürlük-



ÖZGÜRLÜĞE İLK TEBESSÜM — Araştırmacı-yazar İsmail Beşikçi serbest bırakıldığı Gaziantep Cezaevi'nin kapısında avukatı Serhat Bucak ile birlikte.

leri boğanların yanında yer aldığını" öne süren Beşikçi, "Örneğin son birkaç yıldır, Bulgaristan'daki Türk toplumu olmaları ile ilgili olarak ülkemizde çeşitli kampanyalar yapıyor. Dışişleri Bakanlığı bu konuda gösteriler düzenledi. Buna kar-

şın, Bulgaristan'daki Türklerin haklarının korunması için çalışan aynı Türk devleti Kürtlere çok yoğun olarak uyguladığı baskıyı sürdürüyor" dedi.

Beşikçi'nin bu sözlerine avukatı müdahale etti ve basın mensuplarından yazmamalarını iste-

di. Ancak, avukatının sözleri üzerine Beşikçi, "Ben bunun bir sakıncası görmüyorum. Madem ülkede dogrular var. Bu dogruların hemen her zaman her yerde söylenmesi gerekiyor" biçiminde konuştu.

"Bulgaristan'daki Türklerin haklarının savunulabilmesi için Türkiye'nin böyle bir aybunun olmasını gerektir" diyen Beşikçi, sözlerini şöyle sürdürdü:

"Diyarbakır Cezaevi'nde pek çok kişi, genç insanlarımız, 20 yaş çağına yaklaşmayan insanlarımız 'Türküm' demedikleri için, Kürt kimliklerini korudukları için öldürülmüştür. Devletin şiddetli baskın karşısında kalmıştır. Halbuki cezaevi devletin en güçlü olduğu yerdir. Böyle bir durumda ölüm olayı olmazsalar."

İsmail Beşikçi, bir soru üzerine cezaevinde bazı kısıtlamaların olduğunu ve kendisine gönderilen mektuplardan büyük bölümünün verilmediğini söyledi. Beşikçi, yazmaya devam edeceğini de sözlerine ekledi. Araştırma ve incelemelerini bir kitapta toplamayı düşündüğünü belirtti.

İsmail Beşikçi'yi karşılayanlar arasında bulunan İnsan Hakları Derneği Adana görevlisi Mehmet Taht, "Beşikçi'nin tahliye sevincini yaşamak için burada bekliyoruz" dedi. Beşikçi'nin avukatı Serhat Bucak, müvekkilinin toplam 10 yıl 10 ay cezaevinde kaldığını belirterek, "Bu süreçte daha çok dış ülkelerde bilim adamlarından destek geldi. Kezke insanımız sahip çıkabiliyor. Müvekkilim bilimsel doğrulardan kesinlikle taviz vermemiştir" diye konuştu.

İsmail Beşikçi, 23 Mart 1982'de cezaevinde tutukluken, yapılan bir aramada bulunan ve İsviçre'deki Yazarlar Birliği'ne hitaben yazılmış bir mektubun İngilizce ve Fransızca müsvetelerinden dolayı 10 yıl hapis cezasına çarptırılmıştı.

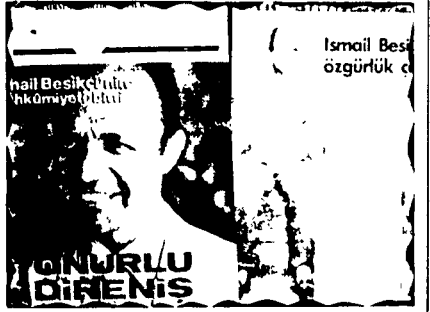
Beşikçi, özgür

● 10 yıl, 10 gün hapis yattıktan sonra tahliye olan Yazar Doç. Dr. İsmail Beşikçi, "Bugünün Türkiye'sinde tahliye olmak, özgürlüğe kavuşmak değildir" dedi. Beşikçi, 1987 yılı Nobel Barış Ödülü'ne aday gösterilmişti.

GAZİANTEP, (hha) — Yazdığı kitaplar ve yurt dışına gönderdiği mektuplar nedeniyle 14 yıl hapse mahkûm olan ve 10 yıl, 10 gün cezaevinde yatan Araştırmacı Yazar Doç. Dr. İsmail Beşikçi, cezasını tamamlayarak Gaziantep Özel Tip Cezaevi'nden dün tahliye oldu.

İsmail Beşikçi, "Bugünün Türkiye'sinde tahliye olmak, özgürlüğe kavuşmak anlamında değildir" dedi. Özgürlük mücadelesini bundan böyle de çeşitli zaman ve yerlerde sürdürmeye devam edeceğini belirten İsmail Beşikçi, Türk basınına ve aydınlarına özgürlük mücadelesine vapanların yanında yer alınmakla suçladı.

Pen Kulup tarafından onur üyeliğine getirilen Uluslararası Af Örgütü tarafından da 3 kez "ayın mahkûmu" seçilen Beşikçi, son olarak da Avrupalı bilim adamları ve Avrupalı yalı iki parlamenteler tarafından araştırma ve bilime katkıları için 1987 yılı Nobel Barış Ödülü'ne aday gösterilmişti.



EN KIDEMLİ FİKİR SUÇLUSU Türkiye'nin en kademli fikir suçlusu olarak nitelenen Yazar İsmail Beşikçi'nin tahliye öncesi haberi basında böyle verilmişti...

Beşikçi tahliye oluyor

Gaziantep (Cumhuriyet) — Sosyolog Doç. Dr. İsmail Beşikçi, bir suredir mahkûm olarak yattığı Gaziantep Cezaevi'nden bugün tahliye edilecek Beşikçi, düşünce suçunu nedeniyle 19.6.1981 tarihinde Gölcük Askeri Donanma ve Sıkıyönetim Mahkemesi'nce tutuklandı. Mahkemede bakılan dava sonunda 14 yıl 8 ay ağır hapis cezasına çarptırılan İsmail Beşikçi, Diyarbakır ve Çanakkale cezaevlerinde yattıktan sonra, 10.2.1984'te Gaziantep Özel Tip Cezaevi'ne gönderildi. İnfaz Yasası'ndan yararlanarak bugün tahliye olacağı belirtilen İsmail Beşikçi'yi, bir süre önce Avusturyalı parlamenterlerden Michel Noher ve Dr. Thassoos'un, Norveç'in Oslo kentinde bulunan Nobel Komitesi'ne bir mektup göndererek insan haklarına gösterdiği duyarlık nedeniyle, bu konudaki ödüle aday gösterdikleri bildirildi.

● Nobel adayı İsmail Beşikçi, cezaevinden çıktı

Buruk tahliye

● Avrupalı iki parlamenterin 1987 Nobel Barış Ödülü'ne aday gösterdiği İsmail Beşikçi, cezaevinden çıkarken, "Mutluluk verici bir olay ama niçin benim ülkemini insanları değil de, Avrupalılar aday göstermişler?" dedi

AVUSTURYALI parlamenterler Michel Noher ile Dr. Thassoos'un 1987 Nobel Barış Ödülü'ne aday gösterdikleri Yazar Dr. İsmail Beşikçi, tutuklu bulunduğu Gaziantep Cezaevi'nden tahliye edildi.

"Türk Tarihi ve Kültürü", "Bilim Yönetimi" ve "Kürtlerin Meclisi İktidar" adlı kitapları nedeniyle Gölcük Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Mahkemesi'nde yargılanan İsmail Beşikçi, ayrıca İsviçre'deki Yazarlar Birliği'ne gönderdiği mektuplar nedeniyle de toplam

14 yıl 8 ay hapis cezasına çarptırılmıştı.

Avrupalı 300 bilim adamının bir süre önce Cumhurbaşkanı Kenan Evren ile Başbakan Turgut Özal'a mektupla başvurarak serbest bırakılmasını istemesini ve Nobel ödülüne aday gösterilmesini basından okuduğunu söyleyen ve aynı zamanda Dünya Yazarlar Birliği onur üyesi olan İsmail Beşikçi, "Mutluluk verici bir olay ama, üçüncü taraf da var. Niçin benim ülkemini insanları değil de, Avrupalılar aday gösterdiler?" dedi.

İsmail Beşikçi'nin mahkûmiyeti bitti



ONURLU DİRENİŞ

Bilimsel namusu çürütme

Dr. İsmail Beşikçi bilim anlayışı uğruna yıllarca hapis yattı

"Tanıdığım, 'bilim namusu' kavramını en iyi simgeleyen insandır. Namustan yaratılmış o, herkesin yapabileceği şey değil. Çünkü, kolay bulunan bir kumaş değil namus" diyordu Ahmet Arif, Gaziantep Özel Tıp Cezaevi'nden 25 Mayıs'ta tahliye olması beklenen sosyolog yazar Dr. İsmail Beşikçi için.

10 yıl ceza almasına neden olan İsviçre Yazarlar Birliği Başkanı Bayan Boulanger've vazdığı 14 Ağustos 1980 tarihli mektuba şöyle başlamıştı Beşikçi: "Türkiye'de resmi ideoloji Kurt diye bilinen bir ulusun, Kürtçe diye bilinen bir dilin olmadığını ısrarla ve inatla sürdürmektedir. Kısaça Kemalizm olarak ifade edebileceğimiz bu ideolojinin en temel özelliklerinden birisi, kesinlikle anti-Kürt olmasıdır. Irkçidir ve sömürgecidir. Ve bu resmi ideoloji Türk üniversitesine, Türk yargı organlarına, Türk siyasal partilerine, basın radyo, TV gibi kitle haberleşme araçlarına kabul ettirilmiştir. Ve bu süreçte devletin her türlü ideolojik baskı araçları ve zorlayıcı baskı araçları kullanılmıştır ve kullanılmaktadır." Beşikçi'nin yazdığı bu özel mektup, "Türkiye'nin yurtdışındaki nüfuz ve itibarını küçük düşürücü" bulunmuştu. Oysa

mektup, "özel" omia sınırlarının dışına hiç taşınmış, hiçbir yere de yavutlanmamıştı.

İsmail Beşikçi, Askeri Savcılık suç delili olarak sunduğu "Kürtçe"yi savuştığı savunmada, Avrupa ülkelerindeki yazarlarla mesleki dayanışma içinde olan Türkiye Yazarlar Sendikası'na (TYS) üye olduğunu belirtiyordu. *Bilim Yurtdışı Türkçe'deki Uygulama-2-1 Türk Tarih Tezi, Güney Dil Teorisi ve Kurt Sorunu* adlı kitabından dolayı, 6 Eylül 1979'da 3 yıl hapis cezasına mahkûm olduğunu, bu nedenle dönemin Cumhurbaşkanı Fahri Korutürk ve Başbakan Bülent Ecevit'e gönderilen mektuplar nedeniyle, kendisinin de İsviçre Yazarlar Birliği Başkanı'na durumu anlatmak ve ilgilerine teşekkür etmek üzere bu mektubu yazdığını anlatıyordu. Mektubun yalnızca meslektaşları bulunmuş, anti-Beşikçi böyle bir mektup göndermediğini söyleme yoluna seçmemişti.

İlk incelemeler

Son inceleme de, namus kavramı üzerine İsmail Beşikçi'nin yazdığı mektupta yordum yazın diye bir şey yazılmadı, niçin bu sevelerle uğraşıyorsunuz? Bu-

na ne gerek var?" Polis sorgusu sırasında ve savcılığa da benzer sorularla karşılaşmıştı. Evet, Dr. Beşikçi Kurt kökenli değildi. 1939 yılında Çorum ili, İskilip kazasında doğmuştu. Kurt sömürüne bu ilgisi nereden gelmişti?

Başarılı bir ortaöğrenimden sonra Ankara Üniversitesi Sosyal Bilimler Fakültesi'nde üniversite yaşamı başlamıştı. Bu konudaki araştırmaları üçüncü sınıf öğrencisi iken 1960 yılı yaz aylarında Elazığ'da yapıldığı staj sıralarına rastlar.

Avni döneminde, özellikle 27 Mayıs'tan sonra birçok yazar çizerce basında, üniversitede "Azgencimsiz Ülkeler", "Bolgelerarası Değişiklikler", "Doğu Bölgesinin Sorunları" gibi konular çok tartışılıyordu. Beşikçi, "İlk kez Elazığ'da Kurt toplumuyla, Kürtçe diliyle karşılaşmış, doğal olarak ilgisini çektiğini ve araştırma gereği duvardığını" söylüyorlardı savunmalarında. O yıllarda SBF'de "Türkiye'nin Sosyal ve Etnik Bunuşesi" adlı ders okutuluyordu, ama Kürtlerden hiç söz edilmiyordu. Üstelik staj yerleşimlerini anlatırken, hocaları da bu konuyla ilgilenmemesi gerektiği doğrultusunda uyarıyordu Beşikçi'yi. Ama bu çelişki ve uyarılar ilgisini kamçılamaktan öte bir etki yapmamıştı.

Böylece Beşikçi, kafasında binbir soruyla 1962'de SBF'den mezun oldu. İşleri Bakanlığı'ndan burslu olduğu için bir süre mahiyet memurluğu yaptı. Aynı yılın sonunda askerlik görevini yapmak üzere Bafra'ya giderek Doğu Anadolu'nun yapısı üzerine derinlemesine ilk gözlemlerini burada yapacaktı. Askerlikten sonra Erzurum Atatürk Üniversitesi'nde açılan sınavı kazanıp asistan olarak sosyoloji bölümüne giriyordu: 1967 yılında ise aynı üniversitede "Göçebe Alikan Aşireti" adlı tezi kabul edilerek Beşikçi'ye doktor ünvanı veriliyordu. İşte Beşikçi'ye karşı tepkiler bu tezin kabulünden sonra başlayacaktı.

İdari soruşturma ve Ankara'ya gidis

TIP'in Doğu Anadolu'da düzenlediği mitingleri inceleyen ve 1968'de yayımladığı *Doğu Mitingleri Analizi* ve özellikle 1969'da E Yayınları'nın çıkardığı *Doğu Anadolu'nun Düzeni* adlı kitaplarından sonra Fen-Edebiyat Fakültesi Dekanı tarafından Beşikçi hakkında idari soruşturma açıldı. Rektörlük, daha sonra Danıştay tarafından iptal edilecek keyfi bir idari işlemle Beşikçi'nin görevine son veriyordu. Bu arada Ankara Siyasal Bilgiler'de sosyoloji

Tek kurbanı Beşikçi

TCK Madde 140
(Değişik: 4956-20.9.1946)

Devletin dıştaki saygınlık ya da erkinli kırıacak biçimde Devletin iç durumunu hakkında bir dış ülkede köksüz, abartılmış ya da özel amaca dayalı faaliyet ya da haber yayımlayan ya da ulusal çıkarlara zarar verecek herhangi bir davranışta bulunan yurtdışı beş yıldan aşkın bir süre için ağır hapse çarptırılır. (Ağır Ceza)

asistanlığı için açılan sınavı kazanan Beşikçi, 1971 başlarında bufada görevde başlıyordu. 24 Haziran 1971'de Diyarbakır-Siirt illeri askerî mahkemesince ilk kez tutuklanıncaya kadar bu görevde kaldı. Dönem, 12 Mart rüzgârlarının en yoğun estiği dönemdi ve Beşikçi hakkında Erzurum Atatürk Üniversitesi'nin malum çevrelerinden yapılan ihbarlar yağmur gibi akıyordu. İhbarların başını çekenler Fen-Edebiyat Fakültesi Dekanı Prof. Dr. Turhan Tufan Yüce, asistan Dr. Hüseyin Ayan, adları daha sonra MHP ve Ül-

gerçeğe dönüktür, olgusaldır. Nesnel gerçeğin çözümlenmesini yapar. Bilim adamı yalan söyleyemez, resmî ideolojiyi bilim diye sunamaz. Resmî ideolojinin propagandasını yapmak, onu meşru ve haklı göstermeye çalışmak bilimin ve bilim adamının görevi değildir."

Beşikçi'nin çok yakını olan bir askerlik arkadaşı ona dayanarak anlatıyordu: "Sıkırtı olarak bilim adamı hüviyetinden soyutlayarak onu bir militan gibi sunmaya çalışıyorlardı. Sosyolog Hamide Topçuoğlu tanık olarak dinle-



Beşikçi — Amator bir fotoğrafının çektiği bu resim parmaklıkların bilim adamını yıkamayacağına bir kanıtı gibi.

ken, niçin onu almadılar? Üniversiteden uzaklaştırdular, elinden her şeyini aldılar." Gerçekten de Beşikçi 1972 tarihinde 13 yıl yedi gün ağır hapse mahkûm edilmiş ve 1974 Temmuz'unda genel affa hapisneden çıktıktan sonra SBF'deki kürsüsüne dönememişti. Fakat bu Beşikçi'yi bilimden koparamayacaktı. Üniversite dışında araştırmalarını sürdürdü. Ama kendi deyişle "yargılamalar ve cezaevi süreci" olaya bakışını değiştiriyor ve ikinci dönemi başlıyordu. *Bilim Yöntemi* adıyla 1976'da yayımladığı kitabının önsözünde şunları söylüyordu: "...Bu çalışma sırasında Türkiye'de 50 yıl boyunca bilimsel adı altında yapılmış çalışmanın eleştirisi yapılmadan *Doğu Anadolu Düzeni*'nin yazılmayacağını da anladım."

1979 mahkûmiyeti

Bilim Yöntemi / Türkiye'deki Uygulama-2 / Türk Tarih Tezi, Güneş Dil Teorisi ve Kurt Sorunu adlı toplatılan kitabından dolayı açılan dava sonucu, 6 Eylül 1979'da Toptaşı Cezaevi'ne gönderilmişti. Beşikçi'ye verilen ceza uçuydu. Beşikçi'nin asker arkadaşı şöyle anlatıyordu: "Hiçbir şey istemezdi. Küçük küçük dörde katlanmış kâğıtlara yazdığı mektuplarda sanki bütün dünyayı anlatıyor ve bilim anlayışından hiç ödün vermediğini ustüne basa basa belirtirdi." 1981 yılı girince ailesi ve yakın dostları Beşikçi'nin tahliyesi için gün sayarken, birdenbire Sakarya Ce-

zaevi'ne nakli çıkıvermişti. 1981 Nisan'ında serbest kalan Beşikçi burada kendini çok etkileyen bir dövmeye hadisesini arkadaşlarına şöyle anlatacaktı: "Neden oraya nakledildiğimi anlamamıştım. Ama soyun deyip çirliçirlik bırakıldığım zaman anlar gibi oldum. Biri Doğu lehçesiyle konuşan iki gardiyan, 'Sen hocaymışın ha' deyip parmak uçlarıma vuruyorlardı. Eşyalarımla alıp gitmem istendiği zaman o parmakla- rımla nasıl bu işi yaptım bilemem. Ama yaptım. O sırada duruma tanık olan bir başka mahkûm öyle de gibi bir adam portresi çizmiş ki, ben de çelimsiz vücudumu ve 1.65'lik boyumu düşünüp portreye şaşıtm kaldım."

Mektup musveddesine dava

Ve sonunda cezasını doldurup Ankara'daki evine dönebildi. Ama Sakarya Cezaevi'nden nakli yapılırken eşyalarının bir kısmı verilmemişti, daha sonra gönderileceklerini soylemişti cezaevi yönetimi.

İki aylık bir aradan sonra tekrar evinden alındı. Cezaevi serüveni bitmemişti. Sakarya Cezaevi'nde kalan eşyaları arasında İsviçre Yazarlar Birliği Başkanı Bayan Boulanger'ye yazdığı mektubun bir musveddesi kendisine gösterildiğinde "Evet, ben yazdım" demesi üzerine duruşmalar yeniden başlıyordu. Tutuklanmıyordu.

Seymen Cezaevi'nden Çanakakale Cezaevi'ne nakli yapıldı. Artık kendisine dış ülkelerden gelen mektuplar hiçbir

İki ay sonra — İsmail Beşikçi 1981 Nisan'ında çıktığı dört duvarın arasında, musveddeleri bulunan özel bir mektuptan dolayı, 1981 Haziran'ında yeniden girdi.

ku Ocakları davalarında geçecek olan Sosyoloji Kursusu Başkanı Prof. Dr. Orhan Turkoğlu ve Yılma Durak'tı. SBF'deki kürsüsünden alınarak sıkıyönetim mahkemesine götürülen Beşikçi, askerî savcı tarafından "hem Kürtçülük, hem de komünizm propagandası" yapmakla suçlanacaktı. Beşikçi mahkeme tutanaklarına göre kendini şöyle savunuyordu: "Bilim, bilim adamına eğer şu şu koşullar var ise şöyle şöyle olur şeklindeki önermeler yapmak olanaklı veren bir düşünce ve çözümleme yöntemidir. Bilimin inandırarak, nihai gerçeği bulmak gibi bir amacı yoktur, olamaz. Bilim her şeyden önce

niyordu. Savcı sürekli olarak Beşikçi'den 'bu adam' diye söz ettikçe Topçuoğlu ısrarla 'sayın meslektaşım' diye yanıtlıyordu. Öğleden sonra da dinlenmesi gereken Topçuoğlu'nun tanıklığı bu yüzden çok kısa sürmüştü." Halbuki bütün yakınları Beşikçi'yi ödün vermez bir bilim adamı olarak tanımlıyordu.

"Köle olmayan, uydu olmayan bir adam. Yaptıkları ortada ve bunları her yerde, mahkemelerde, üniversite kursu- larında savunmaktan bir an vazgeçmedi" diyor ve soruyordu şair Ahmet Arif: "1974 affıyla cezaevlerinden çıkan dönem arkadaşları görevle alınır-

rece sesini çıkarmaz. Kitapları konu- sunda son derece hassas, çok değer verir. Kütüphanesini kendisi temizler, itinayla düzenler.

Çalışma odasına günlerce kapanır, açlık dahi duymadan okur yazar çalışır. Her çeşit gazeteyi, dergiyi alır, okur. Bir konuyu her yönüyle inceler.

Eşi Leman Beşikçi "Ondan ayrılmayı hiç düşünmedim"

İsmail Beşikçi'yle 20 yıldır evli olan öğretmen Leman Beşikçi'yle Ankara'daki evinde görüştük:

"1966 yılında Erzurum Üniversite- si'nde görevliyken, tanışıp evlendik. Ağabeyimin yakın arkadaşıydı. Ben o sralarda ilkokulda öğretmendim. 20 yılı aşkın evlilik hayatımızda toplam 8 yıl birlikte kalabildik. Biz evlenmeden önce askerliğini yapmıştı, ama uzun yıllar alan bekleyişlerle askerliğin kat- merlisini yaşadım.

Nasıl bir insan olduğunu kelimele anlatmaya yetmez. Taşın üzerinde ya- tırsanız şikayet etmez. Öyle bir insan ki hiçbir konuda yakındığını görme- dim. Gözlerine çok düşkümdü, yalnız ve onlara güvenirdi. Gözleri ve elleri her şeydi. Şimdi gözleri bozuldu, çift görmeye başladı, gözlikt takıyor.

Peygamber sabrı olan bir insan, günlerce aç kalsa şikayet etmez, kar- nıncayı incitemez. Evin içinde de ba- na karşı son derece hoşgörülü, saygı- lıdır. Kitaplarına dokunmadığınız sü-

"Şikayetçi değilim" —
"Ama kolay değil yıllarca yalnız kalmak."



Gerçi, ben çalışmalarına katılmazdım. Kendisi yalnız çalışırdı. O çalışırken çoğu kez tek başına yemek yerdim. Bana hiçbir konuda müdahale etmez. Son derece demokratça davranır. Oruç tutmama da hiçbir zaman karşı- mazdı.

Erzurum Üniversitesi'nde iken hazırladığı doktora tezi önce çok beğenilmişti. Göçebe Alikan Aşireti'ni incelemiştir. Daha sonra başına bela oldu. Hocası İbrahim Yasa onu çok severdi. Rahmetli, "Onun gibi bir öğrenci daha görmedim" derdi.

20 yıllık evlilik hayatımızda birlik- te kaldığımız yıllar sayılı olmasına, cezaevi ardından doğuşuma rağmen durumumdan şikayetçi değilim. Kolay olmuyor tabii, yıllarca yalnız kalmak. Ama alıştım galiba, yıllardır böyle, durumu kanıksadım.

Hiçbir zaman ayrılmayı düşünme- dim. Kötü günlerinde bırakmak olur mu? Beşikçi de hiçbir zaman ayrılmayı teklif etmedi. Ailem zaten onu çok sever. Özellikle babam, çok saygı duyar. Ayrılmamı hiçbir zaman istemediler. Beklemek benim görevim.

Kişiliği, insanseverliği, meziyetleri saymakla bitmez, onu tanıyan bilir

Mektuplarda Beşikçi beni teselli eder. 'Merak etme, iyiyim' der hep. Hiç yakınmaz durumundan, çok metin bir insan.

Kitap ister en çok, bazen gıyısı, he- le para hiç istemez, ben gönderirsem alır. Masrafsız bir insandır. Sigara ve içki kullanmaz.

Yalnızlığın dışında ondan dolayı bir güçlüğü olmadı. Meslek çevremde de bir zorluk çıkmadı. Yalnız, görüş- gümlerinde ziyaret etmeye gitmek için izin almak istediğimde Millî Eğitim sık sık zorluk çıkardı. En son 23 Nisan'da açık görüş için gitmek istediğimde izin vermediler. Ben de sorumluluğu üstlenip gitmeye karar verdim. Zaten açık görüşlerde güdebilirdim. Beşikçi de kısa süren tel örgülerin ardında görüşmek istemiyor. Hazırlığımı yaptım. Biletimi aldım. Ama son anda açık görüşün kaldırıldığını öğrendim ve gitmedim. Camını sıkın tek konu dış- ülkelerden gelen mektuplarını cezaevi yöneticilerinin vermemesidir. PEN'in, Uluslararası Af Örgütü'nün daha bir- çok uluslararası kuruluşun mensupları evden onun durumunu sorarlar. Bir- kaç kez de ziyaret ettiler. Beşikçi ev- deyken misafirleri bol olurdu.



"Sarı Hıca" —
Hen
Erzurum
hem
Muhki'e'de
ders verdi

şekilde verilmeyordu. Yayınlar düzenli olarak eline geçmediği gibi, istediği birçok kitabı da alamıyordu. Çalışma olanakları son derece zayıflarken cezaevi arkadaşları "Her şey ağmın o yine çalışmalarına ara vermiyordu" diyorlardı. Bir bilimadamı için bu durum kolay katlanılır gibi değildi. Yakın dostları için de acı vericiydi, nitekim Ahmet Arif, "Kişiliğine sonsuz saygım var. Çektiği acılara, çilelere çok uzuluyorum. Çok çektiydiler, durust olduğu için, gelmiş-geçmiş iktidarlara yağ çekmediği, el-etek opmediği için" diyor. "Ne yaptın", diye soruyordu Ahmet Arif, "kendini alanına giren konuları araştırırdı, incedi, bulduğu sonuçları

savundu. Tarım uzmanı birini düşünün, çevresiyle ilgilenmemesi mümkün mü? Beşikçi de sosyologdu ve doğal olarak insan topluluklarıyla ilgilendi. Bilim için kendini yakan adam, Galileo gibi."

Üniversite kürsülerinde verdiği derslerde, mahkemelerin her aşamasında yaptığı savunmalarda düşüncesini nuna dek savunduğu gibi, birçok kişiye demokratik kurum ve kuruluşa süreklilik yazdı, çizdi. Donemin Başbakanı Bülent Ecevit'e de 1979'da birkaç kez mektup yazdı. Bunlara, *Bilim Yöntemi / Türkiye'deki Uygulama-3 / Cumhuriyet Halk Fırkası'nın Tüzüğü (1927) ve Kurt Sorunu* adlı kitabında geniş yer verdi. Kimisi mektuplarını yanıtlarken büyük çoğunluk sessiz kalmıştı.

"Deyim yerindeyse bir çelebidir"

Beşikçi, tüm çalışmalarında bir bilimadamı olarak kendini "yetkili ve görevli" görürken 28 Temmuz 1972 tarihli 226 sayılı ilk savunmasında bunu şöyle açıklıyordu: "...Ben araştırma

ve yayınlarımla Doğu Anadolu'nun, dolayısıyla orada yaşamakta olan Kurt toplumunun sosyo-ekonomik analizini yapmaya çalıştım. Bunu yapmaya yetkili ve görevliyim. Yetki, bilimsel kapasitemle, yani herhangi bir toplumsal olayı anlama, olaya nüfuz etme, belirli bir metod dahilinde analiz etme ve açıklama kapasitemle ilgilidir. Görev ise, toplumun özellikle geri bırakılmış ülkelerde üniversitelere yüklediği görevlerden ve üniversite özerkliği kavramından doğmaktadır."

Dostlarının, onu yakından tanıyanların "şasılacak bir yalnızlık içinde" geçtiğini anlattıkları özel yaşamında, eşinin de "Kitabın dışında hiçbir masrafı yoktu" dediği gibi araştırmalarına dönmek bilmez bir iştahla sarılan bir bilim adamıydı İsmail Beşikçi.

Yakından tanıyanlar Beşikçi için, "Deyim yerindeyse, bir çelebidir", "Sonsuz bir hoşgörüsül yar", "Karıncağı dahi incitemez", "Sessiz, sakin bir insan, ama doğru bildiğini de söylemekten sakınmayan", "O, türünün tek örneği" gibi nitelermelerde bulunuyorlar.

Şu anda 48 yaşında olan İsmail Beşikçi, 25 Mayıs 1987 günü Gaziantep'teki cezaevinden özgürlüğe adımları atacak. Eşi Leşan Beşikçi'nin yıllardır özlediği demli çayını içerken, kendisini arayıp sormuş ya da bir kart göndermeyi esirgememiş bilim çevreleriyle, dostlarıyla o her zamanki "çelebi kişiliğiyle" sohbet edecek. □

FATMA KAYHAN

Beşikçi'nin Avukatı Serhat Bucak

"Aydınlar çifte standartlı"



"Kimse ilgilenmedi" — "Beşikçi son 16 yılın 11'ini içeride geçirdi."

Avukat Serhat Bucak, İstanbul'daki bürosunda YeniGündem'in sorularını cevapladı:

● İsmail Beşikçi'nin hukuki durumu hakkında kısa bir açıklama yapar mısınız?

Bucak— Öncelikle şunu belirteyim, Türkiye'de Dr. İsmail Beşikçi gibi uzun dönem muhtelif cezaevlerinde tutuklu ve hükümlü olarak yaşamını sürdüren düşünürlerimiz, yazarlarımız pek azdır. Dr. Beşikçi, ilk tutuklandığı 1971 yılından bu yana geçen 16 yılın 10 yıl 10 ayını tutuklu olarak çeşitli cezaevlerinde geçirdi.

Özellikle Dr. Beşikçi, yabancı ülkede yazsın, denemesi, mektubu vs. yayınlanmadığı halde, sırf kişisel ilişkilerinden dolayı yazmış olduğu bir mektup nedeniyle TCK'nın 140. maddesine göre hakkında ceza yaptırımı uygulanan ilk kişidir. Bu çok ilginçtir. Kanaatimce, bu ceza kendi

sine resmi ideolojiye ters düştüğü için kasten verildi. İnaniyorum ki, bir gün gelecek, Beşikçi'nin yazdıkları Türkiye üniversitelerinde tartışılacaktır.

● Dünya kamuoyu Beşikçi'nin durumu ile ilgilendi mi? Kimler, nasıl?

Bucak— Dr. Beşikçi tutuklandığı günden bu yana dünya kamuoyu tarafından yalnız bırakılmadı. Özellikle Uluslararası Af Örgütü, Amerikan PEN Kulüp, İsveç Yazarlar Birliği, İsveç PEN Kulüp, Fransız PEN Kulüp manevi olarak sahip çıktılar. Devamlı olarak mektup yazdılar, sorunlarıyla ilgilendiler. Maalesef kendisine mektuplarını hiçbirisi iletilmedi. Bir nüshasını bana da gönderdikleri için durumu kendisine bildiriyordum. İki kez PEN Kulüp tarafından aynı mahkûmu seçildi. En son olarak da Avusturyalı iki parlamenter tarafından Nobel Barış Ödülü'ne aday gösterildi. Ayrıca, Hollanda, İsveç, İs-

viçre, Fransa, B. Almanya, Danimarka ve Norveç'te yaşayan ve görev yapan 300'e yakın yazar, bilim adamı Dr. Beşikçi'nin tahliye edilmesi için Cumhurbaşkanı, Başbakan ve Adalet Bakanı'na müştereken mektup yazdılar. Meslektaşları da, özellikle Londra'daki "Sosyoloji Cemiyeti" kendisini yalnız bırakmadılar.

● Üyesi olduğu TYS'nin tutumu neydi, ilgilendiler mi?

Bucak— Sislerin yavaş yavaş dağıldığı bu dönemde bazı sorunların gündeme gelmesi ve kamuoyunun bilgilendirilmesi gerektiği kanaatindeyim. TYS, Beşikçi ile ne 12 Eylül öncesi ne de sonrası ilgilenebilmiştir. Özellikle TYS Başkanı Aziz Nesin ve yönetim kurulunun tutumu ilginçtir.

Beşikçi, resmi ideoloji ile fikir çatışması içinde olduğu için, TYS resmi ideolojinin şimşeklerini üzerine çekmek istememiştir. Ama TYS de maalesef 12 Eylül'den nasibini almış ve sıkıyönetimde yargılanmıştır. Dr. Beşikçi'nin, altını her fırsatta kalın çizgilerle çizerek belirttiği gibi, Türk aydını, Türkiye üniversiteleri, bilim adamları her zaman çifte standartlı düşüncüler. Beşikçi olayında da durum böyle. Birçok konuda timsah misali gözyaşı dokenler, Beşikçi konusunda susmayı tercih etmişlerdir. 1987 yılına dek bir ikiye hariç hiçbir yayın organı, hiçbir demokratik kuruluş ilgilenebilmiştir.

● Beşikçi'nin kendisiyle ilgili "af kampanya"ları konusunda görüşleri ve tutumu neydi?

Bucak— Beşikçi, başından beri suç işlemediği, kendince suç olmayan görüşlerinden dolayı yargılanıp cezaya çarptırıldığı için ortada kendisince bir suç oluşmadığından, tüm af kampanyalarını karşıydı. Hiçbir makamdan, hiçbir kimseden af talebinin bulunmadığını ve bu konuda herhangi bir girişimin yapılmaması gerektiğini bizzat kendisi söylemiştir. Herhangi bir af talebi yoktur. □

FİKİR SUÇLULARI/İSMAIL BEŞİKÇİ

İsmail Beşikçi için özgürlük çanları

Yazdığı kitaplar nedeniyle 8 yıldır hapiste olan İsmail Beşikçi nihayet özgürlüğüne kavuşuyor.. 25 Mayıs'ta tahliye olması beklenen Beşikçi ilgi göstermedikleri için Türk aydınlarına kirgin.

"İsmail Beşikçi'yi görmek istiyorum"
"İsmail Beşikçi benim, hoş geldiniz."
"Ama ben İsmail Beşikçi'yi görmeye geldim."

Esmer, uzun boylu 45-50 yaşlarındaki Sasonlu köylü vatandaş şaşırmişti. Soruyu birkaç kez yeniden sordu. Konuşma böyle uzayıp gidebilirdi, ancak araya bir başkası giriyor ve şöyle diyor:

"Ula Beşikçi budur işte... Beşikçi ile de senin gibi kocaman mı olmalıdır? İlle de senin gibi kapkara mı olmalıdır? Aha Beşikçi budur."

Evet karşısında duran Beşikçi'yi ama Sasonlu köylü vatandaş bir türlü inanmamıştı. "Kürtler vardır" diyen adamı merak etmiş kalıp Sason'dan Diyarbakır Sıkıyönetim Tutukevi'nde yatan Beşikçi'yi görmeye gelmişti. Ama karşısında sarışın mavi gözlü ufak tefek bir Türk'ü görünce şaşırmıştı. 1970'li yıllarda yaşanan bu olayın üzerinden yıllar geçti. Ama Beşikçi'nin yakası bir türlü mahpusluktan kurtulamadı.

Araştırmacı bir öğrenci, İsmail Beşikçi, 1939 yılında Çorum'un Iskılıp ilçesinde doğmuş, 1958 yılında Siyasal Bilgiler Fakültesi'ne girmişti. Daha öğrenciyken 1961 yılında "Tahsil İçin Staj Programı" uyarınca Elazığ ve ilçelerine gidiyor ve ilk kez "Kürtlerle" karşılaşılıyordu. Staj sonunda fakülteye dönen Beşikçi, konuyla ilgili araştırmaya başlıyordu. Bir süre devlet memurluğu yapan Beşikçi, 1964 yılında

Erzurum Atatürk Üniversitesi'ne asistan olarak girecek ve araştırmalarına orada devam edecekti. Asistanken hazırladığı "Göçebe Alikan Aşireti" adlı çalışması ile 1967 yılında sosyoloji doktoru olan Beşikçi, daha sonra kamuoyunda önemli yankılar uyandıran "Doğu Anadolu'nun Düzeni, Sosyo-Ekonomik ve Etnik Temeller" adlı kitabını yayınlıyordu. Fakat kitap üniversite yönetimi tarafından tepkiyle karşılanıyor ve "ülke bütünlüğüne aykırı bulunduğu" gerekçesiyle Beşikçi'nin görevine son veriliyordu. Ne var ki Beşikçi, Damışay'a başvuracak ve yürütmeyi durdurma kararı alacaktı. Ancak üniversite yönetimi kararı uygulamayacaktı. 1971 yılında Siyasal Bilgiler Fakültesi'nde çalışmaya başlayan Beşikçi, aynı yılın haziran ayında Diyarbakır Sıkıyönetim Komutanlığı tarafından yayınlanan kitapları ve yazıları nedeniyle tutuklanacaktı.

İsmail, yazık olmuyor mu? Diyarbakır Askeri Mahkemesi'ne yarılanmak üzere götürülen Beşikçi ve arkadaşları mahkemeye girmeden önce indiriliyor ve tek sıra halinde diziliyorlardı. Dönemin sıkıyönetim komutanı Korgeneral Suat Aktolga Beşikçi'yi merak etmiş ve tutukluların yanına gelerek "İsmail Beşikçi hanginiz?" diye sormuştu. Beşikçi "Benim" deyince, komutan: "İsmail şu ünlü kitabın yazarı mıydın? Sen Kürt vardır diyorsun. Var mı öyle bir şey" diyor. Beşikçi ise "Bu konu ayaktüstü konuşulmaz, istiyorsanız tartışabiliriz" diyecek, ancak Suat Aktolga

"İsmail yazık olmuyor mu ülkemize" diyerek konuşmasını sürdürecekti. Beşikçi'nin yanıtı "İsterseniz bunu da tartışabiliriz" olacaktı.

1974 yılında genel af nedeniyle tahliye edilen Beşikçi, yeniden Siyasal Bilgiler Fakültesi'ne dönmek isteyecek ama başvurusu kabul edilmeyecekti. Serbest yazar olarak



Av Serhat Bucak "Beşikçi içerdeyken avukatlık ilgililmedi"

yaşamını sürdürmeye başlayan Beşikçi, 1975 yılında "Bilim Yöntemi" daha sonra da, "Kürtlerin Mezburi İskânı" adlı kitaplarını yayınlıyacaktı. 1977 yılında tekrar hakkında dava açılan Beşikçi, 1979 yılında İstanbul Toplu Basın Asliye Ceza Mahkemesi'nce 2 yıl 12 ay hapis cezasına çarptırılarak Toptaş Cezaevi'ne gönderilecekti. Buradan Gölcük ve Seymen cezaevlerine gönderilen Beşikçi için yeni bir mahpusluk serüveni başlayacaktı.

Bir mektuba 10 yıl, 1981 yılında tahliye olan Beşikçi, aradan iki ay gibi kısa bir süre sonra cezaevinde yapılan bir aramada ele geçen bir mektup nedeniyle yeniden tutuklanıyordu. 1980 yılında Toptaş Cezaevi'nden İsviçre Yazarlar Sendikası Başkanı Madam Boulanger'e gönderilen mektup nedeniyle Gölcük Sıkıyönetim Mahkemesi'nde yargılanan Beşikçi 10 yıl ağır hapis ve 5 yıl da Edirne'de sürgün cezası ile cezalandırılıyordu. "Yabancı bir memleketle asılsız, mübalağalı ve ya maksadı mahsus müstemil" haber nesretmekten 10 yıl ağır hapis cezasına çarptırılan Beşikçi'nin avukatı Serhat Bucak, konuyla il-

gili olarak şöyle diyordu: "Dışişleri Bakanlığı'ndan gelen yazıda da söz konusu mektup hiçbir yerde nesredilmediği belirtiliyordu. Ama mahkeme bunu dikkate almadı. Savcı esas hakkındaki mütalaasında "Her ne kadar yayınlanmamışsa da milli menfaatlerimize zarar verecek faaliyetle bulunmadan hapse mahkûm edilebilir" dedi.

PEN üyesi Beşikçi, Yazdığı kitaplardan dolayı toplam 16 yıl hapis cezasına çarptırılan İsmail Beşikçi, Seymen Cezaevi'nden Çanak-kale'ye oradan da Gaziantep Cezaevi'ne gönderiliyordu. Mektuplarının gönderilmemesinden, bilimsel çalışma ortamının engellenmesinden şikâyetçi olduğu bilinen Beşikçi için Avrupa'da değişik kampanyalar açılıyordu. PEN Kulüp tarafından onur üyesi, Uluslararası Af Örgütü tarafından üç kez "ayın mahkûmu" seçilen Beşikçi ile ilgili Dünya Sosyologlar Birliği de bir kampanya açılıyordu. 1987 yılında da Avrupalı bilim adamları tarafından Nobel Barış Ödülü'ne aday gösterilen Beşikçi, önümüzdeki günlerde yeniden özgürlüğüne kavuşacak. Avukatı Serhat Bucak, yurt dışından gelen bu ilgiyi dile getirerek şöyle diyor: "Biz çalışan ve üreten insanımıza sahip çıkmıyoruz. Bir bilim adamı, doğru bildiğini söylemeli. Beşikçi de bunu yaptığı için yakasını hapislerden kurtaramıyor. Fakat acı olan şu ki, demokrat aydınlarımız bile sahip çıkmıyor. Beşikçi, Türkiye Yazarlar Sendikası üyesi olmasına karşın, onlar bile sahip çıkmadılar."

Cevlan GÖLLÜCÜ, Mahmut ÖVÜR



Türkiye'nin en kıdemli fikir suçlusu nihayet özgürlüğe kavuşuyor



Kazaklı, 11 yılını tamamlamaya çalışıyor

Ve içerde kalanlar...

İsmail Beşikçi'nin kitaplarını yayınlayan Komal Yayınevi Sahibi ve Sorumlu Müdürü Recep Maraşlı ile Devrimci Kurtuluş Yayınevi'nin Sorumlu Müdürü Bayram Kazaklı halen buldukları cezaevlerinde günlerini dolmazmış bekliyorlar.

1956 yılında Erzurum Narman'da başladı Recep Maraşlı'nın ol hayat hikâyesi. Ortokul öğrencisiyken Erzurum'da yayınlanan "Devrim Gazetesi"nde başyazar olarak çalışmaya başladı.



Maraşlı'nın 32 yıl hapsi isteniyor

İlk olarak 1970'te Erzurum'da öğrenciyken tek başına bildiri dağıtmaktan tutuklandı. 14 yaşında girdiği cezaevinden 17 yaşında çıkarken çocukluğunu da demir parmaklıklar gerisinde bırakıyordu artık...

1976 yılında Ankara'da kurulmuş bulunan Komal Yayınevi'nin İstanbul sorumluluğunu üstlendi. Maraşlı'nın bundan sonraki yaşamında ise gözaltına alınmalar, tutuklanıp sabırlıyımeler ve yeniden tutuklanmalar, hapishanelerden başka bir şey yer almadı, alamadı... Ne "gül yüzlü bir yâr" i olabildi, ne kazandığı I.Ü. Edebiyat Fakültesi'ni bitirebildi. Ne de ayarını uzatıp çocukluktan beri tutukluyla bağlandığı kitaplarını oku-

yabildi. 1980'de İzmir'de derleme olarak yayınladığı "Kürdistan'da Örgütülü Devlet Terörü ve İsmail Beşikçi" adlı kitabı nedeniyle hakkında verilmiş 6 aylık hapis cezasından dolayı 1981 yılında Hendek yolunda yapılan aramalarda yakalandı ve 23 gün gözetime altında kaldı. 1982 yılı sonunda, bir süre "konakladığı" Metris Askeri Cezaevi'nden halen bulunduğu Diyarbakır Askeri Cezaevi'ne nakledildi.

Recep Maraşlı'dan toplam 3 kitap ve bir mahkeme savunması için yaşamının 32 yılı istendi, kendisi ise henüz 28 yaşındaydı.. Uluslararası Yazarlar Birliği "Pen" tarafından 1986'da "yılın mahkûmu" seçilen Maraşlı için aralarında İsviçre Yazarlar Birliği Başkanı, F. Almanya Temel Haklar ve Demokrasi Komitesi Sekreteri, ve bir F. Alman Yeşiller Partisi milletvekilinin bulunduğu 150 kişi Evren, Özal ve Oltan Sungurlu'ya açık bir mektup yazarak af ve tedavi talebinde bulundular. "Pen", ayrıca Maraşlı'yı "onur üyeliği"ne seçti ve uluslararası platformdaki tüm bu faaliyetlerden kendisini mektup yoluyla haberdar etmeye çalıştı, ama tüm mektuplar birer birer gönderildikleri adreslere geri döndüler..

Şu anda R. Maraşlı 1984'te katıldığı 49 günlük bir açlık grevi sonucu oluşan görme rahatsızlığı, felç ve beyincığın zedelenmesi gibi rahatsızlıklarının üstesinden gelmeye çalışıyor ve avukatına yazdığı son mektubunda "her geçen gün bir diğerine göre iyileşiyorum" diyor..

Uluslararası Yazarlar Birliği, Hapisteki Türk Yazarlar Komitesi'nin verdiği bilgilere göre şu anda Türkiye'de 32 kişi yazdıkları veya yayınladıkları yazı ve kitaplardan dolayı toplam 750 yıl hükümle hapse bulunuyor; 26 kişi hakkındaki soruşturma halen sürüyor ve 4 kişi de tahliye edilmiş. Hapisteki 32 kişi arasında Devrimci Kurtuluş Yayınevi Sorumlu Müdürü Bayram Kazaklı da var. Kazaklı hakkında yayınladığı 4 kitap nedeniyle TCK'nun 141 ve 142. maddelerine muhalefetten soruşturma açıldı ve 1978'de yayınevi kapatıldı. 1983'te DK örgütüyle ilişkide bulunduğu savıyla gözaltına alınan Kazaklı, yaklaşık 2 ay gözetime altında kaldı. Sonuçta 15 yıl ağır hapse mahkûm oldu. Bayram Kazaklı şu anda Metris Askeri Cezaevi'nde geride kalan 11 yılını tamamlamaya çalışıyor ve kitap okumaya devam ediyor hâlâ...

İsmail Beşikçi yıllar sonra ilk defa YeniGündem'le konuştu

'Özgürlüğe kavuşmadım'



Gaziantep'te veda — Bir elde kırmızı karanfiller ve bavul, diğer elde arşiv kolileri...

"Burada yattığınızı biliyordum. Sizi ziyaret etmek isterdim. Ama iki nedenden oturu yapmadım. Birincisi, sizi tanıyordum, garip kaçır diye düşünüyordum. İkincisi de, açıkça söyleyeyim, başıma iş açılır diye korktum. Anlayacağınızı sanıyorum, özür dilerim..."

İsmail Beşikçi'yle, tahliye olduktan sonra, birkaç saat dinlendiği bir dostun yazhanesinde tanışan Gaziantep'li bir avukat, epey sıkılarak bunları söylüyor. 12 Eylül'den sonra kendisi de tam 28 ay tutuklu kalmış, sonra da salverilmişti. Bir kez daha "hapise düşmek" onun için çekilebilir bir şey değildi ve Beşikçi'yle görüşmesi bu tehlikeyi de beraberinde getirebilirdi.

Gaziantep'li avukatın kaybetmekten korktuğu özgürlük, İsmail Beşikçi'nin tam 6 yıl sonra yeniden kavuştuğu bir şeydi. Acaba nasıl bir duygu yaratmıştı 6 yıl sonra kavuşulan özgürlük İsmail Beşikçi'ye? Beşikçi'nin bu sorumuza yanıtı şöyle oluyordu:

"Türkiye'de tahliye olmak, özgürlüğe kavuşmak anlamına gelmiyor. 1980'li yıllarda pek çok devrimci genç cezaevine konuldu ve çeşitli baskılarla karşı karşıya bırakıldı. Bu arkadaşlar on yaş sonlarında cezaevlerine konuldular, şimdi yirmi yaş çağlarının sonlarını yaşıyorlar. Bunların belleklerini

silme önemli bir çabaydı hükümet için. Arkamda bu insanları bırakarak çıktım. Böyle bir toplumda tahliye olmak, özgürlüğe kavuşmak anlamına gelmiyor. Ote yandan dışardaki insanların da bir sürü sorunları var. Örneğin üniversitelerde yoğun bir baskı var. Benim çıktığım ortam, böyle bir ortam. Böyle bir ortamda değil ama özgürlük mücadelesi. Cezaevinin dışında da bu mücadele çeşitli boyutlarda sürüyor."

16 kolluk arşiv

Tahliyesinden ancak birkaç saat sonra, Beşikçi'nin çok insanı şaşırtacak bu yanıtı, doğrusu bizi de şaşırtmıştı. Bu nedenle usteliyoruz: "Peki, cezaevinde bulunduğunuz sürece şiddetle yoksunluğunu duyduğunuz ve ancak dışarda ulaşabileceğiniz şeyler yok muydu?"

"Ben, en çok şuna gereksiniyordum. Gazetelerde dergi, kitap ilanları görüyordum. İstiyordum ki onlar cezaevinde de olsun. Ben onları okuyayım, inceleyeyim. Bu olanağa çoğu zaman sahip olamadım. Son 2.5 yılını geçirdiğim Gaziantep Özel Tıp Cezaevi'nde kitap zaten yasaktı. Daha önce Çanakkale'de gerçi kapıdan içeri kitap girebiliyorduk ama, bunların size ulaşması çoğu zaman mümkün olmuyordu. İdare el kovuyordu bunlara. Bu yüzden ga-

zeteler ve bazı dergilerle ve tesadüfen bana ulaşabilen kitaplarla yetinmek zorunda kaldım cezaevinde..."

İsmail Beşikçi, kendisine ulaşılan ben gazete ve dergilerden kestiği kupürlerden, yazdığı notlardan 6 yıl içinde tam 16 kolluk bir "zati eşya"ya sahip olmuştu cezaevinde. Ya bir de istediği kitaplar kendisine ulaşabilseydi? Bu 16 kolluk cezaevinden çıkarılması, sonra akşam Ankara otobüsünün bagajına yerleştirilmesi epey sorun olmuştu.

Beşikçi'nin cezaevinde gideremediği bir diğer gereksinimi de yurtdışı haberleşmesiydi. Çünkü yabancı dil kesinlikle kullanılamazdı mektuplarda. Kendisine yurtdışından gelen mektuplar idarede altkonuluyordu incelenmek üzere. Bu incelemenin nasıl yapıldığı ise, biraz mizah konusuydu. Nitekim, Beşikçi'nin naklen anlattığına göre, bir keresinde cezaevi muduru o sıralarda Gaziantep Cezaevi'nde bulunan bir diğer siyasi hükümlüyü, Ertuğrul Kurkçu'yu çağırttı ve ondan, Beşikçi'ye gelen bir mektubu tercüme etmesini istemişti.

Acaba Beşikçi hangi koşullarda girmişti cezaevine ve şimdi içeriden izleyebildiği kadarıyla, özellikle demokratikleşme açısından Türkiye nereye gelmişti? Beşikçi'nin bu konuda yaptığı değerlendirme şöyleydi:

"Ben ilk 1979 Eylül'ünde girdim. O zaman Bülent Ecevit hükümeti vardı. Fakat o sıralarda yapılan ara seçimde, Demirel tekrar başbakan oldu. O zaman epey kargaşa vardı Türkiye'de. Sonra 12 Eylül'le karşılaştık. Hürriyetleri epey baskı altına alan bir askeri yönetim geldi. Uzun süre Türkiye böyle bir yönetim yaşadı. 1980'den '87'ye neler oldu dediğimiz zaman, kuşkusuz önemli şeyler oldu denilebilir. 1987, '80'e nazaran çok ileride. Demokratik bir görünüm var. Fakat bir konu var ki, ona bakışta, yaklaşıta hiçbir değişiklik yok gibi. Bu konu da, Kurti sorunu... En son olaylardan birisi SHP ile ilgili. Bu partinin Surt bölge toplantısında MKYK üyesi Turgut Atalay, Kurtçe'den sözüyor. Bu, çok büyük bir tepkiyle karşılanıyor. Halbuki aynı SHP, örneğin hükümeti 'Bulgaristan'daki Türkler'in hakkını koruyamıyorsunuz' diye eleştiriyor. Bu durum çok büyük bir çelişkidir, demokratikleşme bağdaşmaz. Kaldı ki, bu konuda kendisine demokrat diyen kişilerin, akımların da SHP'ye bir eleştirisi olmadı. Bulgar hükümetinin Bulgaristan'daki Türkler üzerindeki baskısına elbette karşı çıkılmalı. Oradaki Türkler'in, Türk toplumu olma hakları savunulmalı. Ama bunu savunabilmek için sizin de bir ayı-bınız olmaması gerekir."

Çifte standart meselesi

İsmail Beşikçi'yle 12 saat süren Gaziantep-Ankara otobüs yolculuğunda sırasında kendisine refakat eden tek gazeteci olarak yaptığımız sohbet, anlıyorduk ki en büyük şikayeti, Türk aydınlarının, Türk düşün ve politika adamlarının demokrasi konusundaki çifte standartlarıydı. İsmail Beşikçi şöyle anlatıyordu:

"Bakıyorsunuz, bu çifte standarttan en çok şikayet eden gazeteciler de, kendi yazılarında çifte standart uyguluyorlar. Bunlar, örneğin Uğur Mumcu, örneğin Mümtaz Soysal, örneğin antiemperyalist, antifaşist herhangi bir devrimci gibi, çeşitli konularda çok şiddetli muhalefet yapıyorlar. Ama ortaya bir etnik sorun çıktığında, aynen hukümet gibi konuşabiliyorlar. Yine örneğin, ben içerdeyken, 12 Mart'taki Ziverbey Koşku sorgulamaları basında yazıldı. Kontrgerilla teşhir edildi Ziverbey'de, Türkiye'nin değerli generalle-

rine, değerli yazarlarına neler yapıldı açıklandı. Ancak, bu yazı dizilerini yazanlar 'Bir kontrgerilla neden Ziverbey'de Türkiye'nin değerli generalleri, yazarlarıyla uğraşıyor. Gütsin Doğu Anadolu'da eşkıvavla uğraşsın' dediler. Bunda çok derin bir çelişki görüyorum ben. İşkenceye karşısın, ama sadece Ziverbey'deki işkenceye; Kontrgerillaya. Bu tutum, demokrasinin gelişiminde, kitleleri demokratik yaşam biçimine katmada çok önemli bir yanlış, bir eksiklik olarak ortaya çıkıyor."

Küçük haberler

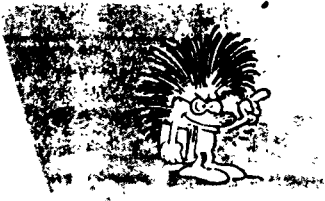
İsmail Beşikçi hapisteyken, geçen ay içinde iki Avustralyalı milletvekili tarafından Nobel Barış Ödülü'ne aday gösterilmişti. Bunu nasıl öğrendi, neler hissetti? İsmail Beşikçi bu konuda da, biraz buruk şunları söyledi:

"Ben bunu gazetelerdeki o küçük haberlerden öğrendim. O sabah, sanırım 31 Mart 1987 tarihindedi. Çanakkale Cezaevi'nde bulunduğum sıradaki bir olaydan dolayı, Gaziantep'te mahkemeye götürülmüştüm. Mahkemede ilk defa basın mensuplarıyla karşılaştım. Ne Gölçük Sıkıyönetim Mahkemesi'nde, ne de başka bir yerde. İlk defa 31 Mart 1987'de basın mensuplarıyla karşılaştım. Basın mensupları bazı sorular sormaya çalışıyorlardı. Ben konuşmadım. O gün duruşmadan sonra tekrar cezaevine getirildik. Öğleden sonra gazeteler geldi. O zaman öğrendim ve basın mensuplarının o gün neden ilgi gösterdiklerini o zaman anlamadım. Bu konudaki değerlendirmem kısaca şu: Demek ki, bilimsel analizlerim, değerlendirmelerim ve bunlardan dolayı gördüğüm baskılar uluslararası düzeyde saygılılıkla karşılanmış, etki yaratmış."

Beşikçi, Ankara'da evinde oturacaktı. Yurtdışına gitmeyi hiç ama hiç düşünmüyordu. Kendi deyimiyle "o konuda ikircikli değil"di. Peki, ilk yapmak istediği şey neydi? Beşikçi bu sorumuza şu yanıtı veriyordu:

"Türkiye'de gerek üniversitenin, gerek basının, gerek yazarların son yıllarda Bulgaristan Türklerinin haklarını savunmak yolunda gösterdikleri çabalarla, hükümetin Doğu Anadolu'da uyguladığı politikalar arasında bir ilişki kurmaya çalışıyorum. Burada derin bir çelişki görüyorum. Türkiye'de aydın bir yazar, gazeteci böylelikle derin bir çelişkiyi yaşamamalı. Bunu enine boyuna, derinliğine yazmaya çalışacağım. Bilimin kavramlarıyla, siyasetin kavramlarıyla. İlk yapmayı düşündüğüm şey bu..." □

AYDIN KOYMEN



31.5-6.6.1987

Beşikçi ve aydınlar

ERTUĞRUL KÜRKÇÜ

... bilim, ne kadar hatalı da olsa gene bilim kendisinden değil, dışardan. Bilime yabancı, bilim dışı çıkarılardan türetilmiş bir görüş açısına uydurmaya uğraşan 'aşğıllık' tir.
(Karl Marx, Artı-Değer Teorileri)

1 960'lı yıllar Türkiye'de siyasal ve entelektüel hayatın geçmişte daha önce hiç görülmedik ölçüde canlandığına tanık oldu. Dinin ve devletin dışında bir entelektüel hayatı henüz yeni yeni taniyan Türkiye'de bu canlanmayı en çok etkileyen ve buna karşılık bundan en çok etkilenen alan ise Üniversite'nin kendisiydi. 27 Mayıs'ın üniversiteye tanıdığı görelî özerkliğinin verdiği güçle "bilim adamları" toplumun ve devletin ideal formu bahsinde birbiri peşisıra yapıtlar sunmaya başladılar. Özellikle toplumbilim üzerinde yoğunlaşan yayınlar, aydınların tartışmalarını besleyen kaynaklar haline geldi.

Öte yandan, üniversitenin dışından, çoğu tek parti ve DP diktatörlüğü döneminde üniversiteden kovulmuş sosyalistler, bu pozitivist toplum ve devlet teorilerinin karşısına, bütük pörçük de olsa Marksist tarih görüşünü diktiler ve profesoral felsefeyle materyalist tarih görüşü arasında bütün aydınları hızla bağrına çeken kaçınılmaz tartışma başgösterdi:

Değişmekte olan Türkiye nasıl bir toplumdur? Değişimin itici güçleri nelerdir? Bu toplumsal güçleri birbirine bağlayan harç olarak ideolojilerin rolleri nedir? Bunlar gibi yüzlerce soru arasından sosyalizm-kapitalizm, milliyetçilik-enternasyonalizm tartışmaları üniversitenin kaplarından, profesörlerin kürsülerinden dışarıya, aydınların arasına yayılmaya, toplumbilim ile siyaset arasındaki bağlar dolaysız olarak ortaya çıkmaya başladı.

Toplumsal ve siyasal değişimin kaçınılmazlığı artık bütün aydınlar için *apriori* bir hakikat haline alır almaz dikkatler bu değişimin tarihsel dinamikleri üzerindeki tartışmalara çevrildi. Bütün aydınları kendine çeken "tutarlı" bir tarih tezine sahip olunsuzun entelektüel hegemonya sağlamanın olanaksızlığının idrak edilmesini her eğilimin teorisyenlerini harekete geçirdi. 1960'lı yılların ikinci yarısı hepsi birer tuğla kalınlığında, gerekli gereksiz, ama yine de son derece zengin malzemeye tika basa dolu tarihsel-politik yapıtların birbiri ardına tartışma masalarının üzerine dizildiğini gördü. Doğan Avcıoğlu'nun *Türkiye'nin Düzeni*'ni, İsmail Cem'in *Türkiye'de Geri Kalmışlığın Tarihi*, onları Dr. Hikmet Kıvılcımlı'nın *Tarih Tezi* ve başka risaleleri, Mihri Belli'nin makaleleri, İdris Küçükömer ve tilmizlerinin *Asyatik Üretim Tarzı* üzerine *exposé*'leri, Kemal Tahir'in tarihsel romanları izledi. Gele-

ceği peşinde koşan Türkiye, geçmişle boğuşup hesaplaşıyordu. Ama 1969 güzünde İsmail Beşikçi'nin *Doğu Anadolu'nun Düzeni* yayımlandığında, ulaştıkları sonuçlar birbirlerine ne kadar aykırı gözükürse gözüksün aslında bütün bu "nesnel", "bilimsel" ve dolayısıyla "ilerici" tarih yapıtlarının son tahlilde ortak bir tek teorik temele sahip oldukları, tartışmalarının alanını resmî tarih görüşünün olanak verdiği miktarda ki veriyle sınırladıkları ortaya çıktı.

İlk kez bir "bilim adamı", iki cepheden resmî araştırma alanının dışına çıkıyordu. Öncelikle profesoral felsefenin tarihinin ötesine geçerek üniversite dışındaki sosyalistlerle birlikte Marksist tarih görüşünü Türkiye'nin tarihsel-toplumsal inceleme alanına uyguluyor, öte yandan, ne dereceye kadar yaygın olduğu yolunda en ince toplumsal ve siyasal strateji hesaplarının üzerinde geçtiği *feodalizm* tartışmalarının gerisinde -*Doğu Anadolu'nun Düzeni*ndeki kendi ifadesiyle- bir "etnik" topluluğun varlığını yalnızca keşfetmekle kalmıyor, bunu açıkça da ifade ediyordu. Ötekilerin analizlerinde bir *quantité negligible* (ihmal edilebilir nicelik) olan *Kürtler*, İsmail Beşikçi'nin araştırmasında devasa öneme sahip bir toplumsal butunluk olarak gözler önüne seriliyordu. Geçen zaman, Beşikçi'nin "keşfi"ni doğrulayan binlerce kanıt sundu. İsmail Beşikçi'nin elde ettiği verilerin hepsi resmî tarih görüşünün öncülleriyle çatışma halindeydi ama, o hiçbir önyargıya teslim olmaksızın ve vardığı sonuçlardan bir an olsun ürkmeksizin gerçek bir *bilim adamı* gibi resmî görüşün karşısına kendisinininkini koymaktan kaçınmadı. Ancak, bütün olguların desteklediği, doğrudan doğruya gerçekliğin kendisinden çıkartılmış olan bu varlıklar, "ilerici aydınlar"ın büyük çoğunluğu tarafından ya susularak geçiştirildi ya da saldırıya uğradı. Artık "saf bilim" dolaysız siyasete ya da tersinden bakılırsa, siyaset saf bilime dönüşmüştü ve Gramsci'nin dediği gibi eğer siyaset bilimi, devletin bilimi demekse ve devlet de egemen sınıfın onlar vasıtasıyla, yalnızca hâkimiyetini meşrulaştırıp korumakla kalmadığı, üstelik yöneticilerinin aktif onayını elde etmeyi de başardığı bir pratik ve teorik etkinlikler karmaşasıysa, o zaman toplumbilimin bütün aslı sorunlarının siyaset biliminin sorunlarından başka bir şey olmadığı apaçık görülür." (Gramsci, *Hapısaneye Defterleri*)

İsmail Beşikçi ile öteki tarihçilerin tutumlarını birbirinden ayıran temel, Beşikçi'nin bir *organik aydın* olmasına karşılık, ötekilerin *geleneksel aydınlar* olmalarında yatıyordu. İsmail Beşikçi kendisini, çıkarılan ulusların tarihsel ve dolayısıyla *geçişken* bir kategori olduğu yolundaki bilimsel tarih görüşüne sıkı sıkıya dayalı biricik toplumsal güç olan işçi sınıfına bağlar. Cumhuriyet ideolojileri olan bu geleneksel aydınlar, ilerlemenin ve yeni fikirlerin taşıyıcısı olarak bir temel iktisadi gücü değil, doğrudan devletin kendisini gördüklerinden onu mutlaklaştırıyorlar ve kendi rasyonellerini devlette buluyorlardı. O zaman, devletle çatışan kendileriyle de çatışıyordu. Böylelikle yollar ayrıldı. İsmail Beşikçi "ilerici" bilim çevrelerinin dayanışmasından uzakta, "ilerici" aydınların sempatisinden yoksun olsa da bütünyle bilimsel olan mücadelesini yürütmekten geri kalmadı.

Olağanüstü rejimler İsmail Beşikçi'ye üniversitenin kapılarını kapar, cezaevi kapılarını açarken, onu bilimsel olarak küçümseyen ama paradoksal bir biçimde siyasal olarak "tehlikeli" bulan ilericilerden de şidde-

tini esirgemedi. Yine de aynı büyük güç tarafından birlikte eziliyor olmaları bu aydınları İsmail Beşikçi'ye yaklaştırmayı başaramadı. Ama onu, toplumun bütünyle değişmesinden yana mücadele eden ve aslı nitelikleri aydın olmalarında değil, devrimci olmalarında yatan insanlara yaklaştırdı.

İsmail Beşikçi ile öteki tarihçilerin tutumlarını birbirinden ayıran temel, Beşikçi'nin "organik" aydın olmasına karşılık, ötekilerin "geleneksel aydınlar" olmalarında yatıyordu.

Ancak bu yaklaşımda da asıl pay gene İsmail Beşikçi'nin kendisine aitler. Gerçeği araştırırken Prometheus'un yolunu tutmuştu, bulduklarını açıkladığı için yargılanırken ise Galilei'nin yolunu tutmamayı başardı. Her zaman, açık ya da örtük, belirli ödüller karşılığında "aydınlar"ına istisnai muamele uygulama geleneğini koruyan cezaevleri rejiminin bütün önerilerini ise elinin tersiyle bir yana itti. Teoride gösterdiği tutarlılığı, gericilikle her karşı karşıya gelişinde pratikte de göstererek, bütün yol ayrımlarında direnenlerin safında yer alarak, basık yıllarını "islahi gayri mümkün"lerin arasında geçirmeyi seçti.

Şimdi, egemen olan hiçbir şeye borçlu olmaksızın artık daha fazla yatırılamayacağı cezaevinden çıkarken tarihin istihzası olarak, "var" dediği için yok edilmek istendiği, bütün bilimsel çabasının varlıklarının kanıtlanmasına hasrettiği Kürtlerin gerçekten var oldukları, bugün bizzat kendisini hapsedenlerin, hapsettirenlerin ağızlarından tekrarlanıyor. □

İSMAIL BEŞİKÇİ'YE MERHABA

On yıllık suskunluk kırıldı



BASYAZI

Bilime kelepçe

Doğu Perinçek

DİĞERLİ araştırması İsmail Beşikçi'nin 1977 yılında İstanbul'da yazdığı ve Kurucu Kurulma Komisyonu tarafından yayınlanan, İsmail Beşikçi'nin başta mahkum olduğu ve cezasını Yargıtaya itirazı üzerine vazirani Toplayıcı Komisyonunda olduğu ve Etiler'de Aydınlik tarafından bu kitabın yayınlanması kitap. "Türk Tarih ve Kültürü" kitabı ve Kurtuluşunun bu kitabı yayınlıyor.

Aradan geçen dört gününde, gözlerimi izlememizin bir protestosu bir tutuşturdu. Ne yazık ki gazeteler bu bilim adamının bu kumiyet haberini bile okuyucularına çok göstermediler.

İsmail Beşikçi tabulara basılan eşimem gösteriş bir araştırmasıdır. Hem tabulara yazılacaktır, hem de gösteriş ve farfalanarak duracaktır, o zaman Bahadur'den bir ses beklemek gerekiyor galiba. Ciddi bir bilim adamının, çalışkan bir araştırmacının mahkumiyetinin böyle sessizliğe gömülmesi, içinde bir istyan duygusu uyandırır.

Türkiye, araştırma yapan, düşünen, bilim uğraşan insanları hapsilere atarak hangi meselesini çözebilecek? Bu tutumla anarşinin ve zorbalığın önüne geçilecek, Jöniz darboğazını aşılacak, mazur olacak, yokluğu a mı çare bulunacak? Zaten müdahale ve düşünceye kelepçe vurulan bu tutum değil midir, aynı zamanda ülkemizi bu sikintili günlere getiren?

Bilimsel araştırma yapacaksınız, fakat vardığınız sonuçları serbestçe yazamazsınız, o zaman nasıl olacak da gerçeklere varacağız? Bir topluluğun bilimsel araştırmayı dikenli teller içine hapsederek ilerlemesine imkan var mı? Çok mu kur ki, gerçeğe aşık olanlar için araştırmalar, birçok yiğit insan, bu dikenli demir parmaklıklara aldırılmıyor.

Düşünceye kelepçe, bilime kelepçe vurulması izlememizin büyük bir aygıtı. 1977 gibi madeler topluluğumuz için ağır bir kelepçe, bir pragandır. Onlar, zindanlara atarak İsmail Beşikçi'ye bir zarar veremezler. Ne yapıyorlar, ne yapıyorlar? Bu tutumun bedelini ülkemiz ödemekte, cezayı halk çekmektedir.

İsmail Beşikçi'nin mahkum edilmesini protesto ediyoruz.

Aydınlik

12 Eylül 1979



“Bugünüm Türkiye’inde, tahliye olmak özgürlüğe kavuşmak olarak yorumlanamaz.”

İsmail Beşikçi'nin cezaevi kapisında çıkardığı ilk sözlerinden biri bu olmuştur. Artık söz konusu olan özgürlük mücadelesini, değişik mekânlarda sürdürülmesi olacaktı. Beşikçi bundan sonra da yazmaya devam edeceğini, araştırma ve incelemelerini derlemeyi düşündüğünü açıklıyordu.

Tam on yıl on ay süren mahpusluk döneminden sonra Beşikçi, dünyaya merhaba derken basın ve Türk aydınlarının özgürlük mücadelesi verenler arasında yer almıştığını eleştiriyordu.

Testirüsünde haksız da değildi. On yıl on aylık hapis döneminde basın ve aydınlar (bizim saptayabildiğimiz Doğu Perinçek ve bir-iki istisna dışında) İsmail Beşikçi'ye yapılan büyük haksızlık karşısında tam bir suskunluk içindeydi. Düşündüklerini ve yaptıkları araştırmalarının sonuçlarını yayımlamaktan başka hiçbir "suçu" olmayan bir bilim adamı ne yazık ki savunulmadı.

Fakat on yıl sonra bu sessizlik kırılıyordu. Sayfalar İsmail Beşikçi'ye açılıyor, cezaevinden çıkışı müthişlik yaratıyordu.

Gerçekten güzeldi. Fakat bilim adamları ve aydınlarımızı hapsisten çıkarırken hoşgeldinlerle karşılamaktan onları onlara karşılanırken ve ağır cezalar verilirken sahip çıkılmaz mıydı? Basın ve aydınlarımız, o düşüncenin varılanmasını en başından göğüsleyerek mahkumiyetlerin ve cezalarının önüne dikilmezler miydi? Asıl olan insanları cezaevi kapıları önünde karşılamak yerine, cezaevine gidişi engellemek olmalıydı.

Avukat Serhat Bucak'ın "keşke insanımıza sahip çıkabilsek" sözleri belki bundan sonra gerçekleşebilirdi. Düşüncelerinden, inançlarından yargılananlarla dayanışma için artık on yıl beklenmeye bilirdi. Beşikçi'nin tahliyesizle kırılan suskunluk, yoksa bunu mu müjdeliyor?

